THE LIBRARY - THE UNIVERSITY OF JORDAN

● TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9476 — 26 PAGES — MERCREDI 9 JUILLET 1975

AUX PHILIPPINES

La levée de la loi martiale provoquerait le retour de l'anarchie nous déclare le président Markos

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

De Beyrouth à Jérusalem

La guerre civile paraît provisoirement conjurée à Beyrouth, où s'installe une paix fragile. Mais les conséquences de cette crise que vient de traverser le Liban — la plus grave depuis son indépendance de 1943 — sont d'ores et déjà visibles au-delà des frontières, principalement en Israël.

On peut, bien sûr, considérer comme une coïncidence — tout en la regrettant — que le retour au calme dans la capitale libanaise ait été immédiatement suivi le 4 juillet d'un nouvel attentat à Jérusalem, et revendiqué par le F.P.L.P., puis d'un raid de représailles de l'armée israélienne au Sud-Liban. On peut également trouver logique que les services secrets israéliens — si l'on en croit les dernières révélations de « Time » .. aient profité de la confusion libanaise pour éliminer en plein Beyrouth plusieurs responsables palestiniens. Les liens étroits qui existent entre l'évolution de la crise libanaise et celle du conflit israélo-arabe n'en méritent pas moins réflexion.

Avec la « rupture du pacte national » qui maintenait tant bien que mal depuis 1943 l'équilibre confessionnel et la paix au Liban, c'est d'abord la crédibilité d'un « modèle » qui disparaît. Les Israéliens n'ont pas manqué de répéter, ces dernières semaines, qu'il serait désormais absurde d'évoquer le Liban comme un exemple de cohabitation interconfessionnelle susceptible d'inspirer cette « Palestine laïque et démocratique » dont « rêve » M. Yasser Arafat.

L'exaspération des antagonismes socio-confessionnels à Beyrouth place, au contraire, les chrétiens libanais, et bien qu'ils s'en défendent, dans une position de plus en plus comparable à celle des « faucons » de Jérusalem. La presse israélienne, quasi unanime, ne témoigne-t-elle pas depuis deux mois, à l'égard des « phalangistes », d'une « sympathie » aussi révélatrice qu'embarrassante ?

Mais l'évolution du rapport des forces à l'intérieur même de la résistance palestinienne n'est pas moins dangereuse à moyen terme. On s'accorde aujourd'hui à Beyrouth pour juger que les derniers événements ont diminué l'autorité de M. Yasser Arafat sur les camps. Même si, depuis la fin du mois de mai, les Palestiniens ne participaient plus officiellement à une confrontation devenue strictement libanaise, le rôle joué depuis le 13 avril par le Front du refus dans le déclenchement de la crise n'en a pas moins été déterminant.

En exploitant les contradictions de la société libanaise, en s'appuyant sur l'extrême gauche révolutionnaire pour entretenir une situation explosive à Beyrouth, le Front du refus vise indirectement M. Arafat, dont la modération lui paraît dangereuse pour le peuple palestinien. S'il veut éviter de se trouver débordé, le chef de l'O.L.P. est naturellement conduit à durcir ses propres positions au détriment de l'« image de marque » dont il bénéficie sur le plan international.

Les pressions américaines et les concessions auxquelles paraît disposé le président égyptien Anouar El Sadate pourraient permettre d'aboutir à un accord sur l'évacuation par Israël des trois cols du Sinaï. Sur ce point précis le « réalisme » paraît même gagner du terrain dans l'opinion israélienne. Mais ce nouveau « petit pas » sur le chemin de la paix, qui laisserait entier le problème palestinien, ne manquera pas d'être interprété comme une nouvelle trahison par ceux qui, notamment à Beyrouth, croient devoir désespérer de la diplomatie. Leur influence n'est plus négligeable. Le Liban vient d'en faire l'expérience.

(Lire nos informations page 2.)

Le groupe Elf-Erap pourrait ne pas renouveler ses accords de production avec l'Algérie.

(Lire page 24.)

TANDIS QUE LE M.F.A. DÉLIBÈRE

Le parti communiste portugais mobilise ses militants pour « soutenir » le premier ministre dont la gestion suscite des critiques

Une nouvelle réunion importante de l'assemblée générale du Mouvement des forces armées devait avoir lieu, ce mardi 8 juillet, à Lisbonne, alors que des rumeurs persistantes font état, dans la capitale portugaise, de critiques de plus en plus vives contre la gestion du premier ministre, le général Vasco Gonçalves.

Il semble que les différentes tendances au sein du M.F.A. vont de nouveau s'affronter lors de cette réunion, et le parti communiste portugais, qui est considéré comme le plus ferme partisan du général Gonçalves, a décidé, depuis vendredi dernier, de mettre ses militants en état d'alerte. Le parti communiste a justifié lundi cette « mobilisation générale » *de ses adhérents en affirmant dans un communiqué que* « la révolution est en danger ». *Le communiqué ajoute :* « Nous devons soutenir le général Vasco Gonçalves. »

Divers événements renforcent l'impression que le premier ministre et les communistes sont en train de perdre du terrain. M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a été convoqué par le général Otelo de Carvalho, chef du commandement opérationnel du continent (Copcon), qui lui a signifié qu'il ne « *devrait y avoir ni manifestations de rue ni barricades, comme lors des précédentes crises* ». L'armée a été placée en état d'alerte dès jeudi. De plus, contrairement à l'habitude, aucun des membres du Conseil de la révolution ou du cabinet ne s'était déplacé pour accueillir le général Vasco Gonçalves, à son retour des îles du Cap-Vert, où il assistait aux fêtes de l'indépendance. Certes, on a pu voir ensemble, lundi soir, le général de Carvalho et le premier ministre, mais samedi après-midi, le général de Carvalho s'est longuement entretenu avec trois personnalités modérées du Conseil de la révolution, le commandant Ernesto Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, le commandant Vitor Alves et l'amiral Vitor Crespo, qui est cité comme l'éventuel successeur du premier ministre.

L'amiral Victor Crespo, qui regagne Lisbonne après avoir été gouverneur du Mozambique, a été couvert d'éloges vendredi dernier par l'assemblée de l'armée de terre, qui a loué « *le haut esprit révolutionnaire et international avec lequel il a rempli sa mission patriotique au Mozambique* ».

De son côté, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, poursuit sa campagne en faveur de la réouverture du journal *Republica*. Le secrétaire général du parti socialiste a déclaré lundi, au cours d'un congrès de travailleurs socialistes de la presse, que les socialistes sont « *prêts, si nécessaire, à organiser des manifestations de masse dans tout le pays et à paralyser le Portugal* » pour protester contre ce qui est « *une atteinte contre l'intelligence du peuple par le biais d'une manipulation de l'information qui est le fait de groupes minoritaires* ». « *Il n'existe pas aujourd'hui de bataille plus importante que celle pour la liberté de la presse* », a-t-il ajouté.

(Lire nos informations page 3.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE de juillet EST PARU

FRANÇOIS MITTERRAND
LA PAILLE ET LE GRAIN
UN SUCCÈS CET HIVER, UN BEST-SELLER CET ÉTÉ
EF
320 pages 32 F
FLAMMARION

Refusant de se séparer de M. Lopez Rega

Mme Isabel Peron accepte les revendications de salaires de la C.G.T. argentine

Les chefs de l'armée souhaitent un profond remaniement du gouvernement

La présidente de la République Argentine, Mme Isabel Peron, a accepté, le lundi 7 juillet, dans la soirée, de donner satisfaction aux revendications salariales de la C.G.T., mais elle a refusé de se séparer de M. José Lopez Rega, ministre du bien-être social, directeur de son secrétariat privé et son plus proche collaborateur.

L'épreuve de force engagée lundi à Buenos-Aires entre le pouvoir exécutif et la C.G.T. argentine, débordée par la pression des bases ouvrières, pourrait donc se terminer par un compromis provisoire.

En lançant un mot d'ordre de grève générale, qui a complètement paralysé l'Argentine dans la journée de lundi, la C.G.T. s'était rangée aux côtés des travailleurs, qui réclamaient l'annulation des mesures de limitation des hausses de salaires et le limogeage de M. Lopez Rega, considéré comme le principal responsable de la crise et contesté publiquement par de nombreuses personnalités des milieux dirigeants.

Mme Isabel Peron a cédé sur le premier point, mais elle refuse le départ du ministre du bien-être social, qui joue un rôle essentiel dans le gouvernement argentin depuis la mort, le 1er juillet 1974, du général Peron. Elle proposerait, en revanche, de remplacer certains de ses ministres. C'est ainsi que M. Celestino Rodrigo, ministre de l'économie, pourrait être sacrifié. M. Rodrigo est l'auteur du plan d'austérité draconien qui a suscité une imposante vague de grèves sauvages et de manifestations ouvrières qui ont rapidement pris une tournure politique.

Les dirigeants de la C.G.T. devaient se réunir ce mardi 8 juillet pour analyser les propositions de la présidence de la République. Mme Isabel Peron avait affirmé la semaine dernière qu'elle ne ratifierait pas les augmentations de salaires, atteignant jusqu'à 130 %, négociées et obtenues par les syndicats, face à une inflation dont le taux est de plus de 100 % par an actuellement. Elle avait précisé qu'aucune augmentation de plus de 50 % ne serait acceptée. Elle a, sur ce point, révisé sa position, ce qui pourrait calmer provisoirement les dirigeants syndicalistes mais ne résout en aucune façon la très grave crise économique que connaît le pays.

(Lire la suite page 5.)

Une proposition de conférence « au sommet »

La lutte contre la récession passe par une solution monétaire

estime M. Giscard d'Estaing

Dans un entretien accordé à des représentants de la chaîne Hearst, le président de la République française a proposé que se tienne à l'automne prochain, à Paris, une conférence monétaire au sommet de caractère informel, qui réunirait, outre la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, le Japon et, peut-être, d'autres grands pays industriels. « Ce que le monde appelle la crise du capitalisme est en réalité une crise monétaire », a dit M. Valéry Giscard d'Estaing.

A Bâle, les gouverneurs de banques centrales, réunis depuis dimanche, ont discuté de la prochaine rentrée du franc dans le « serpent communautaire », et de l'éventuelle association du franc suisse.

« *Ce n'est pas à mes yeux le prix du pétrole qui constitue le problème essentiel du monde occidental mais les structures monétaires* », a déclaré le président de la République aux deux journalistes américains qui l'interrogeaient. Quel que soit en effet le rôle que joue désormais le cartel des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'économie mondiale est encore largement organisée autour des grands pays capitalistes d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et de l'Extrême-Orient (Japon). Avec l'accélération des échanges, même l'évolution des prix et de la production à l'intérieur des pays socialistes subit l'influence du grand marché capitaliste.

« *Ce que le monde appelle la crise du capitalisme est en réalité une crise monétaire* », a encore dit le président de la République française. Alors que les forces de désorganisation semblent de plus en plus l'emporter dans un monde où les gouvernements sont impuissants à arrêter la récession tout en restant aux prises avec l'inflation, il est, en effet, nécessaire d'essayer de ramener à quelques causes fondamentales l'origine de nos difficultés.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 26.)

LA R.D.A. FACE A LA CRISE

Le ministre français du commerce extérieur, M. Norbert Ségard, doit se rendre en visite officielle en République démocratique allemande (R.D.A.) du 9 au 11 juillet. Parmi les pays de l'Est, la R.D.A. est le seul avec lequel la France ait enregistré en 1974 un déficit (150 millions de francs contre 117 millions de francs en 1973). Les échanges demeurent de faible importance, gonflés seulement par des ventes françaises de wagons (880 millions de francs de commandes en 1974). Avec 1 056 millions de francs, ils n'ont représenté que 0,2 % du total du commerce extérieur de la France, troisième fournisseur occidental de la R.D.A., très loin derrière l'Allemagne fédérale et après la Suède.

La conjoncture permettra-t-elle un ample développement des relations économiques et commerciales entre Paris et Berlin-Est ? Les démocraties populaires européennes sont à leur tour atteintes par les contrecoups de la crise de l'énergie. Déjà, au début de cette année, l'Union soviétique avait plus que doublé le prix de son pétrole, sans que soient relevés dans les mêmes proportions les prix des produits finis de ses partenaires (le Monde *du 25 février et du 18 mars).*

Aujourd'hui, la R.D.A. ressent les premiers effets d'une hausse du coût de la vie, qui frappe, au-delà des articles de luxe, divers produits industriels. Pour faire face au problème de « la pénétration de l'inflation capitaliste », *cet Etat hautement industrialisé a entamé un nouvel effort économique qui se traduit, dans les usines, par divers mots d'ordre visant à rationaliser le travail et à augmenter la productivité.*

I. — Un immense effort de production

De notre envoyé spécial JEAN BENOIT

Berlin-Est. — Des fenêtres du gratte-ciel Stadt Berlin — un hôtel de vingt-sept étages dominé par une gigantesque tour de télévision — dernier fleuron des nouveaux quartiers de l'Alexanderplatz, les voyageurs étrangers peuvent contempler la vaste Karl-Marx Allee, ex-Stalin Allee, surgie des ruines de la Frankfurter Allee d'avant 1945. Plus loin, au-delà du mur interzones, les enseignes lumineuses de Berlin-Ouest. C'est toujours, grandeur nature, la carte d'une ville déchirée.

Mais ce qui frappe désormais, c'est l'animation relative de la capitale est-allemande. Les lumières, les voitures nombreuses. Les boutiques de prestige où s'étale, tout au moins dans cette partie de la cité, une prospérité presque « à l'occidentale ». Les piétons, enfin, qui déferlent en rangs serrés du S-Bahn et des profondeurs du métro.

L'activité n'est pas moins visible en province. Vers 4 h. 30, quand les corneilles s'éveillent aux lueurs de l'aube, des bataillons de paysans-travailleurs traversent en autocar la campagne.

(Lire la suite page 3.)

ANTIFÉMINISME ET CHRISTIANISME

L'Evangile sous le boisseau

Ce sont les hommes qui ont créé l'antiféminisme et ce n'est pas sans leur accord que les femmes pourront accéder un jour à la juste place qui leur revient dans la société. C'est pourquoi on ne saurait regretter que ce soit, une fois de plus, un homme, Jean-Marie Aubert, qui traite de cette question. Se contenter de dire que le féminisme est à la mode équivaut à dévaluer, voire à escamoter, l'ampleur d'un sujet qui atteint à sa racine même la culture et la civilisation. Et c'est à ce niveau que se situe l'auteur.

Un chrétien a des raisons supplémentaires de s'intéresser à l'antiféminisme. L'histoire de la sujétion de la femme se confond, en effet, avec celle de la religion, quelle que soit, d'autre part, la vertu libératrice de l'Evangile. Cette contradiction doit être élucidée. Qui a fait preuve de mépris pour la femme, si ce n'est des hommes d'Eglise, des exégètes, des moralistes et des philosophes chrétiens ?

Jean-Marie Aubert, prêtre et professeur à l'université de Strasbourg, s'empare de ce thème avec vigueur et l'envisage sous tous ses aspects, sans succomber à la tentation de minimiser les responsabilités de l'Eglise (1). A peu de choses près, ses conclusions pourraient être reprises par des incroyants.

Pourquoi la révolution apportée par Jésus a-t-elle porté si peu de fruits ? C'est tout le drame de la pesanteur des cultures à laquelle le Christ lui-même n'a pas échappé, puisqu'il lui a bien fallu tenir compte du « seuil d'intolérabilité » de son époque.

Le premier des textes qui ont fondé le sexisme chrétien est à chercher dans le deuxième récit de la création de la Genèse, incorporant des éléments de récits cosmogoniques communs aux religions orientales, l'écrivain a fourni « *le plat de résistance à tous les appétits antiféministes* ». Créée en second lieu et à partir du mâle, la femme devait aussitôt être considérée comme inférieure, soumise à l'homme. Elle n'est « à l'image de Dieu » que par procuration.

HENRI FESQUET.

(Lire la suite page 8.)

(1) *Antiféminisme et christianisme. La Femme*, par Jean-Marie Aubert. Le Cerf-Desclée. 225 p., 35 F.

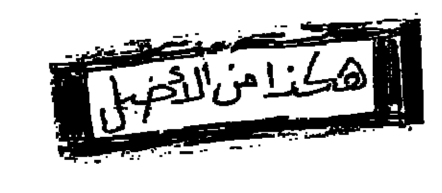
AU JOUR LE JOUR

ENSEMBLES

Le problème comorien est ce qu'en mathématiques on appellerait un problème d'ensembles. Le cardinal de l'ensemble comorien est-il trois sans Mayotte ou quatre avec Mayotte ? A moins que Mayotte ne puisse être considérée comme un sous-ensemble de l'ensemble comorien, comme les Comores étaient un sous-ensemble de l'ensemble des territoires d'outre-mer, lui-même sous-ensemble de l'ensemble de la souveraineté française.

A vrai dire, peu importe. Comme le savent depuis trois ans les Européens à la recherche de l'ensemble Europe, ce qui compte ce ne sont pas les ensembles sur lesquels les identités se fondent, mais la nature des fonctions, et des relations qui les enchaînent ou les unissent les uns aux autres.

ROBERT ESCARPIT.



DIPLOMATIE

Le président Giscard d'Estaing reçoit le premier ministre tunisien

M. Nouira, premier ministre tunisien, a, ce mardi 8 juillet, un entretien avec le président Giscard d'Estaing, qui offre un déjeuner en son honneur. M. Nouira présidera ensuite, avec M. Chirac, une réunion élargie à laquelle assisteront notamment les ministres des affaires étrangères et des finances.

L'entretien d'une heure que les deux premiers ministres ont eu lundi a porté sur la coopération franco-tunisienne et la situation en Méditerranée (projet tunisien de conférence des riverains, dialogue euro-arabe, situation au Proche-Orient, Chypre).

Tunis souhaite instituer avec Paris une « coopération tranquille »

De notre correspondante

Tunis. — *« Il n'y a aucun problème entre la Tunisie et la France »*, déclarait récemment le président Bourguiba au cours d'une conférence de presse. Cette affirmation exprime une conviction profonde et réciproque. Seule des trois pays du Maghreb, la Tunisie a choisi officiellement le bilinguisme : le français est ici langue de travail et seconde culture. C'est un des facteurs de l'amitié qui lie les deux pays.

Cela ne veut pas dire que le passé commun des deux pays fut sans orage : certaines « séquelles » en subsistent, qui forment ce que l'on appelle désormais le « contentieux ». C'est ainsi que la grande commission mixte, qui fait annuellement le point des relations économiques, financières, culturelles et commerciales (1), a débattu en janvier des comptes bloqués appartenant à d'anciens résidents français en Tunisie et de l'indemnisation des terres nationalisées en 1964 par décret présidentiel.

Le règlement de ce contentieux permettrait une coopération définitivement libérée du passé. Lors de sa visite officielle à Tunis, du 15 au 18 juin, M. Norbert Ségard, ministre français du commerce extérieur, a laissé entendre qu'une solution se dessinait concernant les comptes bloqués ; ceux-ci représentent 160 millions de francs, dont la moitié est constituée par des dépôts relativement modestes. Après la visite du ministre français, Tunis devait soumettre deux propositions concernant le processus de libération des comptes. Il est probable que la visite à Paris de M. Nouira permettra d'éclaircir les intentions des deux parties à ce sujet.

La situation des travailleurs immigrés

En ce qui concerne l'indemnisation des terres ayant appartenu aux colons français, aucune proposition concrète ne semble avoir été faite (2). Le gouvernement français estime que la charge de cette indemnisation doit être supportée par l'Etat tunisien, la décision de « récupérer » les terres ayant été prise en violation d'un accord signé en mars 1963 qui prévoyait un rachat échelonné à un taux établi en commun. Paris souhaiterait, semble-t-il, que Tunis fasse au moins un geste.

Cette question ne pèse plus en tout cas sur l'essor des relations économiques entre les deux pays. M. Nouira, qui compte beaucoup d'amis en France, et particulièrement dans les milieux financiers, affirme volontiers sa confiance dans une coopération commerciale encore plus active. La France est déjà le premier partenaire commercial de la Tunisie. Elle en est le premier fournisseur et le deuxième client après l'Italie. Les exportations françaises se sont élevées en 1974 à 1 650 millions de francs, en progression de 51 % par rapport à 1973, tandis que les importations ont atteint 902 millions, en hausse de 70 %. L'excédent commercial enregistré par Paris est donc important, et Cette situation préoccupe M. Nouira.

Dans un autre ordre d'idées, Tunis souhaite que la France prenne une part plus importante au développement du pays. La loi promulguée en 1972 concernant les investissements étrangers traduisait le désir de multiplier non seulement les échanges, mais les programmes d'aide au développement. La Tunisie a fait ces dernières années un gros effort pour l'infrastructure industrielle, mais ses moyens modestes ne lui permettent pas d'agir sans aide si elle veut réaliser le *« contrat de progrès »* proposé par le premier ministre à la nation. Cette aide pourrait également revêtir l'aspect d'une *« coopération tranquille »* dont on sait qu'elle a désormais la préférence de M. Bourguiba. De toute manière, les investissements en vigueur depuis 1972 ont déjà permis l'implantation de plusieurs industries de sous-traitance qui devraient détendre peu à peu la situation de l'emploi. C'est la première préoccupation du gouvernement tunisien, surtout depuis l'arrêt de l'immigration annoncé par Paris. Actuellement, 150 000 Tunisiens vivent en France, dont 80 000 travailleurs actifs (3). Leur participation à l'équilibre de la balance tunisienne des paiements est considérable, puisque les devises qu'ils envoient vers leur pays constituent un rapport supérieur à celui de l'industrie touristique, pourtant en pleine expansion.

Le gouvernement tunisien est soucieux d'assurer à ses travailleurs expatriés des conditions de vie décentes, en matière notamment d'habitat. Il souhaite aussi que ses ressortissants gardent un contact culturel permanent avec le pays et avec la langue arabe. De nombreux consulats sont désormais installés dans les grandes villes françaises. Des colonies de vacances accueillent chaque année en Tunisie les enfants des travailleurs émigrés. Reste à assurer à ces enfants la possibilité de recevoir dans les écoles françaises un enseignement en arabe.

MANUÈLE PEYROL.

(1) Cette commission intergouvernementale à laquelle participent les ministres des affaires étrangères. Elle a été créée en juin 1972 à l'occasion de la visite officielle en France du président Bourguiba. Elle a tenu sa troisième session le 30 janvier 1975 à Paris.

(2) La nationalisation des terres appartenant à des étrangers est intervenue le 11 mai 1964. Elle touchait 270.000 hectares appartenant à des Français dont 120.000 à des sociétés. La loi votée à ce sujet prévoyait le principe d'une indemnisation. Il n'en a plus jamais été question depuis le 13 mai 1964, le gouvernement français avait décidé d'annuler l'aide budgétaire à la Tunisie. Cette aide a été rétablie en 1968, et les relations se sont alors normalisées.

(3) D'après les statistiques du ministère français de l'intérieur au 1er janvier 1974. Les Tunisiens constituent la troisième communauté maghrébine en France après les Algériens (840 000) et les Marocains (180 000).

UNE BALANCE DES PAIEMENTS EXCÉDENTAIRE AVEC PARIS

Dans les rapports économiques franco-tunisiens, la balance des paiements est bénéficiaire pour Tunis, alors que la balance des échanges commerciaux penche nettement en faveur de Paris. Cette situation tient aux « invisibles ». La Tunisie reçoit, en effet, de plus en plus de touristes français, et leur groupe est devenu récemment le premier en nombre, alors qu'il se situait au troisième rang. D'autre part, les travailleurs tunisiens en France envoient dans leur pays d'origine une partie importante de leurs gains. Enfin, en 1974, plus de 200 millions de francs ont été investis à long terme pour la recherche pétrolière. De ce fait, la balance des paiements, traditionnellement déficitaire avec Paris, est devenue excédentaire en 1974.

L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide financière française à la Tunisie s'est montée en 1974 à 240 millions de francs répartis pour moitié entre des prêts du Trésor à 3 % d'intérêt et des prêts privés bancaires garantis par la COFACE. En 1973, l'enveloppe, dont le montant fait chaque année l'objet d'une négociation, avait été également de 240 millions.

Une aide en céréales d'importance variable est également accordée.

Les toasts échangés lundi soir

M. CHIRAC : conclure un « véritable contrat de développement » entre la France et le Maghreb.

« Je tiens à vous donner l'assurance que le gouvernement français ne ménagera pas ses efforts... pour qu'aboutisse la négociation sur le nouvel accord d'association entre la Communauté et la Tunisie », a notamment déclaré lundi soir 7 juillet M. Chirac, dans un toast prononcé à l'issue du dîner en l'honneur du premier ministre tunisien, M. Nouira. *« Je suis convaincu que son contenu, dépassant le simple cadre commercial, sera un véritable contrat de développement et de coopération entre deux ensembles* [l'Europe et le Maghreb] *faits pour se comprendre et pour emprunter de concert les voies du progrès. »*

M. Chirac a poursuivi : *« Etroites et chaleureuses au plan bilatéral, nos relations font apparaître, dans le domaine international, une large convergence de vues sur les problèmes majeurs : au premier chef, nous sommes en accord quant à la nécessité de remédier aux déséquilibres que l'évolution historique à créés entre les nations industrialisées et les pays en voie de développement. »*

M. NOUIRA : édifier sereinement un nouvel ordre international.

Répondant à M. Chirac, M. Nouira, a dressé un bilan *« largement positif »* des relations franco-tunisiennes. Il a fait l'éloge de *« la position courageuse que la France a été amenée, la première à l'Ouest, à prendre sur le conflit du Moyen-Orient »*, et il a exprimé *« la satisfaction de la Tunisie devant l'action menée par la diplomatie française pour l'établissement d'une paix juste durable dans cette région »*. Il a souligné que la Tunisie demeurait profondément convaincue que le concept *« d'un ordre international plus équitable, qui correspond bien à l'esprit de notre temps, s'il était clairement perçu, permettrait d'établir un meilleur équilibre entre les nations et ouvrirait la voie à une nouvelle ère de prospérité généralisée... L'édification d'un nouvel ordre doit se faire dans la sérénité et se poser en termes de concertation et non de confrontation »*.

Le premier ministre tunisien a rendu hommage aux diverses initiatives françaises, et notamment *« la convocation d'une conférence sur l'énergie et les matières premières et l'intérêt porte au dialogue euro-arabe et à la coopération euro-arabo-africaine.*

Une coopération exemplaire

La coopération culturelle et technique entre la France et la Tunisie est souvent qualifiée d'« *exemplaire* ». Elle l'est particulièrement dans l'enseignement, puisque les Tunisiens sont en passe, grâce à elle, de prendre la relève des assistants français. C'est déjà le cas dans le primaire, où depuis trois ans aucun coopérant français n'est plus employé. La Tunisie est même en mesure d'« *exporter* » à son tour des instituteurs et elle en fournit par exemple à la Libye. Les secteurs non techniques de l'enseignement secondaire sont également en voie de tunisification rapide. De part et d'autre on se soucie donc surtout de la coopération universitaire, scientifique et technique et l'accent est mis sur la *« formation de formateurs »*. Plusieurs projets pilotes ont été ainsi mis en place. C'est le cas pour l'Ecole normale de Tunis.

La coopération technique est surtout développée dans le secteur médical. Une centaine de médecins français donnent des cours dans les facultés ou travaillent dans les hôpitaux. Les coopérants sont également nombreux dans l'agriculture. Ils assurent des tâches de formation dans les instituts agronomiques.

Au total, les coopérants français sont environ deux mille alors qu'ils étaient trois mille à une date encore peu éloignée. Le budget consacré à la coopération s'élève à 90 millions.

A cette action s'ajoute celle des établissements d'enseignement français, qui reçoivent un certain nombre d'élèves tunisiens dans quatorze écoles, deux C.E.S. et quatre lycées.

La communauté française en Tunisie compte plus de vingt-trois-mille membres. — D. J.

A Ottawa

M. PONIATOWSKI S'ENTRETIENT AVEC M. TRUDEAU

(Correspondance.)

Ottawa. — Poursuivant son voyage au Canada, M. Michel Poniatowski est arrivé à Ottawa ce mardi 8 juillet. Lundi, le ministre d'Etat s'est entretenu avec le *sollicitor general*, M. Warren Allmand, responsable des services pénitentaires et de la gendarmerie royale du Canada, avant d'être reçu par le gouverneur général du Canada, M. Jules Léger.

Mardi, M. Poniatowski doit s'entretenir avec plusieurs membres du gouvernement fédéral, notamment le premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau, qui offrira un déjeuner en son honneur. Lors de ces conversations, il sera notamment question de la fourniture de matières premières canadiennes à la France, dont de l'uranium, et des rapports entre le Canada et la C.E.E. C'est en fin de journée que M. Poniatowski devrait annoncer la date de la visite du président Giscard d'Estaing au Canada, dont le principe est déjà acquis.

A la C.S.C.E.

LA FINLANDE NE PEUT PLUS ORGANISER LE « SOMMET » PANEUROPÉEN LE 28 JUILLET.

Genève (*A.F.P., Reuter, A.P.*). — La Finlande a annoncé, lundi soir 7 juillet à Genève, qu'elle ne pouvait plus organiser, pour des raisons matérielles, le 28 juillet à Helsinki, le « sommet » qui doit clore la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Le 28 juillet était la dernière date possible pour que les travaux soient totalement terminés pendant le mois en cours.

La France avait proposé une « date conditionnelle » pour le « sommet », par exemple fin juillet, qui ne deviendrait définitive que si toutes les questions en suspens étaient réglées avant le 12 juillet. Cette proposition a fait l'objet d'un large échange de vues au cours des réunions du comité de coordination de lundi, mais elle a été rejetée par Malte et les Pays-Bas et, d'une façon plus nuancées, par la Turquie, la Belgique, l'Italie et l'Espagne.

Quatre questions importantes restent en suspens : les « suites » de la conférence, la notification préalable des manœuvres militaires, les droits quadripartites sur l'Allemagne et la réciprocité des avantages économiques mutuellement accordés par les Etats. Sur tous ces points, des progrès auraient été enregistrés au cours du week-end, notamment sur les « suites » et les questions militaires. Une nouvelle réunion du comité de coordination est prévue pour ce mardi soir.

Des consultations discrètes ne semblent pas avoir aplani les divergences entre P.C. européens

De notre correspondant

Vienne. — Le secret le plus total continue à entourer les consultations bilatérales par lesquelles les partis communistes d'Europe tentent d'aplanir les différends à propos de leur conférence qui doit suivre de deux mois environ le « sommet » à Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

Le dernier en date de ces contacts, et sans doute l'un des plus importants, est le voyage discret, à la fin du mois de juin, à Berlin-Est, de M. Stefan Andrei, secrétaire du comité central du P.C. roumain, seul un communiqué anodin a été publié. Il indique que M. Andrei a été reçu *« dans une atmosphère de chaleureuse camaraderie »*, par M. Erich Honecker, chef du parti est-allemand. Même la date de son retour à Bucarest n'a pas été divulguée, et c'est grâce à des recoupements qu'on peut penser que le séjour à Berlin a duré quatre jours. Le parti roumain est au nombre de ceux qui auraient exprimé leur refus de signer lors de la conférence des vingt-huit partis européens un document « contraignant » susceptible de réaffirmer la suprématie soviétique sur les autres partis. Le P.C. est-allemand, en revanche, est l'auteur d'un projet de document que les Roumains, les Yougoslaves, les Italiens et les Espagnols auraient considéré à la mi-mai comme inacceptable.

Les Yougoslaves ont également multiplié récemment les contacts, et leurs thèses sont proches de celles défendues par Bucarest, leur liberté de manœuvre peut, en revanche, être considéré comme plus grande. M. Edvard Kardelj, numéro deux du régime titiste, s'est successivement rendu, du 23 juin au 5 juillet, à Budapest, à Prague et à Bucarest.

Les récents développements ne sont pas de nature à faciliter la préparation de la conférence, qu'il s'agisse de l'affaire du faux document Ponomarev publié par *Republica* à Paris, ou de la lettre qu'aurait adressée M. Alexandre Dubcek au début du mois de juin aux chefs des partis italien et est allemand, demandant que la conférence des P.C. soit saisie de la situation en Tchécoslovaquie, ou encore de la polémique entre le P.C.F. et l'une des fractions du parti communiste grec ou les analyses forcément divergentes qu'auront pu faire les pays du Comecon à l'issue de la dernière session du conseil, à la fin du mois de juin à Budapest.

(Intérim.)

PROCHE-ORIENT

Le seul langage que les terroristes comprennent est celui de la force

déclare M. Rabin devant la Knesset

Le Liban a porté plainte au Conseil de sécurité à la suite de l'attaque israélienne de lundi 7 juillet contre les camps palestiniens de la région de Tyr. Le bilan provisoire de cette opération s'élève à treize personnes tuées et trente-sept autres blessées, dont vingt sont gravement atteintes.

A Jérusalem, le premier minisre israélien, M. Rabin, a affirmé lundi devant la Knesset que son gouvernement était résolu à poursuivre *« une lutte implacable »* contre les *« terroristes »*. *« Il ne saurait être question pour nous de négocier avec l'O.L.P. ou toute autre organisation de ce genre. Le seul langage que ces organisations comprennent est celui de la force, et c'est le langage que nous leur tiendrons »*, a-t-il déclaré.

M. Rabin a ajouté que le but des *« terroristes »* était de *« continuer à verser le sang des innocents, de rendre impossible toute coexistence entre Juifs et Arabes à Jérusalem, et de créer une situation telle qu'un conflit ouvert et sanglant entre ces deux parties deviendrait inévitable »*.

L'allocution du chef du gouvernement a été suivie d'un débat au cours duquel M. Moshé Dayan a pris la parole. L'ancien ministre de la défense, qui a approuvé les vues de M. Rabin, a souligné qu'Israël ne devait pas *« ignorer que le terrorisme palestinien jouissait du soutien de tous les pays arabes, y compris l'Egypte »*. *« Pour nous,* a-t-il conclu, *la question est de savoir dans quelle mesure les initiatives des organisations terroristes palestiniennes font partie intégrante des intentions et des buts du monde arabe. »*

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, commentant les actions de représailles israéliennes contre les camps palestiniens, a déclaré lundi que les Etats-Unis regrettaient *« profondément »* les actes de terreur au Proche-Orient. *« Le cercle vicieux de la violence,* a-t-il dit, *ne pourra être brisé que le jour où les attaques telles que celle de vendredi dernier à Jérusalem cesseront. »*

A Beyrouth, les partis progressistes libanais ont affirmé, lundi dans un communiqué, que les responsables de l'enlèvement du colonel américain Ernest Morgan *« sont des éléments suspects qui exécutent un plan visant à discréditer la résistance palestinienne et le mouvement national au Liban »*. Le communiqué poursuit : *« Etant données les circonstances qui ont entouré l'enlèvement du colonel, il est possible que celui-ci se soit livré intentionnellement et avec préméditation à ses ravisseurs. »*

Selon les partis progressistes, qui citent le commandement de la résistance, *« l'identité des personnes qui ont participé à l'enlèvement est connue. » « Ce que l'on appelle l'« Organisation de l'action socialiste révolutionnaire » n'a aucune existence, n'a aucune relation ni avec la résistance palestinienne ni avec les mouvements nationaux libanais »*, ajoute le communiqué selon lequel seuls des *« éléments destructeurs »* se cachent derrière cette organisation. — *(A.F.P., U.P.I., Reuter.)*

M. RABIN EN VISITE OFFICIELLE A BONN

Les rapports germano-israéliens ont perdu leur caractère « particulie[r] »

De notre correspondant

Bonn. — M. Rabin, premier ministre israélien, était attendu, ce mardi 8 juillet, pour une visite officielle de quatre jours, en République fédérale. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises à cette occasion. C'est la première fois qu'un chef de gouvernement d'Israël séjourne en République fédérale. M. Rabin, qui sera accompagné de son épouse, née en Allemagne, rend ainsi la visite que M. Brandt avait fait en Israël au printemps 1973. L'ancien chancelier avait invité Mme Golda Meïr à venir en R.F.A. à l'automne suivant, mais la guerre d'octobre avait empêché la réalisation de ce projet.

Depuis deux ans, les relations germano-israéliennes se sont à la fois normalisées et détériorées. Normalisées parce que, comme l'avait souhaité M. Brandt, elles se situent maintenant *« au-delà de l'émotionnel »* ; même si elles ne sont pas tout à fait comparables aux rapports entre deux autres Etats, elles ont perdu leur caractère « particulier ». Sans craindre le rappel d'un passé douloureux, les Allemands de l'Ouest peuvent maintenant se permettre de critiquer, lorsqu'ils le jugent bon, la politique israélienne. Cette franchise a eu pour conséquence des refroidissements passagers dans les rapports entre Bonn et Jérusalem. Les Israéliens pas beaucoup apprécié, exemple, que le gouverne fédéral allemand proteste — symboliquement — contr transport par les Américair matériel militaire à destin d'Israël, à partir de la R pendant la guerre d'octobr n'ont pas non plus été très faits que la République féc accepte la déclaration com des Neuf, en novembre qu'ils considèrent comme un tien unilatéral des pos arabes. On prête d'ailleu M. Rabin l'intention de dem au chancelier Schmidt de pr ses distances par rapport à déclaration.

Il paraît exclu que ce vœ exaucé. Les dirigeants allen veulent mener au Proche-C une politique *« équilibrée »* puyant sur la déclaratio novembre 1973 et sur la ré tion 242 du Conseil de sé des Nations unies. On fait ici que de bonnes relations la capitale fédérale et tou gouvernements du Proche-C correspondent à l'intérêt de le monde, y compris des I liens. D'ailleurs, Jérusalem pas seulement lieu de se pla de l'attitude allemande. C'est une large part grâce à l' tance de Bonn que l'accor libre échange entre Israël C.E.E. a pu être conclu, n le mécontentement prévisibl pays arabes. D'autre part, le vernement allemand s'est o à ce que les Palestiniens o nent le statut d'observateurs le dialogue euro-arabe tant n'auront pas reconnu l'exis de l'Etat d'Israël.

Dépasser l'état de « ni guerre ni pai[x] »

Dans les milieux proche la chancellerie, on déclar M. Schmidt *« veut d'abord ter »*, et qu'il attache une g importance à être mis au co des derniers développement discussions au Proche-C

Le gouvernement de Bo l'impression que les ch d'aboutir à un arrang israélo-égyptien au moins p sont *« relativement bonnes »* que Le Caire se montre inté La R.F.A., dit-on ici, ap positivement l'attitude du dent Sadate. M. Schmidt p avec *« une franchise amical* M. Rabin. De ces indicatio est permis de tirer la concl que le chancelier joindra sa à celle des Américains pour ter de persuader les Israé qu'ils ont intérêt à accepte propositions égyptiennes. Il d'ailleurs pas exclu que MM. bin et Kissinger aient un e tien à Bonn, car le secré d'Etat américain doit arriver la capitale fédérale allem vendredi, dernier jour de la site du premier ministre isra

Il n'existe entre Israël e République fédérale aucun blème bilatéral. Les éch économiques se sont dévelo très rapidement au cours dernières années, passant 470 millions de deutschemark 1965 à 1,55 milliard l'année nière. La R.F.A. est mainte le deuxième partenaire com cial de l'Etat juif, après les E Unis. Le fort déficit comme israélien vis-à-vis de l'Allem pourra être compensé dans certaine mesure grâce à l'ac de libre-échange. Le gouverne de Bonn est, d'autre part, dé en principe, à accorder au Co mondial juif de nouvelles rép tions pour un montant de 600 lions de deutschemarks.

M. Rabin commence mardi voyage officiel en Allemagne une visite à l'ancien camp concentration de Bergen-Be puis par un bref séjour à Be Ouest. Il aurait manifesté un tain intérêt à visiter *« une divisée contre nature »*.

DANIEL VERNET

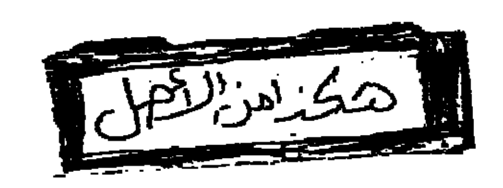
LE PROGRAMME DE LA VISITE EN EURO[PE] DE M. KISSINGER

M. Kissinger commence ce [...]credi sa visite en Europe.

Le secrétaire d'Etat amér arrivera à Paris le 9 juille soir. Il en repartira le 10, le déjeuner, pour renco M. Gromyko à Genève. Du soir au 12 au matin, il se Bonn et il passera l'après-mid 12 à Londres avant de regag Washington.

D'autre part, une renco *« non formelle »* du premier nistre britannique, M. Wi le 24 juillet, à Hambourg, av chancelier d'Allemagne fédé M. Schmidt, a été annoncée le Ce sera, dit-on à Londres, première d'une série de consu tions de M. Wilson avec les d geants de la Communauté eu péenne. De son côté, le secréta au Foreign Office, qui est ar jeudi à Rome, en visite offici se rendra en Pologne du 13 15 juillet. Ce sera la premi visite à Varsovie d'un chef de diplomatie britannique depuis ans.





EUROPE

Italie

…arti socialiste est prêt à s'allier aux communistes pour gérer Venise

…e politique en Italie est dominée de… …elques jours par la désignation des …s dirigeantes (les « juntes ») des … régionaux, provinciaux et munici… …lues le 15 juin. La démocratie-chré… …raint que les socialistes ne lui fas… …sent compagnie, ici ou là, pour s'allier avec … …paux, élues le 15 juin. La démocratie chré… majorité de gauche est désormais possible. Deux élus démocrates-chrétiens de cette région, MM. Carlo Donat-Cattin et Adolfo Sarti, ont menacé de démissionner du gouvernement, où ils occupent respectivement les postes de ministres de l'industrie et du tourisme, si les socialistes concluaient une alliance avec le P.C. Ce « frontisme » est sur le point de se réaliser dans une ville prestigieuse : Venise.

De notre envoyé spécial

… — Les gondoliers, heureu… …font grève de temps en … C'est le seul moyen de … aux touristes une cruelle … Venise l'enchanteresse, … la perle de l'Italie », est une …me les autres, avec des syn… …entêtés, des démocrates-… désorientés et des commu… …iomphants. Le P.C. n'a-t-il …é, ici aussi, les élections ? …ement, Venise est même un …nplaire. « *Pour expérimenter …elles formules, nous avons été en avance* », remarque … militant socialiste, qui se … du mariage précoce de son …c la démocratie chrétienne

…mière expérience en date … à six mois, et elle a fait …eaucoup d'encre en Italie. …ion communiste s'était offi… …t entendue avec le gouver… municipal (démocrates-chré… …cialistes et sociaux-démo… …our approuver les plans de …ion du centre historique et … quelque sorte, Venise avec …e s'agissait pas, à propre… …ier, d'un « compromis his… … puisque le P.C. restait …pposition. Mais on n'avait …u pareille audace dans une ville d'Italie. Cette formule … préparée de longue date …taire (démocrate-chrétien de … M. Giorgio Longo, prit le mini-compromis historique ». …s cris d'effroi des instances …s du parti social-démocrate … D.C. elle-même, l'expérience interrompue en février der… …elques semaines seulement …oir commencé.

…ections du 15 juin ont mis …e sens dessus-dessous. La …tie chrétienne (18 sièges au … 21) cède la première place (22 sièges au lieu de 17). …cialistes progressent aussi, passant de 7 à 10. Musset ne croyait pas si bien parler en vantant « Venise la rouge ». La tempête a été d'autant plus ressentie que la cité des Doges est la capitale de la Vénétie, l'une des régions les plus « blanches » d'Italie, où la démocratie chrétienne conserve, même après le 15 juin, la majorité absolue dans une ville comme Vérone et au conseil régional lui-même.

Malgré les problèmes particuliers de Venise (« l'eau qui monte », mais surtout le centre historique qui dépérit, victime de la spéculation), les raisons de ce remue-ménage ne diffèrent guère de celles qui ont assuré la victoire communiste dans d'autres villes d'Italie : de nouvelles couches d'électeurs et une lassitude générale à l'égard du pouvoir démocrate-chrétien. Ici aussi, des commerçants, des artisans et même de petits industriels ont voté communiste pour la première fois. Des intellectuels — nombreux à Venise — ont fait de même, encouragés sans doute par la présence sur la liste communiste de personnalités comme le compositeur Luigi Nono. De tous les candidats du P.C., c'est pourtant un septuagénaire qui a obtenu le plus grand nombre de voix, dépassant même les deux chefs de liste, ce qui est rare : le succès personnel de M. Giovanbattista Gianquinto, qui fut maire de Venise à la libération, a été interprété comme la nostalgie d'une gestion municipale plus rigoureuse, plus cohérente.

Venise compte beaucoup de gens fortunés qui n'avaient pas attendu le 15 juin pour placer leur argent en lieu sûr à l'étranger. Leur inquiétude antérieure aux élections n'a pu que redoubler. Sans doute ressent-on ici — bien plus qu'à Rome ou à Naples — la proximité de la Yougoslavie, et met-on plus qu'ailleurs en rapport la situation italienne avec l'avenir incertain de ce pays.

Qu'adviendra-t-il à Venise ? Si la démocratie chrétienne peut encore former une « junte » avec les socialistes et les petits partis du centre (ils disposeraient de 34 sièges sur 60), un gouvernement « frontiste » est également possible, puisque communistes et socialistes disposent désormais de trente-deux conseillers. Tout dépend donc des humeurs du P.S.I. Or il semble avoir bel et bien choisi son partenaire : ce sera le P.C. « *L'électorat s'est exprimé, il faut respecter sa volonté* », nous ont dit plusieurs représentants du P.S. A moins d'un coup de théâtre de dernière minute, Venise sera « rouge » cet été. S'exprimant comme si c'était déjà fait, un responsable local de la démocratie chrétienne cache sa déception par une pointe : « *Je ne sais pas si la junte durera longtemps. Les communistes devront faire preuve de beaucoup de patience avec les socialistes, que nous connaissons bien, nous.* » Déçus, les démocrates-chrétiens le sont d'autant plus que leur porte-drapeau, M. Longo, est unanimement respecté à gauche.

Aussi curieux que cela puisse paraître, le P.C. n'est pas enchanté d'avoir eu les faveurs des socialistes. Il préférerait une junte plus large dans laquelle figureraient les démocrates chrétiens. Pour ce « compromis historique », le P.C. semble prêt à beaucoup de compromissions. La démocratie chrétienne locale ne peut y consentir parce que, dit-on, les instances nationales du parti s'y opposeraient.

A défaut d'un gouvernement d'union, le P.C. voudrait réaliser une sorte de « mini-compromis historique » à l'envers : former la junte avec les seuls socialistes mais inviter les démocrates-chrétiens, devenus opposants pour la première fois depuis vingt-quatre ans, à appuyer les travaux du maire et de ses assesseurs.

Il y a, à vrai dire, plusieurs manières d'instaurer une telle collaboration que la démocratie chrétienne ne refuse pas a priori puisqu'elle se prépare déjà à « une opposition constructive ». On évitera, en tout cas, de parler de « compromis historique » et même de « mini-compromis ». Il n'y en aura pas, nous a-t-on dit au P.C. comme à la D.C., et d'ailleurs il n'y en a jamais eu : en décembre dernier, les communistes ne faisaient qu'ajouter leurs voix à celles d'un centre gauche majoritaire et autonome.

Quoi qu'il en soit de leur « *junte ouverte, d'entente démocratique* », les communistes ont déjà un programme d'action détaillée. Un jeune militant barbu nous l'a exposé avec précision (qualité suffisamment rare en Italie pour ne pas être notée). Son parti souhaite, entre autres, donner plus de pouvoirs aux conseils de quartiers en les faisant élire directement par la population, réorganiser les bureaux municipaux qui ne comptent pas moins de 4 000 employés ; se préoccuper sérieusement des quartiers périphériques qui progressent à vue d'œil, n'importe comment, « *comme des villes du Far-West* », et bien entendu, s'attaquer aux problèmes du centre historique, même si le P.C.I. ne s'est pas toujours montré le plus audacieux en la matière

« Venise la rouge » aura-t-elle un maire communiste ? L'arithmétique le voudrait, mais le P.C. ne l'exigera sans doute pas. Réaliste, il pourrait se contenter de quelques postes-clés, comme celui par exemple d'assesseur à l'urbanisme. N'est-ce pas le meilleur moyen de rassurer le futur allié démocrate-chrétien ?

ROBERT SOLE.

LA R.D.A. FACE A LA CRISE

(…e de la première page.)

…umencent leur journée dans …pératives agricoles et les … d'Etat. Une heure et demie …d, dans presque toutes les …s, des ouvriers relèvent … de nuit. A 7 h. 15, dans …s, les locaux administra… …plissent à leur tour. La …que démocratique alle… …st au travail.

…os de Berlin, dockers de …que, mineurs de Saxe, pe… …ins de Leipzig, de Dresde …arl-Marx Stadt : partout … même foule docile, un …e, qui entame son labeur …n, à la prussienne.

…strie tourne à plein ré… …fficiellement la semaine … jours, instaurée dans la … des entreprises, comporte … de travail, soit 8 h. 45 …r, y compris un quart pour le petit déjeuner ou …er et — les Allemands … pour vivre, dit le dicton, …ivent pas pour manger, … les Français ! — une …ure pour le repas prin… …tuellement, cette semaine … jours se trouve souvent …e d'une demi-journée le … : les intéressés bénéficient … cas d'une prime équiva… …0 % du salaire journalier. …abreux travailleurs font …res supplémentaires.

…st pas question ici de récession. Neuvième pays du monde pour sa production industrielle, la R.D.A. a enregistré depuis 1965 une croissance de son revenu national de 5 % par an (6,3 % en 1974), chiffre moyen dans les démocraties populaires européennes, mais acquis sans augmentation de la population active. Malgré un léger ralentissement des affaires, la foire de Leipzig, lieu de confrontation traditionnel entre les technocrates de l'Est et de l'Ouest, a montré récemment, avec ses neuf mille exposants venus de soixante nations — notamment, pour la première fois, du Pérou, du Pakistan et du Portugal — que l'économie de la R.D.A. conserve son dynamisme.

Les pays du Comecon n'avaient pas attendu le dernier conflit pétrolier pour réviser leur politique énergétique. Ils avaient abordé cette question dès la mise en œuvre des deuxièmes plans quinquennaux coordonnés de la région est-européenne (1961-1965), au cours desquels fut construit l'oléoduc *Amitié* amenant du « brut » soviétique jusqu'en Hongrie, en R.D.A. et en Tchécoslovaquie.

Au cours des troisièmes plans (1966-1970), l'U.R.S.S. a fourni à ses alliés 138 millions de tonnes de pétrole. Les quatrièmes plans quinquennaux (1971-1975) ont coïncidé avec l'adoption, lors de la vingt-cinquième session du Comecon à Bucarest en 1971, des programmes d'intégration économique socialiste des Etats membres, prévoyant, entre autres mesures, le doublement de capacité de cet oléoduc et l'ouverture en 1973 du gazoduc *Aurore boréale*, qui relie les gisements soviétiques de Tioumen à la R.D.A. Celle-ci reçoit par ce canal, dès cette année, plus de 4 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an.

Un programme particulièrement ambitieux d'équipement nucléaire dotera Berlin-Est d'une centrale de 30 millions de kilowatts entre 1980 et 1990. Le courant électrique fourni par Moscou à ses partenaires européens augmente sans cesse de volume, passant de 14 milliards de kilowatts-heure lors du plan quinquennal 1966-1970 à 42 milliards pour la période suivante (1971-1975). Pour cette même année 1975, les exportations de pétrole russe vers les nations du Comecon devraient atteindre 50 millions de tonnes, le dixième environ de la production soviétique.

En principe, les pays de l'Est se trouvent placés, sur le plan énergétique, dans une situation plus favorable que les pays occidentaux. Mais la hausse des prix de l'énergie sur le marché mondial en 1974 n'a pas été sans répercussions sur le Comecon.

Au seuil de 1975, trois mois après la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la R.D.A., qui consacrait le « triomphe du socialisme », les dirigeants de Berlin-Est pouvaient encore se *féliciter* de la stabilité des prix dans leur sphère économique, en regard de l'inflation galopante qui avait saisi l'Occident. Aujourd'hui, leur jugement doit être quelque peu révisé.

Fin janvier, les membres du Comecon, tenant compte de l'« évolution du commerce mondial », optaient à leur tour pour d'importantes augmentations tarifaires des matières premières, en même temps qu'ils décidaient de fixer leurs prix annuellement et non plus, comme c'était le cas jusqu'alors, pour une durée de cinq ans. Du coup, le prix du pétrole soviétique vendu aux « pays frères » augmentait, selon une récente estimation (1), de 131 %. Même si ce prix reste inférieur de moitié à ceux pratiqués par l'Occident et notamment à ceux des pétroles arabes — utilisés dans de fortes proportions par la R.D.A. en raison de leurs qualités particulières dans certaines applications industrielles, — la hausse a posé des problèmes aux associés de l'U.R.S.S.

Malgré l'indice officiel — qui n'a pas varié depuis 1960 — certains prix de détail ont tendance à grimper. Pour enrayer cette hausse « sauvage », l'Etat a bloqué les prix de l'alimentation de base et accordé des subventions aux entreprises afin de compenser le manque à gagner. Mais l'on s'attendait à une nouvelle montée des prix industriels et des prix de détail de l'essence et des produits de luxe lorsque les nouveaux accords du Comecon auraient atteint leur plein effet. C'est à présent chose faite : les hausses entreront en vigueur le 1er janvier 1976.

L'Union soviétique devenant, au cours des prochaines années, un important détenteur de pétro-roubles transférables, la R.D.A., comme ses partenaires du Marché commun socialiste, ne pourra « recycler » ces liquidités qu'en augmentant ses exportations, en premier lieu vers Moscou. Autrement dit, pour payer ses achats de matières premières indispensables à la fabrication des biens de consommation, elle devra livrer des quantités accrues de produits finis.

Cercle vicieux ? Cette évolution, sans remettre en cause le processus d'intégration de la R.D.A. au sein d'une économie socialiste en circuit protégé, entraîne un certain désir d'ouverture, en même temps qu'un immense effort de production, d'ailleurs mis en œuvre dès l'an dernier en prévision de la réduction des importations (2).

Les objectifs du plan quinquennal qui s'achève ont été dépassés, assure-t-on, pour la plupart des grands secteurs.

Il s'agit, en 1975, de maintenir ce « miracle économique » est-allemand, malgré la conjoncture défavorable. Les effets de cette stratégie, qui marque un retour au productivisme, sont déjà sensibles au niveau des entreprises.

JEAN BENOIT.

(1) *Le Monde* du 25 février.

(2) En 1974, par rapport à 1973, la production industrielle marchande s'est accrue de 7,4 %, celle du bâtiment de 4,5 %. Les revenus nets de la population ont augmenté, en termes réels, de 4,5 %, le chiffre d'affaires du commerce de détail de 5,9 %, celui du commerce extérieur de 11 %. Dans l'agriculture, malgré les conditions météorologiques, défavorables notamment pour les récoltes de fruits et légumes, les objectifs du plan ont été réalisés dans le domaine des céréales, des pommes de terre et des betteraves : les livraisons de produits animaliers ont augmenté de 6,8 %, dépassant les normes fixées par le plan.

Prochain article :

STIMULANTS SOCIAUX ET IDÉOLOGIQUES



Portugal

Libres opinions

L'ENJEU

par PIERRE BOURGEADE

QUELLE époque nous vivons ! Il y a quelques mois, si nous considérions la situation politique en Europe, nous n'allions pas au-delà des Pyrénées. Consciemment ou non, nous avions tendance à estimer que l'Europe commençait de ce côté-ci des montagnes, qu'à l'intérieur de cette vaste Europe seulement le jeu politique était ouvert, le changement probable, le socialisme possible, et que, de l'autre côté, la péninsule Ibérique constituait un univers à part, entièrement fermé sur ses traditions et son histoire, voué par on ne sait quel sort aux dictatures, où les structures politiques et sociales étaient à tout jamais figées, et où, quoi qu'il puisse arriver à l'Europe, rien ne se passerait plus jamais.

Il suffit de regarder une carte pour être frappé par la forme de la péninsule Ibérique, ce carré accroché à l'extrême sud du continent, c'est-à-dire séparé de lui, cette sorte de champ clos, de lieu fini, je l'ai souvent pensé : d'espace théâtral (1), où la scène que jouent les hommes ne peut être la même qu'ailleurs, où le drame historique se trouve soumis à ses propres règles.

L'histoire contemporaine conforte cette impression, puisque, durant la seconde guerre mondiale, alors que l'énorme conflagration bouleversait la quasi-totalité de la planète, l'Espagne, où pourtant la « répétition générale » avait eu lieu, de 1936 à 1939, restait entièrement à l'écart du conflit. Franco venait à Hendaye, serrait la main d'Hitler, mais s'opposait au passage des forces allemandes vers l'Afrique, changeant peut-être, étrange paradoxe, le cours des choses. Il retirait l'Espagne du jeu politique mondial, et l'enfermait entièrement sur elle-même. Lui-même s'y terrait. On sait qu'il n'en a presque jamais franchi les frontières. L'histoire a ses constantes. Franco enfermé dans son Espagne rappelle Philippe II, enfermé dans sa chambre de l'Escurial.

Quant au Portugal, c'était, dans les idées reçues, une sorte de petite Espagne, non sanglante mais à peine moins close, où le capitalisme anglo-saxon jouait plus librement son jeu, mais où, une fois pour toutes, comme en Espagne, l'histoire s'était arrêtée.

Il a fallu trois jours en avril 1975 pour que le Portugal bascule du passé à l'avenir, et devienne, à lui seul, la problématique de l'Europe.

***

Nous, les Latins, nous inclinons trop facilement à penser que, pour nous, le cours de la civilisation est passé, et que, en raison de facteurs géopolitiques particuliers, les peuples du Nord et de l'Est sont devenus les vecteurs de l'histoire. Les Italiens furent grands au quinzième siècle, l'Espagne au seizième, la France du seizième au dix-neuvième, mais depuis la révolution industrielle Anglo-Saxons et Slaves ont pris le relais que nous portions. Or l'histoire des hommes ne peut être réduite à l'histoire de la seule puissance matérielle. Les faits montrent, au contraire, qu'en fin de compte c'est l'organisation de la société qui demeure l'essentiel, que c'est dans l'établissement d'un rapport juste de l'homme à l'homme et de l'homme à la puissance matérielle que s'inscrit le destin de l'humanité.

Comme le Vietnam, le Portugal aujourd'hui nous provoque, nous parle, nous propose, *in vivo*, la problématique du possible. Par l'expérience que vit ce petit peuple, tout peut changer. Qui sait ce qui pourrait advenir dans les autres pays latins, Espagne, Italie, France, si la révolution et la démocratie triomphaient ensemble à Lisbonne ?

***

L'enjeu de ce qui se passe à Lisbonne ne concerne donc pas seulement les Portugais, mais le monde latin, l'Europe, l'humanité entière. Les soldats qui ont à la bouche l'œillet rouge ne gardent pas seulement les portes du quotidien socialiste *Republica*, ils sont à la porte de notre avenir.

Ou le passage de la dictature au socialisme se fera d'une manière telle que chaque composante du peuple portugais gardera la possibilité de s'exprimer et d'infléchir, par là, le cours même de la révolution, qui ne saurait être fixé d'avance, ou les exclusives et les interdits fractionneront le mouvement révolutionnaire, éloigneront les masses les moins politisées, et permettront, peut-être, la revanche de l'ancien régime.

La voie que doit suivre la révolution portugaise est extrêmement difficile à définir parce qu'il ne faut pas que le Portugal connaisse ce que le Chili a connu. Allende, arrivé au pouvoir par le jeu des institutions parlementaires, crut pouvoir s'y maintenir en laissant le champ libre aux forces contre-révolutionnaires, mais celles-ci n'eurent de cesse qu'elles ne l'aient abattu et qu'elles n'aient abattu la révolution.

Le M.F.A., à partir de ce tragique exemple, est donc fondé à se prémunir contre d'analogues « bienveillances », qui creuseraient la tombe de la révolution. Mais ce qui peut se faire pour le peuple doit se faire *avec* le peuple. Les peuples européens regardent vers Lisbonne et espèrent que le M.F.A. saura imaginer les solutions qui permettront au peuple, à ses partis, et à l'avant-garde révolutionnaire de s'exprimer également, et de jouer chacun leur rôle dans le processus libérateur.

Nous vivons une époque où il semble que l'histoire, puissamment et irrésistiblement, change de cours. Au Portugal, la révolution est en train de se faire. En Espagne, les jours de la dictature franquiste sont nécessairement comptés. En Italie, en France, les forces populaires se trouvent au seuil même du pouvoir. Officiers portugais, vous tenez dans vos mains beaucoup plus que le sort du quotidien *Republica* et de votre propre révolution.

(1) Comment ne pas noter que les couleurs de la République espagnole (rouge, violet, or) et celles de l'Etat franquiste (rouge et or) sont celles de l'espace théâtral ?

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADE

L'ambassade du Portugal à Paris a protesté le lundi 7 juillet, dans un communiqué, contre des informations parues samedi 5 juillet dans *l'Aurore*, et selon lesquelles les envois de fonds des travailleurs portugais résidant en France auraient diminué cette année par rapport à l'année passée.

« *Les services des statistiques de la Banque du Portugal*, précise l'ambassade, *révèlent au contraire que les envois effectués en 1975 sont en général supérieurs à ceux correspondant à la même période de l'année 1974, soit, en millions d'escudos, pour le premier trimestre : en 1974, 4 705 et, en 1975, 4 923.*

» *Quant à la période postérieure à mars 1975*, poursuit le communiqué, *on peut dès à présent la considérer comme positive par rapport à la même période de l'année 1974.* »

L'ambassade du Portugal dément, en outre, que les autorités révolutionnaires, à Lisbonne, envisageraient de prendre des « *mesures de représailles* » à l'encontre des travailleurs portugais qui n'enverraient pas leurs économies au Portugal, en décidant la réquisition de leurs immeubles et de leurs biens. Ces affirmations, déclare l'ambassade, « *relèvent d'un absurde tel que nous nous contenterons de rappeler les mesures prises le 9 avril dernier par le gouvernement de Lisbonne et rendues publiques dès le lendemain, à savoir que des actions seraient prises contre tous ceux qui n'observeraient pas les dispositions légales à propos de l'occupation illégale de foyers d'habitation ou de locaux commerciaux* ».

● *Les employés de la compagnie aérienne portugaise TAP* ont commencé lundi 7 juillet une grève qui aboutira à une paralysie totale de l'aéroport de Lisbonne lundi prochain si, d'ici là, les revendications du personnel ne sont pas satisfaites. L'arrêt de travail, qui a duré une heure lundi, ira chaque jour en s'accroissant pour atteindre, dimanche, une durée de sept heures jusqu'à la grève totale à partir du 14 juillet. — *(A.F.P.)*

● *M. Mario Soares*, secrétaire général du parti socialiste portugais, a déclaré à Lisbonne que son parti était « *prêt, s'il le fallait, à organiser des manifestations populaires et à paralyser tout le pays pour protester contre la manipulation de l'information à laquelle se livrent des groupes minoritaires et qui constitue un attentat contre l'intelligence du peuple.* »

ASIE

Thaïlande

Alors que la coalition gouvernementale demeure fragile

L'extrême droite relève la tête

De notre correspondant

Le premier ministre thaïlandais, M. Kukrit Pramot, a annoncé dimanche 6 juillet, à son retour de Pékin, que le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, se rendra, probablement en novembre, à Bangkok.

Evoquant, au cours d'une conférence de presse, l'entretien qu'il a eu avec le président Mao Tse-toung, le premier ministre a exprimé la conviction que la Chine n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Thaïlande. Selon le dirigeant chinois, les relations entre partis communistes sont indépendantes des relations entre nations. Cependant, comme l'écrit ci-dessus notre correspondant, le renouveau des activités de l'extrême droite est actuellement le phénomène majeur de la vie politique du royaume.

Bangkok. — La jeune et fragile démocratie thaïlandaise traverse une phase difficile. Le gouvernement, coalition hétéroclite de nombreux mouvements, évite de prendre — ou de faire appliquer — des décisions pour ne pas mécontenter les intérêts politiques, mais aussi financiers, de ses partisans. Plusieurs membres du cabinet ont été impliqués dans des affaires de pots-de-vin sans que la justice semble s'en soucier. Les affrontements entre les organisations de gauche (étudiants, syndicats, partis) et les groupements d'extrême-droite se multiplient. Les autorités prennent de plus en plus ouvertement le parti de ces derniers, quand elles ne les utilisent pas. Le ministre de l'intérieur a récemment lancé un appel radiodiffusé annonçant une répression de ceux qui *« menacent la paix et l'ordre »*. Il visait en particulier les étudiants et les « activistes » qui effectuent un travail en profondeur auprès des paysans.

Mais la menace la plus immédiate à laquelle doit faire face le gouvernement ne vient ni des étudiants, ni des insurgés communistes. Elle se situe au sein de la coalition. Le parti de la justice sociale est mécontent de sa représentation dans le gouvernement. Son chef, M. Dewitt Klinprathum qui est ministre de l'agriculture, demande avec insistance que lui soient attribués de nouveaux portefeuilles pour calmer l'impatience de ses amis. Fort opportunément semble-t-il, une sorte de scission vient de se produire dans cette formation. La moitié des députés du parti de la justice sociale ont décidé de former un sous-groupe ; la Constitution interdit en effet aux parlementaires de quitter le mouvement sous la bannière duquel ils ont été élus, sous peine d'être déchus de leur mandat.

Une campagne de rumeurs

Si ces révoltés mettaient à exécution leur menace de voter contre le gouvernement lors de certains débats importants, le cabinet courrait un sérieux risque d'être mis en minorité. Mais il semble qu'on assiste surtout à une manœuvre de M. Dewitt pour faire pression sur un premier ministre réticent. En effet, les deux chefs des dissidents — qui auraient reçu chacun 100 000 baths, soit environ 20 000 francs — sont les deux candidats proposés depuis quelques semaines par M. Dewitt pour occuper des postes vacants de vice-ministres.

Une crise politique risquerait de profiter aux militaires ou aux partisans d'un durcissement du régime plus qu'au principal mouvement d'opposition, le parti démocrate, qui, en février, avait échoué dans sa tentative de former un gouvernement moins conservateur que l'actuel. Le vice-premier ministre et ministre de la défense, le général Pramarn Adireksarn prend régulièrement à partie la gauche ; il a d'autre part déclaré que le cabinet pouvait être comparé à un tas d'*« aubergines bouillies »*. Il critiquait ainsi sa mollesse à l'égard des fauteurs de troubles. Le chef des armées, le général Kris Sivara, qui doit prendre sa retraite en septembre, pourrait entrer alors dans le gouvernement où il occuperait une des premières places.

D'autre part, une subtile et insidieuse campagne de rumeurs se développe. Propagée par une partie de la presse et les milieux conservateurs, elle grossit certains incidents, en suscite d'autres, déforme délibérément les objectifs des mouvements étudiants et du parti socialiste afin de créer dans la population une crainte des extrémistes et du « communisme ». Après l'annonce par l'Association des étudiants d'une campagne anti-américaine, qui a commencé le 4 juillet (on voit partout dans Bangkok son affiche représentant un aigle américain tenant dans ses serres un fusil et des dollars, et percé de flèches aux couleurs thaïlandaises), un journal a affirmé que les jeunes avaient l'intention de profiter de l'occasion pour renverser le régime et établir une dictature communiste. A la suite de quoi, le premier ministre a menacé de proclamer la loi martiale.

Les récents événements d'Indochine sont aussi utilisés pour attiser l'inquiétude des Thaïlandais et les convaincre de la nécessité de faire respecter *la loi et l'ordre* par une action violente, si nécessaire, selon les termes du ministre de l'intérieur. La presse publie chaque jour les récits — toujours invérifiables — de réfugiés cambodgiens faisant état d'atrocités communistes. Et l'apparition sur la rive laotienne du Mékong d'un seul char du Pathet-Lao, en face de la ville de Nong-Khaï, a récemment déclenché l'état d'alerte dans le secteur et fait la « une » des journaux.

Une organisation qui fait parler d'elle : le Nawaphon

C'est surtout dans la rue et dans les campagnes que l'on sent le mieux la nouvelle aggressivité d'une extrême droite qui s'était peu manifesté depuis le renversement de la dictature militaire, en octobre 1973. Les étudiants du Krating Daeng — *Buffles sauvages rouges* — ont déjà été utilisés pour tenter de briser des grèves (*le Monde* du 11 juin). Leurs liens avec la police anticommuniste ne sont un secret pour personne. Alors que certains responsables accusent les étudiants de cacher des armes et d'en distribuer aux paysans, ce sont les Krating Daeng qui brandissent des fusils et jettent des bombes sans crainte d'être arrêtés. Et une autre organisation, le Nawaphon, qui regroupe neuf mouvements de droite, fait de plus en plus parler d'elle.

La campagne entreprise depuis octobre 1973 par les étudiants, avec des résultats plus ou moins bons, selon les régions, pour éduquer politiquement les paysans, se heurte désormais à l'opposition des autorités et des extrémistes de droite. Un fonctionnaire nous déclarait récemment dans le nord-est du pays : *« Je suis personnellement favorable aux étudiants, mais leur action gêne les bureaucrates. »* Dans la province de Sisaket, les forces de l'ordre ont chargé un groupe para-militaire de droite de faire évacuer des paysans d'une zone qu'ils avaient défrichée et d'expulser les étudiants qui les conseillaient. Au même moment, des journaux accusent le service des forêts de déboiser lui-même certains secteurs qu'il est censé protéger.

Jusqu'à présent, le gouvernement a évité de se laisser entraîner dans l'engrenage de l'autoritarisme. Mais, la coalition au pouvoir, après avoir donné un coup de barre à gauche en engageant le dialogue avec Hanoï et en reconnaissant Pékin, pourrait chercher à rétablir son unité aux dépens de cette même gauche.

PATRICE DE BEER.

Vietnam du Sud

● ELECTION A SAIGON. — Selon Radio-Libération, cent cinquante-deux délégués représentant dix mille personnes ont élu un comité révolutionnaire de sept membres dans le quartier ouvrier de Tran-Quang-Khai. La date de cette élection n'a pas été précisée. — *(A.F.P.)*

Laos

VERS UN REMPLACEMENT DE LA « VIEILLE GARDE » DU PATHET-LAO ?

M. Phoumi Vongvichit, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement laotien, a quitté Vientiane lundi 7 juillet à destination de Hanoï, puis de Pékin, pour y suivre un traitement médical. Un autre dirigeant du Pathet-Lao, le prince Souk Vongsak, ministre de l'information, doit se rendre dans la capitale chinoise en raison d'une maladie dont on ignore la nature. Enfin, le ministre de l'économie, M. Soth Petrasi, lui aussi pathet-lao, va prendre des vacances dans le nord-est du pays. Un quatrième ministre, M. Khanking Souvanlasy, personnalité « neutraliste » à qui avait été confié le portefeuille de la justice, a été autorisé à s'absenter une semaine en raison de l'état de santé de sa femme. Il s'est rendu à Bangkok.

Le chef du gouvernement, le prince Souvanna Phouma, a rencontré, à plusieurs reprises au cours des derniers jours, le président du comité central du Pathet-Lao, le prince Souphanouvong, pour préparer avec lui le remplacement des trois ministres autorisés à se mettre en congé pour raison de santé. Le prince Souvanna Phouma a précisé que si M. Khanking Souvanlasy, le quatrième ministre à quitter Vientiane, ne rentre pas à la date prévue, il sera considéré comme démissionnaire. — *(A.F.P., Reuter.)*

[En annonçant ces mises en congé, le porte-parole du gouvernement a demandé à la presse de s'abstenir de toute spéculation. Il est pourtant dificile de ne pas s'interroger sur la posible signification politique du départ de personalités aussi influentes. Citant un diplomate occidental en poste à Vientiane, l'agence Associated Press écrit qu'a commencé dans la gauche le « remplacement de la vieille garde ». Des « modérés » seraient écartés au profit d'éléments « durs ». Cependant M. Vongvichit a démenti lundi les rumeurs selon lesquelles le prince Souphanouvong et lui-même auraient perdu le contrôle du Pathet-Lao.]

● *Le roi Sisavang Vathana* et la reine du Laos feront en septembre une visite officielle de deux semaines en France.

Inde

LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE L'ACTION DE Mme GANDHI

La Ligue internationale des droits de l'homme accuse Mme Gandhi de violer la charte des Nations unies et la Déclaration des droits de l'homme. Dans une lettre, lundi 7 juillet, à l'ambassadeur de l'Inde à l'ONU, la Ligue écrit : « *Aucune considération de sécurité intérieure ne nous paraît justifier le sacrifice de libertés conquises à un si grand prix.* »

● A NEW-DELHI, les autorités ont annoncé lundi l'arrestation de cinq députés de l'Assemblée du Cachemire, membres du groupe panislamique Jamaat-I-Islami-E-Hindi. Le mouvement avait été interdit le 4 juillet.

● A KATMANDOU, le quotidien de langue anglaise *Motherland* écrit que deux hommes politiques indiens se sont réfugiés au Népal. Il s'agit de M. Kapuri Thakur, responsable du Parti populaire indien, créé en août 1974, et de M. Mahabir Prasad Singh, ancien ministre de l'éducation de l'Etat de Bihar. — *(Reuter, U.P.I.)*

AUTEUIL
HOMMES
SOLDE
POUR LES HOMMES
GRANDS OU FORTS
JUSQU'AU 12 JUILLET, SON PRET A PORTER ET SPORTSWEAR D'ETE
39 RUE LAFAYETTE PARIS
fastral

Philippines

En raison de la crise économique et de la rébellion du Sud

La levée de la loi martiale provoquerait le retour de l'anar

nous déclare le président Marcos

Le président Marcos a réaffirmé, lundi 7 juillet, devant les délégués à un séminaire sur les marchés financiers d'Asie du Sud-Est, la volonté de son gouvernement de s'assurer le contrôle des bases américaines installées en territoire philippin. Actuellement, les Etats-Unis ont un droit de regard exclusif sur ces installations, notamment sur la base aérienne de Clark et la base navale de Subic Bay. Manille est certes attaché au maintien de la présence militaire américaine, mais souhaite mettre fin au statut d'extra-territorialité dont bénéficient les Américains.

Dans une interview au « Monde », M. Marcos indique son intention de négocier à nouveau les accord militaires américano-philippins et affirme que la levée de la loi martiale provoquera un retour de l'anarchie dans l'archipel.

De notre envoyé spécial

Manille. — On s'attend à voir un homme inquiet. Les cours du sucre, principale exportation du pays, ne sont-ils pas en train de s'effondrer ? Les bidonvilles de Tondo — un quartier de Manille — ne continuent-ils pas de se peupler de squatters ? La guérilla des musulmans dans le sud des Philippines n'est-elle pas toujours vivace ?

Mais, de même qu'il a fait cacher les bidonvilles derrière un mur de planches peintes pour que les touristes ne voient pas la misère, le président Ferdinand Marcos masque la réalité économique et sociale de son pays. Et puis, n'a-t-il pas été reçu, il y a un mois, en grand dirigeant asiatique par le peuple chinois et par le président Mao Tse-toung lui-même ? N'est-il pas en train de se démarquer, en apparence, des Etats-Unis ?

Entouré de technocrates sortis le plus souvent des meilleures universités américaines, le tout-puissant président des Philippines ne songe pas une seconde à remettre en cause le modèle de développement longtemps imposé par le tuteur américain. Comme si la libre entreprise pouvait permettre de réduire des inégalités sociales particulièrement criantes dans ce pays, où règnent encore en maîtres hommes d'affaires liés à l'étranger et propriétaires fonciers.

Dans le palais de Malacanang, où il reçoit en *barong* — chemise brodée traditionnelle, — le président Marcos est tout charme dehors. Et il en a. Mais est-il convaincant ?

● *La chute de Saigon et de Phnom-Penh a-t-elle eu une incidence sur votre politique étrangère ?*

— La chute de Saigon n'a en aucun cas affecté notre politique étrangère, mais elle a rendu plus urgent le besoin de réexaminer nos accords de sécurité avec les Etats-Unis. C'est pourquoi nous renégocions actuellement nos trois accords militaires : l'accord sur les bases, le pacte de défense mutuelle et le pacte d'assistance militaire. La politique étrangère des Philippines a depuis longtemps été réorientée de manière à ce que nous ayons davantage de contacts avec les pays socialistes. C'est pourquoi nous venons d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Ce n'est pas le résultat de la chute de Saigon, mais d'une politique définie ici il y a quelques années, et que nous avons suivie pas à pas jusqu'à sa conclusion logique : la normalisation des relations avec le plus grand pays d'Asie.

● *Pensez-vous que la loi martiale soit encore nécessaire ?*

— Quand j'ai proclamé la loi martiale, je l'ai fait pour atteindre deux objectifs. D'abord pour démanteler la rébellion des groupes gauchistes et droitistes, aussi bien que celle du mouvement sécessionnistes du Sud et les syndicats du crime qui s'étaient liés à la subversion pour créer un régime de violence dans le pays. Ensuite, pour extirper les racines de la rébellion et particulièrement les griefs de notre peuple contre l'ancienne société injuste et inique : principalement, la tenure féodale et le système agraire. Nous sommes actuellement engagés dans cette seconde lutte. J'ai décidé une réforme agraire dans l'ensemble du pays. Nous avons donné aux travailleurs une part plus grande des profits de l'industrie. En résumé, nous avons établi les bases d'un système social plus égalitaire. Mais il y a eu la crise économique qui a menacé notre sécurité et l'accroissement du soutien extérieur au mouvement sécessionniste du Sud. Ce sont les deux problèmes que nous avons à résoudre par la loi martiale et, jusqu'à ce que nous les ayons résolus, je ne crois pas notre peuple prêt à accepter sa suppression. Si nous la supprimions, la crise économique provoquerait le retour à l'anarchie dans l'ensemble du pays, ce qui pourrait signifier une séparation de Mindanao, Basilan, Sulu et Balawan, en raison du soutien étranger aux sécessionnistes. J'espère cependant être à même d'accélérer la levée de la loi martiale dès que nous aurons trouvé une solution au problème posé par la rébellion du Sud, que les combats auront cessé et qu'il y aura un signe de retour à la normale dans le domaine économique.

● *Vous venez d'accroître le budget de l'armée. Pensez-vous à une solution militaire du problème du Sud ?*

— Comme je l'ai toujours répété, il n'y a pas de solution militaire au problème de Mindanao. C'est la raison pour laquelle j'ai amnistié les rebelles capturés. J'ai permis à la population musulmane d'organiser ses propres gouvernements locaux et de se charger de ses propres affaires. Nous venons d'autoriser l'usage, dans des cours spéciaux, de la langue arabe. Nous avons n pied un programme de plu millions de pesos pour le dé pement économique et soc la réhabilitation du Sud. I mot, la solution n'est pas le combat, mais dans l'u tion, grâce à un program développement qui n'est partie de notre politique rale pour éliminer les cau mécontentement dans la p tion.

● *Quelle est cette « velle société » dont vou lez ?*

— Bâtir la nouvelle soci n'est pas abaisser le nive vie de quelques-uns, mais le niveau de vie général ; moins de confort et de bie physique que du développ des facultés données par afin que tous deviennen hommes dignes, au lieu de dans une atmosphère négl misérable.

● *Vous cherchez à les investissements étra Pouvez-vous parler d'ind dance tout en choi cette voie capitaliste de loppement ?*

— Nous ne croyons pas Philippines doivent établ nouvelle société à partir empruntées à l'étranger. devons créer nos propres tions, notre identité Toute idéologie est tyra Elle ne laisse aucun chob peut être utile pour les ac ciens qui étudient l'appl théorique de l'idéologie principes tant politiques nomiques et sociaux qui li liés. Mais l'ingénieur socia soin d'essayer et d'utiliser y a de bon dans différent ceptions du monde. Aussi qu'on me demande à quell logie économique je me ra je réponds que nous somm une économie de libre ent mais égalitaire. Nous en geons l'initiative indiv mais nous ne tolérons pas propriété — ou tout autr voir — abrutisse l'homme.

● *Aimez-vous le po*

— J'ai atteint un mom ma vie où le pouvoir, l'ar les avantages qu'il procur sans intérêt, si ce n'est qu' pellent les rêves. Je ne rê de me maintenir au pouvoi j'aimerais voir arriver le m où notre pays sera bien p aura pris un élan tel qu'il nuera de progresser en dé mésaventures et des ac politiques ou sociaux. Vo à quoi j'aspire, et cela pe bien être réalisé sans moi saye maintenant de mett pieds un nouveau groupe d géants. Je considère que ce partie des responsabilités président. Ainsi, en cas dent, le progrès initial et rêve pourraient se poursuiv résumé, je ne me soucie gu pouvoir. J'aimerais écrire J'espère être à même de r tirer pour enseigner et tranquillement comme un niste. »

BRUNO DETHOM

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● DEUX HOMMES ET TROIS FEMMES ont été inculpés d'espionnage au profit de l'Allemagne de l'Est lundi 7 juillet par le parquet de Karlsruhe. Un journaliste, deux employées du ministère de la défense de R.F.A. et une femme sans profession, sont accusés d'avoir transmis depuis 1960 des informations à la R.D.A. Le cinquième est un ancien officier de la marine de la R.D.A., arrêté en février 1974 et accusé de s'être livré depuis 1967 à des activités d'espionnage à la base navale de Wilhelmhaven.

Antilles

● UN MANDAT D'ARRET contre le premier ministre de l'île de Grenade a été lancé, samedi 5 juillet, par le juge de paix Fisher Archibald, président de l'Association des exportateurs de noix de muscade. La police, qui a pris le contrôle des bureaux et proclamé au nom du gouvernement le gel de ses avoirs financiers, a refusé d'accepter ce mandat. — *(Reuter.)*

Cameroun

● M. PIERRE ABELIN, ministre de la coopération, est arrivé lundi 7 juillet à Yaoundé pour une visite officielle de deux jours. — *(A.F.P.)*

Portugal

● LES EXPLOITATIONS AGRICOLES d'une superfice supérieure à 700 hectares seront expropriées, a annoncé samedi 5 juillet, le gouvernement portugais, qui a également décidé d'interdire tous les domaines privés réservés à la chasse. — *(U.P.I.)*

R.D.A.

● M. KNUT FRYDENLUND, ministre norvégien des affaires étrangères, fait depuis le lundi 7 juillet une visite officielle de trois jours à Berlin-Est. — *(Reuter.)*

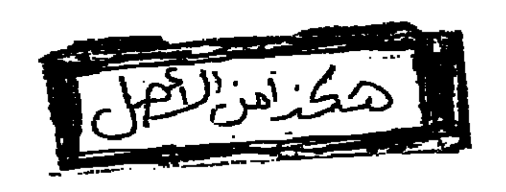
Timor

● AU COURS D'UN ACCROCHAGE à Dili, capitale de la colonie portugaise de Timor, six personnes ont été tuées et vingt et une autres bl rapporte lundi 7 juillet *Yudha*, quotidien de l' indonésienne. Les heurt opposé des membres du tilin, qui réclame une pendance immédiate de et de l'Union démocratiq Timor, partisan d'une m progressive vers l'ind dance. — *(Reuter.)*

Union soviétiq

● M. ALEXIS CHAKHOU ministre de l'industrie nautique soviétique dura guerre, est décédé à l'â soixante et onze an annoncé lundi 7 l'agence Tass. Envoyé « *exil intérieur* » en 19 fut réhabilité après la mo Staline et nommé en premier vice-premier mi de l'industrie aéronautiq *(Reuter.)*

ISTH
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES.
TAUX CONFIRMES DE REUSSITE DEPUIS 22 ANS
• DEUG : DROIT et SCIENCES ECO 1re, 2e et 3e année licence
Tous centres et options
• Examens d'entrée à SCIENCES PO : 1re et 2e années
ANNEE UNIVERSITAIRE ET PREPARATION AOUT-SEPTEMBRE



AMÉRIQUES

Argentine

…e Peron accepte les revendications de salaires de la C.G.T.

…te de la première page.)

…communiqué de la Confédéra… …énérale du travail publié dans … de lundi à mardi indique que … *…ponse de la présidente Peron …t dans le cadre de la résolu… … comité central fédéral »*, ce …nstitue, selon la C.G.T., une *…nse positive »* aux revendica… …léposées il y a quinze jours … *Confédération.*

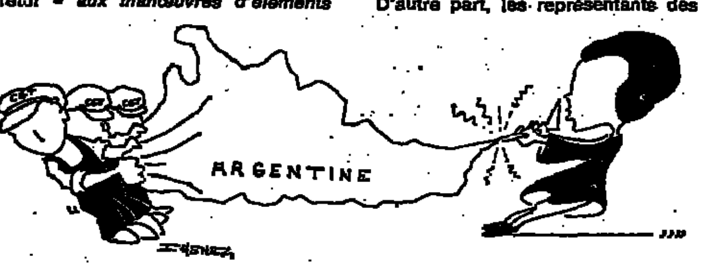
…communiqué a été publié au …d'une rencontre entre les prin… dirigeants de la C.G.T. et …Cecilio Conditti, ministre du … Raul Lastiri, président de la …re des députés, et des repré…s des « soixante-deux organi… péronistes ». Le ministre du … M. Cecilio Conditti a exprimé …matin sa satisfaction de l'ac…btenu.

…dirigeants de la C.G.T. se sont employés tout au cours de la journée de lundi à ce qu'aucun acte de violence ne vienne dénaturer la signification politico-sociale de leur démonstration de force. Ils avaient, dans la nuit de dimanche à lundi, lancé un message aux travailleurs leur recommandant de ne pas se prêter *« aux manœuvres d'éléments apatrides »*, ce qui, pour les observateurs, était une claire référence à leur crainte de voir l'extrême gauche profiter de la situation pour agir. L'armée, pour sa part, a conservé son calme en demeurant dans ses casernes tout en maintenant, selon les mêmes observateurs, *« tout son poids »*.

On apprenait lundi de source officielle que les commandants en chef des trois armées avaient été reçus la veille par le ministre de la défense, M. Adolfo Savino, auprès duquel ils se sont « informés » de l'évolution de la situation. Les militaires, apprend-on de bonne source, partagent les vues de la C.G.T. dans ses demandes de restructuration complète du gouvernement — avec le départ de MM. Lopez Rega et Rodrigo, — l'élection d'un président du Sénat, le règlement du problème prix-salaires et l'ouverture d'un dialogue avec les partis politiques.

D'autre part, les représentants des sept organisations membres du Front justicialiste de libération (FREJULI) se sont réunis lundi autour de M. Raul Lastiri, vice-président du FREJULI pour étudier les solutions à apporter.

« Notre pays traverse une grave crise économique », a reconnu M. Enrique Vedia, leader du populisme chrétien et porte-parole du FREJULI, à l'issue de la réunion. *« Mais,* a-t-il ajouté aussitôt, *le fond du problème est politique et la solution au conflit est, elle aussi, plus que jamais politique. »* Les responsables de cette coalition qui soutient le régime péroniste ont estimé, dans un document commun publié lundi soir, que la crise *« doit être réglée au plus vite »*, ils ont décidé de tenir une session permanente de leur mouvement.



(Dessin de CHENEZ.)

ÉDOUARD BAILBY …RAIT PROCHAINEMENT EXPULSÉ

…e confrère *Edouard Bailby*, … spécial de *l'Express* en …tine, appréhendé le 3 juillet …os-Aires par la police fédé…rait finalement expulsé du … La décision aurait été prise …e d'un bref entretien de dix …es entre M. Alberto Vignes, …re argentin des affaires …gères, et M. Jean-Claude …er, ambassadeur de France. …rnaliste français quitterait …s-Aires dans quarante-huit … dès que le trafic aérien, …sé par la grève générale de …T., aura repris. On mani… en tout cas le plus grand …sme lundi dans les milieux …s de l'ambassade de France …os-Aires.

…di, le gouvernement français …éclamé la libération immé… d'Edouard Bailby au gou…nent argentin. M de La … ambassadeur d'Argentine à … avait été convoqué au Quay …y par M. Jean Sauvagnar… …ministre français des affaires …gères. Lundi, en fin de ma… M. Giscard d'Estaing avait … l'Elysée M. Philippe Grum… rédacteur en chef de …ess.

M. Alejandro Orfila, diplo… argentin, élu en mai dernier …taire général de l'O.E.A., a …es fonctions le lundi 7 juil… l'expiration du mandat de …rédécesseur, M. Galo Plaza …teur). Il n'avait été élu …ne faible majorité et s'est …é résolu, au cours de la …onie de passation des pou… à soutenir la proposition …aine des droits et devoirs …niques des Etats. — *(A.F.P.)*

Le Monde

DOSSIERS …T DOCUMENTS

…Monde édite des « Dos… et Documents » pédago…s composés d'articles ou …raits d'articles déjà …iés dans ses diverses …cations et destinés par…ièrement aux élèves du …d degré, aux étudiants …ux professeurs.

…s dossiers comprennent … séries : « Economie et …té » et « Vie sociale et …ique ». Un numéro re…pant un dossier de …ue série paraît chaque …, sauf pendant les va…es scolaires d'été.

…ANS LE NUMÉRO 23

…SPORT EN FRANCE

LE TERRORISME POLITIQUE

…ONDITIONS DE VENTE ET D'ABONNEMENT

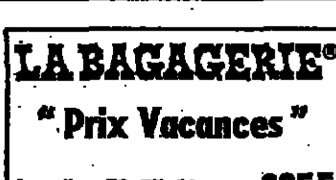
Prix de vente :

…méro comportant un dossier …lans chaque série : 2 F

Abonnements : 1 an (10 numéros) : 18 F

…vue de faciliter l'acqui…n en plusieurs exemplaires …es dossiers par des établis…nts scolaires, des classes ou collectivités, un tarif dé…if est proposé pour les …nements groupés expédiés à … même adresse. Renseigne…ts : « le Monde », Service Abonnements, 5, rue des …ens, 75427 Paris Cedex 09.





La valise : 50, 55, 60, 65, 70 ou 75 cm : 295 F
Les 2 valises : taille au choix : 550 F



13, rue Tronchet (8e) 41, rue du Four (6e) 74, rue de Passy (16e) Tour Maine Montparnasse (15e) PARIS

La Pompadour
SOLDE
SA COLLECTION ÉTÉ
robes, ensembles, manteaux
robes longues,
tuniques, blazers, impers etc
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
Mo Chaussée d'Antin

…'oubliez pas d'emporter
…'imprécateur
par René-Victor Pilhes
Prix Femina / Seuil

OCÉAN INDIEN

Comores

APRÈS AVOIR PROCLAMÉ L'INDÉPENDANCE

M. Abdallah est élu chef de l'État

M. Ahmed Abdallah a été élu lundi soir 7 juillet chef de l'Etat des Comores par la Chambre des députés de l'archipel, apprend-on mardi à Paris à la délégation des Comores. Trente-deux députés sur les trente-trois présents ont voté en faveur de l'ancien président du conseil. Les cinq élus de Mayotte n'ont pas participé au débat.

La Chambre des députés s'est érigée en Assemblée nationale. Elle a décidé la création d'un Comité constitutionnel, comprenant des représentants de tous les partis, qui élaborera le texte de la Constitution du nouvel Etat. Ce document sera soumis au corps électoral pris dans son ensemble, et non île par île.

« Nous sommes la viande la France le couteau »

Dans l'après-midi de lundi, M. Ahmed Abdallah avait déclaré : *« Je pense que Mayotte ne bougera pas tant que la France ne donnera pas de mot d'ordre. (...) La responsabilité pour les événements futurs incombe à la France. Nous sommes la viande et la France le couteau. »* De son côté, le Mouvement de libération nationale des Comores (Molinaco), l'un des partis regroupés au sein du Front uni des Comores (opposition), a demandé lundi aux Nations unies et à l'Organisation de l'unité africaine de reconnaître l'indépendance de l'archipel. Le Molicano se disait prêt à coopérer avec l'Assemblée territoriale *« pour la défense de l'indépendance du pays »*.

M. Henry : l'honneur de la France est en jeu

M. Marcel Henry, député de Mayotte et chef du Mouvement populaire mahorais, nous a fait la déclaration suivante :

« La déclaration unilatérale d'indépendance de M. Ahmed Abdallah constitue un coup de poker : il mise sur la passivité de la France, croyant que celle-ci, pour éviter les polémiques avec les défenseurs de la décolonisation, préférera s'incliner devant le coup de force du gouvernement comorien.

» Il est curieux de la part d'un homme politique qui a été pendant dix-sept ans membre du Parlement français de minimiser à ce point la capacité des autorités françaises à faire face lorsque se trouvent en jeu, outre le sort de 40 000 Mahorais, le respect de la Constitution et de la volonté du Parlement, la défense d'une minorité menacée d'oppression et aussi, il faut le dire, l'honneur de la France.

» Lors du débat du 30 juin, M. le sénateur Marcilhacy, après avoir démontré que le devoir de la République est, quoi qu'il puisse lui en coûter, de respecter la volonté librement exprimée des Mahorais, déclarait, en s'adressant au ministre : « J'entends que le gouvernement y engage l'honneur de la France. » A quoi M. Stirn répondit : « La réponse est oui. »

» En ce qui concerne l'opinion internationale, je pense que la France, si elle organisait une nouvelle consultation du peuple mahorais, pourrait proposer l'envoi d'observateurs de l'ONU comme cela s'est passé récemment pour les îles Marianne. »

M. GERBET (R.I.) : le gouvernement est lié par le vote du Parlement.

M. Claude Gerbet, député républicain indépendant d'Eure-et-Loir, président d'une commission d'enquête parlementaire aux Comores, a déclaré, lundi 7 juillet, au micro de France-Inter :

« Le gouvernement n'a pas la possibilité d'accepter la décision des Comores. Il est lié par le vote du Parlement français. M. Abdallah a réalisé un coup de force surtout pour assurer sa position politique locale. Il ne croit pas cependant que cela va se passer aussi facilement car il y a, en dehors de Mayotte, une opposition aux Comores. »



A l'occasion du centième anniversaire de la mort du grand conteur, Jean de Bonnot réédite son œuvre immortelle avec les 195 illustrations célèbres de Hans Tegner dont les originaux sont conservés au Cabinet des Estampes.

Il n'est point d'objet qu'Andersen n'ait touché de sa baguette magique et auquel il n'ait donné la vie et la parole. Tout ce qu'il rencontrait exaltait son imagination, l'inspiration jaillissait de partout. Il est la plus pure incarnation du génie populaire nordique. Par son abondante imagination, par sa tendresse, par son ironie souriante, souvent voilée de mélancolie et alliée à un sens profond de la vie, Andersen est le plus étonnant des conteurs.

41 contes extraordinaires :

On se souvient du conte, plus ou moins autobiographique, le **Vilain Petit Canard** qui, rejeté de la communauté des canards, découvre un jour qu'il est, à sa stupeur, devenu un beau cygne blanc ou de la **Petite Sirène** qui se tue pour suivre le jeune prince qu'elle aime. Parmi ses récits les plus touchants se trouve la **Petite Fille aux Allumettes** qui, sollicitant en vain les passants un soir de Noël, allume ses allumettes une à une, voit à leur flamme toutes les merveilles dont elle rêve, et meurt de froid. Parmi les plus originaux il met en scène des objets inanimés : la **Théière**, le **Vaillant Soldat de Plomb**, l'**Aiguille**; parmi les plus poétiques, le **Rossignol**, dont le puissant empereur de Chine essaie en vain de reconstituer le chant merveilleux. Parmi les plus ironiques, il faut retenir le **Nouveau Vêtement de l'Empereur**, où l'empereur et toute sa cour sont victimes d'un escroc qui prétend confectionner des habits invisibles, alors qu'un enfant constate naïvement que l'Empereur est tout nu.

GARANTIE D'AUTHENTICITÉ DE FABRICATION ARTISANALE

pour la protection des Bibliophiles et la défense du livre d'Art Artisanal.

Nous, JEAN DE BONNOT, garantissons à nos clients à toutes fins de lois ce qui suit :

1° Que le papier utilisé pour nos éditions est un véritable papier chiffon, vergé au naturel, à la « forme ronde ».

2° Que nous employons uniquement les eaux du cours d'eau : la Barba à la hauteur du village de Docelles (Vosges), et qu'aucune eau d'une autre provenance n'est utilisée, même partiellement pour la fabrication de notre papier.

3° Que le filigrane de notre papier est un filigrane naturel « brodé » sur la « forme ronde » elle-même au passage de la pâte, et non « frappé » postérieurement.

4° Que les peaux de mouton que nous utilisons pour la reliure de nos livres sont coupées d'une seule pièce, sans aucune couture ou collage apparent ou caché.

5° Que les fers utilisés pour décorer les plats et le dos de la collection sont des fers authentiques reproduits à partir de motifs d'époque.

6° Que l'or utilisé pour la frappe « à chaud » des dos et pour la tranche supérieure est de l'or véritable, titré à 22 carats.

Nous donnons à nos clients cette garantie à toutes fins utiles et pour la défense de la qualité du Livre d'Art Artisanal.

J'ai voulu, à l'occasion de ce centième anniversaire, rendre hommage à l'inoubliable Hans Christian Andersen, et j'ai réalisé, pour mes fidèles clients, une édition exceptionnelle. Les mots sont insuffisants pour vous donner une idée exacte des soins qui ont été apportés à la réalisation de ce magnifique in-quarto (21 x 27 cm) et de sa qualité, mais, pour que vous puissiez vous en rendre compte par vous-même, je vous fais la proposition suivante : vous pouvez réserver un exemplaire de ce volume en retournant, dès aujourd'hui, le Bon d'examen ci-joint, et le livre vous parviendra en vision dès sa parution.

Bien entendu, vous pourrez le garder pendant 10 jours et le feuilleter à loisir. Vous éprouverez la plénitude et la qualité de la reliure en pleine peau et admirerez les merveilleuses illustrations réalisées en noir et blanc. Au terme de ces 10 jours, si vous n'êtes pas convaincu d'avoir entre les mains un véritable livre d'art, il suffira de me le renvoyer dans son emballage. Par contre, si vous êtes enthousiasmé, vous m'en réglerez le montant, soit 170,00 francs (+ 9,30 francs de participation aux frais de port).

Pour profiter de l'examen gratuit de ce volume, remplissez et retournez-moi le Bon ci-joint : l'ouvrage vous sera adressé dès sa sortie de la presse à dorer.

Je vous remercie d'avance et reste votre dévoué,

Jean de Bonnot
Jean de Bonnot, Éditeur-Relieur.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à renvoyer à Jean de Bonnot - 7, fg St-Honoré - 75392 Paris Cédex 08)

Je suis curieux de voir (sans engagement) le volume des CONTES de Hans Christian ANDERSEN

Nom ____________ *Prénom* ____________

Adresse complète ____________

____________ Code postal ____________

Signature
(Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

POLITIQUE

M. Marchais soulignait dès juin 1972 que « le programme commu[n] doit offrir un tremplin au mouvement des masses »

La publication par les Editions sociales (1) du rapport, jusqu'ici inédit, présenté le 29 juin 1972 par M. Georges Marchais, lorsque le comité central du P.C.F. a dû ratifier le programme commun de gouvernement qui venait d'être négocié avec le P.S., prouve qu'un débat comparable à celui qui se déroule au Portugal se serait engagé en France au lendemain d'un succès de la gauche. Le secrétaire général du parti communiste explique, en effet, d'une part que « le programme commun doit offrir un tremplin au mouvement des masses », et, d'autre part, qu'il convient de soustraire la France à « la stratégie globale de l'impérialisme » et de s'appuyer, pour réaliser les objectifs du P.C.F., sur le fait que « désormais le système socialiste est bel et bien le facteur déterminant » au plan international. L'analyse de M. Georges Marchais est fidèle à la lettre du programme commun. Elle traduit néanmoins une lecture particulière de ce texte qui n'est pas, semble-t-il, celle de la direction du P.S.

Ce qu'il y a de plus frappant dans l'exposé que faisait M. Marchais, au lendemain même de l'accord avec le P.S. sur un programme commun, c'est sa méfiance à l'égard de ses alliés. Il jugeait « dangereux » de se faire « la moindre illusion » sur la sincérité de l'engagement des socialistes et ne voyait comme seule garantie à l'application du programme commun que l'action du P.C.F. C'est exactement autour de ces thèmes que s'est développée, du début d'octobre 1974 à la fin de février 1975, l'offensive parti communiste contre le parti socialiste.

Alors qu'au sein du P.S. se déroule un débat sur le rôle mouvement des masses en cas de victoire de la gauche, il devi[ent] évident que socialistes et communistes doivent préciser ce [que] signifie la « démocratie avancée » proposée par le program[me] commun. En l'état actuel des choses, on a l'impression que, com[me] au Portugal, ils emploient les mêmes mots sans parler la mê[me] langue.

THIERRY PFISTER

(1) *L'union est un combat*, par Etienne Fajon. Editions socia[les], collection « Notre Temps », 7,50 F.

Dans son rapport, M. Georges Marchais commençait par souligner l'importance de la décision à prendre en déclarant : « *Cette décision ne peut absolument pas être comparée avec celles que le comité central a prises au cours des dernières années lors de la ratification des précédents documents communs. Les conséquences de la décision d'aujourd'hui sur la vie et l'activité du parti, sur les conditions générales de notre lutte seront beaucoup plus profondes et plus durables.* »

Faisant l'historique des dix années durant lesquelles le P.C.F. avait réclamé la négociation d'un programme de gouvernement commun à l'ensemble de la gauche, le secrétaire général estimait que la conquête du P.S. par M. François Mitterrand, en juin 1971, à l'occasion du congrès d'Epinay-sur-Seine, avait traduit « *la volonté de stopper le processus engagé en vue d'un accord fondamental* » entre le P.S. et le P.C.F. Il ajoutait :

« *Le compromis réalisé entre Mitterrand - Defferre - Mauroy avait pour but de bloquer les discussions engagées, de faire du renforcement du parti socialiste l'objectif prioritaire, en vue de créer une situation où notre parti serait contraint au rôle de force d'appoint. (...)*

» *Depuis un an, notre ligne a été de prendre appui sur les aspirations à l'union et au changement pour exercer la pression maximum sur le parti socialiste, de développer au maximum l'activité indépendante du parti dans les masses.* »

En ce qui concerne le déroulement des négociations entre communistes et socialistes, M. Marchais notait :

« *Si le programme de notre parti est tout à fait clair et cohérent, le programme du parti socialiste — comme nous avions eu l'occasion de le dire — est marqué par l'équivoque, souvent par les contradictions. On peut même dire que, sur la plupart des questions, ce programme socialiste dit « blanc » dans un alinéa et « noir » dans l'alinéa suivant. En outre, ce programme contradictoire et imprécis, les négociateurs socialistes eux-mêmes l'interprétaient souvent de façon ondoyante, parfois même le traitaient en dérision. Il fallait donc savoir à quoi s'en tenir exactement sur la position du parti socialiste sur chaque question.*

» *Inversement, nous avons toujours veillé, sur chaque problème, à ne pas arracher à nos interlocuteurs un accord « à l'esbrouffe », par ruse ou dans la confusion. En toutes circonstances nous avons toujours expliqué à fond notre position, nos raisons.*

» *C'est, après avoir fait la clarté maximum sur nos positions respectives que nous avons, soit consigné l'accord si les positions des uns et des autres se révélaient en fin de compte vraiment convergentes, soit cherché un compromis acceptable si les positions étaient différentes. (...)*

» *Pour résoudre les questions les plus difficiles, nous sommes partis de l'idée qui nous a guidés dans la discussion de tous les aspects du programme devait absolument être telle qu'elle favorise l'intervention des masses dans le domaine concerné, qu'elle offre un tremplin au mouvement populaire et au* développement *de son action.*

» *Pour nous, en effet, les dispositions adoptées ne constituent évidemment pas un point d'arrivée ou, selon l'expression significative de Mitterrand, un « seuil maximum ». Il s'agit au contraire de points de départ pour une puissante action des masses, susceptible d'engager effectivement notre pays dans une étape démocratique nouvelle, ouvrant la voie au socialisme.*

» *C'est en partant du souci de créer les meilleures conditions d'une telle action des masses — ou au moins dans les questions les plus controversées, de préserver ces conditions — que nous avons réalisé les compromis ndispensables.* »

M. Marchais se livrait ensuite à une analyse détaillée du document. Il estimait qu'en matière sociale le programme commun reprenait pour l'essentiel les propositions du P.C.F., et que les communistes avaient su obtenir, en outre, que le programme s'« ouvre » sur ce sujet.

Les concessions admises par le secrétaire général concernent notamment la Sécurité sociale (le P.S. tenait à ce que soit prévue la représentation des employeurs pour un quart dans les organismes de gestion, le P.C.F. estimait que seuls le représentants des salariés devaient siéger. Le programme commun ne tranche pas et parle de « gestion démocratique »). Surtout M. Marchais revenait sur le problème de l'alternance au pouvoir explicitement prévue par le programme commun (1). Il expliquait :

« *Nous avons maintes fois affirmé dans la dernière période que notre parti entendait voir respecter le verdict du suffrage universel, librement exprimé — et exprimé selon un mode de scrutin équitable, c'est-à-dire à la proportionnelle. (...) Cette affirmation n'a jamais eu, de notre part, un caractère défensif. Au contraire, elle a toujours signifié et elle signifie que nous entendons voir nos partenaires respecter désormais le verdict du suffrage populaire — alors qu'ils ont toujours fait le contraire jusqu'ici. Il s'agit donc d'un engagement de leur part, engagement que concrétise sur cette base le contrat de législature.*

» *La même appréciation est à porter en ce qui concerne le contrat de législature.*

» *Nous avons accepté — et c'est indiscutablement une concession — que, en cas de rupture du contrat de législature, la dissolution de l'Assemblée nationale ne soit pas immédiate, mais qu'elle puisse être précédée d'un ultime recours, à savoir la constitution d'une autre équipe ministérielle. Le parti socialiste tenait absolument à cette procédure « en deux temps » et il était impossible de le faire reculer sur ce terrain. A nos yeux, c'est une indication qu'il souhaiterait avoir, comme par le passé, les mains libres vis-à-vis du suffrage universel « s'il le pouvait ». C'est pourquoi nous avons cru préférable de livrer bataille sur le plan « politique », c'est-à-dire obtenir du parti socialiste un engagement politique clair devant les masses. (...)*

La seule garantie, c'est l'action du parti

» *Le parti socialiste s'engage et déclare qu'il s'engagera publiquement à rester fidèle au programme commun, à ne pas participer à un de ces renversements de majorité dont toute son histoire est faite, ni même à permettre un tel renversement.*

» *Que nous ne puissions nous en remettre à un tel engagement de sa part, cela est évident. Il serait dangereux de se faire la moindre illusion sur la sincérité ou la fermeté du parti socialiste à ce sujet. Il est indiscutable que cet engagement politique du parti socialiste lui rendra plus difficile de rompre, au lendemain des élections, l'union de la gauche pour passer alliance avec une partie de la droite. En même temps, la vigilance, la pression des masses pour exiger l'approbation du programme commun en seront facilitées. (...)*

» *En fait, dans ces discussions, c'est nous qui avons demandé en tous domaines des garanties, et pour l'essentiel nous les avons obtenues. Du moins dans le cadre de l'objectif qui était le nôtre à cette étape, c'est-à-dire l'élaboration du programme commun. Car la véritable, et au fond la seule garantie, c'est l'action propre de notre parti pour impulser, diriger, organiser et développer au maximum le mouvement des masses.* »

Le secrétaire général traitait ensuite de la partie du programme commun consacrée à la politique étrangère. Il expliquait que le souci des négociateurs communistes avait été :

« *— Premièrement, de préserver en toutes circonstances la liberté de la France de réaliser le programme de gouvernement démocratique qu'aura ratifié la majorité de notre peuple. Ce qui implique le refus de toute institution ou mécanisme de caractère supranational dont les décisions seraient contraignantes pour notre pays ;*

» *— Deuxièmement, de désengager, fût-ce progressivement notre pays de l'alliance atlantique;*

» *— Troisièmement, d'affirmer la volonté du gouvernement démocratique de combattre l'orientation monopoliste de la Communauté économique européenne.*

» *Comme les camarades peuvent le constater, le programme commun est profondément marqué par ce triple souci.*

» *L'exposé des principes sur lesquels reposera la politique extérieure de la France démocratique est entièrement conforme aux principes de notre propre programme. Nous avons catégoriquement refusé que figure parmi ces « principes » la participation de la France à la C.E.E.*

A propos de la renonciation à la force de dissuasion nucléaire, M. Marchais précisait :

« *D'abord, cette renonciation est restrictive puisqu'elle ne concerne pas l'armement atomique tactique. Et l'insistance acharnée de Mitterrand à laisser la porte ouverte à une force atomique tactique « européenne » est révélatrice non seulement de ses calculs mais aussi sans doute de l'existence de certains projets précisés dans les milieux pro-européens. Cependant, nous avons considéré que l'essentiel était, à l'étape actuelle, l'abandon de l'arme stratégique.*

» Seconde observation : *en raison de l'obstination du parti socialiste, le programme commun ne fait pas mention de la liquidation des charges nucléaires existantes. Aux termes du programme, la France resterait donc équipée de l'armement nucléaire existant au moment de l'établissement d'un gouvernement démocratique. Le parti socialiste souhaite visiblement maintenir cet armement en état d'alerte et de fonctionnement. De plus, comme je viens de le dire, il n'a absolument pas renoncé (il ne s'en cache pas) à la constitution d'une force nucléaire européenne. La plus grande vigilance et la poursuite — sous les formes appropriées — de notre action pour la* liquidation *proprement dite de l'armement nucléaire français sont donc nécessaires.*

» *Ceci dit, nous avons lié cette concession — sans laquelle le Comité central doit savoir que l'accord eût été rendu impossible — à une condition qui (en quelque sorte) la neutralise. A savoir que « le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit ».*

» *De ce fait, la politique militaire et l'orientation même de la politique extérieure de la France échapperaient, dans un domaine essentiel, à la stratégie globale de l'impérialisme, dont la cible désignée à l'avance et en permanence est le système socialiste mondial.* »

Nous ne souhaitons pas de rapprochement idéologique

A propos des concessions communistes sur le Marché commun, le secrétaire général les jugeait « *essentiellement formelles* ». Sur les nationalisations, il notait :

« *Lorsqu'il s'est agi de désigner nommément les groupes monopolistes devant figurer dans le seuil minimum de nationalisation, il est apparu que le parti socialiste entendait faire de la nationalisation une vitrine, mais une vitrine vide. (...)*

» *La sidérurgie a été l'objet de la discussion la plus âpre de toute la négociation. Le parti socialiste se refusait catégoriquement à la nationalisation de la sidérurgie et il était même prêt à faire de ce point un motif de rupture des négociations, de refus d'un programme commun. (...) Nous n'avons pas cru pouvoir faire échouer tout l'accord sur ce seul point. Les travailleurs nous auraient reproché de confondre fermeté et rigidité. C'est pourquoi nous avons fait l'accord sur la base de l'entrée de la sidérurgie dans le secteur public par une prise de participation majoritaire. (...)*

» *Si l'on tient compte de tout cela, le seul secteur où nous n'avons pas obtenu satisfaction est l'automobile.* » *(...)*

M. Georges Marchais concluait son rapport par une appréciation globale en déclarant : « *Il ne s'agit pas d'une synthèse idéologique. Au contraire, l'accord n'a pu se faire que parce que, sur notre insistance, la confrontation idéologique en a été, si je peux dire, absolument « évacuée ». En effet, nous ne cherchons pas,* nous ne souhaitons pas *dans l'état actuel du parti socialiste le rapprochement idéologique. Quant au fond, l'idéologie qui anime aujourd'hui le parti socialiste est et reste absolument réformiste ; quant au fond, elle est totalement étrangère au socialisme scientifique ; quant au fond, elle récuse totalement la nécessité de se placer en toutes questions du point de vue de la classe ouvrière.* »

Il ajoutait :

« *La question qui se pose est de savoir si les mesures sur lesquelles nous nous sommes finalement mis d'accord avec le parti socialiste sont suffisantes [pour] porter d'emblée un coup sé[rieux à] l'appareil de domination d[e la] grande bourgeoisie et pour [im]poser ensuite à ces entre[prises] réactionnaires. (...)*

» *Or, nous ne serons pas [seuls] à la direction des affaires du [pays.] C'est la troisième donnée à c[onsi]dérer.*

» Il s'agira d'appliquer ce [pro]gramme avec le parti soci[aliste] tel qu'il est. (...)

» *Ses traits permanents en[...] au-delà de la volonté réell[e ou] non de promouvoir des réf[ormes] sociales et démocratiques [...] crainte que se mettent en mo[uve]ment la classe ouvrière e[t les] masses, l'hésitation devan[t le] combat de classe face au g[rand] capital, la tendance au com[pro]mis avec celui-ci et à la col[labo]ration des classes. Ces traits [n'ont] pas été estompés depuis le co[ngrès] d'Epinay. (...)*

» *Il est clair que la concl[usion] d'un programme commun [dans la] perspective d'un gouverne[ment] dans lequel le parti soci[aliste] jouerait un rôle important, [don]neront à celui-ci des bases [pour] son effort pour se renfor[cer à] notre détriment, si nous ne [fai]sions pas ce que nous d[evons] faire. (...)*

» *S'il y a des risques, il [y a] aussi dans la situation des [don]nées favorables très importan[tes].*

» *1re donnée : la situ[ation] internationale actuelle. L'é[volu]tion du rapport des forces [dans] le monde est en faveur [de la] démocratie, de la paix, de l'[indé]pendance des peuples, du [socia]lisme. Désormais, le sy[stème] socialiste en est bel et bi[en le] facteur déterminant. (...)*

» *2e Une seconde donnée [favo]rable est à retenir : il s'ag[it du] niveau politique du mouve[ment] des masses dans notre pays [et de] ses possibilités de dével[oppe]ment. (...)*

» *3e Parmi les éléments fa[vora]bles que nous examinon[s, il] convient justement de faire [figu]rer l'influence du parti et son [degré] d'organisation. (...) La qu[estion] qui est posée ici — la qu[estion] décisive, il faut y insister, — [est] celle du développement de l['acti]vité indépendante du parti [dans] les masses. (...) Il n'y a p[as de] contradiction mais, au cont[raire] liaison étroite avec la nécessi[té de] veiller, comme à la prunell[e de] nos yeux, à l'affirmation pe[rma]nente des positions propre[s du] parti, à son indépendance [d'ex]pression et d'action, au renf[orce]ment de son influence et de [son] organisation.* »

(1) Le programme commun [pré]que : « *Si la confiance du [pays] était refusée aux partis majorit[aires,] ceux-ci renonceraient au po[uvoir] pour reprendre la lutte dans l'[oppo]sition.* »

M. Guy Hermier : l'union est un principe de la politique du P.C.F.

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C.F., présente dans *l'Humanité* du 8 juillet l'ouvrage de M. Etienne Fajon.

Il note :

Etienne Fajon montre que, pour les communistes, l'union n'a rien d'une tactique occasionnelle ou d'une démarche électoraliste. Elle est au contraire une constante, un principe de la politique du parti. (...) Les progrès de l'union, sa victoire ne peuvent résulter que d'une lutte acharnée contre les forces réactionnaires qui résistent farouchement. Et c'est en fonction de cette exigence du combat commun que nous avons été amenés à faire juges les travailleurs des comportements de nos alliés qui s'en écartaient.

» *Chacun peut donc constater, par expérience, que c'est la capacité de notre parti à obtenir le soutien actif des masses populaires à sa politique d'union qui a été décisive pour la conclusion du programme commun et le rassemblement de treize millions d'hommes et de femmes autour de ses objectifs avancés.* »

Les élections cantonales

« L'HUMANITÉ » DÉNONCE « DES POSITIONS CONTRAIRES AUX ENGAGEMENTS UNITAIRES »

L'Humanité du 8 juillet revient sur les résultats des élections cantonales du Gard (canton de Lassalle) et du Lot-et-Garonne (canton de Castelmoron) (*le Monde* daté 1er et 8 juillet) qui ont vu la victoire au second tour de candidats de centre gauche face au représentants du parti communiste. *L'Humanité* souligne que, dans les deux cas, « *le candidat communiste devenu au deuxième tour le candidat unique de la gauche ne retrouve pas — et de loin — la totalité des voix que celle-ci a obtenue au premier tour* ». Le quotidien communiste poursuit : « *A Castelmoron, le sénateur Caillavet, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, et, à Lassalle, le sénateur socialiste Taillade avaient, dès le premier tour, marqué leur préférence pour des candidats autres que ceux des partis de gauche et ne faisant aucune référence au programme commun de gouvernement. Ces positions, qui préparaient déjà le second tour, sont contraires aux engagements unitaires. (...) Il est évident que les électeurs communistes n'accepteront pas toujours de voter au second tour pour un candidat non communiste s'il n'y avait pas réciprocité.* »

[N.D.L.R. — Dans le canton de Lassalle, M. Roger Gaillard, P.C., avait obtenu 544 voix au second tour alors qu'au premier tour le total des voix rassemblées par le P.S. et le P.C. atteignait 670. Dans le canton de Castelmoron, M. Dagen, P.C., avait obtenu 875 voix alors qu'au premier tour socialistes et communistes avaient totalisé 1 081 voix.]

Yvelines

LE CONSEIL GÉNÉRAL ADOPTE LE NOUVEAU DÉCOUPAGE CANTONAL MAIS RÉSERVE LE CAS DE VERSAILLES.

Le conseil général des Yvelines a adopté, lundi 7 juillet, le projet préfectoral de découpage cantonal, par 17 voix contre 8 et 3 abstentions. Six nouveaux cantons seront ainsi créés : Le Chesnay, Saint-Cyr-l'Ecole, Vélizy-Villacoublay, Mantes-la-Jolie, Maurepas, Le Pecq (*le Monde* du 8 juillet). L'assemblée départementale a, cependant, voté un amendement : le conseil municipal et les conseillers généraux concernés devront approuver le découpage de Versailles.

Le canton de Versailles-Nord-Ouest doit être amputé des communes du Chesnay et de Rocquencourt qui seraient érigées en un canton autonome : Le Chesnay. Versailles-Nord-Ouest serait renforcé par trois bureaux de Versailles-Nord. On « prélèverait » enfin la commune de Saint-Cyr-l'Ecole sur le canton de Versailles-Ouest.

Le conseil général n'a pas adopté les conclusions de la commission *ad hoc* qui avait proposé de ne créer que trois nouveaux cantons : Saint-Cyr-l'Ecole, Maurepas et Mantes-la-Jolie.

Le nouveau découpage aura pour effet de renforcer les rangs de la majorité au conseil général. Durant la séance, M. François Hilsum (P.C.), secrétaire de la fédération des Yvelines, a notamment déclaré que « *la seule cohérence du projet est politique et ne vise qu'à asseoir électoralement un certain nombre de personnalités à la dévotion du gouvernement* ».

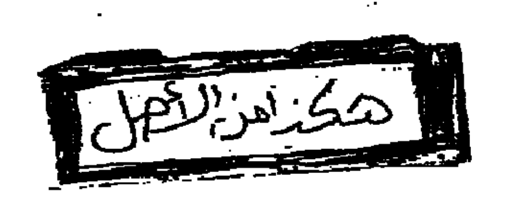
PCEM
Pharmacie
• Recyclage scientifique des Bacheliers A.B.C.D. au mois de septembre.
• Encadrement annuel parallèle à la Fac - groupe de 15 - par CHU.
• Année préparatoire pour BACHELIERS A et B : PCEM/O.
CEPES group. (libre) de professeurs 57, r. Ch.-Laffitte, 92-Neuilly
722-94-94

LE SURSAUT POPULAIRE
Mensuel des Gaullistes d'opposition
Au sommaire du n° de juillet :
— Nice : les retraités du gaullisme (par Dominique GALLET)
— 8 Mai, memento (par B. CLOP)
— Gaullisme et Libération (par J.-L. BOSVIEL)
DEUX ARTICLES SUR LA DÉFENSE NATIONALE
— La France peut-elle maintenir une défense indépendante ? (par A. FERIES)
— Maurin part en guerre (par J. DEBU-BRIDEL)
DEUX ARTICLES SUR LE MONDE ARABE
— La Révolution irakienne (par M. GRIMARD)
— A quand le dialogue euro-arabe ? (par E. RAUX).
Une double page sur le 1er Colloque national du Front Progressiste :
« L'Impérialisme culturel américain »
Le N° : 3,50 F - Abonnt : 30 F
En vente dans les kiosques ou sur demande :
10 bis, avenue de la Grande-Armée 75017 PARIS - Tél. : 380-58-21

Encore quelques places disponibles.
L'AMAZONIE ET LES ANDES
COLOMBIE-EQUATEUR
De Paris du 8 au 22 Août.
Groupe limité à 20 personnes.
Voyages Kuoni.
Tél. : 265.29.09 et tous agents de voyages.
Lic. 46

Le Monde de l'éducation
Numéro d'été
vacances
JOUEZ AVEC VOS ENFANTS

Dans le numéro 102 d[u]
magazin[e] littérair[e]
un dossier
TOUT AUTOUR DE LA TERRE
de Marco Polo à Paul Mora[nd]
et
Mémoires de photographes
La société contre l'Et[at]
(entretien avec Pierre Clastre[s])
Un ethnographe de la cultur[e]
(entretien avec Jean-Paul Aro[n])
Anna Kavan - Heinrich Bö[ll]
« Colorado Saga » : un western total
En vente dans tous les kiosques 6 F.
40, rue des Saints-Pères 75007 Paris - Tél. : 544-14-51



JUSTICE

...echerché par les polices de douze pays

...Carlos » demeure introuvable

...erché par les policiers de ...pays, « Carlos », le meur...e deux policiers et d'un res...ant libanais, le 27 juin, dans ...partement de la rue Toul... Paris, demeure introuvable, ...n'empêche pas des « té...› imaginatifs de signaler sa ...ce presque simultanément ...nombreux endroits du ...

...automobiliste belge avait ...é avoir pris en charge, le ...t, un auto-stoppeur qui res...it au terroriste vénézuélien ...e conduire à Bruxelles (le ...du 6-7 juillet). Au cours du ...nd, on signalait sa présence ...outh, tandis que la police ...était mise en état d'alerte ...rechercher sur le territoire ...que. Ce mardi 8 juillet, le ...l britannique Guardian in...que Scotland Yard aurait ...Ilitch Ramirez Sanchez en ... Quelques heures aupara...pourtant, une jeune femme ...ssant « Carlos » déclarait ...oliciers londoniens l'avoir ...la veille dans le quartier ...nsington. Selon celle-ci, il ...changé d'apparence : il ...it des cheveux courts et ...abandonné ses lunettes. Un ...itaire de laverie automati...un gérant de bar du quar...roient, semble-t-il, déjà ...é avoir aperçu le fugitif. ...leur témoignage avait été ...li avec scepticisme par la ...

...irecteur de la police poli...vénézuélienne, M. Pedro ...Agudo, adéclaré, pour sa ...que ses services n'effec...t aucune enquête concer...M. Sanchez et que ni la po...française ni Interpool ...ent fait de démarche en ce ...

...Venezuela, M. Sanchez a un ...judiciaire vierge et n'a pas ...ché comme guérillero. En ...he, il a été arrêté et mo...tément détenu en 1968, pour ...ticipation à des manifesta...étudiantes. Auparavant, ...que la famille Sanchez ré...à Londres, il serait revenu ...stinement dans son pays ...ne, peut-être avec une ex...m de guérilleros qui, entre ...t 1968, s'infiltraient au Ve...a après avoir subi les sta...entraînement à Cuba. La po...vénézuélienne a toutefois ...lu Mlle Nancy Sanchez, ...ire de l'appartement de la ...'oullier où eut lieu la fusil...du 27 juin. Celle-ci a été re...e après avoir démontré

qu'elle avait quitté Paris dix heures avant le triple meurtre.

Les autorités ouest-allemandes gardent le silence sur les opérations engagées outre-Rhin dans le cadre de l'affaire. Le parquet de Kaiserlautern a toutefois indiqué que le vol fin 1973 dans un dépôt de Miesau, du lot de grenardes M-26, dont certaines furent retrouvées la semaine dernière à Paris dans l'une des « caches » de « Carlos », n'a jamais pu être imputée au groupe Baader-Meinhof. L'enquête a été close il y a plusieurs mois sans que les coupables aient pu être identifiés.

● *Des mesures de sécurité spéciales* ont été prises à Beyrouth par le gouvernement libanais pour assurer la protection de l'ambassadeur de France, M. Hubert Argod, et celle de ses collaborateurs. En effet, depuis le début de l' « affaire Carlos », M. Argod a été à différentes reprises appelé par téléphone et menacé par des correspondants anonymes.

Pour vente de charcuterie ...e, un charcutier de Vénis... (Rhône), M. François Gui..., a été condamné lundi 7 ... à deux mois de prison avec ... et à 3 000 F d'amende par ...unal correctionnel de Lyon.

Après la fouille de leur automobile

LES ASSASSINS DE M. RENAUD ÉTAIENT TROIS ET NON QUATRE

La fouille de l'automobile utilisée dans la nuit du 2 au 3 juillet par les assassins de M. François Renaud, juge d'instruction à Lyon, a fourni peu d'indices aux enquêteurs. Le véhicule, une Audi 80 GL, avait été retrouvé le 6 juillet dans un parc de stationnement dans le quartier de Vaise à Lyon (*le Monde* du 7 juillet). Deux douilles de 9 millimètres provenant d'un pistolet de calibre 38 spécial ont été retrouvées à l'intérieur de la voiture. Elles sont identiques à celles qui avaient déjà été découvertes près du lieu de l'attentat.

Les investigations des policiers ont toutefois permis d'apprendre que les occupants de la voiture étaient au nombre de trois, et non de quatre comme on le croyait précédemment. Mais aucune empreinte digitale ne semble avoir pu être relevée.

LA VISITE DE Mme DORLHAC A LA PRISON DE DIJON

Une maison d'arrêt où règne l'esprit de concertation

Dijon. — Invitée par le syndicat des surveillants F.O. de l'établissement « à un moment où la situation n'est pas tendue », Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, a visité, lundi 7 juillet, la maison d'arrêt de Dijon, l'une des prisons françaises qui ont échappé à la contestation violente de ces dernières années.

A Dijon, délégués des prisonniers, représentants du personnel et de l'administration s'asseyent autour d'une table pour discuter paisiblement des difficultés des uns et des revendications des autres. Grâce à cet « *esprit de concertation* » que tous s'accordent à souligner aujourd'hui, les conditions de vie des détenus se sont considérablement améliorées. Ils ont notamment accepté d'effectuer des travaux d'aménagement importants dans cet établissement du dix-neuvième siècle.

De notre correspondant

Pour ce qui concerne les loisirs, chaque cellule est équipée depuis 1973 d'un haut-parleur qui diffuse les programmes d'un poste périphérique et ceux d' « Inter-Bâtiment », une radio conçue par les détenus. Au mois de janvier dernier, une revue ronéotypée de trente pages, *Contact*, était publiée ; elle en est à son cinquième numéro. Le président d'honneur est le directeur de la prison, mais le directeur de la publication et ses collaborateurs sont des détenus. Des membres du personnel, des visiteurs, l'aumônier, collaborent également à la rédaction de la revue, dont les articles sont assez variés.

Ils portent aussi bien sur les témoignages des détenus que sur les questions qui les touchent plus particulièrement : liberté conditionnelle, drogue, avocats d'office, psychiatrie. L'esprit critique n'est pas absent de la rédaction de certains articles. A propos de la suppression des fêtes du 8 mai, on lit dans l'éditorial du n° 5, sous le titre : « *Oublier ! Monsieur le Président !* » : « *Puisque l'on peut oublier tout cela (soixante millions de morts), donnez-nous l'espoir qu'un jour on n'entendra plus dans le prétoire : multirécidiviste, plusieurs fois condamné, individu dangereux à éliminer de la société. Puisque l'on peut oublier les vêtements rayés des déportés (...), alors on peut oublier les droguets des centrales. Nous, prisonniers, nous voulons oublier le passé ; nous avons l'espoir que l'on oublie aussi. Ce passé que nous avons déjà payé une fois, faut-il le payer toute notre vie ?* »

Pour ce qui concerne la réinsertion sociale future des détenus, un atelier de préformation professionnelle fonctionne depuis février dernier dans la maison d'arrêt, où une douzaine de détenus s'initient aux métiers de la plomberie, de la soudure et de l'électricité. Les cours sont donnés par des professeurs de l'éducation nationale dans le cadre de la loi de juillet 1971 sur la formation continue. Une subvention du conseil régional a permis l'aménagement de l'atelier.

Mais pour que la prison devienne véritablement « *une école de la deuxième chance* » encore faut-il que les effectifs du personnel soient augmentés. Celle de Dijon compte actuellement quarante-neuf surveillants et, dans l'un des bâtiments, il y a un seul surveillant pour cent détenus : « *Notre rôle pédagogique sera nul,* disent les responsables syndicaux, qui demandent vingt-quatre postes budgétaires, *si l'on n'augmente pas l'effectif.* » A cela, Mme Dorlhac a répondu qu'elle « *comptait beaucoup sur les huit cents nouveaux venus dans la fonction pour améliorer la situation ici et là* ».

Des détenus ont été reçus également par le secrétaire d'Etat. L'un d'eux lui a fait observer que « *le plus important à traiter dans l'immédiat, c'était le secours aux familles* », tout en ajoutant que « *la réforme pénitentiaire se faisait dans une certaine incohérence* ». Mme Dorlhac a indiqué qu'une loi va bientôt permettre d'apporter une aide aux familles. D'autre part, elle a annoncé qu'un livre d'information sur la réforme pénitentiaire serait distribué à tous les détenus pour mieux les renseigner sur son contenu.

Au cours d'une conférence de presse à la préfecture, le secrétaire d'Etat a déclaré, en réponse à une question sur le renforcement des peines proposé par le garde des sceaux et l'esprit plus libéral de la réforme : « *M. Lecanuet et moi avons deux missions différentes. J'essaie de remplir la mienne au mieux de mes possibilités. Ma mission à moi est de préserver la dignité humaine dans les prisons sans toutefois créer des prisons trois étoiles.* »

CHARLES MARQUÈS.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

D'un terrorisme l'autre

Seuls les hebdomadaires parus à la fin de la semaine dernière ou au début de celle-ci sont en mesure de commenter l'affaire « Carlos ». *L'EXPRESS* y consacre sa couverture. Sous le titre « Les cibles des tueurs », on peut lire : « *Turcs, Japonais, Palestiniens, Allemands et Français, les terroristes ont constitué un Front mondial de l'assassinat. Leur but : la reddition des démocraties.* » Jacques Derogy et Michel Gremillon précisent : « *Les enquêteurs de la D.S.T. (...) ont acquis la certitude définitive que les terroristes de tous les pays se donnent la main. Entre la Japonaise Shine Nobu, ancien membre de l'Armée rouge nippone, devenue, aux côtés du Palestinien Georges Habache, la fondatrice de l'Armée rouge arabe, et le mystérieux Carlos, aujourd'hui recherché dans l'Europe entière, entre le journaliste espagnol représentant du Gari (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) en France, responsable de dix-huit attentats, et le Libanais de vingt-cinq ans abattu par Carlos pour l'avoir trahi, il y a des échanges permanents, des rencontres incessantes et presque une « Bourse » des attentats à commettre.* »

Claude Le Guern, dans l'hebdomadaire trotskiste *LUTTE OUVRIERE*, s'élève contre la thèse du complot international. Sous le titre « C'est Carlos qui avait cassé le vase de Soissons », il souligne : « *Les rocambolesques descriptions que le ministère de l'intérieur donne de « ceux qui ont choisi » notre pays pour le transformer » en un champ clos de violence » et de leurs projets gagneraient à être étayées de quelques preuves concrètes (...). Dans cette ténébreuse affaire, il n'y a de clair que l'utilisation que Poniatowski en fait, une utilisation policière pour les fins de laquelle le « terrorisme international » a bon dos. Et c'est d'autant plus gros que par ailleurs Poniatowski ne trouve pas grand-chose à redire lorsque « la » main de l'étranger », bien réelle celle-là, se fait sentir au Pays Basque pour assassiner les Basques espagnols réfugiés dans ce pays.* »

Jean-Michel Gourevitch, dans *LE POINT*, ne croit pas davantage au « chef d'orchestre clandestin ». « *Certes,* affirme-t-il, *les groupes révolutionnaires partagent des thèses semblables et des armes identiques. Sans doute fréquentent-ils les mêmes milieux, ont-ils de nombreux sympathisants communs et puisent-ils l'argent aux mêmes sources. A l'occasion, ils échangent armes, spécialistes et conseils, comme le font aussi les gangs du milieu.* » *L'internationale du terrorisme, c'est plus la rencontre des trajectoires de ces jeunes gens venus avec armes et « bagages » qu'un mystérieux complot tramé à l'échelle du globe. Une sorte de communauté de la violence en quête d'actions et de causes, avec son lot de révoltés ardents ou de sombres* desperados *du type sinistre de la bande à Baader. Seulement, les Etats n'ont pas encore appris à déjouer ces terroristes-là qui ne craignent ni Dieu ni diable.* »

Philippe Bernert analyse dans *PARIS-MATCH* les raisons de la détérioration de la D.S.T. Parmi les « *chocs* » et « *traumatismes* » dont le service de contre-espionnage français a été victime, il cite « *le grand dessein gaullien visant à une réconciliation systématique avec le tiers-monde, les pays arabes et le bloc de l'Est* », qui conduisit la D.S.T. à « *mettre une sourdine aux investigations* ». Il ajoute : « *De Gaulle régnant, cette « démobilisation » de la D.S.T. ne s'avéra pas dramatique. Les guérilleros considéraient alors la France comme un sanctuaire, une base logistique leur permettant de s'attaquer à d'autres objectifs, en Allemagne de l'Ouest ou en Italie. Mais, par la même occasion, ces révolutionnaires s'implantèrent de plus en plus solidement en France, nouant des relations durables avec des Français gauchistes, forgeant de véritables réseaux dont ils se doutaient bien qu'un jour ils pourraient servir. Cette fois sur place. Ce jour est arrivé et, la brise révolutionnaire venue, la D.S.T. se trouve fort dépourvue.* »

La brise révolutionnaire

Cette « *brise révolutionnaire* », plusieurs hebdomadaires s'en sont fait l'écho avant même l'affaire Carlos. Au centre de leurs préoccupations : une réflexion sur la violence. Ce n'est certes pas la première fois que Pierre Pujo dénonce dans l'hebdomadaire royaliste *ASPECTS DE LA FRANCE* « *le processus d'intoxication marxiste de l'opinion* ».

Sous le titre général : « Le communisme ne l'inquiète pas : Giscard dans les nuées », il précise : « *Reste à savoir si M. Giscard d'Estaing pourra encore longtemps maintenir les illusions sur lesquelles il a fondé sa politique depuis un an. Il lui faudra bien un jour reconnaître la réalité de la subversion marxiste et se résoudre à la combattre s'il ne veut pas être emporté par elle. Mais le voudra-t-il ? Le pourra-t-il ?* »

Ce n'est pas la première fois non plus que *VALEURS ACTUELLES* déplore le « *climat antipolicier* ». Cette fois-ci, c'est une interview de l'ancien inspecteur Borniche par Pierre Deville qui conduit à un « *constat lucide et alarmant* ». Roger Borniche raconte : « *Je suis allé l'autre jour à la police judiciaire : les jeunes étaient débraillés, sales. Il en faut, dit-on, pour se mêler aux hippies. Mais à force, ils finissent par adopter le même caractère, les mêmes mœurs. Ils tapent sur le ventre des anciens, les tutoient. Le respect de la hiérarchie et de l'autorité disparaît.* » Si le relâchement gagne même la police !

Ce n'est pas la première fois que *TRIBUNE JUIVE* s'en prend au « *laxisme* » de la police française dans sa lutte contre le terrorisme palestinien. Selon Pinhas Yari, en effet, « *Il existe un gentleman's* agreement *entre les organisations palestiniennes et les autorités françaises selon lequel, il n'y aurait pas d'attentat, en France, moyennant quoi, les terroristes palestiniens qui, pour une raison ou une autre, en transit ou en Q.G. auraient maille à partir avec la justice, seraient tout simplement reconduits à la frontière de leur choix. Et le système a largement fonctionné.* »

Ce n'est pas la première fois, enfin, que la presse de gauche, à l'inverse, loin de reprocher au gouvernement son inertie, l'accuse de favoriser la répression. Ainsi Paul Blanquart, dans son éditorial de *POLITIQUE-HEBDO*, écrit-il : « *La violence. Institutionnalisée. Telle est bien la nature profonde de notre société, qui en hoquète. (...) Un cercle, où la violence ne cesse de se nourrir d'elle-même, les jeunes faisant peur aux vieux, qui soutiennent alors le désordre établi dont ils sont pourtant les victimes, renforçant ainsi les agissements de la police, qui, par sa chasse aux jeunes, poussent ceux-ci... Au profit de qui, de quoi ?* » Dans un reportage sur Nanterre, Pierre Clermont montre que « *la violence et l'arbitraire sont la seule réponse que l'ordre bourgeois puisse apporter au désespoir des jeunes immigrés* ».

Qui sont les provocateurs ?

Ces thèmes ne sont pas nouveaux, il est vrai, mais ils trouvent aujourd'hui une puissante orchestration. Au point que *TRIBUNE SOCIALISTE*, hebdomadaire du P.S.U., peut titrer, sous une photographie représentant les C.R.S. installés devant l'usine Chausson : « *Les terroristes.* » Yves Sparfel explique, en effet, que « *après la piraterie, la direction et les flics ne reculent pas devant la prise d'otages* ».

Le « terrorisme » ne serait donc pas où le gouvernement prétend le voir. « *Qui sont les provocateurs ?* », interroge *ROUGE* (trotskiste), qui répond, à propos du conflit Chausson : « *Le vrai provocateur, c'est le gouvernement qui maintient la présence de ses flics dans l'usine et les rues de la ville.* » Paul Lefort, dans *FRONT ROUGE*, organe du P.C.R. (m.l.), dénonce derrière le « *théâtre* » du réformisme giscardien « *les crachats anticommunistes de Poniatowski, les provocations policières, la mise en scène orchestrée sur le « terrorisme international* ». Il ajoute : « *Ce qui se déploie au-delà de l'écran où parade Giscard, c'est la politique de force, c'est la violence encore renforcée de la bourgeoisie, sa seule échappatoire en position de faiblesse.* »

Comme en écho, François Billoux affirme dans *FRANCE NOUVELLE*, hebdomadaire central du P.C.F. : « *Le système du grand capital en crise est le fauteur de violence.* »

La gauche prouve au moins qu'elle ne soupçonne pas M. Poniatowski d'être porté à la violence parce qu'il serait « construit comme ça », selon les termes mêmes du diagnostic porté sur les « terroristes » par le ministre de l'intérieur. Son raisonnement est tout de même moins simple.

T. F.

APRÈS UNE DÉCISION DE LA COUR D'APPEL

Le malaise des justiciables de la chambre commerciale de Colmar

Le malaise créé à Colmar depuis plusieurs mois par la contestation du fonctionnement de la juridiction commerciale, ne paraît pas devoir se dissiper (« le Monde » du 26 février et du 25 avril). La cour d'appel de Colmar vient, en effet, de rendre le 2 juillet un arrêt qui ne manquera pas d'être interprété comme une fin de non-recevoir adressée à tous ceux qui remettent de plus en plus souvent en cause certaines décisions prises, en matière de faillite, par un syndic et par le tribunal de commerce, qui est en Alsace la chambre commerciale du tribunal de grande instance.

Après quatre ans de procédure et des débats fort contradictoires, la cour a confirmé en tous points le jugement de la chambre commerciale qui avait, en janvier 1973, prononcé la liquidation des biens de M. Fernand Gerig et de la société de transport que ce dernier avait fondée vingt-cinq ans plus tôt. Parmi plusieurs affaires comparables, celle de M. Gerig est sans doute la plus significative. Dans ce cas comme dans d'autres, on reproche au syndic, M° Guy Stieger — et à la juridiction sous le contrôle de laquelle il agit — de procéder avec une hâte ou ne détermination surprenantes pour des faillites qui ne semblent pas toujours évidentes.

S'opposant à cette décision, M. Gerig et ses défenseurs ont toujours soutenu que la société pouvait obtenir un concordat et mettre ainsi fin à des difficultés tamment souligné qu'une banque tamment souligné qu'ne banque suisse était décidée à accorder à M. Gerig un prêt de 20 millions de francs mais en avait été finalement dissuadée par M° Stieger. Ce dernier avait pour cela déclaré que le passif de la société était trois fois supérieur à l'actif; alors que, quelques jours plus tard, il faisait savoir au principal créancier, la société Saviem, que ce passif et cet actif s'équilibraient à 600 000 francs près.

Cette liquidation avait causé une certaine surprise à Colmar et dans toute l'Alsace, où l'on connaissait la « solidité » de l'entreprise ; à tel point que le jugement ne devait pas faire l'unanimité au sein du tribunal. Les signatures des deux juges consulaires, opposés à l'avis du président, avaient été remplacées par celles de deux autres juges qui n'avaient pas siégé. Cette irrégularité — qui n'est pas la seule constatée à Colmar — devait entraîner l'annulation de cette signification. La Cour de cassation est d'ailleurs saisie de ce cas.

La cour d'appel, dans son arrêt du 2 juillet, paraît ignorer ces péripéties. Mais, surtout, elle ne tient vraiment compte que du seul rapport du syndic, bien qu'il ait été vivement contesté dans ce cas comme dans plusieurs autres affaires récemment jugées. Le syndic accusait M. Gerig d'avoir employé des « *procédés ruineux, sinon délictueux* » pour retarder l'état de cessation de paiement. Il affirmait que le transporteur, pour se recréer une trésorerie, avait acheté à crédit un grand nombre de camions sans avoir pour autant les contrats correspondants. Les avocats de M. Gerig ont apporté à la cour un mémoire d'un ingénieur des ponts et chaussées contredisant formellement ces affirmations. Mais la cour n'en fait pas mention alors que le syndic n'a apparemment pas apporté la preuve formelle de ce qu'il avançait, bien que ce rôle lui appartenait. Il convient de noter, d'autre part, que la cour s'est toujours refusée à ordonner une expertise pour arbitrer ce débat.

Il faut noter enfin que, avec un réalisme étonnant, la cour conclut :

« *(...) A supposer même que Gerig eût pu proposer un concordat, il serait actuellement inexécutable, Gerig n'étant plus en mesure, à la suite de la réalisation* [par le syndic] *de tout son patrimoine, de poursuivre son activité commerciale, dont la rémunération aurait garanti le règlement de ses créanciers.* »

Après cet arrêt, un ami de M. Gerig devait faire ce commentaire : « *Ce n'était pas la peine de consacrer trois audiences à ce procès pour apprendre, une fois de plus, à Colmar, que le rapport du syndic est intouchable. Et ce n'est plus la peine, dans ces conditions, de présenter un recours.* »

La décision de la cour d'appel vient d'annuler l'impression retenue après un précédent arrêt, qui, le 27 juin, a relaxé M. Georges Burnier, gérant d'une société de travaux publics, poursuivi pour banqueroute — sur le rapport de M° Stieger.

Devant cette situation, certains justiciables de la chambre commerciale de Colmar envisagent de créer un comité de défense, d'autant qu'ils n'ignorent pas que le ministère de l'économie et des finances, le ministère de la justice et le service des renseignements généraux de la préfecture du Haut-Rhin mène actuellement une enquête à Colmar sur certaines affaires traitées par M° Stieger et la chambre commerciale. De plus, à Colmar comme dans d'autre villes où la juridiction commerciale est contestée, on se rappelle, d'autre part, que M. Jean Lecanuet a annoncé la nécessité d'une réforme des tribunaux de commerce.

FRANCIS CORNU.

● *Plainte de M. J. E. Hallier contre « Libération ».* — M. Jean Edern Hallier va poursuivre le quotidien *Libération* en diffamation. L'affaire viendra sur citation directe, jeudi 10 juillet, pour fixer une date devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris. L'auteur de *Chagrin d'amour* reproche au quotidien de l'avoir accusé, dans un article paru le 29 avril, du détournement de certaines sommes destinées à la résistance chilienne.

FAITS DIVERS

A New-York

...ERSONNES, DONT UN ...CAT, SONT IMPLIQUÉES ...S UN IMPORTANT VOL ...ROINE

...personnes — dont un avo...t. Frank Lopez — ont été ...ées, lundi 7 juillet, à New... pour avoir refusé de révéler ...ormations qu'elles possèdent ...vol, commis en 1972, de ...ntes drogues, notamment ...roïne, saisies et entreposées ...les locaux de la police new...se (*le Monde* du 17-18 dé...e 1972). A l'époque, 180 kilos ...ogues avaient disparu. Ces ...s représentaient une somme ...millions de dollars (300 mil...de francs environ) et pro...nt en grande partie d'une ...survenue une dizaine d'an...lus tôt lors de l'affaire met...en cause un présentateur ...télévision française, M. Jac...Angelvin, affaire qui devait ...er les auteurs du film ...h Connection.*

...ocat, M. Frank Lopez, a ...nent été inculpé de faux ...gnage, de subornation de ...ns et d'attitude délictueuse ...avoir refusé de dire ce qu'il ...sur l'assassinat d'un témoin ...ccusation, M. Louis la Serra. ...(A.F.P.)

Tornade dans les environs ...est. Vers 17 heures, le lundi ...let, une tornade s'est abattue ...oximité de Lanrivoaré, une ...té agricole située à environ ...lomètres de Brest. Elle n'a ...que quelques minutes. ...ndant, les éléments ont ...é cinq corps de ferme, arra...les toits, faisant s'écrouler ...ures. On déplore trois bles...: un jeune cultivateur, ...an-Claude Calvez, qui a été ...vé à plusieurs mètres de hau...sa mère, son père François, ...nte-trois ans, sur qui s'est ...ndrée une porcherie. ...ns les champs des animaux ...té soulevés de terre et tués. ...rnade s'est déplacée sur plu...s dizaines de mètres de large ...ur 3 kilomètres de long. — ...(Corresp.)

A Rome

LE CHEF DE LA BRIGADE ANTI-DROGUE EST RELEVÉ DE SES FONCTIONS

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Ennio di Francesco, chef de la brigade anti-drogue de Rome, vient d'être relevé de ses fonctions. Le 2 juillet, il avait envoyé un télégramme personnel de soutien à M. Marco Pannella qu'il s'était vu contraindre d'arrêter. Ce dernier, ancien secrétaire du parti radical, avait fumé en effet du haschisch au cours d'une conférence de presse pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les carences de la législation. Il prêchait un converti en la personne du commissaire di Francesco. Dans le télégramme, celui-ci a déclaré être, « *comme citoyen* », solidaire « *de la lutte conduite contre une loi inique* » qui ne fait guère de différence entre les consommateurs de stupéfiants et les trafiquants.

Pour qu'il n'agisse pas « *contre sa conscience* », le parquet de Rome l'a donc démis de son poste. L'argument ne convient pas à certains milieux politiques, selon lesquels M. di Francesco a surtout été victime de ses engagements en faveur de la création d'un syndicat de policiers.

Depuis quelques jours, la presse italienne consacre de longs articles à la drogue. M. Pannella, toujours en prison, a donc atteint en partie son objectif. Mais il est jugé en ce moment même pour un autre délit : en mars 1972, il avait publiquement incité de jeunes Italiens à devenir objecteurs de conscience, ce qui lui vaut des poursuites pour « *outrage aux forces armées et incitation à la délinquance* ». L'homme politique le moins conformiste d'Italie n'a pas fini d'empoisonner ses honorables confrères. — R. S.

● *Une douzaine de communes du Haut-Rhin* qui avaient subi des dommages importants à la suite de violents orages, au mois de juin dernier, ont été déclarées, lundi 7 juillet, zone sinistrée par le préfet du département, M. Yves Burgalat.

ÉDUCATION

DE VINCENNES A BOURG-SAINT-MAURICE

Dix pour cent au-dessus de 1700 mètres

De notre envoyé spécial

Bourg-Saint-Maurice. — Au premier abord, rien d'extraordinaire, sinon la taille (quatre cent cinquante places), le confort et l'organisation minutieuse du centre de l'U.C.P.A. (1) en cours d'achèvement à 1 700 mètres d'altitude, au-dessus de l'une des jeunes stations des Arcs. Des jeunes de seize à dix-huit ans qui grimpent dans la neige molle, découvrent les étoiles bleues de la gentiane de printemps, font une randonnée de refuge en refuge, guettent les marmottes et s'essaient à l'escalade.

Colonie de vacances un peu montée en graine ? Séjour de loisirs collectifs ? Ni l'un ni l'autre. Les élèves des classes de seconde du lycée technique Maximilien-Perret de Vincennes ont été au début de juin les heureux cobayes d'une expérience plus hardie qu'il n'y paraît : l'utilisation « bloquée » des 10 % pédagogiques en un stage d'initiation alpine.

Quatre-vingt-seize garçons et deux filles — deux seulement car le lycée Maximilien-Perret prépare aux baccalauréats techniques de couverture — plomberie et d'installations thermiques — et cinq professeurs ont passé douze jours dans la montagne. L'U.C.P.A. avait bien fait les choses. Sous la direction de M. Aimé Richaud, « patron » et constructeur du centre, et de M. Marcel Richard, moniteur-chef, elle avait fourni un encadrement remarquable non seulement par sa technique sportive mais aussi par sa connaissance de la flore, de la faune, de l'habitat alpins.

Il le fallait pour des jeunes brusquement enlevés au lycée et à la ville, peu habitués à la vie collective et qui auraient pu considérer qu'il s'agissait d'agréables « prévacances ». En fait, comme a pu le constater Mlle Mourral, inspectrice générale de la vie scolaire, si l'on n'a pas travaillé comme au lycée, on y a travaillé à peu près autant, même si les techniques pédagogiques et les sujets d'étude ont été différents.

L'opération était délicate. L'initiative était venue d'un jeune professeur, avec l'appui du proviseur, et celui, massif des parents d'élèves. Encore fallait-il obtenir le feu vert du ministère de l'éducation, celui, sans réticences, il est vrai, du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. Du côté des enseignants, les syndicats se tenaient sur une expectative sourcilleuse : le stage créait des situations nouvelles en matière d'horaires, de déplacements, de définition des fonctions. Et qui paierait ?

De 0 à 450 francs

Les frais, calculés au plus juste avec l'U.C.P.A., s'élevaient à 50 500 F pour les quatre-vingt-dix-huit élèves et les cinq professeurs. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports a accordé une subvention de 10 000 F ; la chambre syndicale du génie climatique, dont les membres utilisent les techniciens formés à Vincennes, seule à répondre à l'appel, a fourni 6 000 F. Le lycée a reversé la demi-pension : 3 724 F, les professeurs ont apporté une quote-part. Restait à trouver le reliquat : 29 276 F. Les parents d'élèves s'en sont chargés suivant un barème établi par eux, et où les participations variaient de 0 à 450 F.

Proviseur, conseiller d'éducation, professeurs et partents, ont donc pris des risques de « désencaserner » quelques jours le lycée. Risques administratifs, risques financiers, risques éducatifs aussi : comment réagiraient les élèves ? On sortait de l'enseignement pour entrer au moins partiellement dans l'éducation. Les rapports entre les professeurs et les élèves et des élèves entre eux en seraient transformés : difficile de ne pas se tutoyer dans un refuge ou pendant une escalade.

Reste à tirer les conclusions de l'expérience. S'il était admissible que les parents se cotisent pour faire aboutir un premier essai auquel ils étaient attachés, la méthode ne peut être généralisée. Il faudra trouver un moyen de financement qui, même si il ne peut la supprimer totalement, réduira la cotisation des familles. Et le mécénat, s'il est parfois praticable — avec précautions — dans un lycée technique, ne le serait guère dans d'autres établissements.

Sur le plan pédagogique, la prise en charge d'une centaine de jeunes a été réalisée sans difficulté sérieuse aux Arcs, grâce notamment à l'encadrement U.C.P.A. Mais l'aspect expérimental et donc exceptionnel du stage facilitait les choses. Certes, des groupes à composition variable ont été constitués. Mais les tout-premiers jours, il eût suffi d'une défaillance pour que se crée le climat d'une caserne au moment de l'incorporation, belote, individualisme et tire-au-flanc.

De l'avis même des cadres, une mixité plus large eût apporté d'autre part un élément de calme et de stabilité. Surtout le grand nombre des stagiaires — face au nombre restreint des professeurs — rendait difficile la relation éducative. Des groupes de vingt à quarante lycéens, venus, si possible, d'établissements différents trouveraient plus aisément un équilibre collectif.

A Vincennes, le stage a été préparé, notamment par certains cours. Une initiation est nécessaire, même si la forme varie selon les établissements, pour que l'opération soit profitable. Reste à savoir à quel moment la situer. Les « 10 % » pédagogiques sous cette forme répondent parfaitement à leur objet. Ils améliorent les relations entre maîtres et élèves, élargissent l'horizon purement scolaire. Faut-il situer le stage à la veille des vacances ?

Ne serait-il pas la meilleure introduction à un changement de structures scolaires : entrée dans un C.E.S. ou dans un lycée ? Les locaux ne manqunet pas, ni les moniteurs, tant dans les régions de montagne que sur les côtes, hors des saisons de vacances. Et il existe d'autres initiatives et d'autres moyens d'utiliser un temps trop souvent consacré, faute d'imagination, à des visites de musées (qui reculent souvent devant une affluence trop massive et mal contrôlée) quand ce n'est pas à un cours traditionnel ou à un stage au café du coin. Une brèche est ouverte dans les murs de l'école. Il reste à l'aménager.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Union nationale des centres sportifs de plein air, 63, rue de la Glacière, 75013 Paris, tél. 336-05-20.

LES RÉSULTATS DU BACCALAURÉAT

● ACADEMIE DE CLERMONT-FERRAND.

Série A (philosophie - lettres) : 69,5 % (en 1974, 72,98 %) ; série B (économique et social) : 73,1 % (69,93 %) ; série C (mathématiques et sciences physiques), 70,2 % (73,55 %) ; série D (mathématiques et sciences naturelles) : 62,7 % (62,30 %) ; série D' (sciences agronomiques et techniques) : 62,9 % (40,90 %) ; série E (mathématiques et techniques) : 48,9 % (62,29 %). Total : 67 % (68,15 %).

● ACADEMIE DE ROUEN.

Série A : 71,4 % (76,10 %) ; série B : 69,7 % (75,29 %) ; série C : 71,3 % (69,22 %) ; série D : 61,5 % (71,53 %) ; série D' : 69,5 % (69,81 %) ; série E : 57,5 % (41,38 %). Total : 67,9 % (72,36 %).

BACCALAUREAT DE TECHNICIEN. — Série F (secteur secondaire) : 64 % (67,40 %) ; série G (secteur tertiaire) : 72,3 % (66,01 %) ; série H (informatique) : 64,7 % (85,71 %). Total : 68,2 % (68,87 %).

● ACADEMIE DE LIMOGES.

Série A : 72,5 % (73,31 %) ; série B : 58,7 % (76,36 %) ; série C : 72,8 % (63,26 %) ; série D : 61,6 % (63,52 %) ; série E : 54,7 % (45,74 %). Total : 66,2 % (68,40 %).

BACCALAUREAT DE TECHNICIEN. — Série F : 56 % (62,44 %) ; série G : 48,6 % (57,43 %) ; série H : 81,8 % (66,67 %). Total : 52 % (60,46 %).

● ACADEMIE DE STRASBOURG.

BACCALAUREAT DE TECHNICIEN. — Série F : 68,7 % (63,22 %) ; série G : 72,4 % (67,33 %) ; série H : 61,9 % (62,5 %). Total : 70,6 % (65,38 %).

● ACADEMIE DE MONTPELLIER.

BACCALAUREAT DE TECHNICIEN. — Série F : 53,3 % (48,61 %) ; série G : 52,2 % (55,78 %) ; série H : 43,5 % (33,33 %). Total : 52,5 % (52,79 %).

● ACADEMIE D'AIX-MARSEILLE.

BACCALAUREAT DE TECHNICIEN. — Série F : 52,7 % (53,48 %) ; série G : 71,3 % (65,82 %) ; série H : 45,8 % (33,33 %). Total : 64 % (60,54 %).

PROTESTANT CONTRE LA HAUSSE DU PRIX DES REPAS

Des étudiants boycottent un certain nombre de restaurants universitaires

La récente décision du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), qui a fait passer de 2,45 F à 3 F, depuis le 1er juillet, le prix du ticket de restaurant universitaire, suscite un certain nombre de réactions. Pour protester contre cette hausse, des étudiants répondant notamment à l'appel de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau) et de la Fédération des résidences universitaires de France ont boycotté les restaurants universitaires, en particulier à Grenoble, Limoges, Nice, Montpellier et Dijon. A Antony (Hauts-de-Seine), l'UNEF a organisé la vente de tickets au prix ancien, et un groupe d'étudiants a occupé, lundi 7 juillet, le bureau du directeur de la cité.

Le prix des repas est fixé pour l'ensemble du pays, et l'Etat ajoute 3 F aux 3 F payés par les étudiants. En revanche, les centres régionaux (CROUS) décident eux-mêmes, dans certaines limites, du loyer dans les résidences universitaires. On s'achemine, semble-t-il, pour la plupart des villes, vers une hausse de 30 à 40 F par mois, le loyer passant, par exemple, à Dijon de 155 à 185 F pour la prochaine rentrée.

L'ensemble de ces hausses tend à annuler, pour certains étudiants, les effets des mesures d'aide prises par M. Jean-Pierre Soisson (*le Monde* du 20 juin 1975) en faveur des étudiants. Le relèvement des bourses d'enseignement supérieur représente, en effet, moins de 70 F par mois au cours de l'année scolaire, tandis que l'augmentation cumulée des tarifs des restaurants et des cités universitaires oscille entre 55 et 65 F.

Les deux restaurants de la Cité universitaire internationale de Paris, boulevard Jourdan, sont, d'autre part, fermés jusqu'à nouvel ordre, « *en raison de l'attitude de certains étudiants qui en bloquent l'accès, pour protester contre le passage à 3 F du prix du repas* », indique-t-on à la Cité internationale. Ces deux restaurants, bien que ne dépendant pas du CNOUS, ont en effet décidé une hausse identique à celle des autres restaurants universitaires. Ils servent normalement dix mille repas par jour.

● *Le Syndicat national de l'administration universitaire* (SNAU), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, vient d'élire sa nouvelle commission administrative nationale. La tendance majoritaire « *Unité, indépendance et démocratie* » (proche du parti socialiste) a obtenu 66,71 % des suffrages exprimés, soit une progression de 3,12 %. La liste « *Unité et action* » (proche des communistes) a obtenu 22,90 % des voix, soit un recul de 3,62 %. La majorité détient désormais 20 sièges (+ 1) ; « *Unité et action* », 6 (— 2) et le courant « *pour un syndicalisme de masse unitaire et démocratique* » (3 (+ 1). M. Jean-Louis Bianchi a d'autre part été réélu secrétaire général du SNAU.

(Publicité)

ÉLECTIONS AU COMITE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La Commission électorale chargée d'organiser les élections des membres du Comité National vient de terminer la première partie de ses travaux. La liste complète des électeurs a été établie et doit être publiée au « Bulletin officiel du Ministère de l'Education et du Secrétariat d'Etat aux Universités ». Cette liste comprend des chercheurs de divers organismes scientifiques dont le Centre National de la Recherche Scientifique ainsi que des universitaires. La date limite de dépôt des réclamations est fixée au 8 septembre 1975.

Les opérations électorales auront lieu au cours des mois de novembre et décembre à des dates qui seront arrêtées prochainement. La date limite de dépôt des candidatures est d'ores et déjà fixée au 19 septembre.

AÉRONAUTIQUE

LE GROUPE DASSAULT RÉCLAME UNE NORMALISATION DE LA SITUATION MONÉTAIRE

Le groupe privé Dassault-Breguet réclame du gouvernement des mesures temporaires « *pour permettre à l'industrie aéronautique de se maintenir jusqu'à ce que la situation monétaire internationale se normalise* ». Cette revendication figure en conclusion des comptes pour l'exercice 1974 que l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a récemment approuvés. Les résultats nets de la société font apparaître un bénéfice de plus de 85 millions de francs, soit 2,34 % du chiffre d'affaires qui s'élève à 3 655 millions de francs.

« *Le trait caractéristique du marché aéronautique*, estiment les dirigeants de Dassault-Breguet, *est l'unicité de la concurrence et la volonté de suprématie de l'industrie américaine, dont la puissance n'est pas à démontrer et dont la position se trouve actuellement confortée par un dollar déprécié (...). Si cette situation favorise actuellement les finances extérieures de la France par la diminution du coût de ses importations de matières premières et de pétrole, dont les prix sont fixés en dollars, elle constitue un lourd handicap pour l'exportation des industries de pointe, notamment, dont la concurrence s'exerce essentiellement en dollars.* »

En 1974, les prises de commandes à l'exportation se sont élevées à 4 210 millions de francs, soit une progression de 90 % par rapport à 1973, avec vingt-sept Mirage III, soixante Mirage F-1 et soixante avions d'affaires Falcon.

CORRESPONDANCE

Le stage d'autoformation de professeurs dans l'académie d'Orléans

L'article consacré à l'expérience d'« autoformation » d'enseignants, menée dans l'académie d'Orléans-Tours par le centre régional de documentation pédagogique (le Monde *du 13 juin), a été jugé pessimiste par plusieurs de nos correspondants qui ont participé à cette opération. C'est notamment l'avis de Mme Régine Gaillot, de Blois, qui précise que les journées de formation et les réunions-bilans se sont tenues dans différents établissements de l'académie.*

De leur côté, un groupe d'enseignants de Blois, qui animaient l'expérience comme F 2, nous ont fait part de leurs réflexions : « Devant une formule aussi nouvelle, *écrivent-ils notamment*, les professeurs concernés ont été, au début du stage — ce qui était normal et prévisible, — un moment déroutés, et il est exact que certains attendaient une formation théorique. Mais il est certain également qu'à la fin du stage la plupart d'entre eux ont reconnu l'intérêt de cette formule d'autoformation faite d'échanges en toute liberté d'expression, et sans aucune considération hiérarchique. Il est intéressant de noter que, lors des bilans des journées disciplinaires (qui furent au nombre de six, et non de quatre pour les F 1), la très grande majorité des stagiaires demandait que l'expérience fût poursuivie. »

M. R. Franck, animateur pédagogique à Orléans, nous écrit d'autre part : « Nous ne retrouvons que des informations neutres ou des évaluations négatives, alors que l'impression générale des F 2 était que cette première expérience était déjà une réussite, dans la limite de ses objectifs et de son cadre temporel. Ecrire : *« D'autres, un groupe de professeurs de français notamment, ont refusé dès le départ tout travail concret et également tout animateur, directif ou non... »*, c'est gauchir la vérité. Sur les trente-six groupes de F 1 au travail dans leur discipline, un seul s'est trouvé bloqué par l'attitude de quatre ou cinq enseignants qui ont empêché leurs collègues de travailler, en invoquant des raisons politico-idéologiques bien connues, qu'ils ont pu trouver, notamment, dans vos colonnes, et selon lesquelles aucun progrès dans l'enseignement ne serait possible avant la révolution qui bouleverserait radicalement notre société. Les trente-cinq autres groupes ont fonctionné de façon au moins satisfaisante sinon excellente (...). Le fait que déjà la moitié des F 1 ont *« tiré profit de leur formation pour leur travail en classe »* est à mettre bien plus au crédit qu'au débit de cette expérience : c'est une proportion étonnante et nous n'en espérions pas tant. D'autres chiffres étaient bien plus favorables encore : 80 % des F 1 referaient cette expérience, la conseilleraient à leurs collègues et l'ont trouvée enrichissante. (...) »

Gérer les conflits liés à la définition d'une politique d'enseignement

Après la publication dans le Monde *du 21 juin de notre article : L'Elysée à la recherche d'une idée-force sur l'enseignement », M. Alain Drouard, maître-assistant de sociologie à l'université de Paris-VII, nous écrit :*

(...) A supposer que le président de la République se forge rapidement une théorie ou une doctrine de l'enseignement, le problème de la réforme de l'enseignement n'aura pas pour autant progressé d'un pas. Il suffit d'observer les réactions suscitées par le projet de la réforme Haby-Giscard (et avant lui par le projet Fontanet, etc...) pour se persuader que la difficulté majeure réside dans le refus et l'absence de débats politiques réels sur l'éducation dans la société française.

Pour l'Etat, dans la mesure où il veut « conduire le changement », la solution ne consiste donc pas à avoir des « idées » sur l'éducation ou l'Université, mais à créer des médiations et de nouveaux mécanismes politiques susceptibles de gérer les conflits liés inévitablement à la définition d'une politique d'enseignement. En effet ni les institutions représentatives de l'Etat, comme le Parlement, qui a perdu tout pouvoir de décision réel, ni le ministère de l'éducation et le secrétariat d'Etat aux universités, accablés par les tâches de gestion de personnel, ni les administrations nouvelles (plan, formation permanente, etc.) ne sont en mesure de remplir ces tâches. C'est ce vide politique qui fait problème actuellement, beaucoup plus que l'absence de doctrine du président de la République.

SOCIÉTÉ

L'Évangile sous le boisseau

(Suite de la première page.)

La principale responsabilité du péché originel incombe à la femme, sorte d'intermédiaire entre le démon et l'homme. Juif avant que d'être chrétien, saint Paul a lourdement insisté sur la subordination des épouses (*« Se soumettre en tout à leurs maris »*). Quant aux fameux versets *« Que les femmes se taisent dans les assemblées »*, etc., il s'agirait d'un ajout qui ne serait pas de Paul, mais ils n'en ont pas moins été utilisés au cours des siècles pour justifier la ségrégation féminine. Il faut aussi rendre à Paul cette justice : il reconnaissait aux femmes le droit de « prophétiser » en public, il en avait engagé pour le moins quinze comme missionnaires et, dans son *Epître aux Galates*, il affirme : *« Vous êtes tous revêtus du Christ. Il n'y a plus ni esclave ni homme libre ; il n'y a plus ni homme ni femme. Vous êtes tous une seule personne dans le Christ Jésus. »* Il y a donc deux hommes en saint Paul, et l'on ne doit oublier ni l'un ni l'autre.

« La porte du diable »

On n'en finirait pas de citer tous les propos antiféministes tenus par les Pères de l'Eglise et les grands penseurs. La manière stoïcienne d'envisager la sexualité a exercé une véritable fascination. Considérée comme le symbole et le siège de la sexualité, la femme a souffert du mépris pour la chair, mépris d'origine plus ou moins platonicienne. Tertullien voyait dans la femme *« la porte du diable »*. Si saint Jérôme s'est rendu célèbre par la défense des femmes, c'est en leur conseillant la virginité consacrée. Dans le décret de Gratien (douzième siècle), principale source du droit de l'Eglise, on lit non seulement que la femme n'a pas été faite à l'image de Dieu, mais que sa *« condition de servitude »* explique qu'elle doive être soumise à l'homme *« en toutes choses »*. A noter que la formule de bénédiction nuptiale — réservée à la femme — en usage jusqu'à ces dernières années portait la marque de cette subordination.

La sexologie aristotélicienne reprise par saint Thomas d'Aquin donne à la femme un rôle purement passif dans la génération. La primauté de l'homme tournait en un véritable mono-sexisme, la femme n'étant qu'une *« forme déviante »* de l'unique sexe, le masculin, une sorte d'être raté, de *« mâle manqué »*.

La vieille idée juive de la pureté rituelle est restée tenace (impureté du sang menstruel et de l'acte sexuel, etc.). Certains pénitentiels interdisaient à la femme ayant ses règles d'entrer à l'Eglise ou de communier.

Normale contrepartie brutalement exprimée par Balzac (*« La femme est une esclave qu'il faut savoir mettre sur un trône. »*) : l'idéalisation de la femme, dans laquelle certains ecclésiastiques se complaisent pour justifier inconsciemment leur antiféminisme. On cantonne la femme dans la maternité ou l'on sublime la virginité. Ce faisant, la conduite des affaires du monde et de la société, tâche terre-à-terre, demeure exclusivement le domaine des hommes. Le culte de la Vierge Marie, considérée comme la femme idéale, a alimenté cette conception, dont se détournent de plus en plus les femmes modernes. Comment s'en étonner ? Une revalorisation de cette sorte n'équivaut-elle pas à une discrimination ? Encore convient-il de noter que, dans société traditionnelle, la virg consacrée représentait dans une taine mesure une libération fém Le Moyen Age a connu des gieuses qui avaient des pou quasi épiscopaux. Mais, indin ment, l'homme a continué à exe une certaine domination sur conventuelles. Ne serait-ce c imposant des doubles grilles — pointes — aux cloîtres ou bie contrôle de supérieurs e siastiques masculins.

Les motivations de l'antiféminin chrétien ne sont au fond que pseudo-justifications idéologi cachant des causes culturelle type patriarcal. Rien n'est pira de les déguiser en raisons théo ques et de tenter ainsi de les « solutiser ».

Le cas le plus typique est doute l'exclusion des femmes sacerdoce, c'est-à-dire en fait postes de responsabilité dans l se. Le code du droit canon in d'ordonner des femmes (article Pourquoi ? Sinon parce que la me, *« être faible et débile »*, vivre sous la tutelle des homme parce que le Christ n'a pas choi femmes parmi les apôtres. Mais vait-il le faire dans une société ve ? Ces raisons ne sont rien m que convaincantes. Karl Rahne dit nettement : *« Cette pratique aucun caractère théologique co gnant ; elle est basée sur une conditions culturelles et sociales était valide dans le passé dans conditions culturelles et sociale sont en train de changer ra ment. »*

Libérer les hommes

Pie XII déclarait dès *« L'homme et la femme son images de Dieu, selon leur propre, des personnes égale dignité et possédant les mê droits sans qu'on puisse so en aucune manière que la fe soit inférieure »* (allocution 29 septembre). Depuis, l'Eglise connu clairement les droits c femme dans la société Jean XXIII a fait de la promotio la femme un des « signes temps » actuels. On peut don demander à bon droit pou l'Eglise tarde tant à ouvrir le s doce aux femmes ? Tout se comme si elle avait peur de évolution. Cette attitude des mes d'Eglise s'explique, pour bonne part, par le fait qu'ils célibataires. L'autre sexe est *« inconnu »* dont ils se mé Elle s'explique aussi parce ne veulent pas partager leur voir ; et peut-être parce redoutent de choquer une parti l'opinion. Mais tout cela n qu'un temps. Des religieuses mencent à diriger des paroisse dans les Eglises protestantes a des femmes pasteurs.

Telles sont quelques-unes questions abordées par Jean- Aubert. L'auteur estime que l féminisme dans l'Eglise est séquelle du passé qui tient l'E gile sous le boisseau. *« Tard v* écrit-il, *sur le chantier de la lib tion de toutes les servitudes, devons récupérer une crédibilité émoussée (...). Dans cette lutte une vraie libération de la fe c'est aussi l'homme qui sera li libéré de ses fantasmes narcissi et de sa prétention à dom L'Evangile aussi sera libéré. »*

HENRI FESQUET

La raison du plus fort...

La femme doit notamment au christianisme la proclamation de l'égale dignité de tous les êtres humains, la monogamie, l'indissolubilité du mariage, l'exaltation de l'amour scellé par un sacrement. L'attitude de Jésus à l'égard des femmes reste exemplaire et était révolutionnaire à son époque. Tout cela n'a pourtant pas empêché des hommes d'Eglise, parmi les plus célèbres, de tenir des propos défavorables aux femmes. En voici quelques-uns :

● *« Ce n'est pas l'homme qui a été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. »* (Saint Paul, I cor. 11,9.)

● *« Femme, tu devrais toujours porter le deuil, être couverte de haillons et abîmée dans la pénitence afin de racheter la faute d'avoir perdu le genre humain. »* (Tertullien.)

● *« L'homme a une double domination sur la femme : pour qu'elle lui rende le devoir conjugal et qu'elle soit à son service. »* (Glose du décret de Gratien, 33,5, 4.)

● *« La femme n'est pas un membre parfait de l'Eglise, mais seulement l'homme. »* (Rosarium super-decretum, XIVe siècle.)

● *« L'homme, par nature, jouit avec plus d'abondance du discernement de la raison. C'est pourquoi Aristote dit qu'il y a corruption dans un gouvernement quand il est assuré par les femmes. »* (Saint Thomas d'Aquin.)

● *« Les jeunes filles sont élevées pour la vie privée ; je demande qu'elles ne soient pas conduites aux cours, aux examens, aux diplômes ; (...) je demande qu'on ne forme pas pour l'avenir des femmes libres-penseuses. »* (Mgr Dupanloup.)

Selon Jean-Marie Aubert, la condamnation universelle de l'esclavage par l'Eglise ne date que du siècle dernier ; auparavant n'était condamné que l'esclavage des chrétiens.

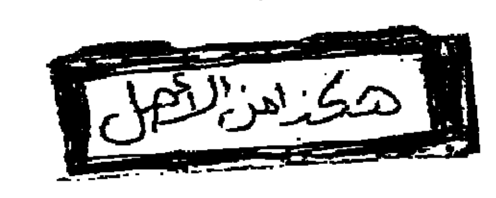
PRÉPARATION A SC.PO

par correspondance du 15 juillet au 30 août

• Examen d'entrée en année préparatoire
• Epreuve écrite d'admission en 2e année

Pour tous renseignements et inscriptions :

PSP 15, AVENUE - VICTOR - HUGO 75116 PARIS - TÉL. 553-61-64



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

« TOKAMAK-10 »

La plus grande machine l'étude de la fusion thermonucléaire est construite à Moscou

: physiciens soviétiques de l'institut Kurtchatov à Moscou ont é la fin de la construction de leur nouvelle machine Toka- destinée à l'étude de la fusion thermonucléaire. C'est la plus machine de ce type actuellement achevée dans le monde. iniversité de Princeton va, à la fin de l'année, terminer elle a réalisation d'une machine expérimentale appelée P.L.T. ton Large Torus) analogue à Tokamak-10.

Soviétiques paraissent ainsi voir perdu l'avance de plu- eurs années qu'ils possé- vers 1968-69 sur le monde tal avec leurs machines :. A cette date, en effet, chine Tokamak-3 avait atteint formances inégalées dans le Très vite, les autres pays nt à construire des Tokamak. iste aujourd'hui plusieurs aux is, une en France, deux en Bretagne, une au Japon, etc.

les Tokamak-10, les Sovié- ne devancent plus les Amé- que de quelques mois seule- Mais, bien sûr, ce n'est pas ient la taille de la machine pte, c'est aussi la qualité des de physiciens qui s'en ser- t les progrès de leurs études es.

fusionner des atomes pour ır l'énergie libérée par la est une entreprise beaucoup ficile qu'on ne le croyait en s progrès de la fusion ther- aire contrôlée ont été très t, quoi qu'en disent les spé- américains aujourd'hui, on core très loin du résultat

In anneau entouré d'aimants

faire fusionner des atomes (hydrogène par exemple, ou ium, ou tritium), il faut, 1, porter la matière à des atures de 50 à 100 mil- le degrés. Il faut, ensuite, nir cette matière dans un vo- imité et, surtout, maîtriser tabilités qui s'y développent. si hautes températures, en a matière est un mélange ons et d'ions, et l'agitation s et des électrons est consi- Ces particules n'ont qu'une e : elles ne restent pas ensemble et elles s'échappent de la machine. D'où de très forts champs magnétiques, chargés, précisément, de confiner la matière dans la machine.

Le Tokamak se présente sous la forme d'un tube cylindrique creux fermé sur lui-même (c'est ce que l'on appelle un tore) où se trouvent les atomes qui doivent être chauffés et confinés. Un premier confinement est obtenu avec de très puissants aimants qui entourent le tube cylindrique comme des fils qui s'enrouleraient autour de lui. Un second confinement est obtenu grâce à un énorme aimant placé perpendiculairement au tube. Le chauffage des atomes est obtenu en faisant brusquement passer un très fort courant électrique dans la matière. Cette brutale décharge électrique est elle-même obtenue en faisant varier un fort champ magnétique extérieur. Ce champ magnétique extérieur est celui de l'aimant placé perpendiculairement au tube, qui sert à la fois au chauffage et au confinement.

On sait, depuis plusieurs années, que ce mode de chauffage de la matière par le courant électrique ne suffira pas à obtenir les températures nécessaires. Il faudra ajouter un autre mode de chauffage. En revanche, la course aux grandes machines n'est pas seulement due au désir des physiciens de posséder des installations de plus en plus grandes. On a de bonnes raisons de penser que le confinement de la matière sera en partie facilité par un plus grand rayon de l'anneau de la machine. Ce qui compte, en réalité, est le rapport entre ce rayon et le rayon du cylindre de plasma dans l'anneau. L'intensité du champ magnétique extérieur, responsable de l'intensité du courant dans l'anneau, est aussi une caractéristique très importante de la machine.

Le Tokamak-4 qui fonctionne aujourd'hui en Union soviétique a un anneau de 1 mètre de rayon, pour un rayon de cylindre de plasma de 14 centimètres, un champ magnétique de 50 kilogauss et une intensité de courant de 300 kiloampères. Le Tokamak-10 a un rayon de 1,5 mètre pour une chambre de plasma de 40 centimètres de rayon, et une intensité de courant de 1 million d'ampères. La machine de Princeton a sensiblement les mêmes caractéristiques, avec une intensité de courant de 1,6 million d'ampères.

Plusieurs pays européens, dont la France, étudient actuellement, en commun, une machine Tokamak de la génération suivante, avec un rayon d'anneau de 3 mètres, une chambre de plasma de 1,10 mètre et une intensité de courant de 3 millions d'ampères. La mise au point de ce *Joint European Tokamak* ou *JET* pourrait être décidée à la fin de l'année, et le coût est estimé à environ 60 millions de F.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

le Centre
National
la Recherche
Scientifique

G. DRUESNE

ructures, le fonctionnement
modalités d'action
imier organisme français
cherche fondamentale.

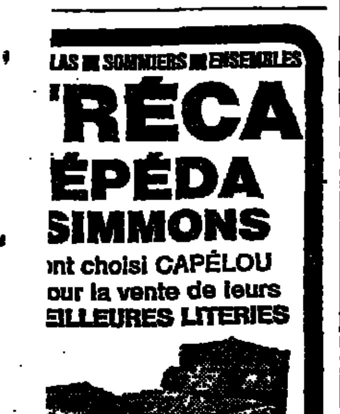
ıme de 380 pages. 86 F.
avec le concours du C.N.R.S.
ion Organisation et politique
echerche scientifique.

toute documentation,
sez-vous à votre libraire



120 bd Saint-Germain
75280 Paris Cedex 06

LAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES
'RÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS
ont choisi CAPÉLOU
our la vente de leurs
EILLEURES LITERIES



Modèle TRECA
ISON GRATUITE DANS LA JOURNEE
POSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPÉLOU Distributeur
Seule adresse de vente :
37, Av. de la République
IS XI° - Métro PARMENTIER
Tél. 357.46.35

POINT DE VUE

LE BON, LE MAUVAIS ET LA RESPONSABILITÉ DU SAVANT

par ROGER GODEMENT (*)

DANS la même semaine, un article de M. Jean-Claude Pecker sur Flammarion (*le Monde* du 4 juin) et un entretien du professeur J. Hamburger avec Pierre Desgraupes (*le Point* du 2 juin) ont à nouveau attiré l'attention sur la critique de la science et sur le « devoir du savant » qui, pour ces deux scientifiques, semble se réduire à *« informer : indiquer les chemins possibles de la décision, montrer les conséquences de chacun de ces chemins, bref fournir les éléments des choix »*, comme le dit M. Hamburger en réponse à une question où on lui demandait, très directement, s'il n'est pas *« du devoir du savant d'aider à empêcher ces retombées maléfiques »* qui sont, et fort justement à notre avis, à l'origine du mouvement actuel de contestation.

Il y a longtemps — Archimède, déjà... — qu'il se trouve *des* scientifiques pour fournir *à ceux qui gouvernent*, M. Hitler inclusivement, l'information *« aussi complète, aussi claire, aussi accessible que possible »* que MM. Pecker et Hamburger leur font un « devoir » de communiquer (sans nous dire à qui), et pour leur faire entrevoir des possibilités que, réduits à leur seule culture politique, ils n'eussent jamais soupçonnées. Pour citer un exemple particulièrement démonstratif, on sait que, la fission de l'uranium ayant été découverte à Berlin en décembre 1938, les organismes américains, anglais, allemands et français, et fort probablement aussi les Soviétiques, furent tous informés avant mai 1939 (et dès la fin janvier aux Etats-Unis), des potentialités militaires des travaux en cours ; dans tous les cas, des physiciens de premier ordre, indépendamment les uns des autres et apparemment sans susciter la moindre opposition chez leurs collègues, *prirent l'initiative* de ces contacts et, au surplus, luttèrent pendant des mois et des années pour obtenir de leurs gouvernants, peu convaincus des possibilités à court terme, une aide massive que seul le gouvernement américain finit par accorder avec les conséquences que l'on sait. On pourrait faire des constatations analogues à propos du développement des armes chimiques, de l'aéronautique, du radar, des ordinateurs, des fusées, de la bombe H, etc. On voit mal comment il pourrait en être autrement puisque, au début, tout au moins, les scientifiques sont évidemment seuls à entrevoir et à comprendre les développements futurs.

M. Pecker nous rassure en nous disant que *« de tout temps on a fabriqué des engins de mort et en même temps amélioré le niveau de vie de l'homme »* et que *« c'est plus grave maintenant, peut-être, mais d'un strict point de vue quantitatif seulement »*. Sans trop ironiser sur le niveau à partir duquel le « quantitatif » se change en qualitatif, notons d'abord que si, un jour, et comme tout le laisse prévoir dans un monde qui se fait la guerre depuis cinq cents siècles, une troisième guerre mondiale conduirait, grâce aux progrès conjugués de la physique nucléaire, de l'électronique et des techniques aérospatiales, à cinq cent millions de victimes incapables de se défendre, il ne suffirait pas, pour compenser cette horreur technologique maximale, de nous dire que le même progrès a permis aux hommes de traverser l'Atlantique en sept heures, de contempler chez eux M. Giscard d'Estaing en couleurs et en relief ou de se faire vacciner contre la tuberculose. Si l'on songe aux réactions provoquées par les exhibitions, pourtant modérées par comparaison, de la guerre du Vietnam, il se trouvera sans doute alors beaucoup de gens pour penser que le « progrès » dans les domaines en question avait quelque chose de fondamentalement *mauvais*, même si M. Pecker trouve « absurde » la distinction entre une science « bonne » et une science « mauvaise ».

Mille cinq cents polytechniciens

M. Hamburger nous dit que *« ce n'est pas le progrès de la science qu'il faut mettre en accusation, mais bien l'usage que les hommes font de ce progrès »*. Mais comment la notion de *« progrès de la science »* pourrait-elle avoir un sens indépendamment des hommes qui le font avancer, de ceux qui l'utilisent et des gouvernants qui le financent ? Comme le disait, en 1969, le conseiller scientifique de M. Richard Nixon, ce n'est pas pour nous fournir des « parcs d'attraction » que les politiques nous attribuent tant de crédits ; dans notre pays, où la médecine dépend de la charité publique et où la physique et les techniques atomiques prospèrent, M. Hamburger est bien placé pour savoir que la répartition des crédits gouvernementaux détermine les branches qui progressent rapidement et celles qui végètent.

Quant aux retombées militaires (fort justement les plus controversées, car si la guerre est inévitable, la solution n'est pas de la transformer en massacre généralisé), on ne peut que constater l'énorme expansion, depuis 1940 et la guerre froide, des organismes militaires spécialisés dans la recherche et le développement. Disposant de crédits fabuleux (8 à 10 milliards de dollars par an au Pentagone, 20 à 30 pour toute la planète) et d'un personnel de très haut niveau (mille cinq cents polytechniciens, plus les autres, en France, vingt ou cinquante fois plus ailleurs), ils sont, depuis trente ans, en contact *permanent et organisé*, aussi bien avec les milieux scientifiques d'où peut surgir l'innovation (avant tout dans les sciences physiques, où les « contrats de recherche » accélèrent artificiellement le progrès et favorisent les relations publiques...) qu'avec les industries « de pointe » susceptibles de produire la quincaillerie. Leur mission est de *saisir toutes les occasions qui se présenteront de transformer le progrès scientifique en progrès militaire*, afin de contrer (ou, si elle n'existe pas encore, de susciter) la « menace technologique » que l'ennemi présumé fait peser sur nos têtes, comme l'écrit à peu près le directeur des recherches et moyens d'essais (D.R.M.E.) au ministère de la défense, mon collègue, le professeur Jacques-Emile Dubois, de Paris-VII.

Quoique la culture de l'aveuglement thérapeutique soit fort répandue chez eux, tous les scientifiques finissent par découvrir ces organismes : D.R.M.E. et direction des applications militaires (DAM), du commissariat à l'énergie atomique en France, offices de recherches de l'armée de l'air ou de la marine américaines, Rand, Lincoln Lab, Los Alamos, etc., aux Etats-Unis, par exemple ; pour l'U.R.S.S., voyez les allusions de Soljenitsyne et de Sakharov. Ils savent tous qu'il est hors de question d'éviter les éventuelles retombées « mauvaises » du progrès scientifique : les organismes spécialisés sont là pour les exploiter avec l'aide de centaines d'experts extérieurs désireux, comme tous les scientifiques, de recevoir l'admiration de leurs pairs en résolvant les premiers des problèmes difficiles, et éventuellement animés à l'égard de l'ennemi potentiel des impulsions idéologiques qui, au lendemain même de l'annonce par Truman de l'explosion atomique soviétique, conduisirent Lawrence, Alvarez et Lattimer à s'envoler de Berkeley pour aller réclamer à Washington un nouveau *Manhattan Project* thermonucléaire (qu'on leur accorda, malgré les avis contraires d'autres experts tout aussi qualifiés, après quelques mois de débats secrets).

Des pirouettes dialectiques

En attribuant dans tout le domaine gouverné par les sciences physiques et les techniques connexes une écrasante priorité aux applications militaires, ce système contribue à discréditer l'idée même de progrès scientifique, les utilisations pacifiques n'apparaissent plus que comme des retombées tardives (et qui, cyniquement, les « justifient ») des précédentes. Sa devise est fort simple : permettez-nous, avec votre argent, d'inonder le monde de B-52, de chasseurs et de fusées et nous vous permettrons d'utiliser 15 % de notre production pour traverser la Sibérie ou le Pacifique en quelques heures et pour rien. Mise à part la « lunatic fringe » (minorité contestataire) américaine, qu'on internerait en U.R.S.S. si elle s'y manifestait, tous les scientifiques (et *a fortiori* les ingénieurs, muets comme des carpes), s'accommodent fort bien de cette situation, notamment si c'est le laboratoire d'à côté qui fait la liaison avec Lockheed ou la Direction des applications militaires du C.E.A.

Se borner à fournir de l'information aux décideurs (qui ne demandent, en effet, rien d'autre !) reviendrait dans ces conditions, et dans ces domaines, à s'en remettre pour la moralité des choix aux éminents successeurs de MM. Hitler, Churchill, Truman et Staline, avec les résultats que tout le monde peut prévoir. Si cette conception de la responsabilité scientifique prévaut dans la corporation, quoi d'étonnant à ce que le public, peu habitué à ces pirouettes dialectiques, ne fasse pas de distinction entre la Science à majuscule et ses utilisations ? Et si les décideurs décident de développer la bombe H et les gaz binaires ou de transformer la bactériologie pasteurienne en fléau de l'Apocalypse, MM. Hamburger et Pecker mettront-ils la main à la pâte ?

Après les expériences de notre temps, la seule éthique scientifique simplement décente est celle que M. Georges Wald a formulée, le 4 mars 1969, au Massachusetts Institute of Technology, le centre mondial de la corruption de la science par l'argent des militaires (110 millions de dollars cette année-là, pour les salaires des professeurs et le système de guidage des missiles Poseidon) : *our business is with life, not death* (notre activité concerne la vie, non la mort). Le moins que l'on puisse alors faire est d'opposer un boycottage systématique et motivé à tous ceux, organismes et « collègues » *(equations do not make bombs, Bertrand Russell* (ce n'est pas avec des équations qu'on fait des bombes), dont la fonction est de transformer le progrès scientifique en instruments d'extermination de l'homme. Autrement, l'alternative la plus plausible est celle d'un *« désert post-nucléaire où l'on pendra les scientifiques »*.

Ce serait bien la première fois, depuis Archimède, qu'ils mourraient, comme de vulgaires paysans, d'avoir fait la guerre !

(*) Professeur (mathématiques) à l'université Paris-VII.

EN TOUTE LOGIQUE

L'envers de la magie

PROBLEME n° 48

CLASSIQUEMENT, un carré contenant les n^2 premiers nombres entiers est magique lorsque ses lignes, ses colonnes et ses diagonales ont une somme égale.

Comment explorer l'envers de la magie ? La non-magie peut-elle être systématique ?

Une première étape choisie par J.-S. Madachy (1) consiste à définir les carrés « hétérogènes ». Un tel carré a les sommes de ses lignes, colonnes et diagonales toutes différentes.

Pourquoi n'existe-t-il pas de carré hétérogène d'ordre 2 et saurez-vous en construire un d'ordre 3 ?

Dans un carré d'ordre 2, utilisant les nombres 1, 2, 3 et 4, la plus petite somme possible est 3 et la plus grande 7. Il ne peut donc produire 6 sommes différentes.

Voici le seul carré « hétérogène » connu d'ordre 3 :

9	8	7
2	1	6
3	4	5

Dans un carré anti-magique, la négation est plus systématique. Les sommes des lignes, colonnes et diagonales doivent être toutes différentes et se suivre.

Aucun carré anti-magique d'ordre 3 n'est connu et ils semblent impossibles. Saurez-vous en construire d'ordre 4 (on en connaît vingt exemples) et d'ordre 5 ?

Solution du problème n° 47

En réalité, il n'a besoin d'en connaître aucun. Le résultat ne peut être que 2.

Faisons le calcul en utilisant les logarithmes. Le logarithme du nombre de 20 chiffres est 19... Le logarithme de sa racine soixante-quatrième est :

$$\frac{19,...}{64}$$

Il se situe entre 0,29 et 0,32. Le seul logarithme de nombre entier figurant dans cet intervalle est celui de 2, c'est-à-dire : 0,30103. (Référence : Y. Perelman, l'Algèbre récréative, Editions de Moscou.)

PIERRE BERLOQUIN.

(1) *Mathematics on Vacation*, Scribners, N-Y. 1966.

LA TECHNIQUE FRANÇAISE AU MEXIQUE ET AU SAHEL

Des pompes solaires à tout faire

La Société française d'études thermiques et d'énergie solaire (SOFRETES) vient d'achever une turbine solaire d'une puissance de 25 kilowatts qui, à la fin de l'année, fonctionnera à San-Luis-de-la-Paz (Mexique) et qui permettra de pomper de l'eau pour alimenter 10 000 habitants. L'énergie nécessaire au fonctionnement de la turbine est fournie par des capteurs plans où circule de l'eau chauffée par le soleil et qui occupent une superficie de 1 500 mètres carrés. La turbine est couplée à un alternateur qui fabrique l'électricité pour entraîner deux pompes fonctionnant en moyenne six heures par jour.

Cette première turbine solaire fait partie d'un premier contrat passé par le Mexique à SOFRETES, qui comporte aussi dix pompes solaires plus petites de 1 kilowatt, dont quatre sont déjà installées à Caborca, à Caballos, à Mexico et à Cedral. La valeur totale de ces installations est de 3 millions de francs, y compris la turbine.

D'autre part, le ministère de la coopération mettra à la disposition des six pays groupés en un Comité inter-Etats pour la lutte contre la sécheresse au Sahel un crédit de 25 à 30 millions de francs. Une partie de ce crédit servira aux pays du Sahel à acheter trente pompes de 1 kilowatt, deux turbines de 25 kilowatts et une turbine de 50 kilowatts.

L'INVESTISSEMENT nécessaire à l'installation de pompes et de turbogénérateurs solaires reste, aujourd'hui, nettement plus lourd que pour les moteurs Diesel. Une pompe solaire de 1 kilowatt vaut, au départ de l'usine, 160 000 francs ; une turbine de 50 kilowatts, 3 millions de francs. Un moteur Diesel de puissance identique (50 kilowatts) vaut, à l'achat seulement, 400 000 francs. Mais sa durée de vie est faible, quatre à cinq ans, et son entretien onéreux. En outre, le coût de fonctionnement est évidemment moindre pour la turbine dont l'énergie est gratuite, tandis que le moteur Diesel est alimenté par fuel. Finalement, le prix du mètre cube pompé est à peu près analogue dans les deux cas, environ 25 centimes pour un débit journalier moyen de 2 400 mètres cubes.

Pour les hommes et les animaux

Quant au prix de l'électricité produite par une turbine solaire de 50 kilowatts, il sera d'environ 80 à 90 centimes le kilowatt-heure pour un fonctionnement de la pompe d'environ trois mille heures par an, compte tenu du cycle solaire (six heures par jour en moyenne). Ce coût est évidemment élevé si on le compare au coût du kilowatt-heure livré dans une ville française. Mais au Sahel le prix moyen de l'électricité varie entre 0,60 et 2 francs le kilowatt-heure.

Aussi le soleil ne paraît-il pas aujourd'hui une si piètre source d'énergie pour les pays arides aux villages dispersés et éloignés. La société SOFRETES propose des pompes de 1 kilowatt qui, avec environ 70 mètres carrés de capteurs, permettent de débiter 45 mètres cubes d'eau chaque jour à partir d'un forage de 25 mètres de profondeur. — D. V.

(Lire la suite page 10.)

Au Mexique et au Sahel

DES POMPES SOLAIRES A TOUT FAIRE

(Suite de la page 9.)

Ce dispositif permettrait d'alimenter 2 500 personnes, ou encore 1 000 têtes de bovins. Pour un puits de profondeur identique, une turbine de 50 kilowatts peut débiter 2 400 mètres cubes et alimente 23 000 personnes ou encore 60 000 têtes de bovins. On estime, en effet, que dans les villages des zones arides la consommation d'eau n'est encore que d'environ 20 litres par jour et par personne, tandis que dans les centres semi-urbains où seraient installées des turbines la consommation atteint 100 litres. Pour les bovins, on retient comme norme 40 litres d'eau par jour et l'on estime qu'il n'est pas souhaitable d'alimenter plus de 10 000 bovins par point d'eau, de peur que les pâturages ne deviennent trop arides aux alentours.

Outre les réseaux de distribution d'eau dans les villages pour les hommes et les animaux, les pompes solaires peuvent aussi servir à l'irrigation de pâturages ou de cultures. Mais il faut en moyenne 8 hectares dans les régions sèches pour alimenter un bovin, et les besoins d'irrigation sont dès lors très importants.

Dans les sables de Mauritanie

C'est en 1973 qu'une petite société, les établissements Mengin, installait une première pompe opérationnelle dans une oasis de Mauritanie envahie par les sables, à Chinguetti : 88 mètres carrés de capteurs constituaient le toit de l'école qui abritait la pompe chargée de pulser l'eau pour 2 000 habitants environ. L'eau était chauffée en circulant sous des plaques de verre dans les canaux formés par les ondulations de tôles particulières constituant la toiture. Cette eau chaude cédait, dans un échangeur, ses calories à un gaz, du butane, qui se détendait et allait faire tourner le moteur à piston. Puis, il était dirigé vers le condensateur et repartait vers l'échangeur de chaleur. Cette pompe fonctionne toujours, mais la nappe de Chinguetti s'épuise.

Cette première étape a conduit les établissements Mengin à créer, en octobre 1973, une filiale, la Sofretes, avec l'aide d'une société de capital-risque et celle de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (Anvar). Par la suite, un groupement d'intérêt économique, appelé Prométhée, a ainsi été formé entre la Sofretes et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) qui a étudié la turbine solaire de 25 kilowatts, un prototype en quelque sorte des futures turbines de 50 kilowatts. La turbine ne travaille plus avec du butane, mais avec du fréon. Les capteurs plans sont constitués de tubes à eau, très plats et de faible diamètre, noyés dans le support métallique.

La turbine a un bien meilleur rendement que les premiers moteurs, environ 6 % contre 1,7 %. Ce qui réduit d'autant la surface de capteurs nécessaire. On compte aujourd'hui 40 à 50 mètres carrés de capteurs pour produire 1 kilowatt au lieu de 100 mètres carrés autrefois.

Vers d'autres utilisations

La Sofretes a cessé désormais d'être une petite société. Les établissements Mengin y conservent la majorité. Le C.E.A. a pris une participation de 20 %, ainsi que la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) ; Gazocéan y a 5 % Renault a négocié la représentation commerciale exclusive pour le monde entier des pompes et turbines solaires, et partage la propriété industrielle des moteurs avec les établissements Mengin.

Les turbines intéressent aujourd'hui d'autres clients, par exemple les spécialistes de la géothermie qui y voient un moyen de produire de l'électricité avec une eau souterraine à relativement basse température : 80 à 100 degrés. La C.F.P. s'y intéresse, quant à elle, pour la climatisation des maisons. Le développement du marché appelle une optimatisation des installations et la baisse du prix des capteurs et des moteurs. C'est ce à quoi va maintenant s'employer la Sofretes.

DOMINIQUE VERGUESE.

Une goutte d'électricité

En physique, on appelle plasma un milieu ionisé. D'ordinaire, la matière se présente en effet sous un état neutre. Mais il est possible, en conservant une neutralité globale, de faire apparaître des charges positives et négatives en nombre égal et qui donc se compensent les unes les autres. Quand la densité des charges positives et négatives est importante, on a ce que l'on appelle un plasma. D'ordinaire, un plasma n'est stable qu'à haute température : les charges positives ou négatives ont en effet tendance à se combiner et donc à disparaître. Aux températures ordinaires, la recombinaison est très rapide et on n'arrive pas à maintenir le plasma. Il faut donc continuellement chauffer pour créer par choc de nouvelles charges électriques.

Le « trou »

Les phénomènes de dissociation des atomes neutres en charges positives et négatives interviennent aussi bien dans les liquides que dans les solides ou les gaz. Dans un solide comme le Germanium, le départ d'un électron, chargé négativement, de sa place normale fait apparaître une absence localisée d'électron (chargée positivement) ou « trou ». L'ensemble électron plus « trou » porte le nom d'exciton (parce qu'il faut « exciter » le Germanium pour faire apparaître le couple électron-trou). Dans les conditions normales, les électrons et les trous ne tardent pas à se combiner et l'excitation disparaît.

Mais une théorie d'origine soviétique ainsi que plusieurs expériences ont montré que, à très basse température, il pouvait exister des états stables où il n'y a pas de recombinaison des électrons et des trous. Il se forme alors des petits domaines dont les dimensions sont de l'ordre du micron et qui contiennent environ un million de paires électron-trou. Entre ces domaines, il existe également mais à une densité bien inférieure des excitons (ou paires électron-trou) disséminés plus ou moins au hasard.

Plasma froid

Une équipe américaine dirigée par le professeur Jeffries vient de réussir une expérience spectaculaire qui met bien en évidence ce phénomène. En comprimant convenablement le Germanium dans lequel on a créé avec un laser des domaines contenant les excitons, on provoque leur fusion. Il apparaît des domaines plus grands de forme sphérique, qui contiennent des milliards d'excitons. Le diamètre de la boule ainsi obtenue est assez grand pour être visible à l'œil nu (une fraction de millimètre). On obtient alors ce que certains ont dénommé d'une façon légèrement impropre une goutte d'électricité. Il s'agit d'un domaine sphérique contenant, outre un très grand nombre d'atomes normaux de Germanium, quelques milliards de couples électron-trou ou excitons, directement visibles par la lumière qu'ils émettent. En effet, on ne peut pas empêcher que certains des électrons ne se combinent avec des trous, libérant alors de la lumière.

La théorie qui régit ces gouttes d'électricité (ou, d'une manière plus correcte, ces gouttes de plasma froid) est analogue à celle qui régit les liquides. Le domaine sphérique est vraiment analogue à une goutte. Il peut y avoir des phénomènes d'évaporation, de condensation en nuage, etc. — J.-L. L.

Le Monde de l'éducation

LE NUMÉRO D'ÉTÉ est paru

PORTRAIT

M. Henri Cartan ou l'école mathématique française

SOUS le titre « Analyse et Topologie », un colloque international de mathématiques a eu lieu récemment à la faculté des sciences d'Orsay. Il était organisé pour le départ en retraite du professeur Henri Cartan. L'assistance, tant française qu'étrangère, qui a suivi le colloque manifestait l'importance des travaux mathématiques, mais aussi le rôle singulier que M. Cartan a joué, à ce jour, dans la communauté des mathématiciens.

Sur une carte des sciences, les mathématiques sont un continent isolé, alors que toutes les autres disciplines sont liées par leur aspect expérimental. Physiciens, biologistes, sociologues, tous fondent leurs travaux sur l'existence d'une réalité qu'ils s'efforcent de décrire, de comprendre, d'expliquer. Chacun lève un coin du voile, et ce qu'il fait apparaître retentit peu ou prou sur l'idée que tous les autres se font de l'univers observé.

Rien de tel pour les mathématiciens. Ils ignorent cette chaîne de forçat qui assujettit les autres scientifiques à une réalité extérieure. Ils sont libres, libres de créer leur monde, de forger leur réalité. Ce qui limite cette liberté, c'est l'opinion des autres mathématiciens. N'importe qui peut démontrer un nouveau théorème. Il lui suffit de choisir au hasard deux nombre de quinze chiffres et de faire leur produit. Saut malchance exceptionnelle, il obtiendra un résultat nouveau, que nul n'a jamais établi avant lui. Mais ce « travail » ne lui vaudra aucune considération de la part des mathématiciens.

Une toile d'araignée

Le contact avec des collègues est essentiel au mathématicien. Il doit régulièrement confronter ses idées à d'autres. C'est pourquoi il y a des écoles mathématiques, et c'est pourquoi aussi elles se développent dans une aire géographique limitée, université ou pays. Une école est un réseau d'interactions subtiles, une toile d'araignée complexe, en perpétuelle évolution.

De la toile des mathématiciens français, M. Henri Cartan est indubitablement le centre. Il ne doit que, pour une part, cette position à la valeur de ses travaux ; il la doit aussi en partie aux circonstances, et beaucoup à ses qualités humaines.

La question la plus évidente que l'on puisse se poser à propos d'un mathématicien est de savoir pourquoi et comment il est devenu mathématicien. Dans le cas de M. Henri Cartan, il y a au moins une réponse évidente : il est fils de mathématicien. Son père, Elie Cartan, fut un des plus importants mathématiciens français du début du siècle. Fils d'un forgeron du village de Dolomieu dans l'Isère, village surtout connu pour avoir donné, par géologue interposé, son nom à la chaîne italienne des Dolomites, Elie Cartan fut, en bonne tradition de la IIIe République, remarqué par son instituteur ; il obtint une bourse, entra à l'Ecole normale supérieure, fit une thèse sur la théorie des groupes, que ses travaux futurs allaient considérablement enrichir, et siégea à l'Institut après 1931. Son fils y siège actuellement.

Elie Cartan recevait de nombreux collègues dans sa villa du Chesnay. Son fils y a sans doute pris conscience de l'importance du contact entre mathématiciens — et entre hommes — qui allait orienter son activité.

La musique

Il devint mathématicien comme son père. Ce n'était pas une obligation familiale : un de ses frères fit de la physique, et fut exécuté par les Allemands pendant la guerre.

Un autre s'orienta vers la composition musicale. M. Henri Cartan est lui-même un bon pianiste. Son ami M. Jean Dieudonné a rappelé que, pendant leur scolarité à l'Ecole normale supérieure, ce qui les rapprocha fut, plus que leur goût des mathématiques, un amour commun de la musique, et qu'ils passèrent de longues heures à jouer ensemble à quatre mains.

Après sa thèse, M. Henri Cartan professa aux universités de Lille, puis de Strasbourg. Dans cette ville, insatisfait de la façon dont on enseignait alors l'analyse, il convainquit un collègue, M. André Weil, d'écrire un nouveau cours, plus rigoureux. La tâche se révéla plus complexe que prévu ; le projet grossit ; finalement, MM. Weil, Cartan, Dieudonné et quelques autres décidèrent de tout reprendre à la base et d'écrire un traité qui « prend les mathématiques à leur début et donne des démonstrations complètes ». *Nicolas Bourbaki était né. Depuis quarante ans, paraissent régulièrement les fascicules de ses « Eléments de mathématique ». Les fondateurs ont cessé leur activité, mais ils ont assuré la relève, et Bourbaki poursuit l'interminable tâche d'écrire toutes les mathématiques. Sa collaboration à Bourbaki n'empêchait nullement M. Henri Cartan de faire des travaux personnels. Son activité productrice fut intense et, contrairement à ce qui se passe souvent en mathématiques, longuement étalée dans le temps. Il a établi les théorèmes fondamentaux de la théorie des fonctions de plusieurs variables complexes et introduit des idées nouvelles en théorie du potentiel et en topologie.*

En 1940, il est nommé professeur à l'Ecole normale supérieure. Pour qui en a le talent, c'est un poste-clé. Presque tous les mathématiciens français de l'après-guerre ont été formés par son enseignement, et plusieurs ont fait leurs premières recherches sous sa direction. Parmi ceux-ci, figurent un professeur au Collège de France, deux lauréats de la médaille Fields, l'équivalent du prix Nobel pour les mathématiciens, et de nombreux professeurs d'université.

Simultanément, il animait un séminaire qui, pendant quatorze ans, se tint chaque lundi à l'Ecole normale en salle E ou F, puis U ou V, puisqu'une tradition tenace interdit de désigner précisément quelle salle sera effectivement occupée. C'était le point de rassemblement des mathématiciens parisiens qui, même si leurs travaux étaient très éloignés du thème du séminaire, étaient toujours sûrs d'y retrouver des collègues. M. Cartan définissait le thème du séminaire, aidait le conférencier à le préparer, et surtout rédigeait le séminaire. Verba volant, scripta manent. *Bien des travaux français furent d'abord connus à l'étranger parce qu'il en avait été question au* « séminaire Cartan ».

Cette double activité d'animateur et de professeur a fait de Cartan, sinon le chef, du moins le pivot de l'école mathématique française. Connaissant tout le monde et au courant de tout, il a joué un rôle unique de coordination.

Ce qui correspond parfaitement à son caractère et à ses opinions. Il s'est toujours voulu un rassembleur. Au plan politique, ce caractère l'a conduit à militer pour l'Europe. Il préside la section française de l'Union des fédéralistes européens, et s'est beaucoup préoccupé de l'équivalence internationale des diplômes, de l'harmonisation des divers enseignements nationaux. En 1960, il organisa un colloque qui définit un programme de base en mathématiques, et lança l'idée d'un livret de l'étudiant, où figurerait ce « programme commun » et où l'on indiquerait quelles parts du programme ont été couvertes par l'enseignement suivi par l'étudiant. L'idée fut reprise par le Conseil de l'Europe, mais n'a pas connu un grand développement. Dans quelques cas, elle a permis à des étudiants, changeant de pays en cours d'études, de ne pas réapprendre dans leur nouvelle université ce qu'ils avaient auparavant étudié.

Au moment où prend fin sa carrière universitaire, M. Henri Cartan est-il satisfait de son passé ? Il est une question à laquelle il se refuse absolument de répondre : que changerait-il s'il recommençait sa vie ? Il estime que l'on ne doit pas regretter les décisions prises. Il a mené ses nombreuses activités de la façon qui lui a paru à chaque instant la meilleure, et il n'y a pas à reconsidérer le passé. Ni, du reste, l'avenir : M. Henri Cartan ignore ce qu'il fera maintenant qu'il a pris sa retraite, mais il est certain de ne pas manquer d'activité.

MAURICE ARVONNY.

LES SERVICES D'URGENCES

Où s'adresser dans la région parisienı

LE problème des urgences et des gardes est de ceux qui se p quotidiennement aux médecins — et aux particuliers — avec plus d'acuité encore pendant la période des vacances. donnons ci-dessous une liste non limitative des organisations quelles peuvent s'adresser, dans la région parisienne, tant les p culiers que les médecins. Les grandes villes de province ont beaucoup, mis sur pied des organisations analogues, grâce à l'a conjointe des autorités concernées et des syndicats médicaux.

En outre, l'organisation des SAMU (Service d'aide méd urgente), qui s'étend peu à peu, et repose sur les structures h talières, vise à couvrir les besoins de tout le pays en matière d'i ventions médicales urgentes.

Pour tous

● *Accidents, urgences* : téléphone 17.

● *Médecin de garde de l'arrondissement* : commissariat de quartier.

● *Sapeurs-pompiers* : téléphone 18. Des médecins de brigade assurent les premiers soins avant d'orienter le malade vers le SAMU.

● *Intoxications* : hôpital Fernand-Widal, 200, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : 205-63-29.

● *S.O.S. Médecins* : 333-77-77 ou 707-77-77. Fonctionne, pour Paris et sa banlieue proche, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, y compris dimanches et jours fériés. Les médecins participant à cette organisation sont tous conventionnés (visites de jour : 45 F ; de nuit : 98 F). Ils se déplacent à bord de voitures équipées d'un radio-téléphone. Cette antenne médicale propose aussi une permanence de cardiologues (la nuit), ainsi qu'un service d'ambulances.

● *S.O.S Santé Paris* : 655-25-35. Assure les urgences paramédicales vingt-quatre heures sur vingt-quatre, y compris les dimanches et jours fériés. Propose, aux tarifs syndicaux, remboursés par la Sécurité sociale, tous les soins d'urgence, piqûres, perfusions, pansements, etc., fait par des infirmières diplômées ; des gardes-malades : infirmières (mées, aides-soignantes ou g simples; du matériel livré e gence pour l'hospitalisation micile (oxygène, aspiration chique, etc.); un service d'a lances; un service d'inform santé assuré par un secré médical permanent; les liste ficielles des médecins et pha cies de garde (jours fériés).

● *S.O.S. Dentistes* : 253- Fonctionne vingt-quatre h sur vingt-quatre, y compri jours fériés.

● *S.O.S. Vétérinaires* : 67-99. Fonctionne de 20 heu 8 heures le lendemain mat les dimanches et jours de fê

● *S.O.S. Amitié* : 825-70-{ service, fonctionnant vingt-q heures sur vingt-quatre, est tuit, sans but confessionn politique, et a pour objet l'a tous les désespérés.

● *Ambulances* : Assistanc blique (887-27-50 à 52) ; Médecins (707-77-77) ; Radi bulances : 328-75-00; S.O.S. 842-22-00, 273-08-38.

● *Médecins présents à pendant les mois de juillet, et septembre.* — La Fédératic chambres syndicales et syn médicaux du district parisi de l'Ile-de-France édite une non limitative, des omniprat et spécialistes présents à Pa dans la région parisienne dant cette période. On pe la procurer auprès des servi la préfecture de police, da commissariats, les postes de p les pharmaciens, les mairies la Fédération, 14, rue Paris-8e. Tél. : 720-72-29 e 27-58.

● *Pharmacies.* — Des to garde sont établis entre les macies, dont certaines son vertes durant la nuit. L'indi de la pharmacie ouverte la proche doit figurer sur la d ture de la pharmacie fermé peut se renseigner aussi a du commissariat.

En outre est ouverte, quatre heures sur vingt-qua compris les dimanches et fériés : la pharmacie si 5, place Blanche, Paris-9e 77-99). Ouvertes jusqu'à 2 h du matin, y compris le dimar 133, avenue des Champs-El Paris-8e (720-39-25) ; 6, bd Capucines, Paris-9e (073-88 5, place Pigalle, Paris-9e 38-12, jusqu'à 1 h 30 en sem

● *Europe-Assistance* : 285- (1, rue de la Tour-des-Dam Paris-9e). Répond vingt-q heures sur vingt-quatre à appel des personnes abonné l'accident se produit à plu 40 km de leur domicile. As moyennant une cotisation, la tection médicale, technique e maine des voyageurs françai partent à l'étranger.

Pour les praticieı

● *S.O.S. Cœur* : 580-19-4 580-20-81. Travaille en liaison les SAMU de Paris et de la ré parisienne. Répond à l'appe médecin ou du cardiologue, aussi du particulier si celui-c déjà répertorié au centre et connu comme cardiaque (il s pour cela que le patient four ses coordonnées, la photoc d'un électrocardiogramme et cord de son médecin traitant)

● *A.U.M.P. (Association urgences médicales de P* (53, rue de la Convention, ris-15e. 707-81-59). Répond l'appel des médecins indisponi des services publics ou du SA Est branché en permanence le téléphone 17 de Police-Sec

● *SAMU (Service d'aide m cale urgente).* — Une vingtain ces services fonctionnent France, au départ des hôpi publics. L'objectif est de qua ler tout le territoire à raison SAMU par département. Ils posent de moyens importants d tervention (ambulances, mé cins, anesthésistes réanimat etc.) et assurent l'indisp sable trait d'union entre l'ho talisation et la médicalisation premiers secours.

SAMU national ou SAMU d région de Paris : 567-50-50 existe d'autre part un SAMU d chaque département de la ré parisienne.

● *S.M.U.R. - SOS Réanimati Saint-Louis* : 355-33-00. Cette ganisation assure le Service bile d'urgence et de réanimat (SMUR) pour le nord-est de ris (3e, 4e, 9e, 10e, 11e, 12e, 19e 20e arrondissements). Intervien la demande du SAMU, des mé cins de ville ou des cliniques p yées pour des urgences graves.

CORRESPONDANCE

Le prix de la santé et le plurilinguisme

Nous recevons de M. Claude Piron, psychologue-analyste, de Coppet (Suisse), la lettre suivante :

Parlant devant l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), le 20 mai dernier, un aveugle, Sir John Wilson, président de l'Organisation mondiale contre la cécité, a expliqué qu'une mise de fonds tout à fait raisonnable permettrait de sauver la vue de millions de personnes. Le traitement du trachome, principale cause de cécité dans le monde, ne coûte que 2 francs français par malade ; la protection de la vue des enfants menacés de xérophtalmie ne s'élève qu'à 50 centimes par enfant et par an ; en Inde, on a rendu la vue à douze mille aveugles atteints de la cataracte grâce à une intervention qui n'a coûté que 20 francs par opéré. N'est-il pas scandaleux qu'on n'arrive pas à recueillir les fonds nécessaires pour combattre ces maladies et sauver les yeux de millions d'êtres humains ?

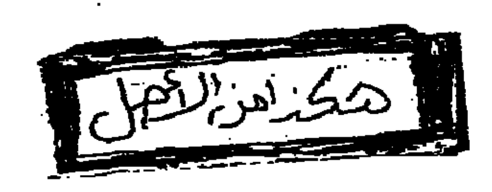
Les délégués des cent quarante-cinq Etats ont écouté sans broncher, attristés sans doute de ne pas disposer des fonds nécessaires pour soulager ces souffrances. Mais, le 28 mai, ces mêmes délégués ont adopté deux résolutions visant à accorder à l'arabe et au chinois le statut de langues de travail, et cette décision coûtera à l'O.M.S. (document A 28/50, p. 3) 20 millions de francs par an, c'est-à-dire de quoi sauver la vue de dix millions de personnes atteintes du trachome.

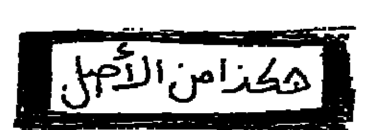
On se croirait à un spectacle de prestidigitation. S'agit-il du bien-être des populations ? Les fonds sont invisibles. Voulez-vous payer interprètes, traducteurs et tonnes de papier ? L'argent réapparaît.

(...) C'est *faute d'argent* que l'O.M.S. a renoncé à entreprendre, entre autres nombreux projets, les activités suivantes (*Actes officiels* de l'O.M.S. n° 223, appendice 5) :

Guinée, assainissement de Conakry, 660 000 francs ; Malaisie, réadaptation des handicapés physiques, 522 000 francs ; Birmanie, lutte contre la lèpre, 332 000 francs ; République Dominicaine, mesures d'assainissement de base, 104 000 francs. Ainsi l'O.M.S. ne peut engager 104 000 F pour *fournir* de l'eau saine à la population d'un pays économiquement défavorisé ou y installer des égouts, mais elle est prête à consacrer 20 millions de francs *par an* à une activité purement administrative. Or, l'hygiène est la base de la santé publique et l'eau est le facteur-clef de toute hygiène...

Comment donc économiser les millions stérilement affectés au plurilinguisme sans privilégier aucune nation sur le plan linguistique ? La solution existe et a fait ses preuves. C'est l'« espéranto », qui s'apprend dix fois plus vite qu'une langue nationale et permet une communication beaucoup plus parfaite entre étrangers (...).





LETTRES

...RESPONDANCE

...le culture sans le livre

...Guy Duboscq, ancien direc-
...énéral des Archives de
..., nous écrit :

Rattacher les bibliothèques
...eur ensemble à l'organisme
...nemental chargé de la cul-
...ne semble une excellente
...ive. En effet, comment
...oir la culture sans le livre ?
...pourquoi disloquer la direc-
...es bibliothèques et de la
... publique ! Il faudrait, me
...-t-il, dans ce cas, créer plu-
... administrations centrales et
...stes de directeurs alors que
...ivons sous le signe des res-
...ns budgétaires. Que l'on
... à un administrateur géné-
...oin de diriger l'énorme éta-
...ent que représente la Bi-
...que nationale, à l'image de
... a été fait pour le Musée du
... peut se concevoir ; mais
...r bibliothèques universitai-
... bibliothèques de lecture
...ue me paraît moins réaliste.
...es et les autres sont gérées
... personnel homogène, hau-
...t qualifié et d'un dévoue-
... exemplaire.
...hésite donc pas à dire, dans
...sure où mon avis mérite de
... l'attention, que je suis pour
...intien d'une seule direction
...bliothèques et de la lecture
...ue sous l'autorité d'un seul
...eur d'administration cen-
...le qui relèverait l'adminis-
...r de la Bibliothèque natio-

...d, le ministère de la cul-
...qui a déjà sous sa coupe la
...on générale des Archives de
...e, trouverait son plein dé-
...ement qu'il aurait d'ailleurs
...oir dès sa création.
...udrait que ce ministère pos-
...es moyens matériels et fi-
...ers nécessaires pour promou-
...une politique efficace de
...tion et de diffusion du
...oine culturel de la France.
... culture et sa diffusion ne
...as un luxe, mais une néces-
...ale dans une ère où la ma-
... trop tendance à prendre
... sur l'esprit.

...ne réforme logique

Robert Sailley, conservateur
...ibliothèque de la Sorbonne,
...écrit :

...lis dans votre journal en
...u 5 juillet que les bibliothé-
... sont « unanimes à protes-
...contre l'éclatement de la
...tion des bibliothèques ». Je
...crits en faux contre cette
...mation gratuite.
...rsonnellement, j'estime que
... réforme correspond à la
...re des choses et aux néces-
... de fait. Mais il est haute-
... souhaitable à tous points de
...ue les trois nouveaux postes
...irection (bibliothèques uni-
...aires, lecture publique, Bi-
...èque nationale) soient ré-
... à des membres de notre
...sion et non pas attribués à
...uts fonctionnaires parachu-
...'est sur ce point qu'il con-
... d'être ferme vis-à-vis des
...irs publics, sans pour au-
...employer à tort et à travers
...yen ultime et négatif qu'est
...ve.

...ST POUR DES RAISONS POLITIQUES ...E LE PRÉSIDENT FORD ...PAS REÇU SOLJENITSYNE

...hington (A.F.P.). — Le prési-
...ord n'a pas reçu M. Alexandre
...itsyne lorsque celui-ci se trou-
... Washington la semaine der-
... car toute visite de personna-
...rangère à la Maison Blanche,
... particulier celle de l'écrivain
...que, est susceptible d'avoir
...épercussions sur la politique
...rure des Etats-Unis, a déclaré
... 7 juillet le porte-parole de la
... Blanche, M. Ronald Nessen.

...informations contredisent la
...re version de la Maison
...e selon laquelle le président
...t pu trouver le temps de pren-
...dez-vous avec l'écrivain sovié-
... car il était, notamment, pris
...es obligations familiales (« le
... » du 3 juillet).
...mise au point du porte-parole
... Maison Blanche fait suite a
...litiques adressées, par plusieurs
...res du Congrès à M. Ford
... n'avoir pas reçu Soljenitsyne.
...ême, le « New York Times »
... reproché à M. Ford d'infliger
... rebuffade » au prix Nobel.]

Libres opinions

L'éclatement des bibliothèques

Sabotage d'un service public

par M. DARROBERS et A. CARPENTIER (*)

LE conseil des ministres vient d'adopter une réorganisation que, pour notre part, nous considérons comme une destruction : l'éclatement de la Direction des bibliothèques et de la lecture publique partagée entre secrétariat d'Etat à la culture et secrétariat d'Etat aux universités.

Nous protestons avec la dernière énergie contre la méthode employée (1) : secret et absence totale de concertation avec la profession (comme par hasard, c'est à la veille des vacances que cette mesure est connue).

Cette réforme s'inscrirait dans une politique globale concernant le livre et la promotion de la lecture : la destruction de l'organisation mise en place pour la diffusion du livre en est bien évidemment la suite logique !

En fait, la décision du gouvernement recouvre une réalité bien différente : le démembrement du système d'information et de formation dont la Direction des bibliothèques est le pivot.

***

Créée en 1945, à la demande des bibliothécaires, la Direction des bibliothèques et de la lecture publique a pour mission d'organiser et de coordonner l'action des multiples bibliothèques placées sous sa tutelle : bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires, Bibliothèque nationale, bibliothèques des grands établissements. La Direction des bibliothèques a su ordonner en un système cohérent des établissements de statuts différent- mais de vocation commune, mettant progressivement en place plusieurs éléments d'intégration pour la formation (création de l'Ecole nationale supérieure de bibliothécaires et de filières de formation pour les personnels communaux et d'Etat), le contrôle (statistiques, inspections), les échanges (Bibliothèque nationale centrale de prêt, Service des échanges internationaux), l'automatisation (Bureau pour l'automatisation des bibliothèques), l'information (catalogues collectifs), la normalisation.

Certes les moyens mis à sa disposition ont toujours été insuffisants ; il n'en reste pas moins que l'existence d'une administration unique des bibliothèques est un fait positif, envié par l'étranger qui commence à l'imiter. Conscients de cette unité profonde des bibliothèques et de sa nécessité, les personnels (associations professionnelles et syndicats) ont toujours manifesté leur attachement au maintien d'une direction unique et à son renforcement (en crédits, en personnel, en compétences).

Il n'est tenu aucun compte de ce vœu, pourtant formulé à maintes reprises, et on assiste à un recul de trente ans en arrière, à un émiettement des structures, à une méconnaissance de la vocation profonde des bibliothèques, dont l'action commune intègre étroitement les secteurs d'information, de formation et de distraction. Les bibliothèques, instruments de diffusion du livre et des documents audiovisuels, représentent un élément primordial du système éducatif, de l'école primaire à la formation continue des adultes.

La suppression de la structure de coordination qu'est la Direction des bibliothèques met en cause l'existence des services communs énumérés plus haut : seront-ils démembrés selon le degré d'avidité des deux ministères concernés ?

***

Ces considérations sont sans doute oiseuses : il s'agirait d'insérer la lecture publique dans une grande politique de promotion du livre, et la création d'un « service de la lecture publique » répondrait, dit-on, aux vœux ardents des bibliothécaires !

Ceux-ci ignoreraient-ils l'existence au sein de la Direction des bibliothèques d'un service de la lecture publique mis en place en 1967 ? Il est vrai que c'est à l'initiative d'un autre président de la République, à l'époque premier ministre, que ce service a été créé. Sans doute ce service de la lecture publique « première manière » a-t-il failli à sa tâche puisqu'il faudrait le recréer au sein du secrétariat à la culture ? C'est sous son impulsion toutefois que le nombre des bibliothèques centrales de prêt implantées dans les départements a doublé, que 250 000 m2 de nouvelles bibliothèques sont construits par les communes. Certes les objectifs fixés par le VI[e] Plan sont loin d'être atteints, mais les moyens budgétaires mis à la disposition de la lecture publique n'ont pas atteint 30 % des prévisions. Ne serait-ce point à un niveau supérieur, et du côté du ministère de l'économie et des finances, qu'il faudrait rechercher la responsabilité de cette insuffisance ?

Mais le rattachement de la lecture publique à la culture assurerait, veut-on nous faire croire, des ressources inédites et des crédits qui lui ont jusqu'à présent fait défaut. A moins, bien entendu, que ces crédits ne soient immobilisés par quelque contrat ou charte octroyés à quelques communes privilégiées, selon la politique favorite de ce secrétariat d'Etat.

Enfin, qu'adviendra-t-il du personnel qui, par l'unité de sa formation, a vocation de servir dans tous les établissements ? Assistera-t-on à un fractionnement entre les deux ministères de tutelle, à la constitution de filières rigides et, à terme, à la mise en place de nouveaux statuts consacrant la scission ?

Face à de telles perspectives, l'ensemble du personnel des bibliothèques se retrouve unanime à refuser cette situation de force, à exiger l'unité de la Direction des bibliothèques, son renforcement et sa réintégration au sein d'un grand ministère de l'éducation nationale.

(*) Au nom de la section Direction des bibliothèques du Syndicat national des bibliothèques (FEN).

(1) N.D.L.R. — Les représentants de divers syndicats des bibliothèques s'étonnent d'une phrase de notre commentaire du 4 juillet concernant les décisions du conseil des ministres relatives à la lecture publique selon laquelle l'éclatement de la Direction des bibliothèques « répondrait à une revendication pressante des bibliothécaires ».

En fait, cette phrase s'appliquait, dans son esprit, à la promotion de la lecture publique comme service prioritaire, intégré à la notion de culture de masse. Une rédaction ambiguë a pu laisser croire que les bibliothécaires se réjouissaient de la dispersion de leur direction. L'unanimité de leurs protestations met un terme à la confusion. — P. M.

SPORTS

...e Tour de France : hécatombe dans les montagnes

...L. — Un coureur quadragé-
... bronchiteux et sans forces,
... classé dans le groupe de
... le lundi 7 juillet, à l'issue
... difficile étape Auch-Pau
...our de France. Il s'agit, on
...viné, de Raymond Poulidor
... donné à ses adversaires,
... plus jeunes que lui, une
...lle leçon de courage et de
...ience professionnelle.
...te première étape de haute
...agne n'a laissé que vingt
... hommes en présence, dont
...kx, le porteur du maillot
..., Moser, Thévenet, Ocana,
...melk, Danguillaume, Hézard
...imondi, vainqueur à Pau.
... de cent concurrents, brisés
...atigue, accablés par la forte
...ur, et achevés par l'ascen-

De notre envoyé spécial

sion du col du Soulor, ont été mis hors de combat en l'espace de 20 kilomètres.

Quand on dresse l'inventaire des difficultés jalonnant la route du Tour d'ici à Châtel — plus de vingt cols à franchir et quatre arrivées en altitude — on peut se demander ce que nous réserve la traversée des Pyrénées, du Massif central et des Alpes. Eddy Merckx lui aussi s'interroge. S'est-il assuré une marge de sécurité suffisante sur les grimpeurs que sont Thévenet, Zoetemelk, Ocana ou Van Impe.

JACQUES AUGENDRE.

AUCH - PAU, 206 km
(10e étape)

1. Gimondi (It.), 5 h. 59 min 52 sec. (moyenne : 34,348 km) ; 2. Poggiali (It.), 5 h. 59 min 54 sec ; 3. Danguillaume (Fr.), 5 h. 59 min 59 sec. ; 4. Thévenet (Fr.), 6 h. ; 5. Moser (It.) ; 6. Hézard (Fr.) ; 7. Battaglin (It.) ; 8. Merckx (B.) ; 9. Van Impe (B.) ; 10. Poulidor (Fr.), tous même temps, etc.

Classement général

1. Merckx (B.), 42 h. 50 min 3 sec ; 2. Moser (It.), à 1 min 39 sec ; 3. Thévenet (Fr.), à 2 min 20 sec. ; 4. Gimondi (It.), à 3 min 14 sec ; 5. Hézard (Fr.), à 3 min. 59 sec. ; 6. Poulidor (Fr.), à 4 min. 42 sec. ; 7. Zoetemelk (Hol.), à 4 min 48 sec. ; 8. Danguillaume (Fr.), à 4 min. 50 sec. ; 9. Ocana (Esp.), à 5 min. 14 sec. ; 10. Battaglin (It.), à 5 min. 17 sec.

Sema - Sélection

directeur général et ingénieur spécialiste béton — Téhéran

Une très importante entreprise iranienne menant de gros chantiers de bâtiments à travers le pays recherche pour la région de Téhéran deux cadres de haut niveau pour assurer la conduite d'un nouveau chantier qui regroupera 600 personnes. Le premier sera Directeur Général du Chantier et aura la complète responsabilité de la gestion de l'opération. Le second sera l'ingénieur travaux et sera chargé de la mise en œuvre des bétons, de la qualité et du laboratoire de contrôle. Ces deux postes nécessitent une expérience professionnelle de plusieurs années sur des chantiers d'importance analogue dans des pays d'outre-mer de préférence. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Les rémunérations, auxquelles s'ajoutent des avantages importants, seront essentiellement liées à l'expérience des candidats. (Réf. 10060M)

recrutement cadres — 90.000 F

Un Groupe industriel très important (8000 personnes), développant ses activités en Afrique, dans les secteurs les plus divers, recherche pour sa filiale française en cours de création un Responsable du recrutement des cadres. A Paris, il sera chargé, en liaison avec les différentes Directions du Personnel, de mettre en œuvre toutes les actions et procédures nécessaires pour répondre à la diversité et à l'importance des besoins en cadres de tout niveau. A terme, ce poste peut déboucher sur la responsabilité du service Personnel en France ou des fonctions similaires à l'étranger. Ce poste conviendrait à un cadre ayant une expérience du recrutement — pour les pays outre-mer en particulier — dans un groupe important ou dans un cabinet de conseil. L'anglais parlé est indispensable. (Réf. 10028M)

directeur d'études — Lorraine

Un organisme régional officiel d'aménagement du territoire recherche un collaborateur efficace pour prendre la responsabilité de l'équipe chargée des études des transports de personnes. Rattaché au Directeur de l'établissement, il animera un groupe de cinq Chargés d'Etudes. Il aura pour mission d'élaborer le plan régional de transports, de concevoir les outils de gestion, de mener les études de faisabilité, de négocier et monter les opérations de transports, etc. Ce poste conviendrait à une personne âgée de 30 ans minimum, de formation supérieure, ayant au moins cinq ans d'expérience dans un domaine touchant aux études économiques. La connaissance de l'Administration et des différents organismes représentatifs d'une région est souhaitée. La rémunération sera fonction de la valeur du candidat retenu. (Réf. 3201M)

directeur de clientèle — Société de service

Une jeune société intervenant dans un créneau original et spécifique du marché Marketing-Publicité recherche le futur responsable de son activité commerciale. Ce rôle implique une action importante de prospection et de conseil à des niveaux élevés tant auprès des grands annonceurs que des agences de publicité ou de promotion et cabinets d'étude. Ce poste conviendrait à un jeune homme doté d'un fort tempérament de vendeur, connaissant bien le milieu Marketing-Publicité et ayant par exemple une expérience dans le domaine régie. La rémunération sera liée au dynamisme du candidat et essentiellement basée sur un fort intéressement. (Réf. 10061M)

Mauritanie

Un Groupe industriel important (8.000 personnes) développant ses activités dans des domaines industriels très diversifiés, étoffe ses structures et cherche à pourvoir pour son siège à Nouakchott et l'un de ses principaux centres d'exploitation (Akjoujt) plusieurs postes à larges responsabilités dont on trouvera les descriptions ci-dessous. Les rémunérations seront fonction de la compétence des candidats et assorties d'une prime d'expatriation substantielle. De plus, un logement agréable et un véhicule de fonction sont fournis dans tous les cas.

chef centrale électrique

Rattaché au Directeur Adjoint du département Engineering du centre d'exploitation minière d'Akjoujt, il aura la responsabilité totale du fonctionnement de deux intallations importantes : une centrale électrique (6 groupes Mirrless, 2,5 MW, 3300 V) et une station de pompage. Avec une équipe de vingt personnes travaillant en continu, il sera chargé de la gestion des hommes et des moyens pour assurer la bonne marche et l'entretien de ses installations. Il veillera par ailleurs à la formation du personnel mauritanien. Ce poste conviendrait à un ingénieur électro-mécanicien ou officier mécanicien de la Marine, 32 ans minimum, ayant au moins trois ans d'expérience dans une centrale électrique et connaissant bien les problèmes posés par l'entretien des moteurs diesel lents de grande puissance. Un sens poussé de commandement est indispensable. (Réf. 9771M)

ingénieur chef d'entretien

Rattaché au Directeur du Département "Engineering", ce cadre, ingénieur diplômé de 30 ans au minimum, aura une formation mécanique ou électro-mécanique. Il aura la responsabilité de l'entretien, des réparations et des travaux neufs de l'usine de traitement de minerais de cuivre à Akjoujt. Il dirigera des équipes d'entretien mécanique et des équipes d'électriciens. Il sera fonctionnellement en relation avec l'ingénieur métallurgiste responsable du process et de la marche de l'usine, pour assurer le bon fonctionnement des installations et les modifications nécessaires. Il aura, outre ces équipes de techniciens, à former du personnel mauritanien travaillant par poste. De ce fait, une expérience du commandement d'équipes, dans des conditions physiques parfois pénibles, est nécessaire. La réussite dans cette fonction exige une expérience professionnelle adaptée, d'au moins cinq années. La connaissance de l'anglais serait un avantage. (Réf. 9770M)

jeune médecin

Rattaché au Médecin-Chef de l'exploitation minière d'Akjoujt, il secondera celui-ci dans l'organisation, l'animation et le développement de tous les services médicaux du complexe industriel et urbain de la région (hôpital, dispensaire, laboratoire pathologique et blocs radiologiques). Il sera plus particulièrement chargé de la médecine du travail et de la médecine curative au dispensaire de l'usine. Il assurera à cet effet les contrôles médicaux du personnel de l'usine et de leurs familles, ainsi que tous les soins médicaux nécessaires. Il aura un personnel mauritanien et expatrié qualifié pour l'aider à assumer cette responsabilité, qui s'exercera cependant dans des conditions de vie difficiles et isolées. Ce poste conviendrait à un jeune docteur en médecine ayant quelques années de pratique et une première expérience analogue dans un pays en voie de développement. Seule une personne dynamique et très disponible peut réussir dans cette mission. (Réf. 9773M)

ingénieur électricien

Collaborateur du Directeur de la Division Mines, il sera chargé d'élaborer au niveau Groupe les procédures et programmes d'entretien des installations électriques et de l'instrumentation utilisée pour l'exploitation des mines. Il devra planifier, coordonner l'action des unités de production dans les domaines électriques et leur fournir toute l'assistance nécessaire. Ce poste conviendrait à un ingénieur électricien, diplômé d'une Grande Ecole, ayant une huitaine d'années d'expérience dans des mines de traitement de minerais et connaissant les problèmes posés par l'entretien des centrales diesel. (Réf. 9765M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



Immeuble Sema-Metra International
16, rue Barbès — 92128 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)
(Membre de l'ANCERP)

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Coppélia.
Comédie-Française, 20 h. 30 : On ne saurait penser à tout ; le Malade imaginaire.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne ; 21 h. : Dimitri.

Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or. Théâtre de la Tempête, 20 h. 45 : Dommage qu'elle soit une putain.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : Plus on est de fous plus on rit.
Comédie-des-Champs-Elysées, 21 h. : Viens chez moi j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Galerie-55, 21 h. : On purge bébé ; Bonjour Monsieur Courteline.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michodière, 16 h. 30, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Hommage à Pierre Fresnay (voir cinéma festivals).
Mouffetard, 20 h. 30 : les Grandes Invasions barbares du Ve siècle ; 22 h. : les Causeries de Sherlock Holmes et du Dr Watson.
Le Palace, petite salle, 18 h. 30 : Angel ; grande salle, 21 h. : Athanase.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Certains aiment le show.
Tertre, 20 h. 30 : Corruption au palais de justice.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : le Cracheur de phrases ; 20 h. : le Presse-Purée des Destaing ; 21 h. 30 : Musique folklorique martienne.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : l'Ecole des femmes ; 22 h. 30 : le Petit Chaperon rouge.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Chansons pour Eva Forest. Petite salle, 21 h. : le Poisson d'or de paradis.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 : Poker Boys ; 20 h. 45 : 1 m 80 - 95 kg et ça cause ; 21 h. 45 : Hypothénar tombe la veste ; 23 h. : Libido et Cie.
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : En ce temps-là, les gens mouraient ; 22 h. 15 : Sainte Jeanne du Larzac.
Le Café d'Edgar, 20 h. : Maïakovski, 21 h. : Sylvie Joly.
Café de la Gare, 22 h. : les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre de l'Odéon, 21 h. 15 : l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnett.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Arlette Denis ; 23 h. : Michel Truffaut ; 24 h. : Jean Mauzac.
Petit-Casino, 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit ! ; 22 h. 30 : Show Jacqueline Dorian.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : le Regard à genoux ; 22 h. 15 : P et M. Jolivet ; 23 h. 15 : Luis Rego.
Sélénite, salle I, 20 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; salle II, 21 h. : Peau d'homme.

Festival du Marais

Hôtel d'Aumont, 21 h. 15 : l'Eventail.
Hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : Philippe Duval ; 22 h. : Eric Luter et Olivier Franc.
Hôtel Lamoignon, 21 h. : Sklof.
Hôtel Carnavalet, 21 h. 15 : Alain Neveu, piano (Schubert, Mozart).

Festival du Louvre

Cour Carrée, 20 h. 45 : la Belle au bois dormant (ballet de l'Opéra).



CALENDRIER DES CONCERTS

EGLISE ST-SEVERIN TOUS LES MERCREDIS à 21 heures. Loc. : Durand et face Eglise (Werner.)
SAISON PARISIENNE 1975 ORCHESTRE KUENTZ
Le 9, TELEMANN : Cto tromp., VIVALDI : Ctos mandolines, J. CHARPENTIER (1re audit.) Le 16, BACH, VIVALDI, etc. Doubles concertos

Vendredi à 20 h. 45. Samedis, Dimanches et Fêtes à 17 h. 30 (Voir programmes détaillés.) (P.a. Kiesgen.)
Orangerie de Sceaux (Métro : Bourg-la-Reine ; mini-bus : départ gare Bourg-la-Reine - Retour jusqu'à porte d'Orléans.)
CONCERTS
Rens. et loc. : agce Madeleine 14, bd de la Madeleine, Château de Sceaux tél. : 661-06-71

12 JUILLET 30 AOUT. Renseign. : MONTE-CARLO OPERA T. 306-??-?? PARIS MAISON de MONACO T. 266-32-40 (P.a. Dandelot.)
FESTIVAL MONTE-CARLO
BALLETS · CONCERTS
Orchestre National de l'Opéra
Y. et H. Menuhin, P. Paray, E. Schwarzkopf, Z. Francescatti, I Musici, C. Arrau, L. von Matacic, A. Ciccolini, G. Tacchino, W. Boskowsky, J. Pritchard, P. Maag, G. Pilon, A. Moffo

LA GRANGE DES EPOISSES 77-MORMANT (S.-et-M.) Jeudi 21 août à 20 h. 30 (Dandelot, p.a. A.L.A.P.)
Au profit de « LA GRANGE » Centre Musical et Culturel
J.-S. BACH
Suites pour violoncelle seul
MSTISLAV ROSTROPOVITCH
Location par correspondance « LA GRANGE » B.P. 3 77720 MORMANT
Rens. : 409-90-77 - 409-93-62 de 10 h. à 19 h. (sauf dim.)

Mardi 8 juillet

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
L'Ange-Bleu, 23 h. : Spectacle de Jean-Marie Rivière.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Kiss me, 22 h. : Bons baisers de Paris.
Lido, 22 h. 30 et 0. h. 45 : Grand jeu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.

Les concerts

Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Odile Pierre, orgue (Badr, Campion, Franck, Dupré, Vierne).
Galerie Nane Stern, 19 h. : Sylvie Mercier, piano (Brahms).

Le music-hall

Bobino, 21 h. : Dzi-Croquettes.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia, 21 h. 30 : la Magie.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : la Vie d'un honnête homme, de S. Guitry ; 18 h. 30 : Sex business made in Pasing, de H. J. Syberberg ; 20 h. 30 : Blow up, de M. Antonioni ; 22 h. 30 : Song of Summer ; Isadora Duncan, de K. Russell.

Les exclusivités

AGUIRRE OU LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALICE N'EST PLUS ICI (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
ALOISE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., **, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Jean-Renoir, 9e (874-40-75), Gaumont-Sud, 14e (331-51-61), Marotte, 2e (231-41-39), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
LA BALADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BELLADONNA (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CE CHER VICTOR (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Templiers, 3e (272-94-56).
LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Caméo, 9e (770-20-89), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : France-Elysées, 8e (225-19-73), Maxeville, 9e (770-72-87), Quintette, 5e (033-35-40), Fauvette, 13e (331-56-86), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Nations, 12e (343-04-67), Murat, 16e (288-99-75), Studio Raspail, 14e (326-38-98).
CLAUDINE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 heures et 22 h 15.
LES DEUX MISSIONNAIRES (It., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (734-20-70), Murat, 16e (288-99-75).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepot, 14e (783-67-42).
EMILIENNE (Fr., **) : Balzac, 8e (359-52-70), Images, 18e (522-47-94), Omnia, 2e (231-39-36), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48).
EXHIBITION (Fr., **) : La Clef, 5e (337-90-90), Ermitage, 8e (359-15-71), Miramar, 14e (326-41-02), Helder, 9e (770-11-24), Scala, 10e (770-40-00), Napoléon, 17e (380-41-46), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Liberté-Club, 12e (343-01-59), Magic-Convention, 15e (828-20-32).
LA FAILLE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Nations, 12e (343-04-67).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Templiers, 3e (272-94-56).
LE HAREM (It., **, v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'INTREPIDE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Fauvette, 13e (331-60-74).
LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; v.f. : Maxeville, 9e (770-72-86), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
KAFR-KASSEM (Lib., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LOS CACHORROS (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LES ORDRES (Fr.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16).
SECTION SPECIALE (Fr.) : Athena, 12e (343-07-48) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 6e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (335-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Boul' Mich', 5e (033-48-29) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).

Les films nouveaux

SIX MINUTES POUR MOURIR, film américain de Michael Tuchner. V.o. : Balzac, 8e (359-52-70). V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA POLICE AU SERVICE DU CITOYEN, film italien d'Enrico Maria Galerno. V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Palace, 17e (387-77-29).

TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Concorde, 8e (359-93-84) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
VA TRAVAILLER VAGABOND (Brés., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VILLA LES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
VIOLENCE ET PASSION (It., vers. Ang.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE VOYAGE FANTASTIQUE DE SINBAD (A., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (Rus.) v.o. : Olympic-Marylin, 14e (783-67-42).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.) v.o. : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : PLM-Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A.) v.o. : Champollion, 5e (033-51-60).
CHERIE JE ME SENS RAJEUNIR (A.) v.o. : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DELIVRANCE (A.) (**) v.o. : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LES DEMOISELLES DE ROCHEFORT (Fr.) (70 mm) : Maine-Rive Gauche, 14e (567-06-96).
DOCTEUR FOLAMOUR (A.) v.o. : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
FELLINI-ROMA (It.) (**) v.o. : Arlequin, 6e (548-62-25).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd.) v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
GIMME SHELTER (A.) (**) v.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LAWRENCE D'ARABIE (A.) (70 mm) v.o. : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
MOULIN-ROUGE (A.) v.f. : Studio Marigny, 8e (225-20-74).
MUSIC LOVERS (Ang.) (**) v.o. : Dominique, 7e (551-04-55).
ROSEMARY'S (A.) (**) v.o. : Bonaparte, 6e (326-12-12), Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96), Vendôme, 2e (073-97-52).
SENSO (It.) v.o. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Dragon, 6e (548-54-74), Quintette, 5e (033-35-40), Action-Lafayette, 9e (878-80-50), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
SOLDAT BLEU (A.) (**) v.o. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
UN ETE 42 (A.) v.o. : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62), Max-Linder, 9e (770-40-04), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : La Pagoda, 7e (551-12-15).

Les festivals

LUCHINO VISCONTI (v.o.). — Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h. : le Guépard ; 17 h. 30 : Mort à Venise ; 20 h. : Sandra ; 22 h. : les Damnés.
FEDERICO FELLINI (v. o.). — Boîte à films II, 17e (754-51-50), 13 h. : Huit et demi ; 16 h. : les Clowns ; 18 h. : Il bidone ; 20 h. : Amarcord ; 22 h. : Fellini Roma.
ROCK, POP, BLUES AND BEATLES (v.o.). — André-Bazin, 13e (337-74-39) : Garçons dans le vent (v.f.).
FRED ASTAIRE - GINGER ROGERS (v. o.). — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : l'Entreprenant M. Petrov.
JEAN ROUCH. — Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42).
HOMMAGE A RAINER WERNER FASSBINDER (v.o.). — Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) : Tous les autres s'appellent Ali.
MARAIS, 4e (278-47-86). — Images à propos du procès de Gilles de Rais.
MARAIS II, 4e (278-47-86) : Steamboat Bill Junior.
VARIATION SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.). — Studio Parnasse, 6e (326-58-00) : l'Escalier.
ERIC ROHMER. — Noctambules, 5e (033-42-34) : la Collectionneuse.
CINQUANTE ANS DE CINEMA AMERICAIN (v.o.) — Action Lafayette, (878-80-50) : les Chiens de paille.
ELIA KAZAN (v.o.) — Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : le Fleuve sauvage.
INGMAR BERGMAN (v.o.) — Racine, 6e (633-43-71) : Sourires d'une nuit d'été.
LA FETE A WOODY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : Bananas.
JEAN VIGO. — Le Seine, 5e (325-92-46), 12 h., 14 h. 10, 16 h. 20, 18 h. 30 : l'Atalante ; 13 h. 20, 15 h. 20, 17 h. 40 : Zéro de conduite.
HOMMAGE A PIERRE FRESNAY. — Théâtre de la Michodière, 2e (742-95-22), 16 h. 30 et 20 h. 30 : Dieu a besoin des hommes ; 18 h. 30 : L'assassin habite au 21.

ÉLYSÉES LINCOLN
QUINTETTE - DRAGON
ACTION LAFAYETTE
14 JUILLET





Festivals

« HAMLET », par Denis Llorca à Carcassonn

Il y a une vingtaine d'années, Jean Deschamps, disciple Vilar, organisait dans la vieille cité de Carcassonne, orgueil de V let-le-Duc, un festival d'où naissait un centre dramatique, le Thé du Midi. Aujourd'hui, Jacques Echantillon succède à Jean I champs, nommé secrétaire général des Festivals de France. Le ce dramatique prend pour nom les Tréteaux du Midi et, à Carcasso le festival s'étend, s'ouvre à de nouveaux lieux, à la musique, danse, à la chanson, à la culture occitane et à des troupes région trop peu connues. Vingt-quatre spectacles sont invités, dont créations, avec la première production des Tréteaux du Midi : *Hamlet* adapté, mis en scène et joué par Denis Llorca.

Les escaliers en flèche, la haute muraille à créneaux qui surplombe la paisible Carcassonne représentent le sombre château d'Elseneur où, vautrés autour de trois tables de bois, le roi, la reine, la cour se perdent en ripailles et trivialités, boivent dans des crânes de longues rasades, scandant des « Skoll ! » *tonitruants.* « Quelque chose est pourri au royaume de Danemark », *et Denis Llorca, qui aime les films de cape et d'épée, les Vikings façon Hollywood, montre la pourriture à grands traits violents, découpe des personnages frustes, absorbés par la jouissance de l'instant, l'intérêt immédiat.*

Mais deux enfants, deux innocents, troublent la fête de ces gavés de plaisir et de bassesses. Hamlet et Ophélie s'aiment parce qu'ils sont différents des autres et qu'ils souffrent. Puisque Denis Llorca, force de la nature au visage buté, joue Hamlet, il ne peut pas être question de l'adolescent pâle, rongé de fièvre, transmis par la tradition romantique. Il n'est pas question non plus des angoisses d'un intellectuel de la Renaissance égaré dans l'obscurantisme du Moyen Age. L'homme du progrès, c'est Horatio. Il veut utiliser le prince légitime contre l'usurpateur pour assainir le pays, le sauver de la tyrannie, du désastre proche. Denis Llorca reporte sur lui des répliques d'Hamlet pour en faire ce personnage-clé, ce politique lucide dont la stratégie échoue parce qu'il ne se rend pas compte à quel point Hamlet est atteint. Il met sa morosité sur le compte d'un écœurement compréhensible. Or, ici, l'enfant est frappé à mort parce que l'image de sa mère est brisée.

***

Horatio le pousse à l'action et, en même temps, déchaîne une vitalité forcenée qui se canalise en actions destructrices incontrôlables. Hamlet ne peut pas franchir l'interdit de l'inceste, mais il tue Polonius. Ainsi, il entraîne Ophélie, petite sirène éperdue, dévorée de pureté et de pas sur le calme chemin du suici

Denis Llorca ne déplace seulement les personna d'Hamlet et d'Horatio. Il déc les scènes, en fait un mon sec, heurté, transforme le dr en mélodrame brutal, échevelé avance à coups d'actions sche tiques, adaptées d'ailleurs lignes nettes des massives mu les de Carcassonne. Mais il r que une dimension, celle du d « Etre ou ne pas être », *murr Hamlet à l'adresse d'Ophélie, crie comme un juron :* « Et *Le doute, il le rejette pou lancer dans une fuite en a moins riche que les ques fondamentales éternelles sées par Shakespeare. De pour jouer le jeu du plein et détacher Hamlet et Ophéli reste du monde, il fait de H tion (Christian Delangre) raisonneur, et impose aux a un seul ton : le cri. L'effet voulu, mais les réduit singul ment. En revanche, Hamle Ophélie (Stéphanie Loïk) remarquablement ces enfant toujours, victimes assourdie aveugles d'une révolte qu mène nulle part.*

Denis Llorca possède la mesure, le lyrisme, l'intellig théâtrale. Il sait créer des ments foudroyants. Mais il tellement obéir à la mytholog comédien-bateleur, il se bute point contre « les intellectu que, par défi et refus, il se tente d'établir les grandes l du spectacle et laisse de lon plages vides. De toute faço théâtre ne peut pas concurr le cinéma dans le spec d'aventures, même en plein a le plein air ne sert pas Ha drame d'intrigue et d'écraser

Cet Hamlet, on l'espère, vera la dimension qui lui ma dans les salles fermées o tournera pour les Tréteaux Midi et au Théâtre de la Pl où il sera sans doute repri novembre.

COLETTE GODAR

★ Prochaines représentations 11 juillet à Carcassonne, le 2 à Sète.

Boulez à Meslay

Depuis la venue de Pierre Boulez et du London Sinfon en 1971, les Fêtes musicales de Touraine se sont ouvertes à taines tendances contemporaines, ce qui paraît inquiéter les habi Mais, si Schönberg est — et restera — un auteur « difficile », l tude de la plupart des organisateurs de concerts à l'égard d création est trop timorée, elle relève d'un mercantilisme trop inso pour que la présence de Stockhausen à Meslay l'an dernier, de B Boulez et Globokar cette année, soit sujette à caution : il ne s que d'un signe des temps, d'une reconnaissance naturelle des val établies.

Il y a, évidemment, un certain mérite à vouloir faire admettre Webern ou Varèse à une bonne partie de ceux qui fréquentent le festival de longue date. Mais il n'est pas certain que quelques concerts suffisent à leur faire aimer ce qu'*a priori* ils n'étaient pas venu chercher. Il vaudrait mieux attirer un nouveau public, afin de combattre le snobisme dont toute manifestation un peu originale est menacée à plus ou moins brève échéance.

Le programme du dernier concert de l'ensemble Musique vivante débutait par la *Symphonie de chambre* de Schönberg, dirigée par Boulez avec une rigueur d'autant plus étonnante qu'elle était exclusivement au service de la souplesse du discours. Compositeur, Boulez connaît l'importance capitale des transitions : il y apporte un soin inhabituel, il excelle naturellement dans une œuvre où elles abondent. Il faut signaler également une réussite trop souvent tenue pour impossible dans cette partition : l'équilibre entre les cordes et les vents. Miracle de dosage des timbres, ensuite, dans les *Pi opus 10* de Webern, auxquelles cédait le *Chœur a cappella op* par la Schola Cantorum de Stutt ensemble vocal d'une qualité ex tionnelle.

Desservie par l'orchestre, style plus ardu, la cantate *Augenlicht* — toujours de Weber fut néanmoins redemandée et b coup mieux rendue la seconde Enfin, précédant les *Noces* de vinski, *Cummings ist der Di* (1970) de Boulez pour chœur r et vingt-quatre instruments (conteste l'une des partitions le explicitement poétiques de son teur) fut accueilli avec le même thousiasme.

GÉRARD CONDI

■ Le deuxième Festival méditerranéen des jeunes interprètes aura lieu jusqu'au 18 octobre. Placé sous le patronage de la direction de la musique, de l'art lyrique et de la danse, et de la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon, ce festival itinérant présentera trente spectacles dans différentes villes, entre la frontière italienne et la frontière espagnole. Les estivants pourront écouter de nombreux récitals de piano, de guitare classique, de flûte et de jazz avec Claude Bolling et Pierre Barbizet. La compagnie Dora Feilane donnera plusieurs spectacles de ballets. L'orchestre de chambre Paul Kuentz se produira à Port-Leucate et à Port-Camargue. Toutes ces manifestations seront gratuites grâce au concours de la municipalité de chaque station, et des sociétés intéressées à l'aménagement touristique des régions concernées.

Théâtre

UN CENTRE DE CRÉATION A PARIS

Le Théâtre au Présent, c tre de création contempora s'ouvre à Paris et s'installe Palace. Pierre Laville, qui a été pressenti par M. Michel C pour assurer avec Marcel Ma chal la codirection du T.E.P. où Guy Rétoré a été finalem maintenu dans ses fonctions, entend y accueillir le jeune th tre en suscitant de nouveaux a teurs et en encourageant la r lisation de leurs œuvres.

Dix spectacles seront cr d'octobre 1975 à juin 1976. Mar Maréchal présentera *Une ar mone pour Guignol* (créé en n au T.N.P. de Lyon), et *le Dia à ressort* d'Alberto Vidal, mis scène par l'auteur. Le Théâtre Présent créera peut-être au des œuvres d'André Benedet de Copi et de Liliane Atlan.

Une formule d'abonnements tarif réduit est mise au point c devrait permettre à ce centre création d'avoir « son » public.

ARTS ET SPECTACLES

…position

Couturier à la Monnaie

qui dessinent ont souvent de Ceux qui sculptent plus re- · la masse est là, et mange qui aurait pu être un « trait ».

ier a résolu la question en it une sculpture où le vide les masses, au bénéfice du ie. Il est même parfois par- donner de l'humour à ces : masses féminines...

u ni connu, le temps d'un entre deux chemises. » En- traits, accroché, bien sou- is du vide, le sein tient — ibe — avec l'allégresse un uoise du poème de Valéry.

it bien que tout s'arrange r Couturier, riche d'une obs- d'enfant, a employé un cle à ne pas renoncer, dans ture, aux mérites propres au Au reste, la femme étant son ojet, la rétrospective « Ro- uturier » que nous offre la est le commentaire détaillé deux cents sculptures, une ine de médailles, plus de iquante dessins, fermes et gravures, affiches, lithogra- érigraphies, etc.) d'un travail cesse d'alléger tout autour in nu.

i les Fillettes de 1929 et représentations charnues Il en est bien d'autres, la e cesse de fondre, mais l'im- est qu'il en reste toujours pour l'équilibre. Pourtant, r aime le risque, et ne se -même qu'en portant à l'ex- s dépouillement par divers moyens, qui marquent les étapes de son œuvre. C'est d'abord, vers 1944-1948, la simple élongation, plus ou moins accompagnée de stylisation de la forme humaine (Adam et Eve, la Femme qui marche). *Puis les armatures entrent en jeu avec deux œuvres caractéristiques de la période des années 1952-1960 : le grand bronze* la Femme couchée *(n° 54 1952)* l'Armature pour une baigneuse *(n° 57 1953, musée d'Art moderne de la Ville de Paris), l'une des réalisations les plus poussées. La suggestion porte à la fois sur le volume et sur le mouvement. Par la suite, l'armature elle-même évoluera en se simplifiant. L'allègement devient une ascèse, et ce n'est pas par hasard qu'une œuvre récente se nomme* Presque rien *(1973). Entre-temps, il y a eu de savoureux paradoxes : la nageuse devient une petite tieque d'où n'émergent que les trois masses indispensables du ventre et des deux seins. On les retrouvera sur tout le parcours, sans jamais aucun caractère obsessionnel. Boules ou renflements, purement utiles, comme signe du sexe choisi et indispensables comme dernier refuge du poids. Sans eux, nous en serions restés au dessin.*

Le goût de la légèreté, qui ne va pas sans une élégance gracieuse et laconique, porte Couturier à un choix précis du matériau ; au bronze et au plâtre plutôt qu'au marbre et à la pierre, au fil de fer, au bois et au papier même. Il est à l'aise dans les petits formats qui soulignent vite son don du calembour volumétrique, parfois un peu espiègle, et ses trouvailles drôles dans le contrepoint. Cependant, on trouvera dans l'escalier une maquette pour une fontaine, qui prouve que le monumental n'est pas exclu chez un artiste manipulant avec tant de brio *les « petites masses ». La gaieté règne de toute manière, puisque cette fontaine est permissive : « On peut sauter de pierre en pierre et escalader les sculptures. » Heureux monument, perméable aux joies d'écoliers.*

Si Couturier est à la Monnaie, c'est que, depuis 1949, il fait œuvre de médailleur. Son Maillol *a été une entrée très remarquée. Les vitrines de la haute salle centrale présentent une excellente série de reliefs où le sens poétique du signe essentiel est exalté par la discipline du genre. Le sculpteur avait déjà l'habitude de l'insertion bien équilibrée et du discours net et sensible. Bien entendu, son humour est à l'honneur dans la séquence très réussie des* Amours de Jupiter *ou dans la* Lune *où nous retrouvons les « petites masses » devenues les traits du visage de la déesse. Et, pour une fois, Couturier nous révèle qu'il sait comprendre délicatement le portrait.*

Nous le savions depuis les têtes de Germaine *(1939) et de* Camille *(1946) mais presque toutes les sculptures, décidément frondeuses, avaient pris un autre cours. Couturier est un sculpteur qui pratique le dessin et la liberté individuelle.*

PAULE-MARIE GRAND.

★ Hôtel de la Monnaie, quai Conti, jusqu'au 30 septembre.

…lture

Paris, férié toute la semaine

aris, en ce moment, c'est 14 juillet tous s. Dans les jardins des Tuileries, le secré- Etat à la culture et l'Office de tourisme voulu qu'une fête permanente illumine les d'été », du 25 mai au 16 août. A mi-chemin Tivoli et Central Park, les Tuileries s'enca- t au son des manèges et des musiques de . Sur le podium installé au-dessus du grand se succèdent des chanteurs, des ballets et arades. Grand maître des cérémonies, Yves Mourousi a essayé de « faire battre le cœur de Paris au rythme de la fête ».

Pendant que les fanfares de la gendarmerie retentissent dans les allées des Tuileries, le spectacle s'installe « sur les pavés du Marais », de 19 à 22 heures. Folklore, mime et théâtre, jazz et musique classique, le Festival offre une fête gratuite aux passants. Et le soir, devant un public ravi, des chevaliers s'affronteunt au cours d'un tournoi moyenâgeux reconstitué place des Vosges.

oleil amène aux jardins les de famille et leurs enfants, iples et quelques âmes soli- qui viennent lire ou dormir pelouses. C'est l'ambiance fant des parcs, avec plus que d'habitude. On entend de plaisir les jeunes spec- du petit cirque, on en utres se presser au pied d'escalade installé par le re des armées. Attractions s ou manèges tradition- y a de quoi s'occuper pour les bourses et tous les — à condition d'avoir de quinze ans. Pour les le tour des attractions est t : ils reviennent le soir discothèque.

tir de 15 heures, l'Orches- la police ou le peloton cliste défile dans la grande uivi par des nuées d'en- ut dansent ou marchent au la créé un climat de fête le chez nous » et les tou- trangers ne s'y trompent sont bien là les fanfares uillet et les défilés. « *Mon revient de Côte-d'Ivoire, j'ai amené ici* », explique lescent qui fait son devoir e sans avoir l'air de s'amu- ement. Mais il faut venir est comme la tour Eiffel Sacré-Cœur.

Mourousi, l'infatigable ateur de Radio-France et première chaîne de télévi- vait animé les années pré- s la cour Carrée du Lou- le la place Vendôme ; cette le cadre est à la mesure de bition. En plus de l'organi- générale, il signe de nom- mises en scène, ainsi celle lts de la gendarmerie. J'au 12 juillet, à 21 heures, lerie et l'infanterie de la épublicaine, l'escadron mo- ite, etc., évoluent sur le podium. A noter la presta- s gymnastes de la garde ableau final. Mais cela ne pas le prix de l'entrée : à monter ce genre de spec- on aurait pu y introduire d'imagination. Ne serait- un peu d'histoire, puisque y prêtait. D'ailleurs, le pu- pprécie particulièrement la le l'Empereur, et Napoléon, figurine attrayante de ce échiquier, a été longuement di. Et même bissé. Quant présentation d'Yves Mou- du style reportage télévisé, est à la hauteur ni du site spectacle. Elle détruit en fait peu l'ambiance qui règne out de la soirée, quand les teurs se sentent impres- s par la majesté des lieux prestance militaire. ont venus, endimanchés et els. Mais à la fin du specta- ttention est moins soutenue erveillement, disparu. Vers 30, le public se disperse sans ait eu le sentiment de par- à une fête : tout le monde a se coucher, au grand dam rains, qui se disent victimes « escroquerie » : il y a oup de gens pour les fêtes uileries, mais pas pour eux.

Beaucoup de gens, effectivement : trois cent mille personnes déjà. Quinze mille pour Serge Lama et Claude François. Michel Sardou a remporté lui aussi un succès éclatant. Les invités d'Yves Mourousi occupant la tête d'affiche des hit-parades, la réussite était assurée.

Ce soir on improvise

Au Marais aussi, on a décidé de faire une fête populaire, parallèlement aux manifestations traditionnelles du Festival. Mais les moyens sont moins importants, le décor et les conceptions différents, puisqu'il s'agit d'une animation de quartier.

Rue du Bourg-Tibourg, une centaine de personnes attirées par le jazz, qui porte très loin ses accents de gaieté, se pressent autour d'Eric Luter et d'Olivier Franc. Ou bien ils s'arrêtent pour écouter les chansons folkloriques proposées par Renaud et Gaël. Un peu plus loin, place du Marché-Sainte-Catherine, quatre élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre jouent *Service compris*, une de leurs créations. La sonorisation laisse à désirer, et le spectacle est souvent faible, mais une fois assis, on reste à les regarder sans déplaisir. A quelques rues de là, le mime Philippe Duval fait des prodiges : il improvise avec les spectateurs, il les fait jouer, il arrive à gommer totalement la distance entre l'artiste et le public. Les passants, attirés par l'orgue de Barbarie, ne songent plus à s'en aller.

« *Partant du principe qu'un quartier c'est une architecture plus des habitants, nous avons voulu cette année mettre davantage l'accent sur l'animation des rues, tout en restant fidèles à notre propos initial, qui est la mise en valeur du Marais* », explique Christian Oddos, secrétaire général du Festival. « *Mais nous ne voulons pas faire n'importe quoi n'importe où. Bien que disposant de peu de moyens, nous nous efforçons de préserver une certaine qualité, tout en restant accessible à tout le monde.* »

Le pari semble tenu : les gens à leur fenêtre, les passants qui reviennent de faire les courses du dîner, les visiteurs, tous apprécient ces quelques heures de détente qu'on leur offre tous les soirs.

Plus décevante est la reconstitution de tournoi montée place des Vosges. La bande son est inaudible à chaque extrémité des gradins, les costumes sont assez minables et le spectacle pas très varié. On peut aussi déplorer que les palefreniers portent jeans et tee-shirts... Cependant, les cascades sont réussies et le public est tellement passionné que le spectateur le plus réticent se laisse gagner par la joie générale. Trépignements, hurlements, les enfants sont certes les plus heureux, mais les parents le sont aussi : « *C'est impressionnant quand ils se foncent dessus avec leurs lances* », dit une dame qui a crié quelques minutes auparavant, quand Henri II s'apprêtait à tuer son adversaire d'un coup de hache.

Avec de l'argent !

On a bien l'impression que la fête se tient là, au cœur du Marais, qui est le cœur de Paris bien plus que les Tuileries. L'an prochain, Yves Mourousi fera venir une vingtaine de vieux manèges de collection et organisera une exposition d'orgues. « *Ah ! si j'avais les moyens*, dit-il, *je ferais une fête de l'Europe, je ferais venir des groupes folkloriques.* » Quant au Festival du Marais, il essaiera de multiplier les rues piétonnes et de faire en sorte que celui qui se rendra à un spectacle ne traverse pas « *un quartier - musée, un quartier mort* ». « *Ainsi, le spectacle ne commencerait pas à l'entrée du monument mais dès l'arrivée dans le Marais. Avec de l'argent !... ce serait la fête dans un quartier pendant un mois.* » Pour ce faire, il faudrait que les subventions cessent . se concentrer aux Tuileries. — Cl. D.

■ La Fédération française des ciné-clubs organise du 15 au 29 juillet, à Marly-le-Roi, un stage national de formation où seront notamment étudiées les œuvres de Jean Grémillon et de R.W. Fassbinder. (Rens. 286-96-08.)

■ La galerie Regard, ouverte depuis quelques mois à Saint-Rémy-de-Provence, propose jusqu'à la fin du mois de juillet les dessins de Bernard Bygodt et les sculptures en fer de Jean-Pierre Nicolini. Elle présentera en août le livre-poème de Roubaud, la « Valise » de Vasarely, des sculptures-caricatures de Tim et, en septembre, des œuvres de Mathelin.

MERCREDI

STUDIO JEAN COCTEAU, 3, rue d'Arras, ODE 47-62

seul en exclusivité à Paris

KING-KONG

Ce film passe en V.O.

RADIO-TÉLÉVISION

D'une chaîne à l'autre

PORTRAITS CINÉMA SUR FR 3

● FR 3 va réaliser les portraits de quatre cinéastes : Abel Gance, René Clair, Michelangelo Antonioni et Claude Autant-Lara. M. Maurice Bessy, délégué général du Festival de Cannes, sera le conseiller technique de ces émissions de cinquante-deux minutes chacune.

DAISY DE GALARD CHARGÉE DES RELATIONS AVEC LE PETIT ÉCRAN CHEZ GAUMONT

● Mme Daisy de Galard, ancienne rédactrice en chef de *Elle*, va entrer en septembre-octobre chez Gaumont, où elle sera attachée à la direction et chargée notamment du secteur de l'actualité (magazines Gaumont-Pathé et rapports avec la télévision, problèmes de cinémathèque et de promotion). Mme Daisy de Galard, qui a été la productrice à la télévision de « Dim, Dam, Dom », est membre du conseil d'administration de TF 1.

LE GALA DE L'UNICEF SUR FRANCE-INTER

● Le gala organisé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), à l'occasion de l'année internationale de la femme, sera retransmis sur France-Inter le 8 juillet, à partir de 21 heures, au cours de l'émission « Pas de panique ».

APOLLO-SOYOUZ SUR EUROPE 1

● Le vol Apollo-Soyouz fera l'objet d'une « grande semaine spatiale », animée par Albert Ducrocq, du 12 au 17 juillet sur Europe 1. Deux soirées en direct de Houston seront exclusivement consacrées à cette opération (les 15 et 17 juillet).

VU

« Il faut qu'on parle »

Si nos souvenirs sont exacts, c'est sur ces quatre mots — « Il faut qu'on parle », — sur ces quatre notes que s'ouvre la Pointe courte, *le premier film entièrement écrit, réalisé à la caméra-stylo par Agnès Varda en 1954 : les débuts de la nouvelle vague. Philippe Noiret descendait du train, ou peut-être Silvia Monfort. L'autre l'attendait à Sète sur le quai. On les voyait quitter la gare ensemble en silence, s'éloigner de dos. Et elle : « Il faut qu'on parle ». Nous n'étions pas bien nombreux ce jour-là dans la salle. Quand nous nous sommes séparés pourtant, c'est avec l'impression d'avoir assisté à un événement, on ne savait pas très bien quoi. D'avoir vu, entendu quelque chose d'absolument neuf. En quoi, on ne savait pas très bien non plus. Le ton, le découpage, la formidable liberté de regarder, de réfléchir, de s'expliquer complètement.*

Bien sûr, avant Agnès Varda, il y avait eu Melville, celui du Silence de la mer, *et Astruc avec son* Rideau cramoisi. *C'était tourné à l'économie déjà, mais c'était très littéraire encore, très classique.*

A part cela, rien. Les impatiences, les révoltes et les emballements des Cahiers du cinéma, le culte de Renoir, de Bergman et devant Rossellini le signe de croix.

On allait s'arracher bientôt les articles de Truffaut. 1954 : l'expression même « nouvelle vague » ne serait lancée que trois ans plus tard. Après les Tricheurs, *après* Et Dieu créa la femme. *Avant les* Quatre Cents Coups, *avant* A bout de souffle *et bien avant* Hiroshima mon amour *envoyé à Cannes en 1959.*

*C'était justement le sujet du dixième chapitre de l'*Histoire du cinéma *présenté lundi sur TF 1 par Armand Panigel en guise de commentaire de l'*Eau à la bouche. *Ils étaient tous là, Astruc, Vadim, Carné, Cournot, Rohmer, Demy, Varda, les vétérans de l'ancienne « vague ». Ils nous disaient comment ils s'étaient aventurés hors du système avec les moyens du bord, des héritages, des emprunts, des prêts entre copains. Ils évoquaient des batailles oubliées, des combats dépassés. Ils se demandaient pourquoi un succès si prompt à venir s'était si vite éloigné. Du jour au lendemain, autour de 1960, on a vu se renverser la marée. Brutalement, les gens en ont eu assez, ils ont tout rejeté en bloc. Et ils ont tout repris, ou à peu près. Bien obligé. Ce n'était plus le* Beau Serge, *c'était encore Chabrol. Ce n'était plus la pointe, c'était le gros du cinéma français. Et on a recommencé à attendre la relève, sans savoir d'où elle viendrait. Et puis il y a eu, par exemple, la* Salamandre. *C'était avant, bien avant la* Maman et la Putain.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 8 JUILLET

— *M. Etienne Fajon*, membre du bureau politique du parti communiste français, répond aux questions d'Etienne Mougeotte sur Europe 1 à 19 h. 30.

MERCREDI 9 JUILLET

— *Mmes Chombart de Lauwe* et *Olga Wormser-Migot*, et MM. Henri Alleg, Bablon (émigré malgache), Robert Badinter, Albert Memmi, N'Dongo (président de l'Union des travailleurs sénégalais), Palant (vice-président du M.R.A.P.), F. Rohmer, David Rousset et G. Soulier apportent leur témoignage au cours de l'émission « Un convoi de la mort, ou à propos du totalitarisme » de Claude Otzenberger, émission polémique dont la diffusion prévue au mois de mai pour le trentième anniversaire du retour de la déportation (sous le titre « Le train de la mort ») avait été différée. Quelques coupures et un cangement de dénomination ont permis sa reprogrammation sur TF 1 à 22 h. 5.

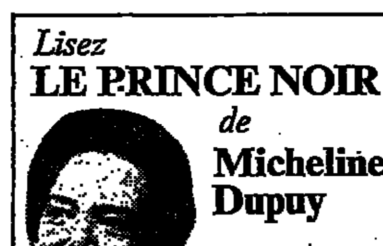
LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARDI 8 JUILLET

● CHAINE I : TF 1

Lisez
LE PRINCE NOIR
de
Micheline Dupuy
L'historienne de "Midi Première"
PERRIN



20 h. 35, Les animaux du monde ; 21 h., Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Littéraire : Des millions de livres écrits à la main. « Avignon », de P. Dumayet ; 22 h. 40, IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Les dossiers de l'écran : « Les Rois maudits ». (Le Lis et le Lion).

Sur les conseils de Robert d'Artois, Edouard III, roi d'Angleterre, prend les armes contre la France. Une guerre commence, qui durera cent ans.

Débat : « La fin des Capétiens et les origines e la guerre de Cent Ans ».

Avec la participation de M. Maurice Druon, de l'Académie française, de M. Ph. Contamine, professeur d'histoire à Paris X, de M. Fowler, professeur d'histoire à Edimbourg ; de M. Allmend, professeur d'histoire à Liverpool ; de M. Parisse, chargé d'enseignement à Nancy, de M. Drissen, professeur d'histoire à Düsseldorf.

23 h. 15, Journal de l'A 2.

● CHAINE III (couleur) · FR 3

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « les Menteurs », d'E. T. Gréville (1961), avec D. Adams, J. Servais, Cl. Brasseur, F. Blanche. (N.) (Rediffusion).

Une comédienne de vingt-cinq ans se grime en quadragénaire pour une escroquerie au mariage

22 h., FR 3 Actualités.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : « Bien-être individuel, bien-être social », avec Ph. d'Iribarne et R. Bono ; 21 h. 15, Orchestre symphonique de la radio de R.D.A. Direction W. Hauschild. Avec A. Burmeister, alto ; et E. Ander, piano : « Ionisation » (Varèse), « Concerto pour piano et orchestre » (R. Zechlin), « Concerto pour orchestre » (Lutoslawski) ; 22 h. 30, Entretien avec Henri Lefebvre ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Prestige de la musique avec l'Orchestre national, direct. K. Boehm et B. Nilsson : « Symphonie n° 41, en ut majeur Jupiter » (Mozart) ; « Prélude et Mort d'Isolde » (Wagner) ; « Léonore III », ouverture (Beethoven) ; « Salomé », scène finale (Richard Strauss) ; 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare ; 23 h., Musique d'aujourd'hui ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MERCREDI 9 JUILLET

● CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Dramatique : « Une ténébreuse affaire », de J.-L. Roncoroni. Réal. A. Boudet. Avec R. Bazil, N. Klein, A. Nobis, F. Lugagne, G. Delbat, etc.

Un ancien jacobin se dévoue à la cause de légitimistes, compromis dans un complot contre Napoléon. D'après Balzac

22 h. 5, Document : Le convoi de la mort, et à propos du totalitarisme, de C. Otzenberger.

Avatar du « Train de la mort » (le Monde daté des 13 et 14 avril) ; une réflexion suggérée par l'histoire du convoi n° 7 909, Compiègne - Dachau

23 h. 45, IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Série : Le justicier. « Exécution » ; 21 h. 25, Magazine d'actualités : Le point sur l'A 2 ; 22 h. 25, Sports sur l'A 2 ; 23 h., Journal de l'A 2.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Histoire du cinéma (cycle : le cinéma et le romanesque) : « la Valse dans l'ombre », de M. Le Roy (1940), avec R. Taylor, V. Leigh. (N.) (Rediffusion).

En 1917, à Londres, un officier, appartenant à une grande famille anglaise, s'éprend d'une jeune danseuse. Mais le destin les sépare

22 h. 15, FR 3 Actulaités.

● FRANCE-CULTURE

13 h. 30, Musique de chambre (E. Pennorwood, H. Barraud, G. Fauré) ; 14 h., Poésie. 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 15, Mercredi jeunesse ; 15 h. 2, Musique et sciences humaines ; 15 h. 30, Dossier : Les surdoués ; 17 h., Un livre, des voix : « les Rois mendiants », de Jean Lartéguy (réalisation B. Latour) ; 17 h. 45, Un rôle, des voix : Les personnages de « Falstaff » ; 18 h. 30, la Montagne magique (feuilleton) ; 19 h., La science en marche ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (en liaison avec TF 1), Emission médicale : Biologie du développement ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Concerto en mi mineur » (Jarnach-Platti), avec D. Rémy, R. Milosi, violons, « Ouverture pour cordes » (Lutoslawski), « Trois canzone » (Merulo), « Cheminement » (C. Lefèvre), « Pour cordes » (P. Metano) ; 22 h. 30, Entretien avec Henri Lefebvre ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « Capriccio » (R. Strauss), avec G. Janowitz, D. Fischer-Dieskau, P. Schreier, H. Prey, K. Ridderbusch, T. Troyanos, D. Thaw, A. Auger, A. de Ridder, K.-Ch. Kohn, les chœurs et l'orchestre symphonique de la Radiodiffusion bavaroise, direct. K. Boehm ; 23 h. (S.), Le concert du bibliophile : A propos du « Mahler » de Jean Matter ; 24 h., Musique et poésie : Michel Vachey (Vivaldi, L. Gianella, Schubert, L. Vinci, Stockhausen, Penderecki) ; 1 h. 30, Nocturnales.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du départ de Tsao Kuei-sheng, conseiller près l'ambassade, l'ambassadeur de la République populaire de Chine, M. Tseng Tao, a offert une réception, le lundi 7 juillet.

[En poste à Paris depuis six ans, M. Tsao Kuei-sheng était, depuis 1969, l'interlocuteur — toujours courtois, souriant et accessible — des journalistes français et des correspondants étrangers à Paris dans leurs relations avec l'ambassade. Son action a ainsi marqué, de façon importante, les rapports franco-chinois de ces dernières années.

Les premiers contacts de M. Tsao Kuei-sheng, avec la presse française, remontaient à 1954 puisqu'il était, cette année-là, à la conférence de Genève pour la paix en Indochine, porte-parole de la délégation chinoise conduite par M. Chou En-lai.]

Naissances

— Le docteur Dominique Dollé et Mme, née Claire Calon, et Constance ont la joie d'annoncer la naissance d'Eléonore.

Paris, le 1er juillet.

— M. Alain Péronny et Mme, née Claire Meckes, ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Nathalie.

Paris, le 6 juillet 1975.

Fiançailles

— Marseille.

Mme Henri Metras,

Le docteur et Mme Louis Robaglia,

sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants

Dominique

et

Dominique.

— M. Henri Picq et Mme, née Madeleine Bouton,

M. Michel Ricard et Mme, née Claude Astier,

ont la joie de faire part des fiançailles de leurs enfants

Catherine

et

Pierre.

203, bd Saint-Germain,
75007 Paris.
51, avenue Bosquet,
75007 Paris.

— Le Dr et Mme Jean Cornette,

Le Dr et Mme Pierre Marty,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Sylvie

et

Jean-François,

le 6 juillet 1975.

21, avenue Gambetta,
Vernon.
29, rue du Méridien,
Mauriac.

Mariages

— M. et Mme Franck Willetts,

Mme Raoul Glize,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Susan

et

Jean-Louis,

qui a eu lieu le 5 juillet 1975 en l'église Laurence' Church, à Coventry.

144 Cubbington Road,
Coventry C V 67 B L (Grande-Bretagne).
85, avenue de Picot,
Le Vigean, 33320 Eysines (France).

Décès

— Colombes.

Mme Maurice Diepois, son épouse,

M. et Mme Gilbert Diepois et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants,

L'équipe de direction et le personnel de la SPIC et de ses filiales,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DIEPOIS,
industriel,
chevalier dans l'ordre national du Mérite,
chevalier de l'économie nationale,

survenu, muni des sacrements de l'Eglise, le 5 juillet 1975 à l'âge de soixante-cinq ans, à Colombes (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 9 juillet 1975, à 11 heures, en l'église Sainte-Marie des Vallées, où l'on se réunira rue Pierre-Virol, à Colombes (messe de communion suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière ancien de Colombes).

Ni fleurs ni couronnes.

24, rue Joseph-Pène,
Colombes.
39, rue Denis-Papin,
Colombes.
SPIC, 41, avenue de l'Agent-Sarre,
Colombes.

— Mme Pierre Giard,

M. et Mme Antoine Giard et leurs enfants,

Dr et Mme Patrice Van de Velde et leurs enfants,

M. et Mme Philippe Picard et leurs enfants,

M. et Mme Bruno Giard et leurs enfants,

La famille et les amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GIARD,
libraire,

en sa soixante-dix-septième année, muni des sacrements de Notre Sainte Mère l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 8 juillet 1975, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-du-Saint-Cordon, à Valenciennes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue David-Desvachez,
53300 Valenciennes.

— Mme Maurice Gilson,

Mlle Lucie Gilson,

Le professeur Etienne Gilson, de l'Académie française,

Les familles Gilson, Rousselet, François, Fleurot, Cloûet, Pillaud, font part du retour à Dieu, le 6 juillet, dans quatre-vingt-huitième année, du

docteur Maurice GILSON,
électro radiologiste honoraire des hôpitaux.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-François-Xavier, à Paris (7e), le jeudi 10 juillet à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, avenue Constant-Coquelin,
75007 Paris.
5, avenue Duplelx,
75015 Paris.
89460 Cravant.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

—M. et Mme Jean Ginolhac, leurs enfants et leurs petits-enfants,

M. et Mme Frank Ginolhac et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, de

Mme Gustave GINOLHAC,
née Sara Turquaud,

survenu le 29 juin à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux a eu lieu dans l'intimité familiale.

M. Edouard LEBAS,
ancien préfet de la Manche,

est décédé le 4 juillet.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Carteret.

De la part de Mme Lebas, son épouse, de ses enfants et petits-enfants.

[*La biographie de M. Lebas a paru dans* le Monde *du 6-7 juillet.*]

— Mme de Montigny,

M. et Mme Leclerc et leurs enfants,

M. et Mme Delafon et leurs enfants,

M. et Mme Boisaubert et leur fille,

Mme Bénédicte de Montigny,

Mlle Françoise de Montigny,

Mlle Marie-Louise Jacquet,

Mlle Jehanne de Montigny,

M. et Mme Hesbert et leurs enfants,

Les familles Poirier-Coutansais, Dary, de Langavant, de Lanceseur, font part du rappel à Dieu de

M. Lucien DE MONTIGNY,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique,
chevalier du Mérite social,
chevalier dans l'ordre des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
ancien sénateur,
maire honoraire de Mayenne,
président honoraire de la commission administrative des hospices,
médaille d'honneur, départementale et communale,
avocat au barreau de Laval,
conseiller général,
président de l'office départemental d'H.L.M.,
président du S.I.V.M. de la région de Mayenne,

survenu en son domicile à Mayenne, 13, rue Paul-Lintier, le 5 juillet 1975, à l'âge de soixante-six ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Martin de Mayenne.

Réunion et condoléances à l'église. Ni fleurs ni couronnes, des messes. Cet avis tient lieu de faire-part.

[*La biographie de M. de Montigny a paru dans* le Monde *du 8 juillet.*]

— L'Association nationale des assistants de service social (ANAS) a le très grand regret de faire part du décès, le 3 juillet, de

Marie PHALIP,
qui fut secrétaire générale de 1953 à 1958
et présidente nationale de 1958 à 1960.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

La messe de 19 heures du jeudi 10 juillet à Saint-Charles de Monceau, sa paroisse (crypte 22 bis, rue Legendre, 17e), sera dite à son intention.

ANAS,
3, rue de Stockholm,
75008 Paris.

— Sallanches - Paris - Chambéry - Dijon.

Mme Georges Viard,

M. et Mme Jean Viard et leurs enfants,

M. et Mme Dominique Viard et leurs enfants,

M. et Mme Michel Viard et leurs enfants,

M. et Mme Pierre-Jacques Viard et leurs enfants,

Le Père Claude Viard, S.J.,

M. et Mme Jérôme Viard,

Tous les parents et alliés,

Le personnel des Établissements Viard,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Georges VIARD,

survenu le 4 juillet, dans sa soixante-dix-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques de Sallanches.

Remerciements

— La Roche-sur-Yon.

Mme Lucien Durand,

M. et Mme Jacques Durand et leurs enfants,

Mme Christiane Durand et ses enfants,

très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Lucien DURAND,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Communications diverses

— Comme chaque année, « Le Sabot de Noël » ouvre un concours d'affiches pour la campagne de fin d'année 1975. Tous renseignements seront fournis auprès de M. André Chanu, délégué général de l'Association, 19, avenue de l'Opéra, 75001 Paris ; 260-52-06, 260-47-19.

Visites et conférences

MERCREDI 9 JUILLET

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., façade, portail gauche, Mme Bacheller : « Notre-Dame et ses parties hautes ». — 15 h., devant l'église, Mme Garnier-Ahlberg : « Notre-Dame des Victoires et son quartier ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Oswald : « Hôtel de Sully ». — 15 h., 6, place Paul-Painlevé, Mme Zujovic : « Hôtel de Cluny ». — 15 h. 30, hall gauche, côté parc, Mme Langlois : « Le château de Maisons-Laffitte. — 21 h., marche se l'église Saint-Gervais : « Le Marais illuminé ».

Réunion des musées nationaux. — 10 h. 30 et 15 h., musée du Louvre : « Visite des chefs-d'œuvre des collections » (français et anglais).

CONFERENCE. — 20 h., 12, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève : « Scientologie. Philosophie religieuse appliquée. Méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (entrée libre).

Bitter Lemon
de SCHWEPPES.
Le SCHWEPPES étiquette bleue.

DÉFENSE

Selon des statistiques du Pentagone

L'Iran et l'Arabie Saoudite reçoiven[t] plus de la moitié des livraisons d'armements américains à l'étrange[r]

Les Etats-Unis ont livré, en une année, environ 6 600 millions de dollars (l'équivalent de 29 milliards de francs) de matériels de guerre à l'étranger, selon des statistiques du Pentagone qui font état des ventes durant l'année budgétaire juin 1974-juin 1975 et que M. Gaylord Nelson, sénateur démocrate du Wisconsin, vient de rendre publiques à Washington.

Au total, on compte soixante et onze pays clients, mais il est intéressant d'observer qu'à elles seules les nations du Proche-Orient et du golfe Persique ont acheté pour 4 600 millions de dollars (environ 20 milliards de francs), soit de l'ordre de 70 % du total des ventes américaines à l'exportation. C'est du reste la même remarque qui peut être avancée pour la France : les livraisons d'armements français à l'étranger se sont élevées, en 1974, à environ 7 800 millions de francs, pour soixante et onze clients : l'Arabie Saoudite ou l'Irak (pour des chars, des auto-mitrailleuses ou des armes antichars) et la Libye (pour des systèmes anti-aériens, viennent, la plupart du temps en tête des pays acquéreurs de matériels français.

Dans le cas des Etats-Unis, ce sont l'Iran et l'Arabie Saoudite, avec respectivement 2 371 millions de dollars et 1 152 millions de dollars, qui réalisent, environ, 53 % du montant total des livraisons américaines à l'étranger. Il convient d'observer que ces livraisons ont été payées comptant, à la différence d'Israël, qui fait appel au crédit et dont les livraisons en matériels militaires américains se sont montées à 861 millions de dollars au total. Les pays qui font appel, le plus souvent, au crédit sont des Etats latino-américains, en particulier, l'Argentine, le Salvador, l'Uruguay ou le Venezuela.

Selon les statistiques révélées par le sénateur amér[...] l'Egypte n'a pas été un [...] important de l'armement p[...] outre-Atlantique, puisque l[...] vraisons, durant cette périod[...] été de 5 000 dollars (22 000 f[...] environ), la nature de ces [...] ments n'ayant pas été r[...] publique.

La France figure dans la [...] des soixante et onze client[...] Etats-Unis pour un monta[...] réglé comptant — de 3 2[...] dollars (environ 14 millior[...] francs), soit une somme sen[...] ment équivalente aux livr[...] faites, par exemple, à l'Inc[...] au Maroc, qui ont, aussi, [...] comptant. Ces livraisons [...] France se rapportent, notam[...] à des torpilles, des pièces d[...] change de missiles Tarta[...] d'avions embarqués Cru[...] ainsi qu'à divers équipemen[...] détection sous-marine.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITION

Mercredi 9 juillet

S. 6. - Ameublement. Mme Boisgirard.
S. 14. - Tabl. Mobilier. Me le Blanc.
S. 1. - Success. H... Tablx. Bibelots. Mobilier. Me Oger.
S. 8. - Livres anciens romantiques et modernes. Ouvrages sur Paris. — Mme Vidal-Mégret, Me Legueltel. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.

En France

LES FORCES NUCLÉAIRES S[TRA]TÉGIQUES OCCUPENT PLU[S DE] DIX-NEUF MILLE PERSO[NNES]

Pour cette année, les eff[...] militaires inscrits au budg[...] la défense sont de 584 406[...] répartis, indique un décret[...] récemment au *Journal offi*[...]

Forces nucléaires stratégi[...] 19 037 ; forces de manœu[...] 172 658 ; forces de sécurité [...] rale : 136 582 ; forces d[...] extérieure : 38 358 ; forces d[...] général : 64 550 ; recherche, [...] loppement et essais : 7 850 ; [...] tien des personnels : 100[...] soutien des matériels : 25 31[...] administration centrale : 19 3[...]

L'armée de terre totalise 2[...] personnels militaires, dont 2[...] cadres et hommes du rang [...] contingent. L'armée de l'air [...] lise 102 078 personnes, dont 3[...] du contingent. La marine n[...] nale groupe 68 315 person[...] dont 16 473 du contingent, [...] gendarmerie 73 647, dont 4 02[...] contingent.

La justice militaire tot[...] 197 officiers et sous-officier[...] service de santé des armées [...] prend 6 473 personnels de t[...] les spécialités, dont 230 du con[...] gent.

FEUILLETON

NUMERO 2

le beau Solignac

DE
JULES
CLARETIE

Paris. Eté 1809. — Cependant que Napoléon remporte les difficiles victoires d'Essling et de Wagram, Fouché, ministre de la police, interroge le commandant Rivière soupçonné d'appartenir à l'un des complots qui se trament contre l'Empire.

LA LETTRE D'AMOUR

LE visage de l'officier, qui était demeuré impassible, presque dédaigneux, en tout cas impénétrable, durant tout l'entretien, subit tout à coup une transformation singulière. Une expression d'étonnement et d'angoisse traversa ses yeux et un éclair d'inquiétude s'y alluma soudain, comme au fond d'une nuit sombre.

— Pourquoi me demandez-vous cela ? dit-il d'une voix calme encore, mais légèrement modifiée par la surprise.

—Commandant, fit le ministre — et il devint, à son tour, profondément sérieux, presque recueilli — nos *devoirs* ont leurs côtés pénibles, terribles même. Le revers de nos honneurs est fait de misères, croyez-le. Je ne sais rien de plus dur, parfois, et de plus cruel que de mettre le doigt sur certaines plaies, d'autant plus douloureuses soudain qu'elles ont été plus longtemps secrètes. Mais le policier est un peu comme le chirurgien : il procède à coups de bistouri.

— Commandant, reprit Fouché, mes agents n'on en effet rien trouvé de compromettant parmi vos papiers. Mais ils ont, chez vous, poussé fort avant les perquisitions, et ils ont apporté ici non seulement vos papiers personnels, mais ceux qu'ils ont trouvé chez votre femme.

— Ma femme ! s'écria Rivière. Voilà deux fois, monsieur le ministre, que vous mêlez le nom de ma femme à des débats où il n'a que faire ! Eussé-je risqué ma vie, à moi, que celle que j'ai épousée l'ignorerait et qu'elle ne mériterait ni le moindre soupçon ni la plus légère persécution.

— Commandant, dit Fouché à l'officier en lui tendant une des lettres qu'il avait examinées la nuit précédente, reconnaissez-vous cette écriture ?

Rivière hésita un moment à prendre ce bout de papier. Il lui semblait peut-être qu'il fallait le trouver brûlant comme une braise ou froid comme un serpent. Ce quelque chose d'inconnu qui était là l'effrayait vaguement, et le soldat de l'armée de la Moselle ignorait cependant le sens de ces quatre lettres unies : la *peur !*

— Oui, dit-il, après avoir jeté un rapide coup d'œil sur la lettre. Cette écriture, je la reconnais !

— Lisez donc, ajouta Fouché.

Avant de lire, Rivière passa sur son front sa main droite ; il sentit sous ses doigts les veines de ses tempes qui battaient, grossies comme par une congestion. Il lut rapidement la lettre comme on avale un poison, puis il recula en poussant un cri :

— A qui ? fit le duc lentement, lettre est-elle adressée ?

— A qui ? fit le duc lentement, je n'en sais rien. Mais cette lettre, et celles que j'ai là et qui l'accompagnent, a été trouvée dans les tiroirs d'un bonheur du jour en bois d'acajou qui fait partie du mobilier de Mme Rivière.

Chez elle ! s'écria le commandant en poussant une sorte de rugissement... Chez elle, cette lettre ?... Et ce serait à elle qu'on l'aurait écrite ?...

***

Il relisait maintenant ce papier que sa main venait de froisser, et qui, en quelques lignes d'une sinistre éloquence, contenait tout un drame de trahison, d'amour coupable, d'égarement, de folie. Il se fit en lui une révolution inattendue.

— Eh bien, quoi ! dit-il tout à coup, les yeux pleins d'une folle joie. Je suis insensé. Que prouve cette lettre ? Qu'est-ce que cette lettre ? Lettre d'amour, soit ! E après ?

Il la tendit à son tour à Joseph Fouché, qui la prit et la joignit lentement au dossier, après avoir passé dessus sa manche pour effacer la trace du dépit du commandant : Rivière l'avait presque déchirée à force de la froisser.

— Alors, vous ne connaissez pas le nom de la personne à qui cette lettre a été adressée ? dit le ministre de la police, toujours froid et poli comme de l'acier.

— Non, répondit le commandant.

— Au moins, savez-vous qui l'a écrite ?

— Je le sais.

— Pouvez-vous nous dire le nom de celui-là ?

— Pourquoi voulez-vous le connaître ?

— Vous refusez de le dire ?

— Certes, je refuse !

— Bien.

Il se fit un court silence.

— Comment, dit Fouché, s'appelle, j'entends de son petit nom, votre femme, commandant ?

— Thérèse, dit l'officier.

Fouché n'ajouta pas un mot : il choisit une autre lettre dans le paquet sur lequel Rivière tenait ses yeux rivés, et il la présenta au commandant en la tenant entre le pouce et l'index.

Les premiers mots de la lettre étaient ceux-ci : *Ma Thérèse aimée...*

— Ces lettres, dit le commandant, je veux les lire toutes !

Fouché prit le paquet et le passa au commandant. Ensuite il se leva, et, tandis que Rivière, les yeux presque hagards, se repaissait, en quelque sorte, de sa propre douleur, le ministre, debout près de la fenêtre, en soulevait les rideaux et regardait au dehors tout en étudiant, de côté, la trace de l'émotion que devait ressentir l'officier.

Ce fut le commandant lui-même qui rompit le silence.

— Eh bien ! dit-il, voilà une balle inattendue qui a passé bien près du cœur.

Les mots lui venaient aux lèvres sans qu'il les comprît et sans qu'il les cherchât. Ce n'était point cela qu'il pensait. En ce moment, ce prisonnier, cet époux meurtri, se disait : « Tout cela est faux. C'est un rêve. Il y a de ces cauchemars. On souffre, on pleure, on veut crier, on étouffe, puis on s'éveille. »

***

Le signal du réveil absolu, ce fut la voix de Fouché.

— Commandant, dit le ministre avec une certaine franchise, le secret que vous venez d'apprendre demeurera entre mon secrétaire particulier, vous et moi. C'est pour cela que je vous ai interrogé seul à seul. Il m'en a coûté de vous révéler à vous-même une aussi impitoyable vérité. Mais la nécessité l'exige. Presque toutes ces lettres se ressemblent ; mais toutes établissent qu'il se tenait dans votre maison des conciliabules et que votre femme, qui n'est pas votre complice, je crois, en avait cependant connaissance, par... l'auteur de ces lettres, qui est, ce que vous savez !

— D'où vous concluez ?...

— D'où je conclus que l'x du problème est, pour nous, de savoir et le nom de l'homme qui a écrit ces lettres à votre femme, et les noms des officiers de l'armée du Danube avec lesquels vous correspondez secrètement.

Je comprends, je comprends, dit alors le ministre en voyant l'émotion de Rivière... je comprends et je me tais. Mais quoi ! l'homme qui a écrit ces lettres serait libre à l'heure où vous attendriez votre jugement à la Conciergerie et à la Force ? Il pourrait aller, venir...

« Il pourrait la voir ! », songeait Rivière.

Et Fouché, avec une science infernale du cœur humain, devinait exactement l'effet que chacune de ses paroles à lui produisait chez l'époux trahi.

— Vous seriez le martyr de cet homme après en avoir été la dupe ? C'est impossible, commandant !

— Ainsi ? demanda Rivière.

— Ainsi vous allez me dicter le nom de celui qui a écrit ces lettres, et dès ce soir vous serez libre.

Le commandant abaissa son regard sur Fouché avec une expression de pitié plus encore que de colère.

— Monsieur le ministre, dit Rivière, il y a deux sortes d'hommes en ce monde : ceux qui vivent d'une infamie et ceux qui en meurent. Le jour où je me croirai capable de commettre la lâcheté que vous me proposez, je me ferai sauter la cervelle.

— Qui sait ? fit le ministre.

— Allons, fit le soldat, cessons cet interrogatoire, je vous prie. Vous ne saurez rien. Que cet homme soit un misérable et un traître, certes ; que je souhaite ardemment de me venger, vous n'en doutez pas. Je donnerais ma vie entière pour le tenir, à cette heure, au bout de mon pistolet. Mais l'infamie d'un Judas ne légitime pas une trahison. Je suis votre prisonnier. Gardez-moi. De moi, vous n'obtiendrez rien !

— Hélas ! dit Fouché avec une lenteur calculée. Aussi bien comptions-nous sur votre femme, commandant, mais...

— Ma femme ?

— Elle est en fuite. Elle est cachée. Votre appartement est séparé du sien. Lorsque, vous arrêté, nous avons voulu nous saisir d'elle, elle n'était pas là.

— Thérèse ! Thérèse ! murmura Rivière avec une atroce douleur. Eh bien ! oui, c'est horrible, c'est épouvantable, c'est vil. Je souffre tout ce qu'un homme peut souffrir. Mais le nom de ce lâche, mais les noms de mes amis, menacés par vous, vous ne les saurez pas.

— Jamais ?

— Jamais.

— Nous verrons, murmura Joseph Fouché, entre ses lèvres minces.

Il sonna.

— Conduisez le prévenu à la Conciergerie.

***

Claude Rivière était de ces hommes qui, dès leur entrée dans la vie, ont appris à traiter le danger comme un dompteur traite les fauves : il le méprisait. Une seule chose pouvait émouvoir cette âme virile : le spectacle d'une trahison. Et, cette trahison l'atteignant, il devait en être torturé jusqu'au plus profond du cœur ; car, sous la raideur militaire du commandant, comme un feu qui couverait sous une cuirasse de glace et la ferait fondre, se cachait une tendresse passionnée.

Cet homme, dont la vie avait été jusqu'ici occupée à braver les boulets et les balles, à donner la mort, à souhaiter le triomphe d'une république idéale et à travailler à sa venue, ce soldat de la patrie et ce combattant d'une idée était surtout fait pour aimer.

Tout jeune, il avait ador[é la] liberté et s'était senti co[mme] soulevé par le vent d'orage [qui] soufflait alors à travers Pari[s. Il] ne se rappelait même jamais s[ans] émotion ces premiers et ch[ers] souvenirs. Son père, Jean Rivi[ère,] le père Rivière, comme on l'ap[pe]lait dans le quartier du Tem[ple,] avait, rue des Vieilles-Haudr[ie]tes, sa boutique de drapier.

Avec ce tempérament, l'édu[ca]tion qu'il avait reçue, les sou[ve]nirs d'héroïsme classique [qui] bourdonnaient encore dans [sa] tête, avec l'atmosphère qu['il] respirait alors, Claude dev[ait] être — les bonnes gens n'y s[on]geaient pas ! — fatalem[ent] entraîné par ce mouvement [de] liberté qui allait, pour le ren[ou]veler, secouer le vieux mon[de.]

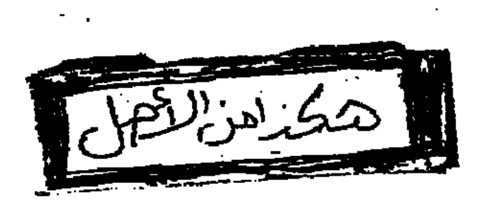
Après avoir vu le Consulat a[vec] crainte, il avait vu l'Empire a[vec] colère. Les officiers qui pensaie[nt] comme lui étaient nombre[ux.]

L'Empire, à son début, n'av[ait] rencontré dans le pays qu['un] assez froid accueil. Les fê[tes] publiques données pour célébr[er] la proclamation du prem[ier] consul à la dignité impéria[le] avaient été, dit Fouché quelq[ue] part, sans élan et sans gaie[té.] Napoléon s'en rendait comp[te] peut-être. Il fit donc tout po[ur] s'attacher l'armée ; il créa d[es] maréchaux parmi ses amis [et] parmi ceux qu'il n'aimait guèr[e,] mais que l'opinion publique l[ui] imposait, comme Jourda[n,] Masséna, Brune, Augereau, Ne[y,] tous quelque peu républicain[s] encore au fond de l'âme. Il s'at[ta]cha à désarmer le faubour[g] Saint-Germain au plus tôt.

En dépit de toutes ces avances, il y avait encore des Chouans [en] Vendée et des mécontents dans l'armée. Vainement, à la veille d[e] l'Empire, Bonaparte avait [...] expédié à Saint-Domingue le[s] régiments les plus notoiremen[t] républicains pour les faire déci[]mer par les Noirs. Il restai[t] encore assez d'esprits indépendants au milieu de l'armée française pour inquiéter l'ombrageux empereur, l'irritable César.

(A suivre.)

Copyright *le Monde*



	La ligne	La ligne T.C.
...RES D'EMPLOI	34,00	39,70
...es d'emploi "Placards encadrés" ...imum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
...MANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
...ITAUX OU ...POSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois internationaux

...A COMMISSION DES ...OMMUNAUTES EUROPEENNES

...GANISE UN CONCOURS SUR EPREUVES POUR LA CONSTITUTION D'UNE RE-...RVE DE RECRUTEMENT DE

...RADUCTEURS ADJOINTS

...expression allemande, anglaise, danoise, française, italienne et ...erlandaise

...ant accompli des études universitaires complètes sanctionnées ...r un diplôme

...our traduction de textes de caractère juridique, économique, admi-...stratif et technique.

...IMITE D'AGE : Maximum : 32 ans.

...AITEMENT DE BASE MENSUEL DE DEBUT COMPRIS ENTRE FF. 3.650 ET FF. 4.620

...EU D'AFFECTATION : BRUXELLES OU LUXEMBOURG

...ATE LIMITE POUR LA RECEPTION DES CANDIDATURES : 14/8/75

...es renseignements complémentaires ainsi que le FORMULAIRE DE CANDIDA-...URE OBLIGATOIRE sont publiés au Journal officiel des Communautés euro-...éennes, No C 149 du 4/7/75 qui peut être obtenu à partir du 7/7/75 auprès :

...du service de vente en France des publications des Communautés euro-...péennes, 26 rue Desaix, 75732 Paris-Cedex 15. Envoi contre remboursement de ... FF. au CCP 23-96. Prière de mentionner sur le talon de versement le ...uméro du Journal Officiel demandé;

...du Bureau d'Information des Communautés européennes, 61 rue des Bel-...s-Feuilles, 75782 Paris-Cedex 16;

...de la Commission des Communautés européennes, Division « Recrutement, ...ominations, Promotions », 200 rue de la Loi, 1049 Bruxelles (Belgique).

Très importante Société de Filature en Afrique du Nord située dans grand centre touristique, bien équipé,
recherche

INGENIEUR TEXTILE ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

ENSAIT, ESFTE, ESITM, ITR

3 à 5 ans expérience de fabrication en filature indispensables.
MISSION :
— Responsabilité de l'exécution des programmes de fabrication, commandement des ateliers.

Poste d'avenir stable.

Contrat intéressant.

Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 Strasbourg Cedex, réf. 612.

Important Bureau d'Etudes recherche

INGENIEUR D'ETUDES GENIE CIVIL

orienté plus spécialement vers LES PROBLEMES D'ASSAINISSEMENT
L'ingénieur retenu aura quelques années d'expérience acquise en bureau d'études ou en entreprise et sera libre rapidement pour un séjour de longue durée dans la capitale d'un pays du bassin méditerranéen.
Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) à PUBLIPRESS, sous référ. 482/500, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02

MINI. 2 ANS EXPERIENCE TELE TRANSMISSIONS. ECR. SEVME INFORMATIQUE Z.I. LES PALUDES 13400 AUBAGNE.

...REUSOT - LOIRE ENTREPRISES
recherche rapidement
pour chantier à l'étranger

controleur budgétaire

...aura la responsabilité du contrôle des ...épenses pour l'ensemble des travaux du ...hantier et il devra assurer les prévisions de ...résorerie locale.
...n demande une formation supérieure et ...ne première expérience en comptabilité, ...ontrôle budgétaire ou estimation de tra-...ux.

Envoyer C.V. prétentions et photo
...rvice du recrutement référence FG 109
CREUSOT - LOIRE ENTREPRISES
5 Rue de Monttessuy 75007 PARIS

Nous fabriquons et commercialisons des produits chimiques pour les fonderies (résines de synthèse, sables enrobés).

Nous avons acquis une haute technicité.

Nous recherchons

• Dans le cadre du développement de nos activités sur le plan international.

un négociateur
de haut niveau.

Il prendra contact avec les fabricants de produits similaires dans des pays du monde entier pour négocier des contrats de participation ou autres formules d'association. (Réf. N.B.)

• Pour promouvoir nos productions sur le **Benelux** et **l'Allemagne.**

un directeur

Responsable de l'unité de production en Belgique (20 personnes) et de l'unité commerciale en Allemagne. Il aura pour tâche principale le développement de la clientèle (potentiel important) sur ces secteurs. (Réf. B.B.)

un animateur des ventes
sur l'Allemagne.

De formation type E.S.C. Jeune de préférence mais ayant déjà l'expérience de la vente de produits industriels. (Réf. A.B.)

Pour tous renseignements complémentaires écrire (référence du poste à inscrire sur l'enveloppe) au :

cog hébert conseil
Poissonnière Building
11, fg Poissonnière, Paris 9e

COORDINATEUR ACHATS EQUIPEMENT ELECTRONIQUE POUR L'EUROPE

Pour Grande Société Internationale, Connaissances approfondies audio électronique. Très bons contacts avec milieux audio électroniques Europe indispensables. Aptitudes requises : Analyse, jugement, communication, négociations à des niveaux très divers, goût du détail, souci du contrôle rigoureux, Anglais parlé et écrit indispensable.

Prière rédiger lettre candidature en Anglais, sous réf. 57251 à
Havas Contact
156 Bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

GROUPE IMMOBILIER INTERNATIONAL
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL
pour TEHERAN (IRAN)

DIRECTEUR DE VENTES
pour FRANCE (COTE D'AZUR)

chargés
• de la commercialisation d'importants programmes immobiliers, • de l'organisation,
• de l'animation de la force de vente.

Les candidats seront :
• des Cadres de formation supérieure
• ayant une expérience commerciale immobilière de plusieurs années
• parfaitement bilingues français-anglais avec de bonnes notions d'allemand.

Rémunération proposée intéressante (Fixe + intéressement).

Adresser C.V. à U.I.I. - Chef du Personnel
33, av. du Maine 75755 PARIS CEDEX 15.

Contesse

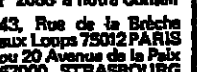
Société Française bénéficiant de l'appui d'une compagnie américaine, bien implantée sur le marché Européen et maîtrisant parfaitement les techniques de notre fabrication, nous avons franchi le cap de notre majorité en affirmant une position de leader dans notre activité.

Nous voulons poursuivre notre expansion au delà de nos frontières actuelles et confier la recherche de nouveaux marchés en EUROPE, AFRIQUE, MOYEN et EXTREME ORIENT à un

jeune cadre ...OMMERCE INTERNATIONAL

Basé à Paris, près de notre équipe commerciale FRANCE, il devra tirer le meilleur parti des informations disponibles pour s'intégrer dans le cercle des «CONSTRUCTEURS» Internationaux (Entreprises générales, Engineering, administration....).
Homme d'affaires, il apportera sa volonté de réussite à la mesure de nos ambitions. Le type de formation de base du candidat importe moins que sa personnalité, son expérience du «monde-du-bâtiment» et des relations internationales, sa maîtrise pratique de l'Anglais et sa disponibilité pour les déplacements.

Adresser CV détaillé + photo s/réf 2088 à notre Conseil



43, Rue de la Brèche aux Loups 75012 PARIS
ou 20 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux



MELITTA INTERNATIONAL
C.A. 2 milliards de francs - 10.000 personnes - recherche pour sa filiale française C.A. 100 millions de francs, en forte expansion, située près de CHATEAU THIERRY (à 89 kms de Paris)*

directeur commercial

De Formation Supérieure (ESSEC, ESCP, Sup de Co...), il aura une expérience de plusieurs années de la fonction et des circuits de distribution produits alimentaires et grande consommation.

Il sera l'animateur du réseau actuel de vente comprenant : 3 directeurs de ventes, 14 inspecteurs, 120 vendeurs, démonstrateurs et merchandisers.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais sera un atout supplémentaire mais n'est pas obligatoire.

Rémunération intéressante — restaurant d'entreprise et autres avantages. Pour ce poste, une voiture de fonction est prévue. Date d'entrée immédiate ou à convenir.

*CHATEAU-THIERRY 50mn de Paris par le train, sur les bords de la Marne, climat agréable, toutes écoles, loisirs, est une sous - préfecture.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 504 à Monsieur CROOS Société MELITTA 02570 CHEZY sur MARNE

S.A. en expansion avec image de marque recherche
INSPECTEUR DES VENTES TECHNICO-COMMERCIAL
hautement qualifié
introduit région Ouest pour production importante :
— Matières premières pour industrie première transformation ;
— Biscuiteries-pâtisseries, laiteries, conserveries industr.

Env. C.V. détaillé avec courrier manuscrit et prétentions à :
CEREGEL
16160 LE GOND PONTOUVRE.
Tél. : 95-68-23 ou 95-88-33.

Ecole Nationale Supérieure Aéronautique et Espace recherche attaché de direction, chargé des relations publiques, qui assurera, en outre, l'organisation des voyages d'études, visites, stages des élèves en France et à l'étranger.
Candidat doit être dynamique et posséder : sens des relations humaines, de l'organisation, grande maturité d'esprit, goût prononcé pour les questions scientifiques et techniques, parler l'anglais et avoir une solide expérience de l'industrie.
Age indifférent.
Ecrire : M. FLOURENS;
B.P. 4032 - 31055 TOULOUSE.

ST-TROPEZ. Recherche AIDE-MENAGE et 2 enfants juillet, août et septembre. Bon salaire. Téléphoner après 20 heures : 577-37-96.

CHEF D'ANTENNE COMMERCIALE
CENTRE FRANCE 80/ 100.000 F

Nos directeurs de produits sont spécialisés chacun dans un domaine bien particulier. Ils ont journellement des demandes de leurs clients pour les produits métallurgiques de transformation que nous fabriquons dans l'une de nos usines.

Nous souhaiterions, au niveau de cette usine, implanter une antenne commerciale qui serait le correspondant direct de notre siège et qui pourrait ainsi agir en relation avec le directeur d'usine et les directeurs de produits. C'est un poste d'interface.

Vous aurez donc d'abord à prendre en charge l'administration des ventes et à veiller à la bonne marche du circuit usine-directeurs de produits. Ensuite, vous commencerez vous-même à contacter un certain nombre de clients pour être mieux à même, dans un troisième temps, de négocier personnellement avec les clients importants France et Etranger.

Nous pensons que votre réussite dans ce poste dépend de vos qualifications techniques et de votre niveau commercial. C'est pourquoi un diplôme d'Ingénieur ou d'une école supérieure de commerce vous permettra probablement une réussite plus rapide.

La connaissance de l'Anglais peut être un avantage. Ce poste pourra se transformer, suivant vos capacités, en une direction commerciale.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 1.997 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIÈRE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

De Dietrich

DEPARTEMENT GENIE CHIMIQUE
recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

diplômé A. et M., E.N.S.A.I.S. ou similaire + Ecole Supérieure de Soudure.

Conviendrait à candidat trentaine, spécialisé formage et soudure inox et métaux spéciaux, minimum 5 ans d'expérience poste similaire. — Anglais apprécié.

Il aura la responsabilité de la conduite d'un atelier de chaudronnerie environ 80 personnes, de sa coordination avec d'autres ateliers de l'établissement et du suivi du planning, de la préparation, du développement technique, du service après-vente et des coûts de fabrication après participation à l'établissement des devis.

Lieu de travail : Reichshoffen.

Possibilité de logement à proximité.

Adresser C.V., prétentions et photo à :

DE DIETRICH & Cie
Direction du Personnel,
67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS.



juristes

Groupe de Conseils d'Entreprises, recherche pour ANGERS et NANTES Jeunes Juristes.

Docteurs ou Licenciés, désirant se spécialiser en Droit des affaires ou en Droit rural et ayant de préférence quelques années d'expérience.

Formation permanente assurée.

Possibilité d'association à terme.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 30788/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Gde Marque de Vins
Région Méditerranéenne
Leader dans son Marché, recherche son

Secrétaire Général

Diplômé de l'Enseignement supérieur
(HEC, ESSEC, Sup. de Co. ou équivalent)
et âgé de 35 - minim. Il sera placé directement sous les ordres du Directeur Général et devra s'occuper, sous son contrôle de

- Direction des Services Comptable et Administratif
- Supervision du Service Informatique
- Direction du Personnel

Ce poste nécessite des connaissances étendues dans les domaines comptable, financier, juridique et social, avec notamment le sens des relations humaines avec le personnel et du commandement.

Le candidat retenu aura non seulement une expérience solide mais aura déjà fait la preuve de ses aptitudes à organiser des Services Administratifs et à les diriger.

Adresser C.V., photos et prétentions à
PROCONSEIL (SR) 14 rue de la Charité 69002 LYON

MARSEILLE
DIRECTEUR TECHNIQUE

Ing. diplômé. Formation électricité et mécanique Spécialisation Industries thermiques acquise ou donnée par l'Entreprise.

Grandes capacités indispensables pour organiser, animer et contrôler la gestion de plusieurs affaires en France (avec bureau d'études et de recherches) et assurer l'expansion de la société.

Discrétion assurée. Dossier retourné au candidat. Cand. man., C.V. et prétent., à SUD MARKETING, nº 11.589 - 3, place F.-Baret - 13006 MARSEILLE.

ROBINETTERIE INDUSTRIELLE
recherche son nouveau

directeur commercial

- Membre de l'équipe de Direction, IL DIRIGE ET ANIME les trois agences, le réseau France et Etranger et l'administration des ventes.
- IL CREE marketing, budgets et promotion des ventes en liaison avec un groupe multinational.
- Age minimum 40 ans - formation supérieure (Grande Ecole)
- Très forte expérience vente des biens d'équipement (hydraulique, mécanique, régulation etc...) aux engineerings, sociétés pétrolières ou grandes usines chimiques... absolument nécessaire.
- Résidence LILLE. Déplacements courts et fréquents.
- Rémunération selon le niveau de responsabilité et l'expérience apportée.

Envoyer C.V. dét. avec ph. s/réf. 39012 B à :

SPERAR «Centre Vauban» 201, rue Colbert - 59000 - LILLE

Trans. au client qui s'engage à répondre.

Un Important Groupe pharmaceutique souhaite rencontrer un

ingénieur

pour lui confier le poste de

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

De formation mécanique si possible, A. et M., I.D.N., E.C.L., et ayant quelques années d'expérience, de préférence en bureau d'études, sa mission consistera à assurer la coordination d'une équipe de techniciens dans les domaines des services généraux, conditionnement d'air et machines automatiques de conditionnement.

Le lieu de travail se situe dans une ville universitaire du Centre.

Ecrire avec C.V. à No 15.543
CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra.

USINE DE FABRICATION DE PRODUITS POUR LA MÉTALLURGIE SITUÉE DANS L'EST
recherche

INGÉNIEUR
MINIMUM 28 ANS

Formation Ecole Nationale Supérieure de Chimie, Ecole Supérieure de Céramique ou formation analogue, ayant quelques années de pratique pour laboratoire d'application de la métallurgie aux produits utilisés en sidérurgie.

Envoyer curriculum vitae sous nº 15.269 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.
DISCRETION ASSUREE.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

Nous sommes :
- un important fabricant de CONSERVES leader incontesté sur son marché.
- situés dans la RÉGION PARISIENNE.

Nous voulons :
- développer nos ventes auprès des COLLECTIVITÉS.

Nous cherchons :

un DIRECTEUR des VENTES COLLECTIVITÉS

capable de faire progresser rapidement nos ventes dans ce secteur.

Le candidat retenu aura :
- 30 ans minimum
- une formation secondaire et commerciale
- une connaissance approfondie et une solide expérience du marché «collectivités» dans les produits alimentaires
- une rémunération au moins égale à 80.000 F.

Les postulants voudront bien écrire en joignant C.V. détaillé, photo et prétentions à No 15.626, CONTESSE PUBLICITÉ - 20 Av. Opéra 75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les lettres.

Notre Société commercialise une gamme de produits alimentaires de luxe de notoriété internationale. Elle recherche un

chef de département commercial

pour une activité en constant développement : diffusion de produits originaux dans une clientèle sélectionnée, en particulier Entreprise.

Rattaché au Directeur Général,
- il concevra et contrôlera la fabrication de la collection, sans cesse remise en question
- il animera un réseau d'agents et de revendeurs
- il développera la clientèle par action personnelle et négociera des accords (fournisseurs-clients)
- il gérera le département en centre de coût et de profit autonome.

Un candidat diplômé d'Etudes Commerciales, créatif, vendeur, gestionnaire rigoureux, qui souhaite valoriser un début de carrière déjà agressif (preuves à l'appui), trouvera dans ce poste un tremplin nerveux mais exigeant, au sein d'un Groupe de grande réputation.

Votre dossier de candidature sera considéré comme votre premier acte commercial dans la Société, et traité avec la discrétion que vous souhaitez.

Adresser c.v. détaillé en toute confiance sous réf. 57223 à Havas Contact 156, bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT



LE CREDIT FONCIER DE FRANCE organisera à PARIS les 10 et 11 octobre 1975

un concours

pour le recrutement d'ATTACHES

Ce concours ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 32 ans au 1er Janvier 1975 est accessible notamment aux :

- *titulaires :*
  - *d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée,*
  - *du diplôme d'études comptables supérieures,*
- *anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles ou des Instituts d'Etudes Politiques,*
- *notaires,*
- *clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,*
- *architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.*

Sous réserve que les candidats obtiennent des notes jugées satisfaisantes par le jury d'examen, ce concours est ouvert pour 28 postes au maximum se répartissent normalement à raison de 10 postes en option «juridiques», 4 postes en option «mathématiques» et 14 postes en option «financières».

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 8 SEPTEMBRE 1975.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - 48, rue Cambon PARIS (1er) - B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 (Tél. : 260-35-30).

C&C



PLASTICS FRANCE

LEXAN® — NORYL®

recherche

DELEGUE TECHNICO-COMMERCIAL

(POSITION CADRE)

- Qualifié dans la vente des thermoplastiques techniques.
- A même de gérer en responsable son budget de ventes.
- Ayant une bonne connaissance de l'ANGLAIS.
- Libre sous 3 mois au plus.

Plan de Prévoyance Compagnie - Voiture de Société.

Envoyer candidature et CV manuscrit + photo et prétentions à :
Direction Commerciale
General Electric Plastics France
CE No 1303
Z.I. de Saint-Guénault Courcouronnes
91021 EVRY.

C&C

Une banque internationale de 1er rang, recherche à PARIS un

chef de service TITRES

Il devra assurer :
- l'achat et la vente de titres sur Paris et l'étranger,
- la mise à jour des fichiers titres et correspondants,
- la surveillance des transferts, les ajustements comptables et la garde des titres.

Ce poste convient à un candidat ayant quelques années d'expérience dans la fonction, soit dans une succursale d'un courtier américain, soit chez un agent de change, soit dans une banque.

Il devra superviser une équipe d'environ 10 personnes.
La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Envoyer curriculum vitae détaillé et lettre manuscrite au service 6890
plein emploi 10 rue du mail paris 2e



emplois régionaux

SACER

Entreprise Nationale Travaux Routiers

recherche

JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(P.C. - E.T.P. - A.M. - E.N.S.A.I.S. - E.N.S.M. - I.D.N. ...)

— Formation assurée dans une unité régionale ;
— postes de cadres travaux et cadres matériel à pourvoir dans les régions : OUEST - CENTRE - PARIS SUD - FRANCHE-COMTE - RHONE ALPES ;
— évolution intéressante au sein de la Société.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions à : S.A.C.E.R. (Service du Personnel), 1, rue Jules-Lefèbvre. — 75009 PARIS.

GROUPE BANCAIRE privé recherche, pour sa Direction Régionale de LILLE

technico-commercial

Classe IV ou V

ayant une bonne formation bancaire et possédant une expérience confirmée des crédits à l'équipement professionnel, ainsi que des techniques de crédit-bail.

Ce poste requiert des qualités d'adaptabilité, le sens des contacts à tous niveaux et le goût pour le travail en équipe.

Adressez CV, photo et prétentions, sous référence 1518, à

plein emploi 10 rue du mail paris 2e

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE recherche

INGENIEUR

grande école, débutant

libre le 1er Septembre 1975 :
Il sera appelé à travailler à la réalisation d'une application sur mini-ordinateur, puis à participer à la conception de projets dans le cadre d'un plan informatique en cours d'élaboration.
Lieu de travail : BOURGES, avec déplacements fréquents sur Paris la 1re année.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 57267 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS EN EXPANSION (C.A. 120.000.000)
REGION LYONNAISE
recherche
UN JEUNE ET DYNAMIQUE

DOCTEUR EN MÉDECINE

Pour lui confier un important poste de responsabilités au sein de son équipe scientifique et promotionnelle.
Il aura la charge des expérimentations cliniques et des relations médicales.
Il participera activement à la formation des DELEGUES MEDICAUX et à l'élaboration de la politique promotionnelle.

Il est demandé :
— une bonne connaissance de la méthodologie clinique et statistique actuellement en vigueur ;
— une imagination créative et de grandes facilités d'expression ;
— l'enthousiasme indispensable au rôle dynamisant qu'il sera appelé à assumer.

Adr. lettre manuscr. avec C.V., photo (rendue) à : LAMA PUBLICITE, 48, rue Tronchet, 69458 LYON, CEDEX 3.

Centre d'Etudes Techniques de l'Enseignement d'AIX-EN-PROVENCE recherche UN INGENIEUR pour études de trafic routier et mise en œuvre de systèmes de régulation. Expér. : 3 ou 4 ans systèmes industriels. Goût pour le travail sur le terrain et aptitude aux contacts humains. Env. C.V. et prétent. à C.E.T.E., B.P. 241 - (13) Aix-en-Provence.

USINE DE COSMETIQUES située à 100 km Ouest Paris recherche pr son départemt PRODUCTION

JEUNE INGENIEUR

(Centrale, I.D.N., E.N.S.I. ou équivalent)

Ecrire avec curriculum vitae à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référ. 57.235.

Le Bureau pour l'automatisation des bibliothèques (B.A.B.) recherche INGENIEUR Système connais. approfondies « ASSIRIS », SIRIS 2/3, télé informatique. Lieu de trav. Grenoble puis l'Isle-d'Abeau 38. CV pr. à BAB 46, av. F.-Viallet 38100 Grenoble.

IMPORTANTE USINE
INTEGREE REGION
MIDI-PYRENEES

recherche

TECHNICIEN D'APPRETS

BONNES POSSIBILITES DE PROMOTION

Ecrire L. BARTHE, B.P. 38. - 09300 LAVELANET

INDUSTRIE MATERIAUX DE CONSTRUCTION
120 MF - 1.600 pers.

Ce groupe industriel CREE à son Siège dans le Nord (59) le poste de

D. G. A. COMMERCIAL

sous l'autorité du D.G. et après adaptation aux particularités d'exploitation et de vente du Groupe,
SUPERVISERA LES DIRECTIONS VENTES (3), GESTION COMMERCIALE et TECHNICO-COMMERCIALE : contacts haut niveau avec Négoce, Entreprises, Prescripteurs.

POSTE VOULU EVOLUTIF POUR ELEMENT DE VALEUR RELATIVEMENT JEUNE.

INDISPENSABLE
— INGENIEUR diplômé : X, E.C.P., Mines, Ponts, E.T.P.,
— EXPER. (10 ans environ) de l'INDUSTRIE DES MATERIAUX ou du BATIMENT (Gros Œuvre).
— Dominante COMMERCIALE mais polyvalence d'un futur Chef d'Entreprise.

DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire et photo, s. réf. 3.249, à

SC sélection conseil

INGÉNIEUR DÉLÉGUÉ

NORD-PICARDIE 50/60.000 F

C'est avant tout un poste de vente.

En effet, la vente de nos canalisations enterrées a bien sûr un côté technique, mais ce qui importe avant tout c'est d'arriver à enlever un marché face à la concurrence.

Travaillant en binôme avec un ingénieur connaissant bien les problèmes d'hydraulique urbaine et rurale, la résistance des matériaux et les principes de base de la chimie de l'eau, nous considérons donc que vous pourrez apprendre rapidement, avec une formation adéquate, à maîtriser la technicité de nos produits.

Un diplôme d'une école supérieure de commerce ou équivalent devrait vous permettre de vous conduire en homme d'affaires et de réaliser un chiffre d'affaires croissant. L'expérience de ce marché est un atout supplémentaire.

Vous disposerez d'une large autonomie.
Nous vous aiderons à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 1.999 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIÈRE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

SAFT Groupe C.G.E.

vous propose au sein de son Département PILES à LEVALLOIS, le poste

RESPONSABLE zone export

Chargé de l'un des secteurs géographiques de la Direction des Opérations Internationales, vous assurerez la commercialisation de piles électriques et accessoires auprès d'une clientèle grand public et industrielle.

- Vous animerez et contrôlerez les agents et développerez votre secteur par les moyens de distribution les meilleurs.
- Vous procéderez à des études de marché.
- Vous participerez à l'élaboration des prévisions de vente, de la politique de prix et à des analyses de rentabilité.

Pour réussir dans ce poste il vous faut :
- Une expérience de 3 à 5 ans minimum du commerce international.
- La formation d'une Grande Ecole commerciale.
- Une solide connaissance de l'anglais et si possible d'une 3ème langue.
- Etre disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature sous réf. P2-10, en mentionnant la rémunération souhaitée.

SAFT DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Prdt-Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET

BANQUE D'AFFAIRES
Quartier Champs Elysées
recherche pour son service d'Etudes et d'Analyses Financières un

analyste financier

de préférence diplômé d'une Grande Ecole (IEP, INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP) avec option financière.

Nous souhaitons rencontrer un candidat justifiant d'une expérience d'au moins deux ans lui ayant permis d'appliquer les méthodes d'analyse financière dans une triple optique :
- orientation des placements boursiers de la clientèle institutionnelle
- évaluation des entreprises pour lesquelles la Banque est appelée à intervenir pour des opérations financières diverses
- étude de secteurs industriels.

La pratique courante de l'Anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 57266 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

TRÈS IMPORTANT GROUPE INFORMATIQUE

recherche

pour sa Division Commerciale

10 INGÉNIEURS D'AFFAIRES

(H. ou F.)

Ils auront une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine.
Ils seront décidés à obtenir par leur action, dans les mois à venir, les responsabilités qu'ils estiment devoir répondre à leur ambition.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, ss réf. 1.142/2,



à Cabinet
BLUET-CHEVALLIER
7, rue Davioud
75016 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ÉLECTROMÉCANIQUES DE RÉPUTATION INTERNATIONALE

recherche pour PARIS (Etoile)

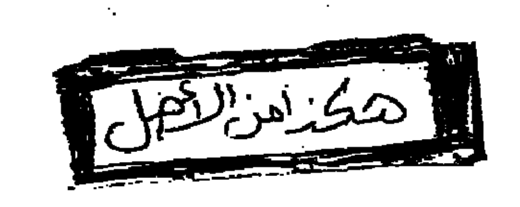
Pour Services Commerciaux orientés vers l'Exportation

INGÉNIEUR CONFIRMÉ Technico-Commercial

Très au courant des problèmes d'exportation de biens d'équipement et des négociations avec des firmes étrangères.
Langue allemande nécessaire et anglais souhaité.

Niveau rémunération 70.000 à 80.000 F annuels suivant expérience.

Envoyer C.V. no 15.752, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.



هكذا من الأصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

chef de comptabilité

Société WILD PARIS, filiale française de WILD HEERBRUGG, constructeur mondialement connu dans le domaine des instruments d'optique et de mécanique de précision, recherche le Responsable de son Service ...able (10 personnes).

... chargé du bilan et des comptes d'exploitation, de l'établis... ...t des déclarations sociales et fiscales, du suivi de la tré...s, etc.

...mation type D.E.C.S. ou B.P. ancien régime, ce cadre devra ...ier de bonnes connaissances de base en fiscalité et avoir déjà ...un service de cette importance.

...ages sociaux.
...le travail : RUEIL-MALMAISON (Hauts de Seine).

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2312 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75006 Paris *(membre de l'ANCERP)*

Société de Conseil rattachée à un Groupe ...étant crée une structure originale pour dif... ...r ses « NOUVELLES TECHNIQUES ...UDIT ». Elle cherche :

...e responsable commercial

de son

département audit

...artir de Paris, il travaillera en étroite colla...ration avec une équipe de spécialistes. Il aura ... mission de négocier, d'obtenir et de mener ...nne fin des contrats, en agissant auprès des ...ctions Générales et de leurs Contrôleurs ...nes ainsi qu'auprès des Commissaires aux ...ptes.

...ra une formation du type HEC ou ESSEC et, ...ssible, un diplôme d'Expert Comptable et de ...es notions d'informatique. Il aura travaillé ...ant 3 ans minimum dans un Cabinet ...dit, anglo-saxon de préférence, ou dans les ...ices d'Inspection d'un Grand Etablissement ...ncier. Toutefois, il sera tenu compte davan... ...de la personnalité du candidat que de son ...érience.

...vous voulez mettre en œuvre de nouvelles ...niques d'Audit, accroître votre autonomie ...étendre votre réseau de relations profession...les, écrivez en précisant vos dates de ...ances à :

GEM PUBLICITE - N° 14.001 M
..., rue Montmartre, 75002 Paris, qui transmettra.
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ FILIALE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL
...eprise Générale d'Installations Industrielles

RECHERCHE POUR
...écution des Contrats Grands Ensembles à l'Exportation

...STIONNAIRE DE CONTRATS

...R LES ACTIVITÉS SUIVANTES :
- — Coordination de transport entre fournisseurs, transitaires et clients ;
- — Documentation d'exportation, crédit documentaire.

...rience transport ensembles industriels sou...able.

...IGUES ÉTRANGÈRES :
- — anglaise (indispensable),
- — allemande (souhaitée).

...re avec curriculum vitae et références à :
KLOCKNER INA FRANCE Sarl
31, rue Marbeuf, PARIS (8e).



CHEF DE PUBLICITÉ
60.000 F +

...ente de nos produits personnalisés aux collec...és et clubs sportifs se fait essentiellement par ...espondance.
...e publicité étant le lien essentiel avec notre ...eprise et nos clients, cette fonction était jus... maintenant supervisée par le Président lui...e.
...réation d'un poste de Directeur du Marketing ...t vous dépendrez nous amène à créer également ...ouveau poste.
...vement, nous comptons constituer un service ...gré à l'entreprise et qui sera responsable de ...réation des catalogues, des relations avec la ...se, du choix des supports, etc.
...onsabilités et salaire croîtront avec vos propres ...cités d'adaptation et de développement.
...ci d'envoyer votre C.V. sous référence 1.995 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIÈRE
75015 PARIS



Groupe métallurgique
5.000 personnes, recherche

DIRECTEUR DES RELATIONS ...UMAINES et SOCIALES

Une expérience similaire de plusieurs années dans cette fonction et à ce niveau est indispensable.

Lieu de travail : PARIS.
Disponible rapidement.

...v. lettre man., C.V., photo et prét. ss n° 15.804,
CONTESSE PUBLICITE,
..., avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

RANK XEROX
recrute

Un chef du service formation technique 100 000 F+

Sous l'autorité du Directeur de la Formation, il sera chargé de déterminer les besoins humains, budgétaires et matériels nécessaires à la formation des techniciens entrant dans notre Société. Il devra concevoir la politique de Formation et les méthodes pédagogiques du service.

Pour atteindre ces objectifs, il sera aidé dans sa tâche par les Chefs de Sections et une équipe d'animateurs (35 personnes) dont il devra planifier et coordonner les activités.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande École(Centrale, Mines, Sup Elec) ayant quelques années d'expérience dans un Service de formation à un niveau de responsabilité.

Son sens de l'efficacité et de l'organisation, joint à des qualités de contact humain et à des compétences pédagogiques font de lui un véritable animateur d'une importante équipe et un réalisateur confirmé.

- La pratique de l'Anglais est indispensable. (réf.C.36)

Un ingénieur en organisation

De formation Supérieure, CNAM ou EOST, avec une première expérience d'organisation administrative et des connaissances en informatique de gestion.
Il lui sera confié des projets divers d'organisation administrative impliquant ou non un recours à l'informatique.
- Anglais souhaité
- Facilités de contact.

Lieu de travail : AULNAY-SOUS-BOIS. (réf.C.37)

Un responsable recouvrement client

Il aura pour mission d'analyser la balance «Clients»,d'élaborer et mettre en œuvre des plans d'actions destinés à atteindre les objectifs recouvrement.
Il aura une formation de base comptable et financière, un esprit de méthode et d'analyse et une expérience professionnelle similaire (la pratique du recouvrement en clientèle serait un atout supplémentaire).
- Fréquents déplacements en province.
- Lieu de travail : PARIS. (réf.C.38)

Des attachés commerciaux

Jeunes, ambitieux, diplômés d'une École Supérieure de Commerce ou expérimentés.
Leur activité s'exercera dans un marché potentiel élevé (nous disposons d'une gamme d'appareils fiables). Stage de départ rémunéré et salaire élevé.
Postes à pourvoir à PARIS et sa banlieue et les régions suivantes : BRETAGNE, JURA, CENTRE DE LA FRANCE (Préciser la région désirée) (réf.V.39)

Merci de nous faire parvenir votre candidature, avec C.V. en précisant la référence du poste désiré au Service Recrutement

RANK XEROX BP 63
93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

Pierre Lichau s.a.

Important Groupe industriel recherche pour Filiale

INGENIEUR MECANICIEN CONFIRME

- Préférence Grande Ecole: Ex. A. & M. Centrale;
- 10 ans minimum expérience industrielle dont tout ou partie dans la branche Machines-Outils de Formage;
- Connaissance approfondie des méthodes de gestion;
- Compétence pour contrôler l'activité des Services Etudes et Commerciaux;
- Expérience du commandement indispensable.

La mission qui dans un premier temps sera de seconder le Directeur Général à Paris, pourra à terme, pour un élément valable, conduire à la Direction Générale de la Société.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 71038 B

ORES S.E.C.E.11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

La Compagnie de Construction Mécanique
SULZER

recherche
pour le service technico-commercial de son département DIESEL
(branche moteurs de grande puissance pour installations marines et terrestres)

INGÉNIEUR

- Issu de Grande Ecole ;
- Parlant anglais couramment.

Poste basé à PARIS
avec déplacements en France et à l'étranger.

Ecr. avec C.V. à C.C.M. SULZER, 51, bd Brune, 75014 Paris Cédex 59 - 75300 Paris Brune.

L'HOPITAL SUISSE DE PARIS
10, rue Minard, 92-ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél. 644-40-00 - Métro : MAIRIE D'ISSY

recrute

INFIRMIÈRE SURVEILLANTE
C.A.F.I.S.

Service de MEDECINE GENERALE (48 lits)
Personnel de jour :
3 I.D.E., 8 A.S., 6 agents hospitaliers.

Salaire élevé statut cadre.
40 heures hebdo - 1 week-end de garde sur 3.
2 jours de repos consécutifs par semaine.
Possibilité de logement pour célibataire.

Bureau d'Etudes
GÉNIE CIVIL et BATIMENT
Rattaché à important groupe
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche

DIRECTEUR

Chargé animation TECHNIQUE et COMMERCIALE - Formation : X, E.C.P., PONTS et CHAUSSÉES, T.P.

Expérience minimum 5 ans

Banlieue Ouest Région Parisienne

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 15.802 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Chef de région Paris

Equipement Sanitaire 65.000 F

Déjà leader européen, nous visons le leadership sur notre marché en France. Attaché au Directeur des Ventes, le Chef de Région Paris participera à la fixation des objectifs, animera et contrôlera une équipe de 8 personnes. Les candidats retenus seront rencontrés le 21 juillet. Envoyer C.V., photo réc. et rémun. actuelle s. réf/2314 M (à mentionner sur l'enveloppe) à

BERNARD KRIEF SELECTION
1 Rue Danton, Paris 6e *(membre de l'ANCERP)*

IMPTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS

Banlieue SUD-OUEST de PARIS

recherche

UNE COLLABORATRICE

Ayant une certaine expérience en matière d'assurances, de préférence libre rapidement

Envoyer candidature et C.V. manuscrits, avec si possible photo à n° 15.791, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Etablissement financier de premier ordre recherche pour son activité de relations avec la clientèle :

UN ADJOINT
AU RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

Age : 30 ans minimum.
Cinq années d'expérience dans le domaine commercial et financier.
Le poste s'adresse à un candidat ayant le goût des contacts humains, des déplacements et souhaitant travailler dans une équipe légère d'intervention rapide.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à n° 8.938, « LE MONDE » Publicité,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS, qui transmettra.

Notre expansion nous a placés au 3ème rang de notre profession (fabrication de biens d'équipement).
NOUS RECHERCHONS :

UN DIRECTEUR DE MARKETING

Après une période d'adaptation (6 mois à 1 an) au cours de laquelle il sera chargé :
- de la promotion des ventes
- du bureau d'études commerciales
- de la formation des vendeurs

Il assumera ensuite l'entière responsabilité du chiffre d'affaires (France et Export).

Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum,
- de formation supérieure (HEC, ESC, ESSEC)
- possédant une expérience de quelques années en tant que responsable de la vente et de la promotion des ventes;
- ayant fait preuve de dynamisme et d'imagination dans les contacts et les réalisations.

UN CHEF DE REGION

Responsable du chiffre d'affaires d'une région, il assurera les opérations de prospection et de contrôle du réseau de vente.

Ce poste conviendrait à un homme bon vendeur, de formation supérieure :
- doué d'autorité naturelle
- ayant l'expérience d'un poste à responsabilités
- aimant les déplacements

Si votre réussite antérieure prouve que vous possédez les qualités des hommes que nous recherchons,
Nous vous proposons :
- un emploi où votre esprit d'initiative sera justement apprécié ;
- une ambiance de travail jeune et dynamique ;
- une rémunération à la mesure de l'importance de votre rôle dans l'Entreprise.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à No 15.504 CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01 — qui transmettra.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
recherche pour ses services centraux

UN JEUNE INGÉNIEUR
COURANTS FAIBLES

Il lui sera demandé :
- — une formation supérieure (I.N.S.A. - E.S.I.E.E. - E.S.M.E., etc.) ;
- — une expérience de quelques années acquise dans une Entreprise de construction ou d'installation de matériel téléphonique.

Il lui sera offert :
- — de concevoir, de réaliser et d'exploiter les installations de courants faibles (téléphone, détection d'incendie, surveillance électronique, télévision, etc.).

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions au :
Service Travaux Equipement
Secrétariat, 10, place Edouard-VII - 75089 PARIS.

SOCIÉTÉ FILIALE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL
Entreprise Générale d'Installations Industrielles

recherche
pour son siège Paris 8e

UN CHEF COMPTABLE

- — 30 ans minimum.
- — Expérience plusieurs années comptabilité d'entreprises industrielles.
- — Connaissant les méthodes de comptabilisation des contrats à l'exportation.

Le candidat retenu aura à sa charge la tenue de toute la comptabilité de notre société.
Les perspectives d'avenir sont intéressantes compte tenu du développement de nos affaires.

Ecrire avec C.V. et références à
KLOECKNER INA FRANCE Sarl
31, rue Marbeuf - Paris 8e.

Société spécialisée dans la construction de bâtiments et d'ouvrages d'art par éléments préfabriqués en béton

recherche
pour son siège social implanté près de PARIS

ingénieur

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR - spécialité construction.

Il sera chargé de l'élaboration des projets et devra assurer les contacts techniques avec les architectes, bureaux d'études, maîtres d'oeuvres,...

Ce poste permet une évolution vers une fonction de plus hautes responsabilités.

Adresser CV manuscrit en précisant la référence 6888 M
plein emploi Publicité
10, rue du Mail, PARIS 2è
Discrétion assurée.

Pour son UNITE de BIOCHIMIE-RADIOISOTOPES le Département RECHERCHE d'un GRAND LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche

JEUNE MAITRE ÉS SCIENCES
(Biologie, Biochimie ou Biophysique)

ayant OBLIGATOIREMENT un minimum d'expérience concernant l'utilisation des

RADIOISOTOPES
en biologie

pr s'intégrer à une équipe de recherche appliquée.

Envoyer curriculum vitae avec photo récente à : THIBAULT, B.P. 340 - 75624 PARIS Cédex 13, sous référence RH 124.

offres d'emploi

LA SOCIETE AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

SAE

Premier groupe français du BATIMENT
10.000 personnes - 2.000.000.000 Chiffre d'Affaires

Recherche

POUR PARIS
et REGION PARISIENNE

• JEUNES INGENIEURS POUR CHANTIER

ESTP - Centrale - P.C. - A.M...

dégagés des obligations militaires

Intégrés au sein des services travaux vous serez très rapidement investis de réelles responsabilités.

Par la suite et en fonction de vos aspirations, vous pourrez également évoluer dans des activités commerciales ou de gestion en France ou à l'ETRANGER

Si vous êtes ambitieux et dynamique, associons nos efforts pour réussir.

Ecrivez nous sous la référence D1

SAE Direction du Personnel
32, avenue de New-York,
75784 Paris Cedex 16

THOMSON-CSF

ORSAY
recherche :

AGENTS TECHNIQUES PHYSICIENS - PHYSICO-CHIMISTES

D.U.T. - B.T.S. Expérience technique du vide souhaitée.

Disponibles rapidement.

Adresser C.V. avec photo au Service du Personnel, B.P. n° 10 - 91401 ORSAY.

PARIS 120 000 +

GROUP CONTROLLER

est recherché par un important groupe multinational réalisant un C.A. de 3 milliards de francs pour prendre la direction du département de COMPTABILITÉ DU GROUPE.

Ce poste qui entre dans le cadre de la direction financière sera confié à un cadre âgé de 30 ans minimum, pratiquant l'ANGLAIS et possédant une maîtrise parfaite de la CONSOLIDATION des bilans et C.E.

Il sera également chargé de la consolidation des BUDGETS et de toutes PRÉVISIONS à moyen et long terme.

Une expérience dans ce domaine, acquise au sein d'un Cabinet d'audit ou dans un groupe multinational est nécessaire.

Outre l'organisation et la direction du service, cette fonction implique des contacts à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société.

Les personnes intéressées doivent envoyer curriculum détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M.C.S. 21 - 215 M, à :

C & L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boîte Postale 451 08
75366 - Paris Cedex 08

Important établissement financier

recherche pour sa

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

JEUNE PRATICIEN COMPTABLE

FORMATION SUPÉRIEURE + D.E.C.S.

Préférence sera donnée à candidat ayant expérience de quelques années dans service comptabilité d'entreprise.

Rémunération en fonction de l'expérience

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo (ret.) et traitem. actuel, n° 99.696, PUBL. ROGER BLEY, 101, rue Réaumur. — 75002 PARIS, qui transm.

Pharmacien

Directeur Responsable du Laboratoire de Contrôle, matières premières et produits finis,
recherché pour Laboratoire NANTERRE.

- Dipl. pharmacie option industrie, indispens.
- CES contrôle médicaments. - IPI souhaité
- 4 ans expérience minimum

Goût organisation et sens productivité.
Pour renseig. compl. écrire s/réf. 27.002 B

ORES - CFF
23, rue des Mathurins
75008 PARIS
Groupe BOSSARD

HYPERMARCHÉ AUCHAN

RÉGION PARISIENNE
recherche
Pour seconder le Contrôleur de Gestion

UN ADJOINT

Responsable, avec son équipe de 4 à 5 personnes :
— de l'ensemble de la comptabilité générale ;
— du contrôle du respect des procédures.

LE CANDIDAT DEVRA :
- avoir 25 ans minimum ;
- posséder une formation supérieure (D.E.C.S. ou équivalent) ;
- avoir le goût des responsabilités ;
- POUVOIR PRENDRE SES FONCTIONS DEBUT SEPTEMBRE 1975 AU PLUS TARD. REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE AU SEIN D'UNE ENTREPRISE EN PLEINE EXPANSION.

Adresser curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions
M. GERARD PETIT HYPERMARCHE AUCHAN
avenue Joffre. — 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

Importante Société spécialiste machines-outils recherche pour son siège à PARIS

CADRE TECHN.-COMMERC.

formé aux techniques de l'enlèvement du métal, ainsi qu'aux problèmes de vente, chez les industriels utilisateurs y compris automobile et aviation.

Candidat ayant pratique de la machine-outil et de ses problèmes.

— Dynamique ;
— De la personnalité ;
— Bonne présentation ;
— Esprit d'équipe et sens des responsabilités ;
— Connaissance langue allemande indispensable.

Ecrire avec C.V. et prét.ent. à n° 1.031, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

CENTI

CONSEIL EN RECRUTEMENT
recherche pour
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES D'AUDIENCE INTERNATIONALE

INGÉNIEUR COORDINATEUR

(Référence 723

ROLE :
— Mettre à la disposition d'entreprises et organismes clients des BANQUES de DONNÉES TECHNIQUES et développer ce service.

PROFIL :
— Formation supérieure et compétence en mécanique et en NUCLEAIRE.
— Expérience de l'exploitation et de la programmation des GRANDS ORDINATEURS, si possible haut de gamme IBM 370, en vue dialogue précis avec Centres de traitement scientifique.
— Pratique courante de l'ANGLAIS, connaissance des langues techniques allemande et italienne très appréciée.
— Sens du service, goût des contacts avec clientèle.

Poste d'un très grand intérêt

Envoyer C.V. détaillé, avec prétentions et photo CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS
ou téléphoner : 222-25-31.
Réponse et discrétion assurées.

Important ensemble hôtelier PARIS recherche

Directeur Financier

Ayant occupé fonctions similaires
Connaissance Uniform System of Accounts
Bilingue anglais
Disponible Automne 75

Adresser c.v., photo et prétentions à
Judy Judd
Ketchum & Associés
41, rue Ybry
92200 Neuilly

HAVAS CONTACT

CETT
filiale
THOMSON-CSF
recherche

UN INGENIEUR III

Sup Elec, Sup Telecom...
Expérience transmissions numériques exigée pour encadrement équipe et conception matériel.

UN INGENIEUR II

Sup Elec, Sup Telecom...
pour études de produits en transmission numérique.

Envoyer lettre+ C.V., prétentions sous la Réf. 75009
Service du Personnel
CETT THOMSON - CSF
51, bd de la République 78400 - CHATOU

DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLE DE COMMERCE

Vous êtes attiré à la fois par la vente, marketing et l'animation. Nous vous offrons l'opportunité de faire avec nous un métier commercial complet et passionnant au sein d'une équipe restreinte et dans un secteur d'activité neuf et dynamique. Nous sommes une société responsable de la commercialisation nationale de grandes marques (Vapona, Teepol, Propa etc.). Envoyer C.V., photo réc. et rémunération actuelle ss réf 2.310/M (à mentionner sur l'enveloppe), à :

BERNARD KRIEF SELECTION
1 Rue Danton, Paris 6e *(membre de l'ANCERP)*

FILIALE D'UNE IMPORTANTE BANQUE AMÉRICAINE recherche

ANALYSTE de CRÉDIT

POSTE :
— analyse et évaluation de la qualité des clients existants ou potentiels ;
— intéressantes possibilités d'évolution.

Candidat formation école de commerce (option finance) ou équivalent :
— Anglais lu, écrit et parlé indispensable ;
— Expérience de gestion budgétaire dans une entreprise, ou d'analyse de crédit dans une banque américaine, appréciée.

Env. curr. viate détaillé, photo et prétentions à
BANQUE EUROPEENNE DE FINANCEMENT
104, Champs-Elysées, 75008 PARIS.

TRAVAUX OFFSHORE
ouvrages portuaires, pipes, etc

directeur commercial

Responsabilité totale : de la recherche des affaires à la signature des marchés.
Profil : ingénieur, 10 ans d'expérience, ayant dirigé des travaux sur chantiers T.P. ou dans une Société Pétrolière.
Adresser C.V., photo et prétentions à : P. ZEEGERS 149, Rue Saint Honoré - 75001 Paris - qui transmettra

---

SOCIETE FRANÇAISE D'IMPORTATION PATE ET PAPIER

affiliée à groupe international de premier plan recherche

SPECIALISTE CONFIRME

pour la vente des pâtes.
Le poste aura une grande autonomie d'action et d'assez fréquents déplacements. La rémunération comporte un intéressement important. La langue anglaise parlée et écrite est indispensable.

Ecrire sous N° 72.090 à :
REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

Banlieue Ouest de Paris
FILIALE GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche

INGÉNIEUR EN CHEF

pour Bureau d'études

ACTIVITÉS : traitement de l'eau, hydraulique
Expérience 5 ans minimum
- Formation GRANDE ÉCOLE

Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 15.812, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

2e Monte Automobile

FILIALE (30 MF/an) d'UN puissant GROUPE EUROPEEN recherche pour base banlieue (93) PARIS

CHEF SERVICE COMMERCIAL

pour DEVELOPPER VENTE aux GROSSISTES TOUTE FRANCE : animation, Représ. et action personnelle auprès gros Clients et Prospects.

— PROFESSIONNEL de la PIECE DETACHEE AUTO, prét. connais. circuit GROSSISTES.
— DEVELOPPEUR et MENEUR D'HOMMES.
— POSTE VOULU EVOLUTIF.

DISCRETION ABSOLUE
Lettre man., C.V. détaillé, rém. et photo (ret.) sous réf. 3252 à

SC sélection conseil

Société d'un des plus importants groupes textiles spécialisés dans la fabrication et la vente de tout matériel de camping recherche

NEGOCIATEUR

A L'EXPORTATION de HAUT NIVEAU
sous responsabilité d'un directeur à l'exportation, susceptible d'accéder à un poste important.

Poste très diversifié et d'avenir.

Intéresse : un élément jeune, résistant, ardent et souple aux contacts, combatif et patient.

Formation : Elevée, de préférence grandes écoles ou équivalent, ou expérience qualifiée. Connaissance Anglais. Allemand et Italien souhaités.

Importante Rémunération.

Adresser d'urgence lettre manuscrite, photo et C.V. dét. et prétentions à n° 15.890, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Urgent, fabrique colorants recherche pour labo contrôle et application

CHIMISTE

niveau B.T.S. Téléph. 672-44-57.

Service social du Travail recherche

ASSISTANTE SOCIALE

possédant voit. déplacements Paris-Banlieue. Ecrire A.S.P., 57, rue Spontini, Paris (16e).

Urgent TELEXISTE bilingue français-anglais, très expérim. Se présenter : SITAM : 11, rue Auber - Paris (9e)

SORESE
recherche
- **ANALYST. PROGRAM.**
- **PROGRAMMEURS**

expérimentés en
— COBOL (ANS),
— GAP II
dans un des systèmes suivants :
— DOS-VS, OS-VS,
— MCP,
— SIRIS 2/3, 7/8,
conn. assembleur (s) IMS, DBOMP, FORTE appréciées.
Envoyer C.V. et prétentions, 3, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

SANDERS
recherche pour POSTES RESPONSABLES de production

VETERINAIRES

ayant le sens et le goût des contacts humains. Formation technique complém. assurée par l'entreprise. Larges possibilités de développement de carrière suivant aptitudes.
Activités au sein d'une équipe dynamique.
Adr. C.V. et photo à :
SANDERS S.A.
Service du Personnel
17, quai de l'Industrie
(91) Juvisy-sur-Orge.

SOCIETE COMMERCIALE PARIS-19e recherche

COLLABORATEUR-TRICE

Niveau Chef Comptable
B.T.S. ou D.E.C.S.
Expérience 5 ans min.

Adresser curr. vitae à :
L.P.A., 42, rue Auger,
93500 PANTIN.

IMPT GROUPE D'ELECTRONIQUE PARIS recherche pour début AOUT, pour participer à la mise en place d'une organisation basée sur la MINI-INFORMATIQUE

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

NIVEAU D.U.T. et ayant 3 ans d'expérience.

Ecr. n° 15.883, Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Important Constructeur rech. pour Assistance Clientèle

PROGRAMMEURS COBOL

Titulaires DUT ou BTS

• Possibilités de déplacements Province pr candid. intéressés.

Envoyer C.V., photo et prét. sous référ. 30.781 M, à

T.C.A. PETITES ANNONCES
3, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS 10e

IMPTE SOCIETE recherche (pour ETRANGER)

INGENIEURS
génie civil
CONDUCT. TRAVAUX
CHEF DE CHANTIERS

grande expérience.
Anglais indispensable.
Ecr. avec C.V. et prétentions à MINET publ., n° 40.544, 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui trans.

Import. Centrale d'Achats PARIS désirant développer sa branche alimentaire (C.A. actuel environ 300 millions de francs) hyper, supermarch., magas. populaires recherche

CHEF DE GROUPE

possédant expérience direction magasin et discussions fournisseurs.
Adresser C.V. détaillé manuscrit photo et prétentions à n° 7.020 Emplois et Entreprises 18, rue Volney, 75002 PARIS.

INGENIEUR GRANDE ECOLE
(Réf. 8.152/ET)

Pour conduire recherche appliquée en ELECTROTECHNIQUE recruté par nos laboratoires industriels situés dans cadre agréable région parisienne.

Quelq. années d'exp. s'imposent.

Tâches :
CALCULS THEORIQUES ET MESURES

Adresser lettre manus. + C.V., expérience acquise à développer +prét. à n° 15.042 Contesse Pub. 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

QUARTIER PORTE-D'AUTEUIL recherchons

TRES BONNE **STENODACTYLO**

Formation secondaire.
Ayant 2 à 3 ans d'expérience.
Libre début septembre.
5 X 8. Salaire très intéressant.

Adresser C.V. manuscrit très complet à CAMPBELL, réf. 946 B.P. 57, 75824 PARIS CEDEX 17, qui transm.

SOCIETE ELECTRONIQUE proche banlieue Nord-Ouest recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Format. ESE, ENST, ou éq.

pour assurer la prospection et la commercialisation de ses produits dans les pays de l'Est et de l'Union soviétique.

Bonne connaissance des langues RUSSE et ANGL. nécessaire.

Ecrire avec C.V., photo et prét. sous référ 76 à TH-C.S.F. SERVICE RECRUTEMENT 53, rue Greffulhe 92 Levallois.

CONSTRUCTION ENGINEER

Paris-Based consulting company seeks experienced CONSTRUCTION ENGINEER to supervise civil works Portion of telecommunications. Project in Algeria. French/English fluency required. Good salary and Fringe Benefits Resume to n° 71.892 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q. tr.

SOCIETE NEUILLY-SUR-SEINE
(Pont de Neuilly)
recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Bilingue français-anglais

— Excellente sténodactylo ;
— Très haut salaire ;
— Situation d'avenir.

Envoyer demande manuscrite et C.V., N° 15.648, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

« SERVICE PAIE » réf. 1351

Au sein de LABORATOIRES INDUSTRIELS dans cadre agréable région parisienne recherche SON

CHEF DE GROUPE

FORMATION :
IUT - Gestion de personnel (ou équivalent)
EFFECTIF :
500 personnes
EXPERIENCE :
2 ans minimum (avec traitement informatique).

Adresser lettre de présentation manuscr. + C.V. + prétentions, faire part expérience acquise, références, N° 15.034, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPT BUREAU D'ETUDES recherche :

INGENIEUR ECONOMISTE

Ayt expérience étude factibilité grands projets industriels à l'étranger.
Anglais souhaité.
Adr. C.V. dét. et prétent. à N° 15.795, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

BOBIGNY
Ville Préfecture recr.

ASSISTANTS (TES) SOCIAUX D.E.

Candidat. M. le Maire.

ECOLE SAINT-MARTIN
95301 PONTOISE
cherche

SURVEILLANTS

ayant autorité et aptitudes animation. Ecr. Directeur.

Nous sommes la succursale d'un impt. groupe allemand dont le siège est implanté au PERRAY-EN-YVELINES et nous vendons des produits pour la fabricat. de fenêtres, portes, façades en aluminium.
Nous recherchons :

UN RESPONSABLE

pour notre service comptabilité. Le candidat doit avoir travaillé dans des postes similaires ou même adjoint au chef comptable.
Adr. C.V. av. photo et prét. à Sté SCHUCO S.A.R.L., B.P. n° 3, 78610 Le Perray-en-Yvelines.

Prof. offre à Philadelphie chbre et 1 500 F par mois contre trav. de ménage.
Tél. : 336-21-23 de 18 h. à 20 h.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE

recherche
pour Bureau d'Etudes Paris

INGÉNIEUR - CALCULATEUR TUYAUTERIES

Expérience Pétrole et Pétrochimie
Connaissant analyse dilatation et supportage
Anglais souhaité

Ecrire avec C.V. à N° 15.240 :
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

CHEF DE SECTEUR PARIS
RESPONSABLE DE MARCHÉS

pour Entreprise de moyenne importance jouissant d'une grande réputation dans le marché des matières premières minérales.

L'homme susceptible de tenir ce poste est avant tout un négociateur habile justifiant de plusieurs années d'expérience dans la vente de produits industriels, si possible des charges minérales : dans les secteurs peinture, second œuvre bâtiment, plastiques, céramique. La langue anglaise doit être parlée et écrite correctement.
Il est offert une grande liberté d'action et une rémunération en rapport avec la fonction.

Les candidatures seront transmises ss réf. n° 1020 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

PROFESSEUR FRANÇAIS (bilingue angl.) pr Américains de 6 à 13 ans résid. Paris Ouest ou banl. Ouest, très qual. gdes exp. méthodes audiovisuelles, imaginatif et dynam. Sal. min. 48 000 F/an. Prem. lettre man. av. C.V., photo et réf., écrire REGIE-PRESSE, no T 71.855, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

L. A. M. rech. LABORANTINE-PRELEVEUSE Cyto-Hémato.
Tél. : 336-10-75.

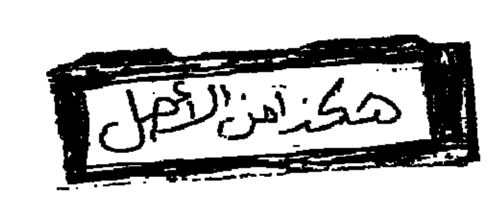
Sté quart. Opéra rech. pour poste d'audit interne comptable 25 ans min., expér. 3 ans min. Envoyer C.V. avec prétentions à C.T.R. 15, rue Louis-le-Grand, Paris-2e.

Organ. coll. taxe apprent. plei dével. ch. cadre administr. fin. resp. dépl. province. Em C.V., lettre man., photo, prét. M. Buisson, OCTAPEH, 26, place Saint-Georges. 75442 Paris Cedex 09.

Association internationale de professeurs offre poste de responsabilités à secrétaire expér bilingue franç.-angl. Env. C.V. à A.C.I. 46 bis, rue Dombasle, Paris-15e

---

Ville de SAINT-DENIS (93) rech. deux directrices de crèche puéricultrices D.E. Possibilité de logement. Avant. particuliers. Rens. au Service du Personnel. Mairie - 752-20-40.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
...RES D'EMPLOI	34,00	39,70
...es d'emploi "Placards encadrés" ...num 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
...ANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
...TAUX OU ...POSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

demandes d'emploi

...HEFS ...'ENTREPRISE

...NCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

...pose une sélection de collaborateurs dans ...ories suivantes



AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

...JEUNE CADRE 30 ans

L'immobilier

appartements vente

AU CŒUR DE PARIS

l'H.P. de TALMA

DIVISE ET RÉNOVE quelques appartements de 4 et 5 pièces dont 2 avec grand jardin privé

JARDIN - SOLEIL - CALME - LUXE

sur place du lundi au jeudi, de 10 h. 30 à 12 heures et de 14 h. 30 à 17 heures. 9, rue de la Tour-des-Dames, PARIS (9e).

Renseignements : 874-19-73 ou à défaut 624-80-15.

Paris

2e 9, rue PAUL-LELONG Après gros travaux RESTAURAT. DE PRESTIGE PROPRIÉTAIRE vend directement BEAUX **STUDIOS DUPLEX** APPARTEMENTS 2-3 PIECES avec MEZZANINES **PRESTATIONS DE STANDING** Caractère scrupuleusement préservé. Vous pourrez me voir. Je serai sur place les 8-9-10-11 juillet, de 11 à 19 h.

DENFERT Beau duplex, 5 P., 100 m², tt cft, calme jard. priv., gd s.-sol. 331-64-97.

R. VERNEUIL - 3 pièces, cft, 42 m2, s/cour claire. Soleil. Excellent état. - 265-35-07.

13e ITALIE, secteur EXTRAORDINAIRE pr placement. Ds bel immeuble rénové 100 %. PROPRIETAIRE VEND DIRECTEMENT **30 STUDIOS** T.C.F. Conçus pour location rapide et rentable dès livraison : octobre 1975. Location et gestion assurée. **325-25-25 · 325-56-78**

E.-ZOLA - Charm. 2 P., 50 m2. 45, RUE FONDARY Calme, soleil. Mercredi 12-19 h.

Mo NATION Sur avenue Ds imm. récent Living, 2 ch., tt cft, 6e ét., asc. Excellent état intér. - 628-79-40.

OPERA 3 pièces tout confort, asc., imm. b. standing. S/pl. mardi, jdi 14-19 h. M. Zirah 5, rue de la MICHODIERE.

2e N.-D.-DES-VICTOIRES Dans BEL IMMEUBLE **STUDIOS - DUPLEX 2 et 3 PIECES** Chambre en mezzanine AMENAGEMENTS GD CONFT et de STANDING. Décoration avec CARACTERE préservé. Vendus directement par Propriétaire - Livraison IMMEDIATE - Me téléphoner : 325-56-78 + 25-25

6e BD DU MONTPARNASSE Imm. pierre de t. Appart. 7 pces, 240 m2, 3e ét., asc., tél., chbre service. Prix 1.100.000 F. KIJOXSON - LAB. 13-89.

16e PASSY - 155 m2 Sal., s. à m., 3 ch., 2 bs, cuis. éq., chbre serv. - 567-22-88.

16e CHARDON-LAGACHE 2 p., cuis., bns, 7e ét. asc. 38 m2. - Tél. : 567-22-88.

16e R. LA FONTAINE. 290 m2 Sal. dble, s. à m., 4 ch., 2 bains, 2 cab. toil., 3 ch. serv. Poss. profession. - 567-22-88.

CHAMP-DE-MARS Immeuble p. de t. Gd standing **100** m2, vaste réception + chbre tout confort, plan excellent. - VERNEL : 526-01-50

BEAU 15e Stud. tout conf. s. bns, cuis. imm. nf. 30 m² s/jard. 723-38-48.

RASPAIL pl. ciel, 250 m² balc., terras., serv. sup. cft., récept. 80 m², 1.500.000 Frank LEBAUPIN. RIC. 38-73.

18e Prop. vend refait neuf, Tout conft. Stand. 35 m² grande cuis. équip. 3 P. 55 m², Cuis. éq., bel imm. 770-74-74.

5e ARRDT. Imm. classé, Studio 25 m2 Ref. nf. « Poutres d'origine » appar. Prop. Sur place mardi, merc. 13-18 h., 1, r. Linné.

PR. LUXEMBOURG SOL. 39-10 Dble liv., 3 ch. 100 m² + ch. serv., 1er ét. entièrem. à ref. Imm. tt cft. P. de T. 395.000.

Mo Charles-Michels **2/3 P.** TT CFT., SOL. TRES COQUET, SYMP. Prix exceptionn. 266-16-65.

TROCADERO IMM. stand. P. de T. 6 P. tt cft. profess. 180 m² + 2 ch. serv. 6e étage. 850.000. J. Feuillade. 579-24-39.

134, Rue **VAUGIRARD** Imm. gd stdg. entièrem. rénov. bx studios et 2 P. en duplex av. terrasse plein soleil, jard., cascade, placem. idéal. Ce jour de 14 h. à 17 h.

DENFERT BEL IMM. P. T. ravalé 10, rue Ernest-CRESSON **5 P.** tt. cft. 4e étage, asc. + ch. serv. Px. 580.000. 526-01-50. Vr mercredi 14-18 h.

ILE SAINT-LOUIS. Original STUD. CARACT. av. mezzanine, cuisine, bains. Refait neuf. 145.000 F. 704-88-18.

AV. BOURDONNAIS Propriét. vendent ds bel imm. p. de t., splendide living + 2 ch., entr., cuis., s. de bains. Tél., chauffage central. PRIX INTERESSANT. Tél. 723-39-74.

TOLBIAC Grand stdg, imm. très récent. Immense 4 p. tt cft, cuisine éq. luxe., parking, tél. Etat neuf. VUE IMPREN. Except. 310.000. gros crédit. Téléph : 345-86-41.

MONCEAU Dans bel imm. pierre de taille 5e ASCENSEUR - BALCON **5 PCES,** entr., cuis., 2 bains, w.-c., placards. Moquette - Chauffage central. REFAIT NEUF. **PRIX 550.000 F** Crédit poss. S/pl. mercr.-jeudi, 14-17 h 30 : **6,** rue Léon-COGNIET ou 723-96-65

ODEON IMMEUBLE NEUF Dernier étage, avec terrasse. Appartement non aménagé. **150 M2 ENVIRON + TERRASSE** 45 M2 ENVIRON Parking souterrain. CAR. 91-45.

12e PRES BOIS. Ds bel imm. récent, living dble, 2 ch., 5e étage, parking. - 285.000 F + C.F. URGENT. - 343-62-14.

Mo PYRENEES Studio Imm. récent tt cft. Vis. jeudi 14 à 19 h : 32, rue des Envierges - 331-81-11

Angle av. KLEBER/r. Hamelin. Propriétaire vend sup. appart. 250 m2 refait et décoré avec goût. Téléphone : 723-82-78.

Paris-16e, av. ERLANGER. Vend 2 p., gd stdg, 330.000 F. Tél. : 603-81-78 ou 486-06-54.

LUXEMBOURG Ds imm. p. de t. ravalé, pl. sol. 1) Délicieux APPART. : entr., liv. dble, chbre, s. de bs coul., cuis. aménag., v.-o., ch. centr., moq., asc.-desc., interph., cave. Décoration raffinée 2) STUDIO : séjour, cuisine aménag., v.-o., s. de bs couleur, placard, moq., asc.-desc., cave. Crédit 70 % sur 18 ans. IDEAL PLACEMENT. Vis., 14 h.-17 h. 30, 12, r. Ursulines.

15e. 3 p. grd stand., 9e étage. Tr. calme, vue tt Paris. Park. Tél. 566-23-85 (heures bureau) ou 250-04-50.

63, rue Raymond-Poincaré, 16e, imm. std., 2e ét., 1r. gd 3 p., tt cft, ref. nf, tél., ch. serv. Prix intéress. Vis. de 14 à 18 h. 30.

Part à part. vd grand studio 40 m², tout confort, 34, cours de Vincennes. Prix : 120.000 F. Téléphone : 357-99-32.

Métro JAVEL, XVe arrondt. Beau 3 p. tt cft, imm. 1925, rav., 67 m2, 320.000 F. Tél. : 254-41-34.

BASTILLE STUDIO confort 69.500 F, avec 15.000 F. cpt + solde comme 1 loyer. 225-62-85.

ETOILE 72 m2, 320.000 F. 3 p., p. de t., balc., tél., asc., chf. cent. à rénov. Tél. 231-87-45.

RANELAGH XVIe 5 p., 2 bs, 160 m2, 2e ét. tt cft. Parfait état, soleil. Michel & Reyl. Tél. : 265-90-65.

S/CHAMP-DE-MARS 7 p., ét. él. EXCEPTIONNEL. T. : 742-23-50.

PEREIRE 6 bis, rue Galvani, XVIIe gd 4 p., bains, 135 m2, ch. serv. 1er ét., soleil, calme, tout conft. Prix : 550.000 F. Tél. : 265-90-05. S/place mercredi 9 de 14 à 17 h.

XVIe R. DES SABLONS, 3 p. s. de bs, cuis., 5e ét. ss asc., Tél., 190.000 F. T. : PAS. 71-29.

AV. JUNOT. Part. vd stud./atel. r.-de-ch., 55m2, ht plaf. 3,40 m., bail 6 ans. rent. 7 %, 240.000. Après 20 h. ou W.-E. : 723-67-40.

Près du Panthéon ODE. 42-70. Jardin privé. Sél. + ch. + cave aménagée.

Raviss. studette s./rue, immble mod. stdg. cœur 7e fr. agr. fr. c., balc. expos. sud. Poss. prof.

PR. MONTSOURIS, belle maison 6 p. avec jardin, 130 m2 hab. ALGRAIN, 285-00-59 et 285-09-54.

17e FACE SQUARE STUDIOS, DUPLEX de 73.000 F à 135.000 F. 34, rue Emile-Level. T. 627-78-84.

PALAIS-ROYAL Restauration de standing. Studios et 2 p. grand confort, chauffage, asc., v.o., DID. 97-15.

79, QUAI D'ORSAY 300 m2, studio 2e étage s/Seine. Px except. Sur place mercredi, jeudi, vendredi de 13 à 18 h. 30.

29, BD HENRI-IV 6e ét., asc., soleil, charm. sél. 40 m2, 3 ch., bns, cuis. tt cft, chbre de serv. Vis. mercredi de 14 h. à 18 h. Tél. OPE. 94-31.

13e GOBELINS Immeuble neuf, tout confort. beau 5 P., 110 m², tél., cave, 2 emplacem. voit., sous-sol. SEICAP. OPE. 73-45.

QUARTIER LATIN PLACE MAUBERT Immeuble de grand standing avec ascenseur. Livraison 4e trimestre 1975. 3 et 4 pièces. Visite sur rendez-vous. TREVAL, 41, rue Réaumur, Paris-3e - Tél. : 277-62-23.

France Conseil

16e Arrt

Une rue calme d'Auteuil
Deux lignes de métro, le Bois,
les commerces, les écoles tout à côté,
un petit immeuble luxueux
entièrement terminé...

et des prix tout à fait exceptionnels
pour les 2 derniers appartements

5885 F/M²

au lieu de

7100 F

7 100 F le m², c'est le prix moyen actuel du marché immobilier du 16e arrondissement. Et pour des immeubles aussi luxueux que la résidence Auteuil-Boileau, les prix sont encore plus élevés. Pourtant, les deux 4 pièces (89 m² +12 m² de balcon) restant à la vente dans ce programme, conservent jusqu'au 15 juillet 1975 leur prix de 1974 : 5 885 F le m² ! Une commercialisation exceptionnellement rapide a permis au constructeur de ne pas avoir à réajuster ses prix et de proposer ainsi des appartements 20 % au-dessous du marché actuel. Pourtant, les prestations sont d'une qualité exceptionnelle comme en témoignent ces quelques extraits du descriptif. - revêtements de sol : marbre de carrare dans l'entrée, parquet de chêne massif dans le salon, moquette de laine sur thibaude dans les chambres et dégagements, carreaux rustiques dans la cuisine... - salle de bains : murs revêtus de plaques de marbre sur une hauteur de 1,80 m, sanitaires et robinetterie de grand luxe, pare-douche en verre fumé, sol en émaux de Briare... - systèmes de sécurité : un quadruple système protège chaque appartement : 1/ un vidéo-interphone permet de voir le visiteur et de déclencher l'ouverture du hall. 2/ une double liaison est assurée avec un centre de surveillance situé à l'extérieur de l'immeuble. 3/ en cas d'effraction, une sonnerie placée sur votre porte se déclenche dans l'immeuble et dans le centre de surveillance. 4/ un bouton de sonnerie dans chaque appartement donne l'alarme au centre de surveillance.

Les quelques détails ci-dessus ne sont qu'un aperçu du confort remarquable de la résidence Auteuil-Boileau.

Pour de plus amples renseignements, appelez Daniel Maréchal au 584.21.21.

5e près Rue MOUFFETARD Ds imm. neuf grand standing STUDIOS et 2 PIECES Rentabilité garantie par contrat 8 % NET. Tél. 033-61-67, LACHAL S.A., 92, bd du Montparnasse (14e)

Mo MONGE Studio 28 m2 1er étage. 115.000 F. - 331-89-46.

TERNES. Vend duplex 4 pièces 117 m2 + terrasses 112 m2, standing. Téléph : 755-84-81.

Rue SAINT-SAUVEUR 135 m2 4 p., bains, cuis. SOL. 24-10.

PARIS, avenue d'Italie pr plact, studio récent tout conft, étage élevé - VIMO, 951-73-76.

MARAIS EXCEPTIONNEL ds tr. bel imm. entièr. rénové, tr. lux APPTS de gd confort. STUDIOS à part. de 139.000. 2 PCES à partir de 249.000. 3 PCES et DUPLEX de classe. 633-43-33.

Appt dble living + 1 chb., s. eau, cft, tél., 3e ét. rue calme. 11e ar. t. b. état, 63m2, cave, px à déb. Vis. s/pl., 17-19 h., 5, r. Pasteur, du mardi 8 au jeudi 10 juillet. Tél. : 355-54-59.

HENRI-MARTIN (près) Imm. p. de t., 3e étage, 7 p., belle réception, ch. de service. MARTIN, Dr en droit. 742-99-09.

XVe (Mairie) récent grand studio tt confort, balcon. MARTIN, Dr en droit, 742-99-09.

TERNES, immeuble en p. de t. gd 4 p., cft, chbre de service. MARTIN, Dr en droit, 742-99-09.

BASTILLE grenier aménagé en DUPLEX avec terrasse. Tél. : BAL. 62-65.

REPUBLIQUE rue R.-Boulanger. PART. vend appt 60 m2 refait luxueus., ent., sél., 2 ch., w.-c., s. de bns, dress., cuis. équipée, chem., poutres + 1 ch. mans., 50.000 cpt + crédit, T. 628-88-11.

MARAIS. Part. vd cause départ étrang. studio caractère confort. Tél. : 359-73-18.

BD MURAT, imm. récent TRES BEL APPT 190 m2, 2 bains, cuis., office, poss. profess. libér., 875.000 F. Téléphone : 288-27-45.

Pr. BON MARCHE, ODE. 42-70 TERRASSE VERDURE 2 SEJ., 4 CH., 4 BAINS, ASC., TEL., 165 m2.

PLACEMENT DE 1er ORDRE ds bel. rénovation gde rentabilité, grand choix de studios, 2 p. duplex. Prix à partir 54.000 F. Tél. : 887-98-20 et 278-12-62.

VIIe AV. DE BRETEUIL 130 m2, 3 récep., 2 chbres, s. de bains, cuis., stdg. T. : 325-82-66.

VAUGIRARD, prop. vend 2 p. nf 1975, 52 m2 + b. stud. bon stdg. Px intér. Tél. 256-61-61, p. 5172.

Vue pl. St-Michel. ODE. 42-70, sél. + ch. tt cft, tél. imm car. A aménager, grenier, terrasse.

RUE HAUTEVILLE imm. stdg ref. neuf, dernier étage, asc., appt + chb. serv. 159 + 32 m2, balc. expos. sud. Poss. proff. S/R.-V. B.N.C.I.C. 359-46-75.

BOUCICAUT part. vend 95 m2 magn. appt d'angle. imm. 1910. 4 p. cuis. éq., bains, asc., desc. Prix : 480.000 F. Tél. : 828-81-85.

Métro BONNE-NOUVELLE dans immeuble rénové 100 % nombreux studios grand conft, ASCENSEUR, V.O., Téléphone. A partir de 70.000 F. DID. 97-23.

GLACIERE RARE A PARIS. Propriét. vd Duplex caractère, tout confort, avec jardin. Tél. 723-37-01.

BD MORTIER SOLEIL, calme, immeuble réc., 2e ét., asc., magn. 4 p. tt cft. Tél., park., 265.000 F. crédit possible Tél. : 345-55-10, p. 30.

CH. MICHELS, gd dble living, 2 ch., c., bs, wc, ét. sup., impec. 475.000 F. Et. Grenelle, 484-26-87.

SAINT-MANDE Mo PTE-DOREE, 300 m. BOIS imm. p. de t., stdg, magn. sél., entr. + ch., cuis. éq., bns, tél., 185.000, avec 40.000 + crédit vendeur. T. : 345-55-10, poste 30.

XVIe près du TROCADERO Immeuble entièrement rénové, occupés, 2 pièces, dépendances. Tél. : 622-16-98, poste 26.

TERNES Stud. tt cft, 32 m2, tr. clair, jdin privat. Imm. récent. Cabinet DORMION : 924-12-04.

MALESHERBES Magnifique 5 pièces, 200 m2, pl. soleil. Entièrem. refait neuf. Bel imm. STAND. AMP. 37-07.

5e BD ST-GERMAIN Réservé aux CONNAISSEURS Dans immeuble classé de **TRES GRAND STANDING GRANDE STUDIOS DUPLEX APPARTEMENTS** (TOUTES SURFACES) **AGENCEMENTS HORS PAIR ET LUXUEUX** Actuellement possible toutes surfaces dans l'état **PROPRIETAIRE :** 325-25-25 + 56-78.

Région parisienne

Mo ST-MANDE-TOURELLES Imm. p. de t., 2e ét. ascenseur, magn. 4 p. tt cft, 300.000 F. crédit poss. Tél. : 345-55-10, p. 30.

Mo CHATEAU-DE-VINCENNES résid. imm. réc. 5 p. tt conft sur rue et bois, parking, tél. Prix 280.000 F. Crédit possible. Tél. : 345-55-10, poste 30.

VERSAILLES, 100 m. gare, imm. p. de t., 5 pces 116m², Balc. sud, s. de bs + s. eau, tél., 2 park. ss.-sol. 45.700 F - T. : 483-60-77.

FRESNES. Particulier à part. 3 p., espaces verts, imm. réc., 120.000 F. - 237-37-79.

P. vend cse départ étranger 4 pièces confort 110 m², impeccable. - 359-73-18.

NEUILLY St-James, ds verdure, luxueux 2-3 p. ds imm. récent. ALGRAIN : 285-00-59 - 09-54.

MARLY-LE-ROI, part. vd 5 p. STAND., 7e ét., balc., cuis. am., bs, 2 w.c., dche, dress., cave, box-parking, piscine, tennis, 290.000 F. Tél. 958-02-23.

NOISY-LE-ROI Résid. gd standing, 6-7 pièces, 143 m², tél., 2 park., 1.500 F. + charges. TOUSSAINT, 782-18-12 - 242-03-73.

Boulogne maison de 7 p. 150 m2, très agréable, jardin de 100 m2. ALGRAIN. T. 285-00-59/285-09-54.

VERSAILLES (près. dans imm. de standing, 5 p. cft, 150.000 F + 18.000 F CF. Tél. : 950-14-60.

De Part. à Part. PARLY II, 200 m et orienté, parc Versailles, 4e et dern. ét., S.-O., dble liv., 2 ch., dress. + cuis. aménagés, 70 m2, tél., park., cve. 295.000 F. Dufour, 46, av. Poincaré, 21 Dilon. Dufour, 46, av. Poincaré, 21 Dilon.

VERSAILLES. Cft appart réc. Sél., 2 ch., cuis., s. bns, w.-c., tt confort. Libre imméd. Prix : 235.000 F - VIMO, 951-73-76.

PANTIN Très beau STUDIO tt confort, ds imm. refait neuf. Prix 50.000 F. - TAI. 77-11.

LE RAINCY Près GARE Appt GD STAND., 5 pces, cuis., 2 bains, 2 wc, 160 m2 + chbre bonne, 2 parkings, 490.000 F. SOGEPA - 936-20-69.

LE PECQ 6' à pied du R.E.R. NEUF - JAMAIS HABITE Vrai 3 p., cuis. équipée, 2 park., cave + hobby-room, chauffage individ., surf. 75 m2. 244.000 F. SOGEPA - 936-20-69

BOULOGNE. Ds imm. stdg. tr. beau studio, cuis. sép., s. bns, tt cft, 4e asc., soleil, bon placement, 102.000 F. Urg. 628-79-40.

BOURG-LA-REINE 5 P., 177 m2, terr. 150 m2, gar. 498.000 F. 331-89-46.

NOGENT-SUR-MARNE 105 m2 + BALCON. Résident., parc., calme, prox. R.E.R. Bois-de-Vincennes, séjour dble, 3 chamb., cuis., office, 2 bains, garage. AG. REGNIER 254, av. Pierre-Brossolette, LE PERREUX. Tél. : 324-17-63.

SANS AGENCE Urgent cse départ, part. vd appt FRESNES 5 p., 94 m2, petit imm., ascens., balcon. Refait neuf, moq., cuisine installée Prix 165.000. Tél. bur. 647-59-26. Domicile 668-02-13.

SURESNES. hauteur. 3 pièces cft., 65 m2, gar. sur jardin. 190.000 F - Tél. : 775-10-75.

Province

Antibes. Vue mer exceptionnelle. 3 p. 82 m², 10e étage. Sud-est. Piscine, tennis, comm. Dir. constr. 389.000 F. R. Smith, av. Alpes. T. (93) 33-00-14. Antibes.

UNIQUE A CANNES sur la Croisette Appartement de caractère à rénover (180 m²) ds imm. cossu à vendre en tte propriété. Prix très intéressant. Vis. sur R.-V. : (93) 39-09-61.

NICE Ouest. Dern. étage. Vue MER · MONTAGNE 3' Promenade Anglais APPT-VILLA, 4 P., Terr. 270 m² hall-sél. marbre, chs moq., 2 s. de bs couleur, chf. électr. ind., isolation phon., cave, park. s/sol 550.000 F. Crédit possible 80 %.

CAGNES-s/MER. Haut. Vue dégagée - Calme. RESIDENT. - Gde VILLA jumelée rve. jard. privé 650 m² env. R.-de-J. s. jeux 40 m² pce serv., ch. cent. maz., cave, gar. 1er niv. 6 pièces, 2 sal. de bs, cuis., balcon avec barbecue. 520.000 F. Crédit possible 80 %.

ADIC 31, avenue Jean-Médecin 06000-NICE. Tél. 88-50-06

VOIR LA SUITE DE NOTRE IMMOBILIER PAGE SUIVANTE

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA CRISE DES TRANSPORTS PÉTROLIERS

Un S.O.S. des armateurs norvégiens

Aucun signe de reprise prochaine n'apparaît dans le déprimé marché du transport maritime du pétrole ni dans celui de la construction des tankers. Les taux de fret continuent à être très bas. Des pétroliers construits il y a dix ans seraient proposés à la vente pour des prix n'atteignant que 10 % de leur coût de construction. Certains experts estiment que d'ici à la fin de l'année, les annulations de commandes pourraient atteindre le chiffre « inimaginable » de 70 millions de tonnes.

La crise est particulièrement grave en Norvège, pays de longue et puissante tradition maritime, dont la flotte est une des premières du monde.

Pour la première fois de leur histoire, les armateurs norvégiens ont besoin de l'aide de l'Etat pour survivre. Jusqu'à maintenant, la flotte marchande a toujours été un atout solide de l'économie du pays, dont les bénéfices couvraient le déficit de la balance des paiements courants. Aujourd'hui, un quart de la flotte est retiré de la circulation, dont 38 % sont des pétroliers, qui se sont réfugiés dans les fjords... où ils gênent les vacanciers. Il s'agit de quatre-vingt-dix navires d'un tonnage total de 10 millions de tonnes qui sont ainsi mis au rebut.

La crise des armateurs est grave, surtout pour ceux qui ne se sont pas protégés avec la signature de contrats de longue durée, mais ont préféré chercher des bonnes affaires au jour le jour. C'est notamment le cas de M. Hilmar Reksten, qui a dû annuler ses commandes de nouveaux pétroliers au chantier naval Aker dont il était le principal client. Le groupe Aker, dont un des principaux banquiers est la célèbre firme londonienne Hambros Bank, est à son tour frappé, parce que M. Reksten n'a pas pu honorer ses obligations financières auprès du chantier, qui au total a perdu les commandes de dix tankers (3,5 millions de tonnes).

L'Etat a dû intervenir dans les deux cas. D'une part, pour sauver l'affaire de M. Reksten, le gouvernement a proposé d'acheter les actions de celui-ci dans différentes sociétés industrielles. D'autre part, pour secourir le groupe Aker, l'Etat a dégagé des crédits considérables afin que le chantier naval puisse s'orienter vers d'autres productions que celle des supertankers, qui ne semble pas devoir retrouver un bon niveau pendant encore très longtemps.

On se demande même en Norvège si l'histoire glorieuse des constructeurs de pétroliers n'est pas terminée, parce que d'autres pays, notamment arabes, cherchent à prendre pied dans ce domaine. En outre, Oslo ne peut pas dominer financièrement à la fois le secteur des pétroliers et celui du pétrole en mer du Nord. Plusieurs armateurs ont du reste orienté une partie de leurs investissements vers le pétrole « off shore », mais ce secteur des plates-formes de forage, lui aussi, donne des signes d'essoufflement.

La pression arabe s'est déjà fait sentir : des émis du golfe Persique se sont montrés intéressés par l'achat de pétroliers norvégiens que les propriétaires étaient conduits à vendre à cause de la crise. Mais le prix de marché actuel des super-pétroliers pourrait être inférieur de moitié au prix de construction. C'est pourquoi l'Etat a décidé d'intervenir une troisième fois. Le gouvernement étudie actuellement les moyens d'empêcher la vente à l'étranger de ces grands navires pour des prix de « braderie ».

FRANK BJERKHOLT.

CIRCULATION

LE CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE : la limitation de vitesse est de moins en moins respectée.

Le Centre d'information civique, après les premiers départs en vacances d'été, s'inquiète de constater que « la limitation de vitesse est de moins en moins respectée » sur les routes.

« La limitation de vitesse, écrit-il, est de moins en moins respectée sur les routes et autoroutes, et pratiquement pas dans les agglomérations. Les accidents recommencent à augmenter. Le Parlement et les pouvoirs publics sont soumis à une série de pressions inadmissibles de la part du lobby de l'automobile afin que la limitation de vitesse soit relevée, c'est-à-dire en définitive annulée. Qu'importe la mort de milliers d'innocents, qu'importe l'économie d'énergie ! Il s'agit de vendre de la « bagnole ».

Le C.I.C. demande :

1) Que le contrôle et la répression soient renforcés en ce qui concerne le respect de la limitation de vitesse (mise en circulation de voitures banalisées) ;

2) Que des mesures draconiennes soient prises quant aux accidents mortels provoqués par les conducteurs en état d'ébriété. La notion de crime doit faire place à celle de délit ;

3) Qu'un nouveau projet de loi soit déposé par le gouvernement afin de renforcer les pouvoirs des préfets en matière de retrait de permis de conduire.

« Le juridisme, conclut le Centre d'information civique (voire les derniers débats parlementaires à ce sujet), n'a pas sa place quand il s'agit de sauver des vies humaines. »

[Le dernier bilan de la délégation à la sécurité routière, portant sur les cinq premiers mois de l'année, fait ressortir une diminution du nombre des accidents mortels en France en avril et mai, diminution que ne compense pourtant pas l'augmentation du nombre des tués sur la route au cours des premiers mois de l'année.

Globalement, de janvier à mai il y a eu sur les routes 4.727 morts au lieu de 4.707 en 1974 pendant la même période. En avril 1975 on a compté 103 morts de moins qu'en avril 1974. De même, en mai, le nombre des victimes de la route a été inférieur de 12 à celui de l'année précédente. Les chiffres définitifs concernant le dernier week-end ne sont pas encore disponibles.]

ENVIRONNEMENT

L'arrière-pays de Vence est inscrit à l'inventaire

De notre correspondant

Nice. — Il était temps et l'irréparable a bien des fois était commis : l'arrière-pays vençois est désormais inscrit à l'inventaire des sites. Cette décision, prise conjointement par le ministère de la qualité de la vie et le secrétariat d'Etat à la culture, intéresse les communes de Coursegoules, Tourrette-Levens et une partie de celle de Vence (Alpes-Maritimes). C'est dans cette zone que se trouve le Plan-des-Noves, pour lequel un certificat d'urbanisme intéressant une superficie de 1 000 hectares avait été déposé par une société à capitaux anglais qui projetait la construction d'un nouveau village.

A cette époque, voici un an, appuyés par de nombreuses associations de défense de la nature et des sites qui voyaient dans cette opération immobilière l'amorce d'une dégradation inexorable de cette zone d'équilibre privilégiée, les services de l'équipement avaient refusé toute urbanisation du Plan-des-Noves, fondant leur refus sur le fait que c'est dans ce bassin naturel que sont recueillies les eaux de pluie et de ruissellement qui alimentent la ville de Vence.

M. V.

(L'inscription d'un site à l'inventaire donne à l'administration des affaires culturelles un droit de regard sur les modifications envisagées. Tout projet de construction ou de démolition doit être soumis à l'architecte des bâtiments de France, qui se prononce dans un délai de quatre mois.)

Assemblées régionales

Une priorité pour la Lorraine : l'autoroute Toul-Langres

De notre correspondant

Nancy. — Le conseil régional de Lorraine, réuni le lundi 7 juillet, après la venue de M. Chirac, n'a guère commenté la visite du premier ministre, mais a examiné les dossiers budgétaires.

Pour 1975, le montant des crédits disponibles provenant des recettes fiscales s'élève à 50,8 millions de francs (y compris le reliquat de l'an dernier d'environ 5 millions).

Les dossiers correspondent à la mise en valeur du potentiel économique pour plus de 50 %, à l'amélioration de l'image de marque et du cadre de vie de la Lorraine (33 %) et au renforcement direct du secteur productif (13 %). Quinze millions — soit un tiers du montant des recettes fiscales — ont été votés pour l'aménagement du lac de Madine, dont le coût total approche 40 millions (27 à la charge de la région, 4 à la charge de l'Etat et 8 sous forme d'emprunt par le syndicat mixte).

Près de 2 millions ont été accordés pour la poursuite de la réfection de l'abbaye des Prémontrés à Pont-à-Mousson, 790 000 francs pour le parc naturel régional de Lorraine, 750 000 francs pour le plan-neige des Vosges et 850 000 pour l'Institut européen d'écologie.

L'autoroute Lorraine-Bourgogne (reliant Toul à Langres) représente une des grandes affaires du conseil régional. Mais les déclarations de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, la semaine dernière, ont laissé planer un doute sur sa réalisation. Le plan de financement serait le suivant : 300 millions à la charge de l'Etat et de la région, pour 50 % chacun ; 50 millions pour la société d'exploitation, et 450 millions par l'emprunt.

Trois opérations — canalisation de la Moselle en aval de Neuves-Maisons, acquisition des étangs du Lindre et développement des télécommunications — seront réalisées grâce à des emprunts d'un montant total de 27 millions.

CLAUDE LÉVY.

M. MICHEL GUY : il faut [...] ver la cathédrale de Bo[...]

M. Michel Guy, sec[...] d'Etat à la culture, vient d[...] ser le projet d'hôtel con[...] qui devait être édifié à p[...] té de la cathédrale Saint-[...] de Bourges.

Dans une lettre adres[...] président de la chambre d[...] merce et d'industrie, le sec[...] d'Etat écrit notamment : « [...] *ques monuments en France [...] être vingt ou trente, cons[...] un patrimoine que tout ap[...] préserver, car ils demeur[...] message essentiel d'art et [...] toire. La cathédrale de B[...] est, je crois, de ceux-là, de [...] bien entendu que celle de [...] C'est pourquoi, à Bourges, [...] à Reims, ou encore à Lyon [...] paraît impossible d'accept[...] projets qui, n'emportant p[...] adhésion définitive, tén[...] raient si on les réalisait [...] résignation attristante. [...] saurais m'opposer au p[...] même d'une construction si[...] placement projeté, encor[...] l'aménagement d'un espac[...] en ce lieu recevrait mon[...] ment. Dans la mesure où l[...] d'une autre implantation [...] paraîtrait ou trop difficile [...] souhaitable, le recours [...] nouvelle équipe d'arch[...] ouvrirait sans doute la voie [...] solution.* »

[En 1972, déjà, un premier [...] de la chambre de commerc[...] été abandonné en raison de [...] sition des défenseurs des si[...] avaient estimé que les constr[...] envisagées étaient trop mas[...] masquaient la cathédrale.]

● UN NOUVEAU BUL[...] D'INFORMATION. — [...] périodique d'informatio[...] les associations fra[...] d'environnement (P[...] intitulé *Piaf - Environn[...]* vient de paraître. Édi[...] l'agence Presse-Envi[...] ment, sous la forme [...] bulletin de 16 pages d[...] graphiées contenant de[...] informations sans co[...] taires. Il compte sorti[...] huit fois par an, pour u[...] d'abonnement de 120 F[...]

★ Piaf environnement, [...] de Monceau, 75008 Paris, 387-32-62.

L'immobilier

appartem. achat

DISPOSE CAPITAUX
Ach. cpt 11e - 12e - 13e
VINCENNES Appts 2 à 5 pces
Mme sans cft 345-86-41.

Achète urgent rive gauche préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 1 à 2 pièces, paiement comptant chez notaire. Tél. : 873-23-55.

ACHETE URGENT COMPTANT Chbre bonne Paris. - 873-20-67.

appartements occupés

INVALIDES
Propr. vendent dans immeuble P. de T. ravalé, Appartements 3 pièces - Tél. : 723-38-58.

R. SAINT-JACQUES
Propriét. vendent dans imm. tt confort, Appt. occup., 4e ét., 5 pièces et Duplex - 723-38-53.

hôtels-partic.

NEUILLY, AVEN. DU ROULE, Ancien H.P. de caractère, 7 p. s/2 étages, 354 m² + sous-sol 60 m² + chambre service. Prix 1.600.000 F. KIJOXSON, LAB. 13-09.

AUTEUIL
BEL H.P. pierre de taille Rez-de-ch. + 2
360 m2 utiles, jardin, parfait pour profession libérale.
LAGRANGE - 266-16-65, p. 7.

XVIe dans hameau privé et protégé, hôtel particulier, calme, soleil, parfait état. Prix élevé. Garage, chambre de personnel. Exclusivité EUROPA SOL. 24-10.

immeubles

NANCY. A vendre gros immeuble rapport. 10.000 F par mois. 21 897 P.M. B.P. 1.580 NANCY.

villas

BEAUCHAMPS
Villa 7 Pces, cuis., 2 salles de bains, w.-c., tt confort. Etat neuf, terrain 850 m², 288-65-97.

JOINVILLE
Bd de POLANGIS, résidentiel, tr. belle villa briq., 5 p. tt cft + garage, jardin. Px 290.000 F à déb. Créd. poss. T. 345-86-41.

LES-ESSARTS-LE-ROI. Très belle villa neuve, double séjour 32 m2 + 3 chbres, jdin 411 m2, part. ét., 250.000 F. T. 951-61-03.

30 KM DE PARIS
autoroute Ouest, sortie Orgeval. Villa neuve disponible, 5 p. + combles aménageables. Bordure bois, proximité gare, 30 min St-Lazare, Px 360.000 F. Tél. : 965-69-59.

LE VESINET
5 minutes R.E.R.
9, ROUTE de la PASSERELLE
Villa de caractère, dble living + 5 ch., gar. Dépend. Terrain 700 m2, grande façade. Secteur calme et boisé.

pavillons

VERSAILLES, près bord forêt ravissante maison ancienne, refait neuf, s/450 m. jardin clos, 120 m. hab., 3 ch., séj. dble, gge. Prix 370.000 F. Tél. 950-14-60.

locations non meublées

Paris
Offre

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
45, rue Héricart, Métro Dupleix, 8, rue Ph.-Dangeau, Versailles, 84, rue d'Alésia, Tél. 523-28-43.

11, RUE ROUSSELET, imm. nf studios et 2 pièces, tout confort, 800/1.200 F. S/pl. mer. 11-16 h.

Pour louer dir. avec pptaires du studio au 5 p. Tél. : 523-21-73.

HAVRE CAUMARTIN
Dans imm. stand. Appt 5e étage. Asc. 6 p., 140 m2 + 2 chambres 6e étage à louer. Bail 6 ans. Pour profession libérale. Téléph. : 387-41-00, heures bur.

MARAIS Dans Hôtel particulier style, gd hall, beau liv. + ch., c. éq., bs, moq. 1.700. 577-29-29.

15e - IMM. NF JAM. HABITE
5 P., 113 M² Park. REGY : 577-29-29.

Me PASSY, Square ALBONI, 8 PCES, 2 bns, téléph., 300 m2. Loy. ms. 5.500 c.c. TRO. 58-97.

Région parisienne
Offre

Sèvres. Pptaire loue 105 m2 dans parc. Service garage. Téléph. 2.000 F ch. compr. 027-25-28. ou gardien : 626-22-22.

Part. loue à Part.
PUTEAUX Beau Studio 32 m2 5' gare. Imm. réc., tout confort, 700 F + charges. 961-97-28.

Près GARE DE PUTEAUX. Résidence Parc Offenbach, 33, rue Cartault. Studios tout confort. Pour visiter, voir gardien.

Demande

ING. ch. sans agce 4 à 6 p. banlieue Ouest. Tél. : 950-36-78.

locations meublées

Paris
Offre

PANTHEON. Propr. loue gd st. meubl., t. cft., tél. ODE. 10-43.

Région parisienne
Offre

NEUILLY Studio meublé, Tél. CALME. Tél. le matin : 506-65-84.

maisons de campagne

Part. vend MAISON CAMPAGNE près ORGEVAL, 160m2 habitab.

constructions neuves

PARIS 19e
du studio au 5 pièces
prix moyen : 3.200 F le m2
ferme et définitif
exemple :
3 pièces 70 m2 + 5 m2 loggia
234.000 F
livraison début 76
avantage exceptionnel
en cas de crédit, les remboursements ne commencent qu'à la livraison de l'appartement.
FELICITÉ
7, rue Curial Paris (19e)
appartement témoin sur place
en semaine de 14 h à 19 h
samedi et dimanche, de 10 h à 19 h
tél. 205.46.41

INFORMATION LOGEMENT
Centre Etoile : 525-25-25
Centre Nation : 346-11-74
Centre Maine : 734-17-09
Pour vous loger ou pour investir
vous propose :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers
SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.
Service gratuit de la Compagnie bancaire.

fonds de commerce

AUBERGE NIVERNAISE TYP. 15 km Nevers. Avec lic. ou s. lic., gde salle + 2 ch., gar., s. d'eau, gren. à amén. + jard. (250 m2). Px 130 000 F à déb. Tél. : 857-00-78.

Vente d'un fonds de Commerce MAISON D'ENFANTS spécialisée, ALLEVARD (Isère), 65 lits. ETE et possibilité HIVER. Conventionnée par toutes Sécurité Sociale. Réputation mondiale médicale. Ecrire : M. PASTOR, 5, square Maisons-Neuves, 38320 EYBENS (76) - 25-45-49.

Restaurant à vendre 1er arrdt. Téléphone : 233-50-12.

CABINET MARCHAND DE BIENS
Importante affaire (500.000 F bénéfice brut annuel). Belle installation, bureaux magasin, standard. A vendre raison de santé dans station touristique Vaucluse.
260.000 F.
Facil. paiement à pers. sérieuse av références. Affaire pouvant être dirigée par toutes personnes, aucune obligation carte professionnelle.
Ecrire ss no 72.031 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

NEGOCE AVEC FAÇONNAGE
Ss connais. spéc. Tr. fle expans. Bénéfice prouvé 74 : 300.000. Px 450.000 + stock 65.000 F.
C.C.I.C. 122, Champs-Elysées (8e) - 359-46-91

Région Bourges, aff. importante, bien située, café, bar, restaur., hôtel, alimentat., 2 sal., 35 et 65 m2 + bout., dépend., matériel compl., tt cft. Tél. : 266-46-40.

viagers

VAUGIRARD Bel imm. p. de taille ravalé
Beau liv. dble + chbre, entrée, cuis., bains, wc. Absol. impecc. Occup. 1 T. 71 ans. Cpt + Rente 700 F/m. - VERNEL, 526-61-50.

Près av. NIEL, s/rue calme Beau 3 pces tt cft, ds bel H. P. 70.000 + 2.500 F. Occupé 1 Tête.
F. CRUZ 8, rue La Boétie 265-68-90

Achète viagers ou nue-propriété Discrétion VERNEL 526-61-50
4, pl. Estienne-d'Orves - Paris-9e

16e VERDURE, calme - VILLA Montmorency .H.P. 8 p. tt cft. Jardin. Terras. Garage. Occup. 1 Tête 73 a. 620.000 F + 3.500 F.
F. CRUZ 8, rue La Boétie

bureaux bureaux

A CLICHY EN BORDURE DU PÉRIPHÉRIQUE
DANS LE CENTRE D'AFFAIRES
"CLICHY PARIS PÉRIPHÉRIQUE"
A LOUER UN LOT DE 246 M² DE BUREAUX
LOYER INTÉRESSANT
CHARGES TRÈS BASSES
(TÉLÉPHONE - CLIMATISATION - PARKING - RESTAURANT)
LIBRE IMMÉDIATEMENT
EXCLUSIVITÉ SAF 622.10.10

A louer, Neuilly, rue Perronet, bureaux 122 m2. Tél. Mme Mairet : 637-45-60.

PROPRIETAIRE
Loue 1 ou plusieurs bureaux ds immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

Bureaux à louer, 100 m2. Quartier Bourse, Opéra. Tél. : 742-77-42.

MAILLOT. Loue ss pas de pte Toutes surfaces. Tous quartiers. 293-45-55 - 522-19-10.

NEUILLY
Bureaux de standing à louer à partir de 148 m2. Richard Ellis, 225-27-80. M. REYE.

Me RANELAGH
A VENDRE local 124 m2 pr bureaux, r.-de-ch., entr. directe sur rue, imm. gd stand. lignes téléphoniques, parkings. PIERRE BATON. 704-55-55.

15e CAMBRONNE
Dans immeuble neuf standing
530 M2 A LOUER
Bureaux cloisonnés
FONCIP - ANJ. 90-73

PL. SAINT-AUGUSTIN
A LOUER 2 bureaux ds immeubles de bureaux gd stand., climatisation, serv. telex, téléph., salle de conférences, parkings. Tél. 522-32-20 ou 65-39.

villégiatures

VALENCIA - ESPAGNE
Appt 4 pièces, confort, terrasse. Pr. plage. Libre août. Pr. intér. Ec. no 6.000, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CORSE. A louer en bordure de plage, villa de 2-3 ou 4 pièces, vue sur le golfe de Lava. FLOREAT, 19, rue des Martyrs, 75009. Tél. 285-09-64, 285-10-15. Soir : 775-10-94.

Loue authent. roulottes gitanes, attelées rand. Provence. J. Moyne, 84320 ENTRAIGUES. Tél. (90) 81-00-35 et (90) 83-16-26.

forêts

MASSIFS FOREST.
(58) 130 ha feuillus, 700.000 ; 14 ha, 850 m3 chêne, 150.000 ; (21) 270 ha pr. Dijon, pavillon chasse, gros gibier., 4.000 l'ha ; 175 ha résineux dont 10 ha 40 a exploit., 1.100.000 ;
(10) 200 ha, 12.000 m3 chêne, hêtre, 2 100.000 ;
(88) 70 ha résineux 10-25 ans, 400.000 F. Jean RICHEZ, B.P. 29, 89200 AVALON.

locaux commerciaux

Particulier cède droit au bail, local commerc. près Sentier, sur 2 niveaux, 600 m2, 2 téléphones. Téléphone : 236-61-47.

URGENT à vdre près TOULON (Var) Z.A., terr. 700 m² dont 300 m² couv. av. bureaux, etc. Ecr. D'Amato Raphael, lotissmt Maison-Blanche, 83130 La Garde.

ADMINISTRATION RECHERCHE
pour ses cours de formation un local aménagé de 300 m2 dans Paris. Tél. ADAM : 733-26-20.

OFFRE EXCEPTIONNELLE A LOUER LOCAL
Superficie 260 m² comportant 16 bureaux et salle de conférence compl. agencés, 10 tél. groupés, 8 parkings, libres immédiatem.
450 F. le m2
Tél : 359-92-30, 92-79, 29-04.

fermettes

42 - Région de Boën. Part. vend ferme conf. 6 pces + dépend. Tél. 34 à St-Martin-La-Sauvetée.

A 14 km au nord de NOYON, calme et verdure, fermette 18e, poutres, tomettes et cheminées. Rez-de-chaussée, cuisine équipée, séjour 30 m², petit salon, deux chambres, salle de bains équipée, w.c. Au premier étage, 3 pièces, douches, w.c. Chauffage central, garage chauffé, téléphone, 900 m² jardin, verger clos.
Tél. notaire : 443-20-17.

terrains

LAMORLAYE
Près Chantilly. Terrain à bâtir 1.024 m², façade 20 mètres, toutes viabilités. - Prix : 102.000 F H.T. Tél. : 457-12-02.

Vend dir. pr part. 3 b. terr. à bât. 2.200 à 4.000 m² tte viab. région Epernon 60 km Paris, 878-80-13, mardi. à vend. 14-19 h.

VION S.A. (fondée en 1900) rech. terrains ttes superficies Paris et proche banlieue. 7, pl. Vendôme, 1er. 260-04-93.

ANGLET (64), 7 km Biarritz, Part. à Part. vd terrain 1.000 m2 toute viabilité, 2 km de la mer. Ecr. no 6.994, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

propriétés propriétés

ETANG à vendre sur terrain boisé, possibilité de construire. Téléph. : (38) Cerdon-du-Loiret par Gien.

LAGNY, magnif. ppté 14.000 m2, mais. 10 p. + dép., gar. 5 voit. ALGRAIN, 285-00-59 - 69-54.

CHAMPIGNY. B. propriété 7 p., tt cft + dépend., jardin 900 m2. ALGRAIN, 285-00-59 - 69-54.

45 MINUTES PARIS
PARTICULIER VEND
SUPERBE PROPRIETE
500 m2 HABITABLES dans parc entouré de murs 2,5 HA, tennis, etc.
Pour renseignements, tél. : Heures bur., 645-68-86 Domicile, 438-91-43.

MARLY-LE-ROI
Très belle propriété Parc 4.500 m² 2 très vastes maisons de caractère exceptionnel. Cabinet TRICOIRE, 963-00-48. Claude ACHARD, 637-14-56.

A vendre 7 km ville d'Arles, proche autoroute FOS, 67 ha de terres, sources importantes. DENYS COLOMB, mas de Cacharel, 13 Saintes-Maries-de-la-Mer. Tél. : (90) 97-84-08.

PROVENCE SUD-LUBERON
Mas rénové, 7 p. + dép. cour intér., 4 ha., jolie vue, 30 km Aix. Prix 500.000 F. Agence CATIER, 84360 LAURIS. T. 46.

Villennes-sur-Seine, dans ILE Parc 5.500 m², quai 80 m., 7 p., confort. 950.000 F. T. 265-68-90.

11 km TOULOUSE, tr. luxueuse résidence. 3 bains. Parc de 15.000 m2. Piscine 20 m.X10 m. Grande maison gardien. Ecrire no E. 7.281 HAVAS, 31002 TOULOUSE CEDEX.

TRES BELLE MAISON
15 km de Cannes, 9 chambres, gd liv., 3 s. bains, w.-c. indépendants, 2 garages, très grand jardin agrémenté, piscine possible, gaz, électricité, village tout près. Ecrire Mme Lefebvre, 6, rue Mondovi, 75001 PARIS.

LE VESINET PARC 3.450 m2
TRES BELLE PPTE rez-de-chaussée + 3 étages (5 appts), dépend. Garage. Gd stand. Ecr. CICE, 49, av. Montaigne (8e).

CANNES. Unique, propté pieds ds l'eau bâtie sur 1.700 m² env. Villa maître plain-pied, living, 5 ch., 2 s. de bs, 1 s. d., cuis., w.c. Mais. gardiens. 2.235.000 F. ANTIBAGENCE, 90, bd Wilson, 06160 Juan-les-Pins. Tél. : (93) 61-18-81 - 61-32-78.

CHEVREUSE Sur 2.500 m2 terrain aménagé et planté 50 arbres. Dans écrin de verdure et forêt. Tr. b. PPTE avec MAIS. 5-6 P. princ., poss. confort, 2 garages. Prix 500.000 F. - 950-14-60.

LARGIER
32, bd Malesherbes - ANJ. 18-03 rech. PROPRIETES de CARACTERE pr Résidence principale et week-end, jusqu'à 80 km de Paris OUEST - SUD - NORD.

BURES-sur-YVETTE - Be[...] priété prox. Me. Bel[...] 6 P. tt confort, tél. + d[...] gar., sur terrain 3.4[...] clôturé - LAF. 02-[...]

ISLE-ADAM Superbe p[...] réception 90 m² + 8 cha[...] 3 s. bs, pav. gard. m[...] PARC 5.400 m² clos de [...] 720.000 FONCIAL 266-[...]

Entre ROUEN et DIE[...] Propriété XVIIIe sièc[...] 9 p. pples, gd confort, d[...] parc 1 ha. vue panoramique.
Mme MEYER-SABAT[...] 9, rue Saint-Florentin, 260-15-57.

CAP D'ANTIBES, versant [...] Juan-les-Pins, extraor[...] propriété Mille et une [...] Part complanté 16 000 m² [...] de maîtres, living, ch[...] salon, 5 chambres, 4 bain[...] rasses, barbecue, piscine, [...] drome. 2 villas indépen[...] amis. 1 villa gardiens. G[...] voitures. ANTIBAGENCE, 90, bd [...] 06160 JUAN-LES-PIN[...] Tél. : (93) 61-18-81 - 61-3[...]

HAUT DE CAGNES (Cag[...] Mer). Demeure 18e s., ex[...] vue imprenable mer, mont[...] 240 m2 habitables sur 4 n[...] tout confort, impeccable, p[...] apparentes, tomettes [...] feuillets anciens. ANTIBAGENCE, 90, bd [...] 06160 JUAN-LES-PINS Tél. (93) 61-18-81 - 61-32-[...]

Juan-l.-Pins, cap d'Ant., [...] ouest Prop. parc 4.000 m², [...] maîtres, 10 p., pisc., villa d[...] 4 p., vue mer féer. 1.900.[...] ANTIBAGENCE, 90, bd W[...] 06160 JUAN-LES-PINS Tél. (93) 61-18-81 . 61-32-[...]

VESINET ULTRA RES[...] 10' R.E.R.
PROPRIETE MANSA[...]
PARFAIT ETAT - Sur 3.5[...] Récept. 80 m2, 6 chbres, 3 [...] FRANCE PROMOTIO[...] IMMOBILIERE - 976-07-[...]

domaines

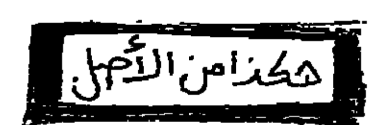
VAR - Dom. 350 ha en pl. [...] Elev. - Moutons - Cér. [...] 1 h. de Cannes. 3 800 000 [...] ANTIBAGENCE, 90, bd Wi[...] 06160 JUAN-LES-PINS. Tél. (93) 61-18-81 - 61-32-7[...]

Réserves foncières

STE-MAXIME (83), 12 km [...] Propr. 530 ha, 3 km front[...] route. 11.500 F l'ha. Très [...] placem. prem. ordre. Rend[...] différé. Vendu réserve f[...] Eau - Electr. - Porte p[...] ANTIBAGENCE, 90, bd Wil[...] 06160 JUAN-LES-PINS. Tél. (93) 61-18-81 - 61-32-78.

VAR. Cause success., 700 ha [...] tenant, vendu réserve fonc. [...] prix incroyable de 0,50 F le [...] soit 3 500 000 F, p. réalis. [...] ANTIBAGENCE, 90, bd Wils[...] 06160 JUAN-LES-PINS. Tél. (93) 61-18-81 61-32-78.

15 min. Marseille, 120 ha. [...] serve fonc. 2 km village. Exce[...] 1.900.000 F. Placem. 1er ord[...] ANTIBAGENCE, 90, bd Wils[...] 06160 JUAN-LES-PINS.



Les régions

LA MODERNISATION DES QUARTIERS ANCIENS

Faire u neuf dans ı vieux

crise économique im-ɔse d'être sage ; les ɔûts du public pour les s anciens « à échelle » sont de plus en plus Ces deux considérations l'affirmation d'une prio-faut réhabiliter le patri-mmobilier ancien.

-ntres et colloques se nt autour de ce thème. ɔ congrès réuni à Rouen centres de propagande tion contre le taudis à la fin de mai, un col-vient d'être organisé à e par le Centre de re- d'urbanisme (CRU) et e nationale pour l'amé-ı de l'habitat (ANAH). Cet ement public, qui a rem-n 1971 le Fonds national ɔration de l'habitat, re-les fonds provenant de additionnelle au droit (environ 380 millions de qu'il distribue sous forme -entions aux propriétaires dernisent les logements tion. Les subventions re-ent 30 à 60 % du coût vaux. Elles sont majorées ıs opérations groupées.

AH a examiné en 1974 ı quarante mille dossiers gé 443 millions en 1973. sponsables estiment qu'un a été atteint et que, de-'afflux des demandes, il écessaire aujourd'hui de ın choix. D'autant que le e des logements concernés ate moins vite que celui lossiers : les propriétaires ent des travaux plus im-ts et plus souvent dans gements isolés.

Louer à bon prix

l'ANAH aide aussi, par e des choses, les spécu-ceux qui « vident » un nt ou un immeuble, puis emisant afin de le louer à ı prix. En disant à Tou-que l'aide de l'ANAH ne pas rendre plus rentables des opérations qui le féjà, (le Monde du 27 Ⅵ. Jacques Barrot, secré-État au logement, a indi-ns quel sens les respon-devaient commencer à leurs « clients ».

ainsi que deux ans de ent de la taxe addition-eront exigés de ceux qui dent une subvention et certain délai sera imposé deux financements. Les ons groupées devront a priorité sur les améné-ts d'appartements isolés travaux d'entretien cou-ravalement) devront être is les mises aux normes ɔ d'habitabilité.

confort le plus élémentaire ı effet défaut à environ millions de Français qui nt six millions et demi de ents, dont plus de quatre ıs n'ont qu'un point d'eau s d'eau du tout. Il reste beaucoup à faire, même si progrès considérables ont éalisés depuis la dernière : 61 % des logements ujourd'hui le confort au e 10 % seulement en 1954.

soixantaine d'opérations ées ont été lancées dans urs villes. Elles concernent de dix-huit mille logements is sur un total de vingt-mille trois cents logements. cents millions de francs bventions leur ont été ré-s pour quatre ans.

opérations sont souvent es par des associations de uration immobilière (ARIM) certaines, comme celle éans, sont animées par les es de propagande et d'ac-contre les taudis (PACT). ont entrepris depuis plus de ans de réparer l'injustice souffrent les plus mal lo-

IICHÈLE CHAMPENOIS.

Orléans se méfie du bulldozer

R. D'ILLIERS – Place du Martroi – Cathédrale Ste Croix – Bibliothèque – 0 100m – RUE DES CARMES – RUE JEANNE D'ARC – ZAD BOURGOGNE – ILOT DES PASTOUREAUX – QUARTIER St PAUL – RUE DE BOURGOGNE – Préfecture – Cloître St Aignan – RUE ROYALE – PLACE DU CHATELET – Nouvelles Halles – QUAI CYPIERRE – QUAI DU CHÂTELET – LA LOIRE

QU'ORLÉANS n'entreprenne qu'aujourd'hui la restauration de ses vieux quartiers, voilà qui peut surprendre. Le centre de la ville, bombardé en 1940, a beaucoup souffert de la dernière guerre. Il a fallu donc en priorité songer à relever les ruines.

Cette opération, menée principalement autour de la place du Martroi, dans les grandes rues commerçantes, la rue Royale, la rue Bannier, s'est achevée assez tardivement dans les années 1962, et l'on peut se demander si elle n'a pas masqué aux yeux des responsables la nécessité de restaurer les autres quartiers du centre qui n'avaient pas été touchés par les bombardements, mais dont le délabrement ne cessait de croître.

Ce qui reste du Vieil-Orléans n'a pas, il est vrai, de quoi séduire outre mesure les experts en restauration ou les amateurs de vieilles pierres. Pas question ici de comparer avec le Vieux-Lyon et ses quartiers Saint-Jean ou Saint-Paul, ou de faire surgir un nouveau Marais. Les monuments rivalisent mal avec ceux des cités voisines du Val de Loire. Ville laborieuse sous l'Ancien Régime, Orléans n'a laissé que des traces de son labeur : vastes entrepôts d'où s'échappe encore l'odeur du vinaigre (la ville comptait à la veille de la Révolution deux cents vinaigreries...), ruelles étroites bordées de modestes demeures, rares façades d'anciennes maisons bourgeoises. On ne peut guère parler d'unité architecturale, d'autant que les constructions, depuis le siècle dernier, ont peu copié ce qui pouvait être le style du quartier.

Le meilleur cliché que le visiteur emporte d'Orléans n'est-il pas finalement celui qu'il découvre du pont George-V : la ligne bleutée des toits tombant sur la Loire, coupée par les clochetons d'innombrables églises et dominée par la masse imposante de la cathédrale.

Une enquête publiée en 1971 par l'Association de restauration immobilière (ARIM) confirme l'état de vétusté dans lequel se trouve le Vieil-Orléans : sur trois cent soixante logements visités dans l'îlot des Pastoureaux, 70 % sont « restaurables », 20 % obéissent aux « normes minimales d'habitabilité », 10 % sont impossibles à restaurer. Parmi les « restaurables », sept sur dix par exemple n'avaient pas l'eau chaude à la cuisine, et les enquêteurs n'ont relevé que six installations de douches, vingt-quatre lavabos...

Familles aux revenus très modestes, personnes âgées, travailleurs immigrés, occupent les lieux. Rien d'étonnant à cela. Et la coutume étant la même à Orléans qu'ailleurs, les marchands de sommeil sévissent. Plus haut dans les beaux quartiers, on hésite le soir tombé à se rendre du côté de la rue de Bourgogne, où des flots de musique arabe s'échappent de la porte des cafés. L'étude de l'ARIM est éloquente sur ce point : 30 % des locataires des Pastoureaux sont de nationalité étrangère, 38 % des logements sont « surpeuplés », 10 % en « surpeuplement accentué » ; 68 % des familles ont des gains mensuels inférieurs à 750 F par mois, 10 % seulement dépassent 1 000 F par mois.

Coups de pioche

La rénovation commence par des coups de pioche. A la fin des années 60, le quartier de la Charpenterie, qui s'ouvre sur la Loire, est abattu. Des immeubles modernes doivent surgir. Mais l'opération dévie finalement de son but : ce sont les Halles, à l'étroit sur la place du Châtelet toute proche, qui sont reconstruites, et mises en service en 1972. Installations en forme de parapluies ou de champignons : les Orléanais, intrigués au départ, ont fini par s'y habituer.

Sur la place du Châtelet, laissée libre par les anciennes Halles, la chambre de commerce fait surgir un énorme cube de béton : cet ensemble commercial inauguré il y a quelques mois doit permettre de revivifier le commerce du centre-ville, bousculé par la concurrence des grandes surfaces qui cernent la ville de toutes parts (*le Monde* du 15 novembre 1972).

Réaction en chaîne : pour joindre la place du Châtelet aux nouvelles Halles, on a de nouveau taillé, élargi. Les jolies petites maisons en courbe de la rue du Petit-Puits voisinent désormais avec de grands murs recrépis sommairement.

Avec la reconstruction, plus soignée heureusement, du village Saint-Paul, qui s'achève de l'autre côté de la rue Royale, est-ce la fin d'une rénovation que certains jugent trop brutale ? Le maire d'Orléans, M. Thinat, aime à répéter : « *Quand la moelle est pourrie, l'arbre lui-même n'est pas loin d'être pourri. C'est pourquoi il est vital pour nos villes de sauver en le conservant ce qui de tout temps a constitué leur cœur.* »

Il semble, en effet, que l'on découvre à Orléans les vertus d'une restauration plus discrète si l'on en juge par les travaux effectués par l'ARIM depuis deux ans. Installée au cœur de l'îlot des Pastoureaux dans un immeuble acheté par la ville et remis à neuf par une subvention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), l'ARIM, dont le PACT local est à l'origine, travaille sur un programme qui doit permettre la restauration de 80 % des sept cents logements que compte ce quartier situé entre la rue Jeanne-d'Arc et la rue de Bourgogne. « *Restauration peu spectaculaire, mais en profondeur* », affirme le directeur de l'agence régionale, M. Anchier.

De fait, point de bulldozers, mais des échafaudages grimpent le long des maisons. Les camionnettes des maçons, des peintres et des menuisiers donnent un peu d'animation à un quartier tranquille jusqu'ici et qui révèle des richesses inattendues. Oh ! certes, pas de porches sculptés ni de tourelles oubliées dans quelque cour sordide ! Les colombages ressortent simplement sous le crépi noirci des murs et des façades. On dégage ici quelques plafonds à la française, là quelques meneaux. Des appartements insalubres se transforment en studios pourvus du confort le plus moderne. « *Il suffirait,* dit encore M. Anchier, *que la ville installe un éclairage original et que l'on nous remette quelques pavés pour que le quartier retrouve tout son cachet.* »

Près de deux cent cinquante logements, à la fin de l'année dernière, étaient terminés, en cours d'étude ou de traitement. La subvention ANAH s'est élevée à près de 1 500 000 F pour 1974. Une subvention qui couvre environ 40 % des travaux engagés par chaque propriétaire. Malgré celle-ci, malgré les emprunts qui peuvent être contractés auprès du Crédit foncier, par exemple, et des facilités sur la feuille d'impôts, le propriétaire hésite à engager l'opération. C'est du moins ce que l'on dit à l'agence, où l'on voudrait aller plus vite encore.

Un bond des loyers

Inévitablement, la structure sociale du quartier s'est modifiée : « *Il y a peut-être moins de travailleurs étrangers célibataires,* explique M. Anchier. *Trois ou quatre personnes âgées sont parties définitivement, semble-t-il. Lorsqu'on déplace une famille pour six mois — et nous nous chargeons du relogement provisoire — celle-ci hésite à revenir en raison de ce deuxième déménagement.* » Les loyers, bien sûr, ont fait des bonds considérables. « *Trente à quarante francs par mois n'étaient pas rares,* continue M. Anchier, qui se souvient même avoir noté un loyer de quinze francs pour deux pièces. *En cas de retour de l'ancien locataire, le loyer est réglementé, mais l'on peut passer de trente à trois cents francs... Dans le cas contraire, le loyer devient libre et s'aligne donc sur ceux qui se pratiquent couramment dans le centre-ville...* »

L'expérience des Pastoureaux fera-t-elle tache d'huile ? Aux opérations où l'on fait « donner » le bulldozer, bien des Orléanais, c'est sûr, préfèrent les charmes discrets de la restauration. A condition, précisent encore certains, que des loyers trop onéreux ne fassent pas fuir de ces quartiers les petites gens qui y vivent depuis longtemps ou depuis toujours et qu'il serait inhumain de vouloir chasser. Bref, que l'on ne passe pas d'une ségrégation à une autre.

« *Un quartier,* expliquent les animateurs du Groupe d'action municipale (GAM), *est aussi un groupement humain lié par un réseau de relations sociales et de traditions. Si l'on supprime cette vie au profit d'un style résidentiel, qui sait combien de temps il faudra pour en recréer une autre ?* » Il est encore trop tôt pour dire si la réhabilitation de l'îlot des Pastoureaux évitera cet écueil.

RÉGIS GUYOTAT.

D'une province à l'autre

MILLAU SANS GANTS ?

ISSUE du terroir, liée à l'environnement, la ganterie constituait, pour la région de Millau, un authentique patrimoine artistique et culturel, qui méritait d'être sauvegardé coûte que coûte. Or, nous constatons avec effroi le vide qu'en s'amenuisant elle creuse dans le pays, à l'heure où un effort très particulier est tenté sur le plan touristique.

L'aménagement de la vallée du Tarn, solution louable dont il faut féliciter les auteurs, va procurer un gonflement d'activités sur les mois d'été. Bien synchronisée aux points névralgiques, elle peut être bénéfique pour l'ensemble de la vallée.

Malheureusement, après l'euphorie viendra la saison morte, c'est-à-dire les autres mois de désespérance pour les jeunes qui ne pouvant se fixer devront s'en aller quand même. Inévitablement, il en résultera un profond déséquilibre. L'animation touristique est *indispensable, mais* ne peut suffire pour sauver la région. Elle devra être relayée, sans tarder, par une action profonde et constante de diffusion d'emploi comme il a été fait, par exemple, dans les Alpes.

En Aveyron, si nous nous reportons à quelques années en arrière, la ganterie tenait efficacement ce rôle important de distributrice d'emplois. Hélas ! cette veine qui pourrait fournir la richesse s'étiole, alors qu'il faudrait conjuguer tous les efforts pour la raviver. Mais que faire pour cela ? Il n'y a d'autre solution que dans la double mesure qui s'impose sur-le-champ : 1. Interdiction des importations hors Marché commun ; 2. Interdiction à l'intérieur du Marché commun des importations sauvages.

Nous désignons par importations sauvages : le fait qu'un fabricant achète hors Marché *commun* (Pakistan, Philippines, etc.) et revende cette marchandise dans un autre pays du Marché commun sous son propre label. Autre exemple : un fabricant d'Allemagne fait fabriquer à l'Est ou à Formose des gants qu'il revend en France sous la désignation « Made in Germany », etc.

La ganterie sera asphyxiée si cette double interdiction n'intervient pas sans délai.

Un autre mal nous ronge désormais : le scepticisme généralisé, qui fait que les jeunes n'ont plus confiance en la profession. Il faudra là aussi porter le fer rouge en prenant les dispositions adéquates, c'est-à-dire en s'employant aussitôt à régulariser l'emploi. Les commandes de printemps sont en effet pratiquement inexistantes, et les ateliers ne travaillent à plein temps que pour l'hiver.

Dans ces conditions, nous suggérons la création d'un organisme d'achat et de vente chargé de commercialiser certains articles de base ou de grande diffusion qui ne pourront plus venir de l'étranger. Cet organisme serait habilité pour la recherche des commandes d'hiver auprès des grands magasins ou autres firmes. Il distribuerait celles-ci début janvier, en vue de la saison creuse, aux divers ateliers de Millau, Saint-Affrique et de la vallée.

Il serait doté d'un financement important et règlerait à ceux-ci, après contrôle, les livraisons qui lui seraient effectuées, ayant aussi entre autres fonctions le soin d'assurer le stockage et la distribution aux acheteurs, aux dates prévues.

PIERRE GOTH,

président de la Fédération de sauvegarde des Grands Causses,

(PUBLICITÉ)

La Direction des Musées de France recrute, par voie de concours, six conservateurs stagiaires de deuxième classe des Musées Nationaux.

Les épreuves se dérouleront à partir du 22 octobre 1975.

Ce concours est ouvert aux candidats âgés de moins de trente-cinq ans au 1er janvier de l'année du concours et qui justifient soit du diplôme le plus élevé de l'École du Louvre, soit d'un titre du niveau de la licence d'enseignement ou de la licence d'histoire de l'art et d'archéologie.

Renseignements et inscriptions du 15 juillet 1975 au 30 septembre 1975 au **Bureau du Personnel de la Direction des Musées de France**, Pavillon Mollien, Palais du Louvre, 75041 Paris Cedex 01, **tél. 260-39-26, poste 32-11.**

Montpellier joue le commerce

DE tout temps, Montpellier fut une ville marchande. Elle a gardé ce caractère. Une quinzaine commerciale, abandonnée dans de nombreuses villes, y renaît chaque printemps. Dans l'intervalle, des manifestations diverses sont organisées par le Comité permanent des manifestations commerciales, dont l'action s'exerce notamment en faveur du petit commerce (surtout dans le centre ville, assurent ceux qui le critiquent) et qui a vocation pour défendre l'ensemble du commerce de la ville. Il y a encore deux comités, l'un s'adressant à deux artères du centre, très animées, la rue Saint-Guilhem et le faubourg du Courreau ; l'autre établi sur une rue étroite, coupant le dédale des voies étroites serrées au cœur de la vieille cité, la rue de l'Ancien-Courrier, d'où partait jadis la malle-poste.

Ce dernier est le plus récent. Son originalité réside pour une large part dans la forme juridique qu'il a donnée à son action, en transformant son amicale en un G.I.E. (groupement d'intérêt économique), un des rares — et le seul peut-être en Languedoc-Roussillon — à ne pas être interprofessionnel.

Dans le monde du commerce montpelliérain, la rue de l'Ancien-Courrier ne date que d'une dizaine d'années. Elle n'était, auparavant, qu'une ruelle sombre et humide, bordée de vieux immeubles qui se dépeuplaient lentement. Les commerçants ont nettoyé les pierres grises, dégagé les remises poussiéreuses, ouvert les portes en plein cintre et retrouvé, sous le plâtre, les voûtes ogivales. La municipalité a procédé au pavage et a installé un nouvel éclairage en supprimant les fils aériens. Les commerces sont venus peu à peu. Il y en avait six en 1968 ; il y en a cinquante-quatre aujourd'hui, dont vingt-sept adhérents au G.I.E.

Ce groupement n'est pas destiné, comme d'ordinaire, aux achats. Ils seraient trop divers. Il vise seulement à l'effort promotionnel en jouant sur le site, le calme, la fraîcheur l'été, l'abri du vent l'hiver, bref, l'air libre. « Air libre », sous-entendu par rapport au Polygone, quartier nouvellement aménagé aux abords immédiats de la place Comédie, c'est-à-dire au cœur du centre ville, sur des terrains dégagés par la municipalité, et où s'est installé un centre commercial à vocation régionale.

Ce centre est apparu comme un concurrent direct et redoutable du commerce traditionnel, qui réagit en cherchant à créer une image de marque plus percutante, plus jeune et, notamment pour l'Ancien-Courrier, plus « dans le vent ». Il s'agit de faire pièce au Polygone et de ne pas voir se détourner les courants créés au cours des ans par la clientèle.

ROGER BECRIAUX.

PRESSE

Libres opinions

« Parisien libéré » : il faut négocier

par JACQUES PIOT (*)

LA presse française connaît le plus long confit du travail de son histoire. En effet, depuis cinq mois, les travailleurs du *Parisien libéré* sont en lutte contre les décisions arbitraires de leur patron, M. Amaury, qui, sous prétexte du déficit financier de son quotidien parisien, le 4 mars dernier, décidait unilatéralement la suppression de l'impression des éditions régionales et celle du grand format du titre, la fermeture de l'imprimerie de la rue d'Enghein et le licenciement de cinq cents travailleurs.

Ces décisions intervenaient avant même que le comité d'entreprise ne se soit prononcé et que l'inspection du travail en ait été saisie.

Aucune information économique vérifiable n'a été possible, et les demandes dans ce sens se sont heurtées à un refus systématique de la direction.

A aucun moment, il ne fut possible d'engager de véritables négociations visant à rechercher des solutions concrètes aux problèmes posés, dans le respect des formes légales et conventionnelles.

Toutes les démarches entreprises par les délégués et les respon- :.bles du syndicat buttaient sur la volonté de la direction du *Parisien libéré* d'imposer ses décisions et de remettre en cause les accords contractuels en vigueur dans la presse parisienne.

***

En prenant du recul, les informations en notre possession permettent d'affirmer qu'en fait cette attitude s'appuyait sur un plan établi ; en effet, dès le mois de février, des contacts étaient pris avec des imprimeurs de province dans le but de leur confier l'impression des éditions régionales ; les dépositaires étaient informés des dispositions nouvelles de distribution du journal qui devaient être mises en place.

Il convient également de souligner, et tous les professionnels .vertis en attestent, que la commande, la livraison, la mise en place des nouveaux matériels destinés aux usines de Saint-Ouen et de Chartres se trouvaient programmées au moment où M. Amaury décidait son coup de force contre les travailleurs de son entreprise et leur organisation syndicale.

A ce sujet, à diverses reprises le comité d'entreprise du *Parisien libéré*, les responsables syndicaux, ont évoqué avec la direction la question des transformations techniques, ainsi que le transfert à Saint-Ouen de la fabrication du journal. A chaque fois, la discussion à peine engagée tournait court.

Pour autant un certain nombre de travailleurs de l'entreprise s'étaient préparés à cette éventualité, et dans cette perspective avaient suivi des stages de conversion professionnelle.

***

A la lumière des faits, il apparaît à l'évidence que M. Amaury n'a jamais envisagé sérieusement de discussions quant à la mise en place de son nouveau matériel ; son objectif était d'imposer au personnel ses propres conditions de travail et de rémunération, en dehors de tout accord préalable avec les représentants syndicaux.

Pour parvenir à ses fins, il lui fallait passer outre aux voies légales et conventionnelles de négociations, tenter de briser l'organisation syndicale.

La direction du *Parisien libéré* et certains élus de la majorité appelés à la rescousse, ont tout mis en œuvre pour prolonger le conflit hors du véritable terrain sur lequel il avait éclaté. Ils se sont employés à en faire une affaire politique, alors qu'en fait il demeure un conflit du travail dont le règlement passe nécessairement par la négociation.

Cette affaire a valu à notre fédération, qui n'en demandait pas tant, des attaques particulièrement violentes des représentants du gouvernement, qui, loin de mettre en œuvre la concertation tant prônée dans maints discours, se sont évertués à jeter de l'huile sur le feu, apportant un soutien actif à M. Amaury. Force est de constater que la concertation de l'ère giscardienne a le souffle particulièrement court.

Lorsque M. Amaury remet ouvertement en cause les libertés syndicales, ne viole-t-il pas délibérément la Constitution, et, cependant, il a eu le pouvoir de requérir les services de chantres de la liberté au Parlement, de la puissance policière, pour couvrir ses agissements. Le premier ministre et le ministre de la police, sur les écrans de télévision, ont clairement pris parti.

Si le gouvernement a volontairement placé un conflit du travail sous un éclairage politique, c'est bien pour dissimuler à la fois son offensive contre les acquis sociaux des salariés de la presse, mais aussi pour se placer en position de force dans on entreprise contre les libertés et la démocratie.

La concertation, les travailleurs du Livre s'enorgueillissent de l'avoir pratiquée bien avant qu'on en parle, et ils ont pu mesurer sur le terrain la perfidie des propos au fur et à mesure du « changement » qui l'a réduite à néant ; quoi qu'il en soit, ils persisteront dans leur détermination de voir régler les problèmes qui les concernent directement par la négociation.

C'est par cette voie que passe la solution du conflit du *Parisien libéré*. La négociation se heurte au refus de M. Amaury de s'asseoir à la table de discussion, mais on ne fera pas croire aux travailleurs du Livre que ceux qui ouvertement ont pris son parti n'ont pas les moyens de l'amener à plus de compréhension. Par ailleurs, le patronat de la presse et du Livre, qui prétend ne pas être concerné par ce problème, doit prendre toutes ses responsabilités.

Or ses responsabilités sont grandes dans cette affaire. Depuis de nombreuses années, notre fédération a demandé aux organisations patronales de la presse que soit négociés, à travers une discussion globale, les problèmes de l'avenir de la presse, en particulier ceux concernant l'évolution des techniques dans la profession ; jamais, malgré nos demandes répétées, une telle négociation au niveau national n'a pu s'engager.

Cette situation contenait en germe le conflit du *Parisien libéré*. La politique du laisser-faire en matière sociale n'a jamais été saine ; compter sur la bonne volonté du patronat pour régler, au coup par coup, les problèmes sociaux posés par les transformations de la presse et le progrès technique entraîne un climat conflictuel peu propice à la recherche de solutions à même de garantir valablement l'avenir du personnel de la presse.

L'urgence d'une telle négociation n'est plus à démontrer, mais il convient d'abord de mettre fin au conflit du *Parisien libéré*.

***

Les travailleurs du Livre ne céderont pas à la dictature d'un homme, auquel il faudra imposer cette négociation qu'il se permet de refuser tout en dilapidant les deniers publics.

Il est intéressant au passage de reprendre les termes de la résolution du 16 janvier de la commission ministérielle du Conseil de l'Europe :

« Le transfert du secteur privé au secteur public de journaux menacés, dont la survie est essentielle pour l'information et la formation de l'opinion publique — et capitale, dans l'intérêt des travailleurs qui en dépendent, que ce soit sous forme d'entreprises de droit public ou de coopératives, — doit être encouragé par des mesures d'assistance financière. De même, il s'agira de promouvoir la fondation de journaux, ainsi que d'imprimeries, qui ne soient pas axés sur la recherche du profit. »

Le gouvernement, depuis plusieurs années, fait la sourde oreille à une « table ronde » de toutes les parties concernées. C'est devenu maintenant une exigence. A-t-il l'intention de créer une situation de fait avant d'être appelé à répondre de son libéralisme de façade ?

(*) Secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T.

LA FÉDÉRATION DU LIVRE : préparez-vous à un mouvement d'ampleur nationale.

Le comité exécutif de la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) s'est réuni le 7 juillet afin d' « *examiner la situation en labeur et en presse* ». Dans un communiqué :

« Il se félicite de la participation massive des travailleurs du Livre à la grève de vingt-quatre heures du 26 juin dernier. Ils ont démontré leur exigence de voir régler positivement les conflits en cours ainsi que les problèmes d'emploi et de salaires.

» Dans l'imprimerie de labeur, les actions qui se poursuivent ont permis d'enregistrer à ce jour de nombreux accords corrigeant la seule constatation de l'indice tant au plan régional que départemental, local ou d'entreprise.

» Considérant la situation dans la presse, le comité exécutif stigmatise le refus du pouvoir et de la quasi-totalité du patronat d'intervenir pour contraindre la direction du Parisien libéré *à la négociation.*

» Il salue tous les travailleurs du Livre qui sont en lutte pour la défense de leur emploi et il les assure de son entière solidarité.

» Il les appelle à participer nombreux au rassemblement qui se tient le jeudi 10 juillet à Paris, à la tour Eiffel, à l'initiative des confédérations C.G.T. et C.F.D.T.

» Le pouvoir et le patronat veulent masquer par leur silence leurs entreprises néfastes, briser la résistance des travailleurs et annihiler leurs luttes.

» Face à cette situation, le comité exécutif demande à l'ensemble des travailleurs du Livre de se préparer à un mouvement d'ampleur nationale. Pour cela, ils organiseront régulièrement des réunions d'information sur le temps de travail, dans les entreprises de presse et de labeur, ainsi que des délégations auprès des directions, ou toutes autres initiatives, afin d'obliger le patronat et le gouvernement à engager des négociations positives dans tous les secteurs concernés. »

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

1.
Vous voulez réussir votre entrée dans la vie active.
Vous avez besoin d'une formation en administration d'entreprise.

Cours général de formation de futurs cadres polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, finances, production, techniques d'étude de marché et de commercialisation). Conditions d'admission : en principe 21 ans, niveau secondaire (baccalauréat ou diplôme équivalent), si possible stages pratiques en entreprise.

2.
Vous êtes déjà un cadre expérimenté. Mais vous visez plus loin.
Vous avez besoin d'une préparation à la direction des entreprises.

Cours supérieur de perfectionnement de cadres déjà en fonction (méthodologie, relations humaines, gestion financière, organisation de la production, marketing). Conditions d'admission : dès 26 ans et 5 ans au moins d'activité professionnelle à un poste de responsable.

3.
Vous préférez des études courtes, mais intensives et un enseignement dispensé exclusivement par des praticiens.
Vous demandez une documentation ECL.

Ecrivez ou téléphonez au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence : MO 9

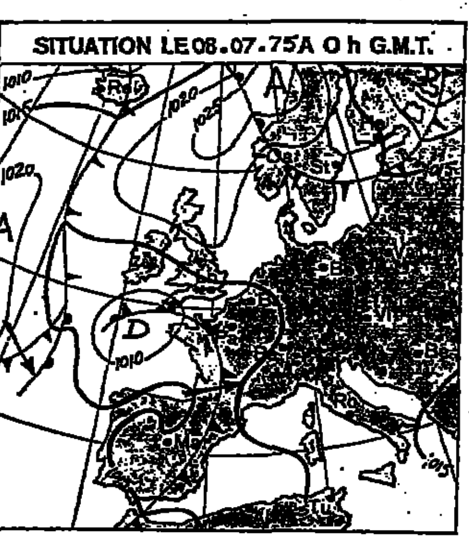
Formation en Administration d'Entreprise et *Préparation à la Direction des Entreprises* sont deux cours de l'Ecole de Cadres de Lausanne — Institut international indépendant spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres d'entreprises.

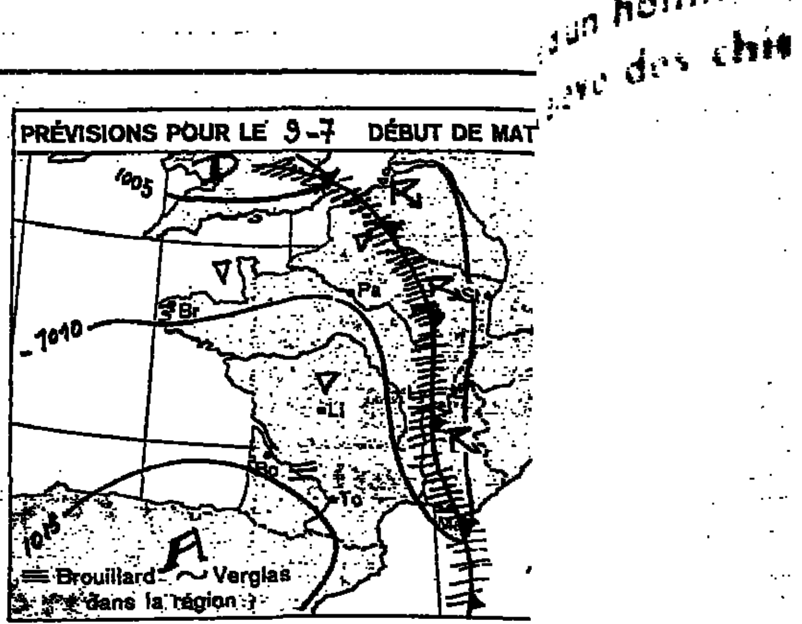
Dans ces deux cours : 1 session par an (octobre à juin), durée 9 mois — Etudes à plein temps pendant 1 an ou à temps partiel pendant 2 ans — Enseignement exclusivement dispensé en français — Etudes de cas et visites — Certificats et diplômes ECL.

après le bac
Médecine? Pharmacie? Sc.Po.? Droit? Sc.Eco.?
Informations et conseils gratuits pour orientation universitaire
IPEC 46, Bd St-Michel
633-81-23
033-45-67

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de

Zone de pluie ou neige ▽ averses ☈ orages ➡ Sens de la marche des fr

Front chaud ▲▲ Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 8 juillet à 0 heure et le mercredi 9 juillet à 24 heures.

La dépression centrée à l'ouest de la Bretagne se décalera vers le nord et atteindra les îles Britanniques. Cette dépression dirigera vers la France des masses d'air océanique instable et assez humide.

Mercredi 9 juillet, sur l'ensemble du pays le ciel sera variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Les éclaircies seront généralement plus belles sur les régions côtières de l'Atlantique, tandis que les nuages, se développant surtout l'après-midi et le soir, donneront, sur les autres régions, des averses éparses parfois accompagnées d'orages. Ces orages seront localement violents avec de fortes rafales et des précipitations abondantes. Après avoir affecté principalement, mardi, les régions s'étendant de la Manche orientale à l'Alsace et à la Bourgogne, ils concerneront surtout, au cours de la journée de mercredi, le Midi méditerranéen, les Alpes et le Massif Central. En général, les températures seront en baisse.

Mardi 8 juillet, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris de 1.012 millibars soit 759 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet) : Biarritz, 25 et 18 degrés ; Bordeaux, 31 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 28 et 15 ; Cherbourg, 21 et 15 ; Clermont-Ferrand, 30 et 13 ; Lille, 27 et 16 ; Lyon, 29 et 15 ; Marseille-Marignane, 30 et 17 ; Nantes, 29 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 30 et 17 ; Pau, 31 et 17 ; Perpignan, 30 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22 ; 30 et 15 ; Strasbourg, 29 Tours, 30 et 13 ; Toulouse, 17 ; Ajaccio, 28 et 16 ; Dijor 15 ; Nancy, 29 et 14 ; Grenc et 14 ; Boulogne, 23 et 17 ; ville, 27 et 16 ; Granville, 28 Saint-Nazaire, 28 et 15 ; Ro Coubre, 23 et 17 ; Sète, 23 Cannes, 24 et 16 ; Saint-E 25 et 13.

Températures relevées à ger : Amsterdam, 27 et 15 ; 30 et 22 ; Bonn, 30 et 17 ; les, 27 et 19 ; Le Caire, 3 Canaries, 26 et 19 ; Cope 24 et 13 ; Genève, 28 et 1 bonne, 24 et 14 ; Londres, 25 Madrid, 31 et 13 ; Moscou, 13 ; Palma-de-Majorque, 33 Rome, 27 et 17 ; Stockholm 14 ; New-York, 26 et 22 ; Al et 20 ; Tunis, 30 et 15 ; Cas 25 et 16 ; Barcelone, 27 et 1 kar, 27 et 24 ; Eilah, 38 et

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 7 et 8 juillet 1975 :

UNE LOI

● Portant règlement définitif du budget de 1973.

UN ARRÊTÉ :

● Fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret réglementant la catégorie d'instruments de mesure : mesures de masse.

Transports

● *Transports gratuits à Versailles*. — La municipalité de Versailles rappelle que les personnes âgées de la commune bénéficiant du Fonds national de solidarité voyagent gratuitement sur les transports publics, tous les jours en dehors des heures de pointe, et non à demi-tarif comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article paru dans *le Monde* du 1er juillet.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE			
125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

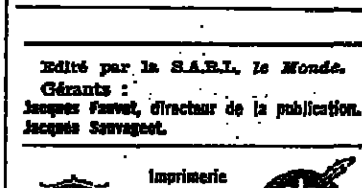
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 195

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II									
III						■			
IV							■		
V			■	■					
VI						■			
VII	■								
VIII		■						■	■
IX						■			
X					■				
XI			■	■					

HORIZONTALEMENT

I. Félicité quand il est grand. — II. N'attend pas l'arrêt complet pour descendre. — Fait entendre un son de cloche ; Expédition de pruneaux ou de dragées. — IV. Cherchera à surprendre ; Conjonction. — V. Coule en France ; Evoque un célèbre concile. — VI. Sel ; Coule en Suède. — VII. Ne surpasseras pas encore. — VIII. Où naquit la poésie lyrique. — IX. Compagne du cordonnier ; Marque d'identité. — X. C'est là plus qu'ailleurs que le militaire trouve l'occasion de servir ; Serre fort. — Al tion ; Au service de Charle

VERTICALEMENT

1. Sultane d'hier, vedette jourd'hui ; Honneur lui soit — 2. A l'habitude de faire Va et vient en Bulgar 3. Diminutif populaire d'u nom féminin ; Plus ou outragées par les ans. — 4. C en mettent parfois beauc partir ; Ont sans nul doute menté l'illustre Io. — 5. queue ni tête. — 6. Cite détale jamais ; En éveil ; I mode. — 7. Est donc un pri Ses bords sont tranchan 8. Mit du temps à parler ; jours solide aux pôles. — suivent et se ressemblent ; tif essentiel du Créateur.

Solution du problème n° 1

Horizontalement

I. Osseuse. — II. Vu ; I III. Tâcherons. — IV. Inouï — V. Lin ; Tue ! — VI. E — VII. Ares ; Sait. — VIII. — IX. Is ; Rôties. — X. M — XI. Elise ; Eté.

Verticalement

1. Outil ; Alice. — 2. An — 3. Secondes ; Mi. — 4. Useras. — 5. Uvéite ; Eol 6. Sûrs ; NS ; Ti. — 7. Ts — 8. Pneu ; Est. — 9. Fosset.

GUY BROU

The Old Vicarage (l'Ancien Presbytere) — Stockland, Devon, Angleterre.
la Residence d'une Comtesse Italienne

Cette propriété exceptionnelle en franc-allev de style, sise dans un terrain de plus de 80 ares, modernisée et équipée de tous les aménagements de grand standing, comprend salles de réception spacieuses, six chambres à coucher, deux salles de bains de luxe, cuisine moderne, jardins, paddock, écuries, etc. . . Prière d'adresser toutes offres de plus de 65 000 livres :

Domain country estates
Domain Country Estates Limited,
12-14 Wigmore Street,
Londres W1. Angleterre.
Téléphone : 01-637 1994 Télex : 23608

(PUBLICITÉ)

remède à de petits maux

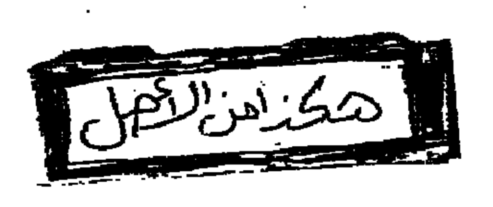
La saison des supplice pour les pieds « enfermés

Monsieur, vous qui n'êtes pas en vacances, sitôt que la température s'élève, vos pieds gonflent, deviennent sensibles, douloureux ; ils vous brûlent...

N'accusez pas uniquement la chaleur ou votre système circulatoire, car vos chaussures risquent d'être les seules coupables. Si vous désirez être réellement à l'aise, il faut voir LARGE, et seul le PALAIS DE LA CHAUSSURE propose du 38 au 50, une gamme de modèles EN 8 LARGEURS par pointure et demi-pointure. Pour les jeunes et les moins jeunes dont les pieds sont longs ou larges, choix unique (exclusivement p homme).

Chaussures sport, box sou chevreau, chaussures montan tressées main, bottillons sp moto, basket, tennis, pant fles, etc.

LE PALAIS DE LA CHAU SURE, 39, av. de la Républiq Paris-11e (face métro Parme tier), envoie gratuitement s catalogue. Ecrivez ou téléphon à : 357-45-92. Pas de succursal parking gratuit.



هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

gaffe d'un homme paisible qui élève des chiens

De notre correspondant

ıtpellier. — *Comme son ne le laisse pas deviner, ɛprise alésienne de gar- ıge (1) n'a pas pignon sur Alès. Elle a son siège dans tite commune cévenole de sile, près de la Grand- e, et son téléphone est à ı, au nom d'une petite boîte ılt du centre ville. Encore il téléphoner de bonne . Jusqu'à 10 heures envi- on connaît l'entreprise et irecteur, M. Gérard Palade ;* midi, on ne sait plus.

propriétaire du bar, rouchaud, répond : Palade ? Je ne vois pas est. Je ne connais pas ce eur ; nous avons beaucoup ients de bonne renommée : les connais pas tous.

Cependant, il utilise votre ıone ?

Un client peut toujours r rendez-vous chez moi, je connais pas pour autant. »

ille est donc cette étrange rise, inconnue à ce télé- et apparemment sans Pour M. Roger Roucaute, té, maire d'Alès, commu- , qui a déposé une question avec débat, il s'agit d'une icine « cachant » une véri- police parallèle ». *Il nde au ministre de l'Inté-* « s'il est dans les intentions police d'État de collaborer des milices privées de type ste, et quelles mesures il te prendre pour mettre fin telles pratiques, qui soulè- l'indignation des honnêtes ».

ntreprise alésienne de ennage est réellement rée. Elle est de fondation ite : un an environ. Son teur est bien M. Gérard le, ancien employé d'une ıté de gardiennage, qui tente ırd'hui de voler de ses pro- ailes.

Je fais, *nous a-t-il déclaré,* ressage des chiens de garde. *sont des bergers allemands: sont dressés pour* le gar- nage d'entrepôts ou d'usi- et non pour s'attaquer à manifestants. Mon entreprise aucune participation à une ɜ armée. Je reconnais que ettre, dont on a donné publi- ɲ, est mal rédigée. Je suis culé en ce moment. Je me mal exprimé et mal relu. fait une gaffe. Les seules ions que j'aie avec la police, pour des fonctions de gar- ıage contre les cambrio- . Il n'est pas question de ɔoser à des mouvements de . Il n'est pas question non de créer une milice patro-

Ne faites-vous pas des éles *:*

Si, mais seulement sur orabilité des postulants mal us pour du personnel nt de loin, par exemple. l'opinion politique des gens ı'intéresse pas.

Avez-vous beaucoup de ɔnnel ?

Non, seulement du person- ntérimaire ou temporaire. En que, je n'ai que des chiens ıarde.

Et le téléphone ?

J'ai fait une demande, mais 'ai pas encore pu obtenir ligne. Quand ma secrétaire n'est pas à l'appel, le téléphone est branché sur le bar. C'est une situation provisoire. Bientôt, nous aurons un grand local à Nîmes.

— Vous mettez en cause M. Jalu.

— Je le connais depuis longtemps, mais il n'appartient pas à l'affaire. »

M. Jalu, ancien député du Gard, président U.D.R. du Gard et membre du comité central, le reconnaît, mais il déclare que les faits ont été déformés à des fins politiques.

« C'est une histoire absurde, *nous a-t-il dit.* Je connais M. Gérard Palade. Qu'il ait utilisé mon nom comme caution morale demeure pour moi très flatteur, car c'est un garçon sérieux dans son travail. Qu'une société de gardiennage soit en relation avec des services locaux de police, rien n'est plus normal par le fait que cette société assure à titre privé un service similaire à celui de la police en matière de protection des biens.

» M. Gérard Palade est d'ailleurs, par contrat, le gardien de nuit de l'office d'H.L.M. de la ville d'Alès. S'il utilise des chiens pour ce travail, il faut admettre que c'est bien dans la vocation de ces animaux, dressés à cet effet.

» Ce qui est criminel, c'est de faire croire à la classe ouvrière, en déformant les faits, qu'il y a entre les gardiens de nuit, qui sont des salariés aussi respectables que les autres, un rapport quelconque avec de prétendues milices patronales. »

Cependant, selon d'autres bruits, il y aurait au SAC une carte de 1973 au nom de Gérard Palade. S'agit-il de la même personne ?

M. Jalu ne pense pas que M. Palade appartienne au SAC : « Je suis moi-même un des fondateur du SAC. Il y a de cela une vingtaine d'années. C'était indispensable pour lutter contre les équipes communistes qui tenaient la rue. Je ne m'en occupe plus depuis longtemps. J'y avais cessé toute activité avant même d'être élu député. A cette époque, M. Palade n'en faisait pas partie. Je ne crois pas qu'il en fasse partie aujourd'hui. Ce que je puis dire en toute certitude, c'est qu'il n'appartient pas à l'U.D.R. du Gard. »

L'affaire reste obscure cependant par certains points. L'Entreprise alésienne de gardiennage, c'est certain, est de petite dimension, mais il est difficile d'en cerner tous les contours. A Soustelle même la querelle ne semble pas faire grand bruit, Gérard Palade, l'enfant du pays, est un homme paisible qui élève des chiens.

ROGER BECRIAUX.

(1) « L'Humanité » du 7 juillet publiait en première page une photocopie d'une lettre de l'Entreprise alésienne de gardiennage adressée aux chefs d'entreprises. Dans cette lettre, M. Palade, qui se recommandait de M. Pierre Jalu et de M. Dumas, commissaire central à Alès, indiquait en particulier que ses « agents » étaient en mesure « de fournir des rapports détaillés concernant le climat social et de tenir la direction informée d'éventuels mouvements pouvant se produire ».

; PHOTOS DE CHIENS DES USINES CHAUSSON AIENT ÉTÉ PRISES A LA FOIRE DE PARIS

ı nom de la société de gar- nage dénommée Agence cen- ɛ de service, Mᵉ Simone De- rde a demandé en référé, le illet, à M. Henri Bedu, vice- ident au Tribunal de Paris, donner la remise à ses clients ɔu, subsidiairement, la des- tion — des négatifs et tira- détenus par la Société Fo- ɔ, l'agence photographique ɔlib représentant certains ɹloyés de la Société de gar- ınage tenant des chiens en ɛe ou le pistolet au poing. ɑ avril dernier, l'A.C.D.S. ɪt autorisé Fotolib à effec- r dans ses services un repor- ɛ photographique à caractère nomique. C'est ainsi que ent photographiés en mai vigiles, soit accompagnés de ens à l'intérieur de la Foire Paris pendant les heures de neture des portes, soit au ɪs de séances d'entraînement tir. Or, les clichés ont été ılsés dans la presse avec des endes tendant à faire croire qu'il s'agissait d'une milice de caractère fasciste mise à la disposition des chefs d'entreprise à l'occasion des grèves.

L'avocat des défendeurs, Mᵉ Daniel Jacoby, a invoqué le droit de propriété du photographe sur ses œuvres, dont le juge des référés ne peut, à son avis, le priver quand les clichés ont été pris avec l'accord des intéressés en vue d'un usage relativement imprécis. D'autre part, il affirma que la société requérante s'était trompée d'adresse en assignant Fotolib, cette agence n'étant pas responsable des légendes que certains journaux ont mis au bas des photos des légendes laissant, par exemple, supposer qu'elles avaient été prises aux usines Chausson. Enfin, il a souligné que Fotolib, liée à l'origine au journal « Libération », a pris ses distances et est maintenant indépendante. La décision sera rendue à une date ultérieure.

ɛVE DE PECHEURS A ɪRSEILLE. — Sur l'initia- ɛ de l'administration des aires maritimes, une ren- ıtre devait avoir lieu ce ɪrdi 8 juillet, à Marseille, entre les patrons pêcheurs et une délégation de travailleurs immigrés de la pêche à la sardine au lamparo, en grève depuis le 6 juillet.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LA FIN DES TRAVAUX DE LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

La coopération est sur « le bon chemin »

déclare M. Kirilline

A l'occasion de la réunion, à Moscou, de la grande commission de coopération franco-soviétique, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre français de l'économie et des finances, s'est entretenu pendant une heure, lundi après-midi 7 juillet, avec M. Alexis Kossyguine, président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. Au cours de cette entrevue, qualifiée d' « amicale », *ont été évoqués, indique l'agence Tass,* « le développement de la coopération franco-soviétique et certains problèmes relatifs aux relations économiques internationales ». *M. Vladimir Kirilline, président du Comité d'État pour la science et la culture, M. Nicolas Patolitchev, ministre du commerce extérieur, et son homologue, M. Norbert Ségard, ont assisté à l'entretien.*

Par ailleurs les conversations entre M. Patolitchev et M. Fourcade, qui séjournait à Moscou depuis le 3 juillet, ont pris fin ce même lundi. Pendant deux jours, les deux responsables ont évoqué, selon l'agence Tass, « *l'élargissement et l'approfondissement de la coopération commerciale, économique et industrielle* », entre Moscou et Paris. Ils ont souligné « *la bonne exécution du programme de renforcement* » de cette coopération, ainsi que les perspectives favorables offertes dans le domaine de la construction de machines-outils, dans la fabrication de produits chimiques, et la production d'alumine et d'aluminium. Cependant la participation de la société française Pechiney à la réalisation du très important complexe d'aluminium soviétique reste subordonnée à l'aboutissement de délicates négociations (voir article ci-dessous).

Enfin, au terme des travaux de la grande commission, a été signé un protocole de coopération spatiale, le premier du genre entre l'U.R.S.S. et un pays d'Europe occidentale. Ce protocole, conclu pour une durée de dix ans, définit les domaines de coopération, tels que l'exploration des planètes du système solaire, l'astronomie gamma, la biologie spatiale, les télécommunications satellitaires.

La coopération franco-soviétique « *est sur le bon chemin* », a déclaré en conclusion M. Kirilline, en précisant que les échanges entre les deux pays dépasseront « probablement », en 1975, le milliard de roubles. De son côté, M. Fourcade a indiqué que, parmi les pays de la C.E.E., la France deviendrait dans quelques années le premier partenaire commercial de l'U.R.S.S. à la fois pour les achats et les ventes, en raison de l'importance des projets pour la recherche et l'acquisition de pétrole et de gaz.

Il faut toutefois noter que, d'après les statistiques soviétiques, les échanges entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale se sont élevés en 1974 à 2,2 milliards de roubles, et qu'avec 940 millions de roubles la France a été dépassée par l'Italie (1,1 milliard), se situant au cinquième rang des partenaires occidentaux de Moscou derrière la R.F.A., le Japon (1,7 milliard de roubles), la Finlande (1,5 milliard), l'Italie, et juste devant la Grande-Bretagne (0,9 milliard).

La difficile négociation d'un « fabuleux contrat »

Samedi 5 juillet, à Moscou, M. Jean-Pierre Fourcade n'a pas caché que la négociation du contrat entre l'U.R.S.S. et Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.) était une « affaire difficile », la concurrence américaine et japonaise, particulièrement favorisée par les fluctuations monétaires, étant à redouter.

Difficile, cette affaire le serait à moins : il s'agit tout simplement du « contrat du siècle » dans l'industrie de l'aluminium. Les Soviétiques ont demandé qu'on leur soumette des propositions pour l'implantation d'une chaîne complète de production, devant constituer l'un des plus grands ensembles du monde, avec cinq usines : la première pour l'alumine (1 million de tonnes), sur les bords de la mer Noire ; la deuxième pour l'aluminium, en Sibérie, la troisième pour les anodes (275 000 tonnes) ; la quatrième pour les produits fluorés nécessaires à l'électrolyse de l'alumine (300 000 tonnes), et la cinquième pour la transformation du métal blanc en tôles, tubes et profilés.

Pour prendre la mesure d'un tel projet, dont le coût actuel dépasse les 12 milliards de francs (3 milliards de dollars), relevons qu'il *équivaut à installer d'un coup* une capacité de fabrication de métal supérieure à la production française de métropole, sa réalisation devant s'étaler sur un certain nombre d'années, et une partie du montage s'effectuant en pleine Sibérie avec tous les inconvénients de l'éloignement et du climat.

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à voir les Soviétiques, acheteurs très avertis et particulièrement redoutés des vendeurs occidentaux, discuter pied à pied les termes de l'accord. Ajoutons qu'ils sont très sensibles à l'inflation des coûts à l'extérieur de leurs frontières et souhaitent en limiter au maximum l'incidence sur les prix.

Il n'y a rien d'étonnant non plus à voir les Américains et les Japonais présenter des offres concurrentes. Outre l'avantage présenté par une dévaluation de 25 % du dollar et du yen par rapport au franc depuis dix-huit mois, leur présence permet aux Soviétiques de disposer d'un éventail de fournisseurs plus large : le président de la grande firme américaine Kaiser n'arrivait-il pas à Moscou en janvier 1974 sur les talons du président de P.U.K. ?

Il n'y a rien d'étonnant, enfin, à voir les négociations s'étirer en longueur, compte tenu des méthodes employées dans les pays de l'Est, dont les experts se défendent avec âpreté, forts de leur avantage d'être excellents payeurs. Les premiers contacts avec P.U.K. datent de juillet 1973, un protocole d'intention a été signé en décembre 1974 lors de la venue à Paris de M. Brejnev, et les discussions techniques durent depuis *de nombreux mois dans une bonne* atmosphère.

Les Français gardent bon espoir : P.U.K. n'a-t-il pas déjà vendu à l'U.R.S.S. une première usine d'anodes dont la mise en route a commencé il y a deux ans ? — F.R.

L'AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

M. Olivier Wormser : il faut surpayer les matières premières pour opérer les transferts nécessaires

Au cours d'une communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques, lundi après-midi, sur « La France et la politique des matières premières », M. Olivier Wormser, ambassadeur de France à Bonn, après avoir rappelé les objectifs traditionnels de notre pays relatifs à une organisation des marchés pouvant assurer aux producteurs une rémunération équitable, s'est demandé s'il n'y aurait pas avantage même à surpayer les matières premières, tout comme le sont, en fait, les produits agricoles, et, à certains égards, la main-d'œuvre, de façon à opérer les transferts nécessaires.

« *L'inélasticité de l'offre et de la demande des matières premières justifie une intervention. Il est préférable qu'elle soit faite d'un commun accord par les producteurs et les consommateurs* », a-t-il poursuivi.

Examinant ensuite les différentes techniques à utiliser, M. Olivier Wormser se prononce notamment pour celle des « *prélèvements variables à l'importation dans les seuls pays riches, dont le montant, arrêté d'un commun accord, serait calculé de telle façon que le prix dit « juste » soit payé par le consommateur dans tous ces pays industrialisés, mais pas par l'utilisateur dans les pays pauvres. Si cette méthode était appliquée au pétrole et aux engrais, ni l'Inde ni tant d'autres pays en voie de développement ne souffriraient comme ils le font aujourd'hui.*

Bien entendu, le produit du prélèvement serait ristourné à une caisse gérée par les États exportateurs en voie de développement ».

M. Wormser conclut sur le thème suivant : des dommages ont résulté de la crise des matières premières et de l'énergie, mais des conséquences bénéfiques peuvent être à moyen et long terme enregistrées, si l'esprit de coopération l'emporte.

● LA POPULATION EUROPÉENNE cessera de croître dans trente ans, indique un rapport publié lundi 7 juillet par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Les experts prévoient une généralisation des familles de deux enfants, une augmentation des divorces et une diminution des mariages. — *(A.F.P.)*

MORRIS
LIVRAISON IMMÉDIATE
GRAND CHOIX D'OCCASIONS
Mécanique - Tôlerie - Peinture
Mise au point par spécialistes
FRANÇOIS & Cie
6 rue St-Ferdinand - PARIS-17ᵉ
ETO. 00-87

CONFLITS ET REVENDICATIONS

CABLES DE LYON : SYNDICATS ET DIRECTION CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

Alors que les travailleurs des Câbles de Lyon (filiale du groupe C.G.E.) commencent leur septième semaine de grève, la direction a décidé de reporter à mercredi la négociation qui devait avoir lieu lundi après-midi « *si la liberté du travail est assurée* ».

« *Contrairement à ce qui avait été conclu entre les parties,* affirme la direction, *le week-end a été marqué par de nombreuses démarches d'intimidation aux domiciles des personnes ayant repris le travail.* » « *Quolibets, injures et menaces ont accueilli ceux qui venaient travailler lundi matin.* »

Pour la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T., « *les prétextes les plus fallacieux de la direction* » montrent son refus de négocier. Les délégués C.G.T. de l'entreprise estiment que « *la présence assidue des renseignements généraux autour de l'usine ainsi que l'utilisation des milices privées et les incidents qui ont eu lieu à l'intérieur de l'usine constituent autant de provocations de la part de la direction* ».

Tout en réaffirmant leurs revendications (300 francs pour tous, prime de vacances de 1 000 francs, paiement des heures de grève et des heures retenues sur la paye des délégués pour leurs activités dans l'entreprise, salaires maximum de la grille de classification), les grévistes demandent l'arbitrage du ministère du travail « *pour négocier véritablement* ».

LA PROLONGATION DU CONFLIT CHAUSSON ENTRAINE UNE SEMAINE DE CHOMAGE POUR L'USINE PEUGEOT DE LILLE

Les négociations entre la direction des usines Chausson et les syndicats sont de nouveau au point mort. Aucune rencontre n'a été fixée après la réunion du 7 juillet, où chacune des deux parties est restée sur ses positions. Il semble bien que cette situation doive se prolonger jusqu'au lendemain du rassemblement du 10 juillet organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour attirer l'attention sur les conflits en cours.

Conséquence de la prolongation de la grève des usines Chausson, l'établissement Peugeot de Lille sera mis en chômage technique les 15, 16, 17, 18 et 19 juillet. Les ouvriers seront partiellement indemnisés par le fond de régularisation de ressources de l'entreprise.

Un délégué C.G.T. licencié

A Gennevilliers, le meeting tenu mardi matin par les syndicats réunissait plus de participants que la semaine passée. Ils ont protesté contre la sanction *prise à l'égard de M. Alain* Martinez, délégué C.G.T. et président du comité de grève. Il vient de recevoir une lettre de licenciement « pour motif grave ». Déjà, la même procédure a été engagée pour deux délégués de l'usine Chenard, filiale de Chausson.

Vous avez votre Bac
vous pouvez entrer à
IPAG PARIS
INSTITUT DE PRÉPARATION A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION
reconnu par l'état qui alterne
la vie d'étudiant et la vie d'entreprise
En trois années d'études, l'IPAG fait de vous un gestionnaire recherché, parce que vous avez déjà acquis de la pratique dans les entreprises en plus de vos études. Votre vie d'étudiant sera répartie ainsi :

	1ᵉ année	2ᵉ année	3ᵉ année
1ᵉ trimestre	stage ouvrier	séminaires de gestion	stage cadre
2ᵉ trimestre	techniques de base	étude en entreprise	spécialisation
3ᵉ trimestre	stage vente	séminaires de gestion	stage aux U.S.A.

La formation de l'IPAG est assurée par des pédagogues, hommes d'entreprise.
Ils emploient les méthodes pédagogiques les plus efficaces : travail en groupes restreints, études de cas, simulations et jeux d'Entreprise.
Ils disposent d'installations et de matériels techniques très actuels : console d'ordinateur, laboratoire de langues, magnétoscopes, etc...
Les entreprises de toutes tailles recherchent de plus en plus des hommes et des femmes rompus aux problèmes d'administration et de gestion.
Vous pouvez être de ceux-là.
Si vous désirez être reçu par l'un des membres de l'équipe pédagogique ou avoir plus d'informations, téléphonez au 222.08.55 et 222.11.53.
IPAG
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE SUPÉRIEUR RECONNU PAR L'ÉTAT
184, BOULEVARD SAINT-GERMAIN 75006 PARIS
222.08.55 / 222.11.53
SER PUBLICITE

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

Le groupe Elf-Erap pourrait ne pas renouveler ses accords de production avec l'Algérie

Elf-Erap « pourrait être amené à préférer des accords commerciaux ordinaires à l'élaboration d'un nouveau contrat de production » avec l'Algérie, a déclaré le 7 juillet, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Guillaumat, président du groupe pétrolier d'Etat Elf-Erap.

« Assurément, notre groupe a encore besoin des pétroles algériens et, devant les développements de la pétrochimie en France, de la gazoline, liée aux productions de gaz », a poursuivi M. Pierre Guillaumat. « Mais l'évolution des conditions économiques détermine une situation dans laquelle le brut nous est livré à un prix élevé. »

Ces propos semblent marquer un tournant dans les rapports du groupe pétrolier d'Etat français avec l'Algérie, qui fut son berceau.

Signés le 15 décembre 1971, les accords pétroliers entre Elf-Erap et l'Algérie avaient officiellement été conclus pour dix ans. Mais ils étaient totalement renégociables au bout de cinq ans. Ces accords marquaient alors l'aboutissement d'une longue crise entre les sociétés pétrolières françaises et le gouvernement du président Boumediène. Le 24 janvier 1971, ce dernier avait décidé unilatéralement une nationalisation à 51 % des sociétés pétrolières françaises opérant sur le territoire algérien. Cette initiative sanctionnait l'échec des négociations sur la fiscalité pétrolière élargies à l'ensemble des relations entre les deux pays. Pendant plusieurs mois, la situation fut assez tendue, les compagnies allant même jusqu'à mettre en garde les acheteurs éventuels d'un pétrole dont elles revendiquaient la propriété.

La crise fut dénouée en deux temps par des accords conclus le 30 juin avec la Compagnie française des pétroles, puis le 15 décembre avec le groupe Elf-Erap. Ce dernier contrat prévoyait notamment :

● L'acceptation des nationalisations à 51 % des sociétés du groupe en Algérie et de la nouvelle fiscalité pétrolière algérienne. En contrepartie, l'Algérie s'engageait à un certain nombre de règlements financiers envers Elf-Erap.

● Elf-Erap ne conservait en Algérie que des droits de production équivalant à environ 6 millions de tonnes par an, provenant essentiellement de l'exploitation des gisements d'Hassi-Messaoud et de l'Ascoop. Auparavant, le groupe français « enlevait » 15 à 18 millions de tonnes chaque année.

C'est ce contrat de coproduction (1), qui expire à la fin de 1975, qui pourrait ne pas être reconduit, à l'inverse de celui liant la Compagnie française des pétroles et l'Algérie, qui a été renouvelé en mars dernier pour une période de cinq ans.

On remarquera que la prise de position de M. Guillaumat survient au moment où l'Algérie renouvelle ses mises en garde à l'égard de certains pays producteurs, qui *« ont procédé à des baisses injustifiées de leurs prix »*, se faisant ainsi le champion du maintien des prix à un niveau élevé. — J.-M. Q.

(1) Les accords signés en 1974 entre le groupe Elf et la Sonatrach, qui portaient sur l'exploration de trois parcelles au Sahara (le groupe français étant opérateur sur deux d'entre elles) expirent à la fin de 1977. Ils ne sont donc pas concernés par le contrat de 1971

LA LUTTE CONTRE LA RÉCESSION

(Suite de la première page.)

Or, dans une économie caractérisée par le libre mouvement des hommes, des biens, des services et des capitaux (malgré un certain nombre de restrictions souvent, du reste, très peu efficaces) il est manifeste que doit exister quelque part une discipline pour permettre au système de continuer à fonctionner et aux différents pays liés entre eux par le libre-échange d'ajuster mutuellement leur politique économique et financière. Dans le cadre d'un capitalisme libéral, cette discipline ne peut de toute évidence être exercée qu'à travers un système monétaire digne de ce nom.

C'est ce qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les négociateurs des accords de Bretton Woods, et en particulier, il faut le souligner, la délégation américaine, avaient fort bien compris. Il est vrai qu'à l'époque le souvenir de la grande crise des années 30, accompagnée elle aussi par une dislocation du système international des paiements, était encore vivace. Mais l'existence d'un *système* monétaire au sens plein du mot exige le respect de ce qu'on appelait pendant les années 20 et 30 les « règles du jeu ». Ces règles sont transgressées à partir du moment où un grand pays profite de sa position dominante pour s'endetter indéfiniment vis-à-vis du monde extérieur. Disons, pour simplifier, que c'est ce qu'ont fait les Etats-Unis depuis une vingtaine d'années, créant ainsi une situation de déséquilibre croissant.

Ce serait sans doute trop simple que d'attribuer le désordre monétaire existant au seul comportement des Américains et à l'accumulation des balances dollars, c'est-à-dire des dettes à court terme des Etats-Unis (auxquelles s'ajoute l'accroissement des balances sterling). On a déjà eu l'occasion de souligner que le trait fondamental qui caractérise actuellement les économies capitalistes est la détérioration des bilans des entreprises, petites, moyennes et grandes, due à un endettement excessif

Pour permettre aux banques commerciales de financer une part croissante des investissements, au moyen de crédits à court terme constamment renouvelés, les banques en question devaient être alimentées en réserves supplémentaires par les banques centrales. Ces dernières à leur tour devaient, pour répondre aux sollicitations de l'appareil bancaire, disposer d'un système leur donnant la possibilité de secréter indéfiniment de nouveaux moyens de paiement. Dans le monde tel qu'il est, cette fonction a été remplie et l'est encore largement par la multiplication des dollars (engendrés d'abord par le déficit américain et ensuite à travers le marché de l'eurodollar).

De cela il résulte que toute réflexion sérieuse sur le système monétaire doit désormais porter sur deux problèmes :

1) Il ne suffit pas de constater que nous vivons dans une « économie de dettes ». Il faut bien voir que l'endettement excessif est à la fois à l'origine des difficultés actuellement éprouvées par les entreprises (d'où la chute de la production) et de la destruction du système monétaire international, qui souffre lui aussi du même mal : au fur et à mesure que les « liquidités » (sous forme d'avoirs en dollars) augmentent, le système devient en réalité de moins en moins « liquide », puisque les mêmes fonds sont des « avoirs » pour ceux qui les détiennent et sont des dettes pour ceux qui les émettent. D'où, par exemple, l'accumulation d'énormes sommes par les pays exportateurs de pétrole, dont on peut se demander si ces derniers seront un jour en mesure de les convertir réellement en biens et services réels.

Il est clair qu'on ne sortira pas de la situation actuelle sans une liquidation des dettes à tous les échelons. Or les débiteurs sont insolvables. Si on laisse les choses aller leur cours, la liquidation des dettes se fera, à l'échelon de l'économie privée, par des faillites qui aggraveront encore la récession. A l'échelon du système monétaire international, la liquidation des dettes se poursuit chaque jour par l'érosion de la valeur du dollar. Le plus urgent est donc de stabiliser le volume de l'endettement et de liquider une partie de l'héritage du passé en retirant de la circulation une partie des moyens de paiements existants (ce qui peut s'opérer en transformant des dettes payables à vue en obligations à moyen et long terme). Il fut un temps où les grands pays industriels pouvaient à eux seuls résoudre ce problème. Le peuvent-ils encore, alors que les pays exportateurs de pétrole ont accumulé sur eux d'importantes créances ?

2) Il conviendrait de reconstruire un système propre à rétablir l'équilibre, ce qui ne peut se faire sans que l'émission monétaire soit dans les principaux pays strictement réglementée.

Il est probable que le président de la République française n'estime pas encore réunies les conditions politiques d'une discussion au fond permettant de jeter les bases d'une véritable réforme monétaire, et peut-être ne songe-t-il, dans une première phase, qu'à une multiplication de réunions de caractère officieux entre les membres du groupe des Cinq. Mais le temps presse, et la récession qu'on n'ose pas encore appeler dépression risque de prendre de court les gouvernements, le dérèglement du système des changes devant s'ajouter aux autres causes à l'œuvre pour provoquer une forte contraction du commerce international, sur lequel pourtant chacun des grands pays compte pour la relance de sa propre activité.

PAUL FABRA.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 7/8	6 7/8	3	4	2 1/4	3 1/4
1 mois	6 3/4	7 1/4	4 1/8	4 5/8	3 3/4	4 1/4
3 mois	7 3/8	7 7/8	4 3/8	4 7/8	4 3/8	4 7/8
6 mois	7 7/8	8 3/8	4 3/4	5 1/4	5 1/8	5 5/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT CNT
CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS
10,50 %
SOUSCRIPTION
Banques, Comptables du Trésor
Centres de Chèques Postaux
Bureaux de Poste
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT :
10,41 %
emprunt CNT
emprunt haute fiabilité

GROUPE FONCIÈRE
COMPAGNIES d'ASSURANCES

Les assemblées générales ordinaires des compagnies d'assurances :
LA FONCIERE-T.I.A.R.D. ;
LA FONCIERE-VIE ;
LA FONCIERE-CAPITALISATION ;
se sont tenues le 30 juin 1975 sous la présidence de M. Guy Taittinger.
Les comptes des trois sociétés pour l'exercice 1974 ont été approuvés à l'unanimité.

FONCIÈRE-T.I.A.R.D.

Le chiffre d'affaires hors acceptations est passé de 637,1 millions de francs en 1973 à 700,3 millions de francs et avec acceptations de 723 591 749 F à 780 890 906 F.

Les sinistres réglés, nets de recours, atteignent 436 310 664 F, en augmentation de 22 810 341 F sur l'exercice précédent.

Au 31 décembre 1974, les provisions techniques s'élèvent à 1 milliard 394 607 461 F, soit une majoration de 168 885 509 F sur 1973.

Les frais généraux, avec 78 millions 247 053 F, s'établissent à 10,62 % du montant du chiffre d'affaires.

Les intérêts dans les filiales et participations dont les résultats sont, dans l'ensemble, satisfaisants ont été confortés.

Le solde créditeur du compte de pertes et profits est de 13 millions 154 985,86 F et permet, après affectation de 7 653 306 F à la réserve des plus-values nettes à long terme et de 7 250 000 F à la réserve pour éventualités diverses, la mise en distribution d'un dividende de 6,50 F par action, soit une rémunération globale de 9,75 F avec l'impôt déjà payé au Trésor, applicable aux 1 000 000 d'actions qui y ont jouissance.

L'assemblée a pris acte de la décision de M. Pierre Laure, président d'honneur, de ne pas solliciter un nouveau mandat, a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Jean Barnaud, Jacques Brunet et Guy Taittinger et ceux de commissaires aux comptes titulaires de MM. Louis Delbor et René Bonnevie, a nommé administrateur M. Jacques Chaine et commissaire aux comptes suppléant, Mlle Geneviève Puiseux.

FONCIÈRE-VIE

Son chiffre d'affaires, avec un total de 84 242 000 F, augmente de 9 114 000 F sur 1973.

Les sinistres réglés se sont élevés à 12 084 000 F, les capitaux échus à 8 616 000 F, les arrérages échus à 1 394 000 F et les rachats à 5 871 000 francs.

Les frais et charges passent de 28 652 000 F en 1973 à 32 760 000 F.

Le solde créditeur du compte de pertes et profits est de 2 331 929,02 F et permet, après affectation de 1 million de francs à la réserve pour éventualités diverses, la mise en distribution d'un dividende de 7,20 F par action, soit, avec l'impôt déjà payé au Trésor, une rémunération globale de 10,80 F applicable aux 180 000 actions qui y ont jouissance contre, pour l'exercice 1973, une rémunération globale de 11,85 F n'intéressant toutefois que 136 800 actions.

L'assemblée a pris acte de la décision de M. Pierre Laure, président d'honneur, de ne pas solliciter un nouveau mandat, a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Jean Barnaud, Jacques Brunet et Raymond Meynial, et ceux de commissaires aux comptes titulaires de MM. Louis Delbor et René Bonnevie, et nommé commissaire aux comptes suppléant Mlle Geneviève Puiseux.

FONCIÈRE-CAPITALISATION

Le nombre des bons de capitalisation est de 640 781 représentant un montant total de 487 773 000 F.

Le chiffre d'affaires réalisé en 1974 est de 19 877 000 F, les capitaux payés durant l'année atteignant 3 446 000 F à la suite de tirages (garantis et non garantis) et 1 744 000 F aux échéances.

Les frais et charges s'élèvent à 9 888 000 F contre 8 754 000 F en 1973.

Le solde créditeur du compte de pertes et profits est de 10 245 751,70 F et permet après affectation de 560 000 F à la réserve de garantie, de 7 249 237,24 F à la réserve spéciale de plus-values à long terme et de 1 675 000 F à la réserve pour éventualités diverses, la mise en distribution d'un dividende de 8,50 F par action soit, avec l'impôt déjà payé au Trésor, une rémunération globale de 12,75 F applicable aux cent mille actions qui y ont jouissance, contre, pour l'exercice 1973, une rémunération globale de 14,10 F n'intéressant toutefois que soixante-douze mille actions.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. René Biblère et celui de commissaire aux comptes de M. Louis Delbor et nommé également commissaire aux comptes M. René Bonnevie.

Les dividendes des trois sociétés seront mis en paiement à partir du 21 juillet 1975.

Par ailleurs, les assemblées ont chacune été informées du projet de restructuration du Groupe Foncière tendant à ramener ce dernier à deux sociétés dont l'une couvrira les risques d'assurances transports, incendie, accidents et risques divers et possédera la quasi-totalité du capital de la seconde qui pratiquera l'assurance-vie et la capitalisation.

La première phase de cette opération a été réalisée le 30 décembre 1974 par l'apport à La Nation complémentaire, filiale de La Foncière TIARD, d'un certain nombre d'immeubles de cette société.

Au cours de la deuxième phase, dont la réalisation sera soumise avant la fin de l'année au vote des actionnaires de La Foncière-vie, de La Nation complémentaire, de La Foncière-TIARD et de La Foncière-capitalisation, La Foncière-capitalisation serait absorbée par La Foncière-vie qui transférerait ensuite à La Nation complémentaire ses portefeuilles vie et capitalisation et serait à son tour absorbée par La Foncière-TIARD, qui, de la sorte, réunirait alors les actionnaires des trois actuelles Foncière.

GROUPE VICTOIRE

ASSURANCES ABEILLE ET PAIX

Le conseil d'administration des Assurances Abeille et Paix a arrêté le bilan et le compte de résultats consolidés du groupe au 31 décembre 1974.

Les opérations de consolidation ont porté sur seize sociétés (huit françaises et huit étrangères) éta[…] dans cinq pays, les méthodes rete[…] étant les mêmes que celles uti[…] l'an dernier. Les éléments car[…]ristiques des bilans 1973 et 1974 […]parés sont les suivants :

	en M.F 1973	en M.F 1974	% d'augment[…]
Situation nette	445	459	3,15
Provisions techniques	3 561	4 170	17,10
Total de l'actif	4 531	5 268	16,22

Un prélèvement de 25 millions de francs sur la réserve pour fluctuation éventuelle de la valeur du portefeuille de la société holding pour doter une provision ayant le même objet explique le faible accroissement de la situation nette.

A l'actif, l'accroissement de la valeur comptable du patrimoine se partage par tiers entre les immobilisations, les valeurs mobilières et les placements à court terme.

Le compte de résultats consolidés fait apparaître un bénéfice d'exploitation de 105 800 000 francs contre 93 147 000 francs, qui, compte tenu des éléments du compte de pertes et profits, et en partic[…] des provisions pour dépréci[…] des portefeuilles de valeurs [mobi]lières, est ramené à un bén[…] net de 46 176 000 francs c[…] 46 956 000 francs.

Cette stabilité du bénéfice résulte d'une baisse des rés[…] de certaines filiales étrangères [qui] vient compenser l'augment[…] enregistrée sur les principale[s fi]liales françaises.

La valeur d'actif net comp[…] de l'action Assurances Abeill[e et] Paix qui résulte du bilan con[…] passe de 279 francs en 19[…] 285 francs en 1974.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires T.T.C. de la société et de ses filiales en juin 1975 s'élève à 81 548 000 F contre 76 millions 688 000 F en juin 1974.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE - S.S.B.

De récentes modifications sont intervenues dans la composition du conseil de surveillance et du directoire de la Société séquanaise de banque.

A la suite de la démission de M. Henri Chatel, le conseil de surveillance a nommé en remplacement M. Jacques-Henri Gougenheim, qui a, par ailleurs, été déchargé à sa demande de ses fonctions au sein du directoire.

Par ailleurs, le Crédit Commercial de France a désigné M. Henry de Blanchard, directeur central, en tant que représentant permanent, en remplacement de M. Géraud de Labeau, directeur général adjoint.

M. Bernard Bardury ayant été nommé membre du directoire à compter du 1er juin 1975, le directoire de la Société Séquanaise de Banque est composé de la manière suivante : MM. Henri Wallon, président, Bernard Bardury, Hugues Lasseron, Didier Tfeiffer.

GEVELOT S.A.

L'assemblée générale ordinair[e du] 30 juin 1975 a approuvé à l'u[nani]mité les comptes de l'exercice se soldant par un bénéfice n[et de] 7 374 432,94 francs.

Elle a décidé la distribution [d'un] dividende de 8 francs par [action] qui, majoré de l'avoir fiscal, respondra à un revenu glob[al de] 12 francs.

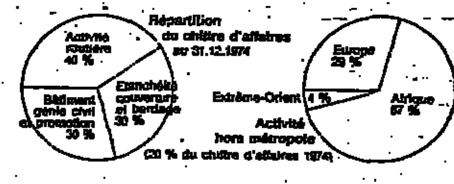
Ce dividende sera payable [à partir] du 15 septembre 1975 sur [présen]tation du coupon n° 22 aux [sièges] de la société et aux guichets [de la] Société Générale et du Cré[dit du] Nord et Union parisienne [...] bancaire.

(Publicité)

M. Andrew L. LÖRANT, Pré[sident] Directeur Général de LEVITT-FR[ANCE] depuis sa création en 1964, Mme Sophie VIOLET, admin[istra]teur, n'ont pas vu leurs fon[ctions] renouvelées dans le Conseil d'[admi]nistration de la Société qui, [...] passée sous le contrôle d'un [...] américain, vient d'élire comme [admi]nistrateurs MM. Edward P. EIC[...] John A. KOSKINEN, Armand [...]MANN, Aram KEVORKIAN e[t ...] PRESSMANN.

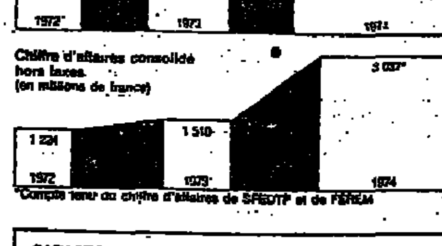
SCREG Chimique Routière
augmente son capital

Une activité bien équilibrée et diversifiée.
Le Groupe SCREG emploie 30 000 personnes dont 1 500 ingénieurs et cadres.

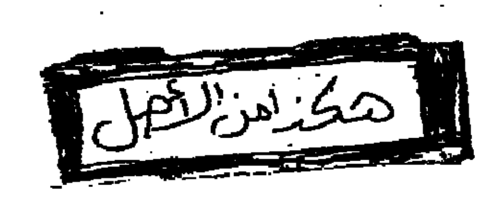


Des atouts pour l'avenir.

But de l'émission.



CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 JUILLET

Marché calme
...ais bien orienté

...la persistance d'un assez ...courant d'échanges, la ...e Paris est restée bien ...en ce début de semaine. ...pas gagné en ampleur ...ement de reprise, qui ...amorcé à la veille du ..., s'est du moins étendu ...mi-séance, l'indice Cap... ...enregistrait déjà une ...6,37 points à 787,58, en ...détachement ce jour de ...: coupons (dix-huit au ...

...part, il est vrai, ont été ...e partie récupérés. Bref, ...e, l'on dénombrait près ...ite hausses s'échelonnant ...é. La vedette a été tenue ...iments français, qui ont ...5,7 %; les points de fer... ...sont répartis dans tous ...rtiments, avec une lé... ...érence pour la construc... ...rique.

...du dollar, espoir d'une ...montée de Wall Street, ...rachats du découvert, ...osition reste importante : ...le raisons qui peuvent ...la bonne tenue du mar... ...fait, d'après les rensei... ...que l'on parvient à ob... ...tains grands investisseurs ...traient discrètement pour ...les cours. Mais cela reste ...ent à démontrer.

...marché de l'or, les cours ...varié, la hausse du dollar ...ant pour une bonne part ...du prix du métal, à ...Le lingot a fléchi de ...ement et le napoléon ...La pièce française de ...même été une des rares ...r avec l'Union latine. ...s autres ont progressé, à ...u kilo en barre, qui a ...un cours de 22 350 F ...). Le volume des trans... ...est élevé à 7,65 millions ...s contre 7,27 millions.

...aleurs étrangères, bonne ...s américaines, des pé... ...ernationaux et des mines ...uvelle avance des alle...

LONDRES

Dans l'attente d'une réponse du syndicat des mineurs au plan gouvernemental anti-inflationniste, le marché se montre calme et hésitant mardi matin. Les industrielles retrouvent leurs niveaux précédents après quelques dégagements initiaux. Avance des pétroles. Fléchissement des mines d'or et des fonds d'État.

OR (ouverture) dollars : 162,75 contre 162,50

VALEURS	CLOTURE 7/7	COURS 8/7
War Loan 3 ½ %	24 7/8	24 13/16
Beechamps	234	283 1/2
British Petroleum	518	524 1/2
Shell	305	308
Vickers	131	131
Imperial Chemical	263	263
Courtaulds	123	123
De Beers	312	311 1/2
*Western Holdings	37 1/4	36 3/8
Rio Tinto Zinc Corp	181	181
*West Driefontein	47	46

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	4 juill.	7 juill.
Valeurs françaises	124	124,2
Valeurs étrangères	127,1	128,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1962.)

Indice général	71,8	72,1

Taux du marché monétaire

Effets privés ..... 7 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7/7	8/7
1 dollar (en yens)	296 50	295 75

NOUVELLES DES SOCIETES

P.U.K. — PUKCO, filiale américaine à 100 % du groupe Péchiney-Ugine-Kuhlman, va lancer une offre publique d'achat au prix de 19 dollars sur toutes les actions en circulation de la société Howmet, cotée au New York Stock Exchange, dont elle détient environ 70 % du capital. Cette offre serait valable jusqu'au 31 juillet 1975. Cette opération, qui vise à intégrer complètement Howmet au groupe P.U.K., concerne également les obligations convertibles 4 1/2 % 1987 de la firme américaine au prix de 630 dollars par 1 000 dollars en nominal d'obligations.

Le développement de Howmet se poursuit avec succès dans ses différentes branches d'activité, et notamment dans le domaine de la fabrication d'éléments pour les turbines à gaz.

ASSURANCES ABEILLE PAIX. — Bénéfice net consolidé pour 1974 : 46,17 millions de francs contre 46,95 millions. La valeur d'actif net comptable par action à fin 1974 s'élève à 285 francs contre 279 F.

NEW YORK

Assez vif repli

Après trois jours de chômage, Wall Street a rouvert ses portes lundi sur une note plutôt lourde. D'importantes ventes bénéficiaires, favorisées par la crainte d'une hausse des taux d'intérêt, ont en effet pesé sur les cours, et, en clôture, l'indice des industrielles accusait un recul de 10,71 points à 861,08.

L'activité s'est très sensiblement ralentie : 15,85 millions de titres ont changé de mains contre 19 millions jeudi matin.

Afin de ralentir la croissance de la masse monétaire, la Réserve fédérale intervient depuis quelque temps sur le marché de l'argent, où elle fait monter les taux interbancaires. Ce renchérissement influe naturellement sur les autres taux, qui tendent aussi à se raffermir. Certains n'excluent pas, dans ces conditions, la possibilité de voir les banques relever de nouveau leur « prime rate », d'où l'inquiétude des opérateurs. Celle-ci reste toutefois assez tempérée dans la mesure où une hausse des taux d'intérêt apparaît inopportune au moment où se manifestent les premiers signes de reprise de l'expansion et où les banques se plaignent du ralentissement de leur activité.

Néanmoins cette évolution a eu pour effet de raviver le marché des valeurs à revenu fixe, dont les rendements sont devenus plus attrayants, au détriment du marché des valeurs à revenu variable.

Sur 1 851 valeurs traitées, 910 ont baissé, 508 ont monté et 433 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 169,21 (— 0,57) ; services publics, 83,59 (— 0,86).

VALEURS	COURS 3/7	COURS 7/7
Alcoa	47 ...	45 1/4
A.T.T.	51 3/8	50 3/4
Boeing	28 3/4	28 7/8
Chase Manhattan Bank	37 3/8	37 3/8
Du Pont de Nemours	126 ...	124 ...
Eastman Kodak	103 5/8	102 1/8
Exxon	91 3/4	90 1/2
Ford	40 1/2	40 1/2
General Electric	52 1/4	51 3/4
General Foods	25 7/8	25 5/8
General Motors	48 3/8	48 1/2
Goodyear	18 3/8	18 1/4
I.B.M.	206 1/2	204 ...
I.T.T.	23 3/4	23 1/2
Kennecott	39 ...	38 7/8
Mobil Oil	46 7/8	48 1/4
Pfizer	32 1/4	31 ...
Schlumberger	86 1/4	86 1/8
Texaco	26 1/4	26 ...
U.A.L. Inc.	19 5/8	19 7/8
Union Carbide	61 1/8	60 ...
U.S. Steel	59 1/2	58 7/8
Westinghouse	18 5/8	18 1/8
Xerox	63 5/8	67 1/4

...URSE DE PARIS — 7 JUILLET — COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

...raison de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer ...les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
	[illegible]				

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/7	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 121	4 148	4 15
Canada ($ can. 1)	3 997	4 033	4 07
Allemagne (100 DM)	172 325	172 525	172 ..
Belgique (100 fr.)	11 511	11 542	11 ..
Danemark (100 krd.)	73 720	74 270	75 ..
Espagne (100 pes.)	7 294	7 320	7 37
Grande-Bretagne (£ 1)	9 042	9 064	9 10
Italie (100 lires)	0 647	0 648	0 64
Norvège (100 krs.)	82 120	82 170	82 50
Pays-Bas (100 fl.)	166 575	166 200	166 ..
Portugal (100 esc.)	16 720	16 670	15 75
Suède (100 krs.)	103 220	103 250	103 ..
Suisse (100 fr.)	162 400	161 975	166 ..

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/7
Or fin (kilo en barre)	22260	22220
Or fin (kilo en lingot)	22315	22270
Pièce française (20 fr.)	243 10	242 80
Pièce française (10 fr.)	178 10	174 50
Pièce suisse (20 fr.)	226 60	228
Union latine (20 fr.)	212 10	209 90
Souverain	214 50	214 70
Pièce de 20 dollars	1018 ..	1026
Pièce de 10 dollars	507 20	510 ..
Pièce de 5 dollars	351 ..	.. ..
Pièce de 50 pesos	896 50	901 50
Pièce de 10 florins	185 30	187 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]		

HORS COTE

[illegible]

OBLIG. ECHANG.

[illegible]

SICAV

8/7	Emission frais inclus	Rachat net
[illegible]		

*Cours précédent

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Louez une voiture et le Super Service Europcar : 645.21.25.

NOTRE Télex A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télexons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons. 35 mots environ pour l'Europe : 8 à 10 F USA : 22,30F Japon : 27,80 F etc. + abonnement 86 F par mois ou supplément 8,60 F par télex.
étrave SERVICE TÉLEX
345.21.62 + / 346.00.28
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

COURS AZ
Méthode Audio-visuelle
196, rue Saint-Honoré, Paris (1er)
Tél. : 508-94-44/93-63
Métro : Palais-Royal
LANGUES
de 15 à 150 h.
Anglais - Italien
Allemand - Espagnol
Français
De 8 h. à 20 h., toute l'année, sauf samedi

A B C E F G H

EN DÉPIT DE LA « CONCURRENCE » SOVIÉTIQUE

Pékin espère resserrer ses liens avec Bagdad

De notre correspondant

Pékin. — Selon toute apparence, Chinois et Irakiens étaient convenus de donner un objectif limité à la visite à Pékin du vice-président de la République d'Irak, M. Mohieddine Marouf. Celui-ci a pourtant eu droit à rencontrer non seulement M. Chou En-lai, mais aussi le président Mao Tsé-toung. Evoquant ces réceptions dimanche 6 juillet, lors du banquet qu'il offrait en l'honneur de M. Marouf, le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, a assuré que la visite du vice-président avait été « *tout à fait réussie* ».

Il y avait et il demeure encore, selon toute évidence, une grande divergence entre les deux pays au sujet de l'attitude à adopter envers l'Union soviétique. Les liens étroits noués par l'Irak avec l'U.R.S.S. expliquent le niveau relativement modeste des relations sino-irakiennes.

Il est possible et il est même vraisemblable que les deux parties aient décidé d'améliorer un peu leurs rapports, La Chine au nom de la solidarité du tiers monde et en fonction de l'importance croissante du golfe Persique, l'Irak pour acquérir un peu d'aisance et élargir sa marge de manœuvre face aux Soviétiques.

La Chine est pratiquement dépourvue de moyens d'action dans le Golfe. Elle dispose d'un seul atout : son prestige de nation dynamique du tiers-monde, sur lequel elle se fonde pour faire prévaloir ses conceptions stratégiques et sa politique dans la région.

Cette politique est exposée en long et en large dans les nouvelles accumulées ces derniers jours sur le Proche-Orient dans le *Quotidien du peuple*. La Chine fait tout ce qu'elle peut pour encourager le resserrement des liens entre pays riverains du Golfe et entre pays arabes. Le 4 juillet, devant M. Marouf, M. Teng Hsiao-ping a qualifié de « *particulièrement réjouissant* » l'accord irano-irakien de mars sur les frontières et il a exposé la doctrine chinoise en la matière : « *Les faits ont maintes fois prouvé que les pays du tiers-monde, qui ont des intérêts communs et de mêmes tâches de combat, ne connaissent pas entre eux de conflits d'intérêt fondamentaux ni de litige insoluble.* »

La Chine s'affirme persuadée que la tendance générale est à l'unité, qui implique le refus des super-puissances. C'est pourquoi, malgré tout ce qu'ont d'irritant pour elle les bonnes relations soviéto-irakiennes, ses journalistes ont célébré avec un lyrisme débridé les efforts irakiens pour développer la production pétrolière et rapporté avec satisfaction le mécontentement provoqué à Bagdad par le retard pris par les Soviétiques dans la construction d'une centrale électrique à Nagibia. Dans ces vitupérations de la Chine, les Irakiens trouvent leur compte : en fustigeant les experts soviétiques, Pékin ne peut que les pousser à finir leur travail au plus vite.

ALAIN BOUC.

En Grande-Bretagne

M. WILSON S'OPPOSE A DES MINEURS QUI RÉCLAMENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES DE 60 %

(De notre correspondant.)

Londres. — Une bataille qui pourrait être décisive pour l'avenir du gouvernement travailliste se déroule à Scarborough, où se tient la conférence nationale des mineurs de Grande-Bretagne. Celle-ci doit se prononcer ce mardi 8 juillet sur une résolution « extrémiste » demandant que le salaire des mineurs soit porté à 100 livres par semaine. L'augmentation serait ainsi de l'ordre de 60 % alors que dans sa lutte contre l'inflation le cabinet se déclare résolu à ne plus tolérer des hausses de salaires qui dépasseraient 10 %.

La situation évoque celle de février 1973, lorsque le gouvernement Heath convoqua les électeurs après s'être vainement opposé aux revendications des mineurs. M. Wilson s'est rendu à Scarborough, où il a lancé lundi, à la conférence, un appel à la fois angoissé et passionné.

Le premier ministre a dit que le moment était venu pour les mineurs de se montrer « loyaux » non seulement envers le gouvernement travailliste mais à l'égard de la nation tout entière. Soutenant que l'inflation est la cause la plus directe du chômage, il a réaffirmé qu'il ne saurait être question pour le gouvernement de financer les demandes « suicidaires » présentées par l'aile militante du Syndicat des mineurs. Selon lui, l'avenir du gouvernement travailliste en Grande-Bretagne est actuellement en jeu.

Avant M. Wilson, le président du syndicat, M. Gormley, avait, lui aussi, dénoncé comme une véritable « folie » la demande des mineurs du Yorkshire, qui maintiennent leur revendication de 100 livres par semaine.

Accueilli à l'entrée de la salle par quelques cris de « traître », de « Ramsey McDonald » et de « numéro 10 % » (allusion au 10 Downing Street), le premier ministre a fait un discours beaucoup plus chargé d'émotion que de coutume. « *Ce que le gouvernement demande pour l'année à venir*, s'est-il écrié, *ce que le gouvernement a le droit et le devoir de demander, ce n'est pas une année pour soi-même, mais une année pour la Grande-Bretagne.* » Cette intervention n'a été saluée que par des applaudissements polis, et l'issue du vote de la conférence demeure très incertaine.

JEAN WETZ.

M. REBEYROL AMBASSADEUR A TUNIS

La nomination de M. Philippe Rebeyrol comme ambassadeur à Tunis va être publiée au *Journal officiel*.

M. Rebeyrol remplacera M. Georges Gaucher.

[Né en 1917, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, M. Rebeyrol s'est engagé dans les Forces françaises libres en 1942, alors qu'il était professeur à Barcelone. Entré aux affaires étrangères après la guerre, il a occupé divers postes à l'administration centrale, à Bucarest, au Caire, à Beyrouth, à Alger, avant d'être nommé ambassadeur au Cameroun en 1968. Il était depuis 1972 directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay.]

En Italie

UN MILLION DE SALARIÉS DES TRANSPORTS EN GRÈVE LE 9 JUILLET

(De notre correspondant.)

Rome. — L'Italie devait être paralysée toute la matinée, mercredi 9 juillet, par une grève générale des transports : tramways, autobus, avions, trains et bateaux sont touchés par cet arrêt de travail.

Un million de travailleurs vont protester, d'une part contre l'augmentation récente des tarifs (plus 10 % dans les chemins de fer, plus 15 % sur les autoroutes publiques) et, d'autre part, contre les lenteurs de la politique gouvernementale en matière de transports. Les milliards de lires promis pour développer et moderniser le rail, les ports et les aéroports n'arrivent pas, et on attend toujours les trente mille autobus dont la construction est annoncée depuis des années.

Cette grève ne constitue qu'une partie de l'action syndicale « *pour faire sortir le pays de la crise actuelle* ». Les ouvriers du livre cesseront le travail pendant seize heures, mercredi et jeudi, les employés des hôtels et des restaurants suspendront une nouvelle fois leur activité le 15 juillet.

Ce mouvement revendicatif est fortement critiqué dans les milieux industriels et gouvernementaux, où l'on note deux chiffres préoccupants : 102,5 millions d'heures de grève entre janvier et mai dernier (contre 45 millions pendant la période correspondante de 1974) et, en mai, une baisse de la production industrielle de 18,7 % — un record — par rapport au même mois de l'année précédente. — R.S.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le Soviet suprême de l'U.R.S.S.* s'est réuni mardi matin 8 juillet au Kremlin en session régulière pour examiner un projet de loi prévoyant une protection accrue du sous-sol et des mesures pour améliorer l'exploitation des ressources minières. — *(A.F.P.)*

● *Le Brésil a dévalué*, le 7 juillet, le cruzeiro de 0,75 %, pour la septième fois depuis le début de 1975. Le dollar américain passe à 8,03 cruzeiros à la vente et à 8,13 à l'achat. La précédente dévaluation de 1,2 % était entrée en vigueur le 26 juin, et en sept fois la monnaie brésilienne a été dévaluée de 9,2 % — *(A.F.P.)*

● *Une manifestation antifranquiste à Hendaye.* — Un millier de manifestants répondant à l'appel du comité « *Bayonne Pays basque contre la répression franquiste* » ont participé, samedi 5 juillet, à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) à une marche de protestation en direction de la frontière espagnole pour demander la « *libération des prisonniers politiques détenus en Espagne* ».

Dans le rapport annuel sur la sidérurgie

M. Jacques Ferry demande une relance de la consommation

La crise que depuis bientôt dix mois traversent la sidérurgie française et toutes les sidérurgies occidentales est, de loin, la plus grave depuis les années 30, a déclaré M. Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie, en présentant son rapport annuel, et l'exercice 1975 s'annonce comme devant être le plus mauvais de l'après-guerre.

La production métropolitaine d'acier, en baisse de 20 % sur celle de 1974, retombera au niveau de la moyenne de 1968-1969, et les résultats, dans la meilleure hypothèse, ne laisseront qu'exceptionnellement une faible marge positive après couverture des charges financières et avant amortissements. Il en résultera pour 1976, et peut-être pour 1977, un sérieux freinage des investissements, qui se limiteront aux opérations de maintenance et à la poursuite des programmes déjà engagés.

Dans l'immédiat, si à l'automne une reprise substantielle n'est pas enregistrée, le spectre des licenciements collectifs commencera à planer, les entreprises ayant épuisé tous les expédients susceptibles de les éviter. Comme les prévisions des principaux clients de la sidérurgie (automobile, bâtiment, électro-ménager) ne sont pas favorables, on ne voit guère pourquoi cette reprise aurait lieu, à moins qu'un retournement psychologique ne se produise.

Selon M. Ferry, seule une relance sélective de la consommation, particulièrement dans le domaine des biens de consommation durables, serait capable de provoquer un tel retournement, les mesures prises précédemment ne lui paraissant guère convaincantes. La crise actuelle, a ajouté M. Ferry, en admettant qu'elle soit désormais proche de son terme, ne se reproduira pas deux fois sans menacer tout ensemble l'existence même des entreprises et l'unité de leur marché : même le Marché commun n'y survivrait pas. Et de proposer l'idée d'une discipline internationale de la production et des échanges d'acier, à l'image de ce qui est envisagé dans le cadre du GATT pour certaines matières premières de base.

Souhaitons que cette proposition résiste à un retour éventuel de la prospérité, en rappelant qu'il y a un an la conjoncture apparaissait encore très brillante jusqu'à l'été 1975 et que les pénuries observées à l'époque peuvent réapparaître dans deux ans.

DES MESURES EN FAVEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Le premier ministre devait recevoir, ce mardi 8 juillet, en fin d'après-midi, M. Philippe Clément, président de la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.).

Au cours de cet entretien, M. Chirac pourrait évoquer avec son interlocuteur un certain nombre de dispositions destinées à améliorer la situation des entrepreneurs, et notamment l'augmentation des prêts aux collectivités locales accordés par la Caisse des dépôts et la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) pour le financement des travaux de voirie.

Une telle augmentation permettrait de dégager 1,5 milliard de francs supplémentaire. La F.N.T.P. a estimé que les collectivités devraient disposer d'un montant environ trois fois supérieur pour compenser les pertes dues à la conjoncture.

Les recettes budgétaires seront définitivement arrêtées à la fin du mois d'août

La définition des recettes budgétaires pour 1976, notamment des ressources fiscales, interviendra sans doute cette année plus tôt que prévu, à la fin du mois d'août au lieu du début de septembre. C'est à ce moment que le gouvernement aura à sa disposition les derniers comptes économiques préparés durant la première quinzaine d'août, qui lui permettront de se faire une idée plus précise de l'évolution de la conjoncture en 1976 et donc de fixer le montant des recettes qui devront, selon la règle de l'équilibre budgétaire, correspondre strictement aux dépenses. Aucune opération fiscale importante n'est, en l'état actuel des choses, envisagée (*le Monde* du 2 juillet). Les pouvoirs publics devraient se contenter de fixer, avant la rentrée, le relèvement, habituel depuis 1970, des tranches du barème d'imposition des revenus, qui a pour but d'éviter que les contribuables ne paient davantage d'impôts du fait de l'augmentation de leurs ressources correspondant à l'inflation.

La définition du montant et des modalités de ce relèvement permet toutefois un certain « jeu », compte tenu des préoccupations économiques du moment ou de bien d'autres considérations, comme par exemple le souci de parvenir à une réduction des inégalités. Ainsi, dans le projet de budget pour 1975, les tranches applicables aux revenus perçus en 1974 avaient été relevées uniformément de 12 %, alors que l'inflation a été l'an dernier de 15,2 %. Il s'est donc opéré, à pouvoir d'achat constant, une certaine « reprise » fiscale sur les revenus.

Il est vraisemblable que le gouvernement poursuivra cette politique cette année, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter l'impôt des plus gros revenus. Toutefois aucune décision n'a encore été arrêtée, et toute prévision à ce sujet est considéré par le ministère de l'économie et des finances comme « pure spéculation ».

Mme CLAUDE EST FATIGUÉE

Mme Claude — de son vrai nom Fernande Grudet — a voulu garder son mystère. Discrète directrice d'un réseau d'hétaïres très parisiennes, elle était vulgairement poursuivie lundi 7 juillet devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour « proxénétisme ». Un bien vilain mot pour une dame si « distinguée » qui connaît, dit-on, les secrets d'alcôve de quelques ministres de la Ve République et du Tout-Paris. Une étrange poursuite pour un commerce qui fut florissant de 1958 à 1975 alors que nul — y compris la police — n'en ignorait l'adresse.

Tant de bruit autour d'elle a fatigué la dame, qui a préféré rester au lit. « Je veux la voir » s'est écrié le substitut, M. Raymond Gaiber d'Auque. A la demande du défenseur de Mme Claude — un avocat du cabinet Lemarchand — décision fut prise de renvoyer l'audience au 20 octobre. « Pour une heure » puisqu'il n'y aura pas de témoin. Il est vrai qu'avec les deux mille cent soixante et une contraventions dressées pour proxénétisme à l'encontre de Mme Claude, comme l'a dit le président, M. Jacques Hennion, « des témoins, il y en aurait trop ». Dommage ! — B.D.

EDEP
Ecole de Direction d'Entreprise de Paris
Etablissement privé d'Enseignement Supérieur. Préparation simultanée sur 3 ans aux examens d'Etat suivants :
● 3 PREMIÈRES ANNÉES DE LA MAITRISE DE GESTION.
● D.E.C.S.
● B.T.S.
— Distribution et gestion commerciale,
— Comptabilité et gestion d'entreprise.
130, rue de Clignancourt
75018 PARIS - Mº Simplon
TÉL. : 252-81-22 +



(PUBLICITÉ)
NE GLISSEZ PLUS SUR SURFACES GRASSES OU LISSES
EVITEZ LES ACCIDENTS
Pour résoudre ces problèmes, Tétralon PC 12 procédé simple, pratique, économique, rapide, durable. Très nombreuses références.
Société Franco-Américaine d'Applications Chimiques
57, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 75003 Paris, 278-55-10, 272-65-90

Le 14 juillet

UNE « MARSEILLAISE » PERCUTANTE

Tambours, grosses caisses et cymbales vont à nouveau accompagner l'exécution de « la Marseillaise ». Ainsi en a-t-il été décidé pour le prochain 14 juillet, à la demande de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a reçu lundi le lieutenant-colonel Roger Boutry, chef de la musique de la garde républicaine.

Voilà juste un an, le président de la République avait souhaité, pour accompagner le défilé traditionnel, une « Marseillaise » revue et corrigée, « majestueuse et lente », plus « noble » que « martiale » — ce qui n'avait pas manqué de susciter de nombreux commentaires et quelques critiques.

Les modifications décidées cette année ne constituent pas un retour en arrière : « la Marseillaise » 1975 restera l'hymne imposant souhaité par le président de la République. Mais, pour plus de clarté musicale en plein air, les percussions viendront souligner certains effets dramatiques : un juste milieu, en quelque sorte.

Reste à savoir qui est le véritable auteur de notre hymne national. Bernard Gavoty tentera de résoudre cette énigme sur TF1, dimanche 13 juillet, à 22 h. 40.

MANIFESTATIONS DE RAPATRIÉS A PROPOS DES PRÊTS DE RÉINSTALLATION

Une centaine de manifestants membres de différentes organisations de rapatriés ont occupé ce mardi matin 8 juillet, vers 11 heures, une partie des bâtiments de l'annexe de la Cour des comptes située 265, rue Saint-Honoré, e[t] ont interrompu la première ré[]union de la Commission national[e] d'aménagement des prêts de ré[]installation, présidée par M. Cous[]teau, conseiller à la Cour d[es] comptes. Auparavant, les tr[] représentants des rapatriés [] participaient à cette commissi[on] avaient décidé de quitter la sal[le].

Les manifestants, qui apparti[en]nent notamment à l'USDIF[] (Union syndicale de défense [] intérêts des Français rapat[] d'Afrique du Nord), à l'UCD[] (Union des comités de défe[] des agriculteurs rapatriés) et [] F.N.R. (Front national des rap[a]triés), ont demandé aux repr[é]sentants de l'administration [] démissionner de cette commissio[n]. Soulignant les promesses fait[es] par le président de la Républiq[ue] à l'occasion de son récent voya[ge] en Algérie, les manifestants décl[a]rent s'opposer au rembourseme[nt] des prêts de réinstallation — qu[] ont reçus à leur retour d'Algé[rie] — tant qu'une véritable loi d'[] demnisation n'aura pas été prop[o]sée par le gouvernement. [] remboursement de ces prêts fais[] depuis plusieurs années l'obj[] d'un moratoire.

Le numéro du « Monde » daté 8 juillet 1975 a été tiré à 527 762 exemplaires.



